

## EN CHINE

Profond renouvellement  
de l'appareil provincial  
du partiLIRE PAGE 4 L'ARTICLE  
DE MANUEL LUCBERT

## Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,60 F

Algérie, 3 DA : 500 m. : Tunisie, 200 m. : Allemagne, 1,80 DM : Belgique, 28 F. : Canada, 1,10 \$ : Côte d'Ivoire, 840 F CFA : Danemark, 6,50 Kr. : Espagne, 100 pes. : E.-U., 95 c. : E.-R., 50 p. : Grèce, 85 dr. : Irlande, 80 p. : Italie, 1.200 L. : Japon, 360 ¥ : Libye, 0,350 DL : Luxembourg, 27 F. : Norvège, 6,00 kr. : Pays-Bas, 1,75 fl. : Portugal, 60 esc. : Suède, 225 F CFA : Suisse, 7,75 fr. : Taïwan, 1,40 L. : Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 30

5, RUE DES ITALIENS  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. : 4207 23 PARIS  
Tél. : 246-72-23

## BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Les militaires argentins  
en échec

A moins d'une semaine du premier anniversaire de la malencontreuse tentative de récupération par la force des Malouines, le gouvernement de Buenos-Aires, toujours dominé par les militaires, a dû constater l'ampleur de son impopularité et de son discrédit. Le mouvement de grève générale décrété par les deux branches, parfois rivales, parfois unies, de la C.G.T. a remporté un succès éclatant le lundi 28 mars.

Transports stoppés, débrayages massifs dans l'industrie, restaurants et salles de spectacles fermés, activité très réduite dans les banques et l'administration : l'absentéisme a atteint un taux de 85 % selon les estimations du ministère de l'Intérieur. Même les radios d'État et la télévision, qui avaient reçu l'ordre de ne diffuser aucune information sur la grève générale, ont interrompu leurs émissions durant cinq minutes toutes les heures. Une radio clandestine, qui se réclame des Montoneros, a critiqué durement le régime militaire, en « occupant » la principale chaîne de télévision de la capitale.

Le gouvernement du général Bignone avait alterné la menace et la persuasion pour tenter de désamorcer le mouvement. Il avait fait valoir aux dirigeants syndicaux que les militaires « ultras », hostiles au processus de « démocratisation », amorcée, pourraient passer à l'action en exploitant d'éventuels incidents de rue. Puis, le ministère du Travail avait déclaré la grève « illégale » tandis que le ministère de l'Intérieur affirmait qu'il « réprimerait les actes portant atteinte à la paix et à la sécurité intérieure ».

Mais le mouvement s'est déroulé sans incidents, et les « organisateurs » de cette épreuve de force n'ont pas été arrêtés. Les autorités ont donc perdu sur toute la ligne. Les Argentins sont passés outre aux menaces, et le gouvernement a démontré qu'il n'était plus en mesure d'utiliser sa capacité de répression comme il l'avait fait lors des grèves générales du 27 avril 1979 et du 22 juillet 1981.

Les commentateurs des organisations syndicales et politiques d'opposition insistent sur la « victoire politique » remportée lundi. « Le régime militaire a fait son temps », ce jugement d'un dirigeant de la C.G.T. résume le sentiment général au lendemain d'un affrontement perdu par les autorités argentines. La grève était d'abord une protestation contre la politique économique officielle, bien que le gouvernement ait accordé au dernier moment une hausse pour les bas salaires à partir du 1<sup>er</sup> avril.

Il est vrai que la rivalité entre les deux branches de la C.G.T., qui se disputent le contrôle du monde ouvrier, a joué un rôle dynamique dans la réussite de lundi. Et c'est aussi l'éventuelle influence des organisations syndicales face au gouvernement constitutionnel et civil qui devrait, si tout se passe bien, être mis en place après les élections générales qui étaient en jeu lundi. Une nouvelle épreuve attend, à court terme, le gouvernement : une marche « pour la paix, le pain et le travail » doit avoir lieu à Buenos-Aires mercredi.

La presse américaine dénonce le soutien clandestin des États-Unis aux rebelles antisandinistes au Nicaragua.

(Lire page 3.)

Les services américains  
ont utilisé des nazis  
pendant la « guerre froide »  
confirment les archives de Washington

M. Christian Riss, juge d'instruction à Lyon, chargé du dossier de Klaus Barbie, l'un des responsables de la police nazie dans cette ville de 1942 à 1944, a reçu durant près de quatre heures, lundi 28 mars, M. Klarsfeld, Libman et Zelmati, avocats des parties civiles. La semaine passée, M<sup>me</sup> Beate Klarsfeld, épouse de l'avocat, s'est rendue en Autriche et en R.F.A. pour tenter de retrouver la trace d'anciens complices de Barbie. D'autre part, le Washington Post confirme, en faisant état de documents des archives américaines, que Klaus Barbie et d'autres nazis ont travaillé, durant la « guerre froide », pour les services de renseignements américains.

## Barbie et les autres

De notre correspondante

New-York. — D'un commun accord, les services de renseignements américains et britanniques ont décidé, après le 1<sup>er</sup> avril 1948, de refuser les demandes d'extradition de criminels de guerre provenant de pays communistes et, même, comme dans le cas de Klaus Barbie, d'alliés occidentaux. Ils espéraient ainsi — alors que se développait la guerre froide — obtenir d'hommes qui avaient pourchassé les résistants au nazisme des informations sur les régimes politiques qui s'installaient en Europe orientale. Ils ont de ce fait recruté des centaines d'anciens nazis comme agents et ont mis au point une politique destinée à les garder dans les zones d'occupation américaine ou britannique. Ils ont organisé le départ vers l'Amérique du Sud des plus importants d'entre eux, ou des plus menacés.

C'est ce qu'affirme le Washington Post dans un article publié le 28 mars, à partir de documents retrouvés dans les archives fédérales et dans celles du département d'État. Selon ces documents, la Yougoslavie, qui avait demandé l'extradition de deux cents S.S. réfugiés dans le secteur américain, notamment celle du commandant Heinz Goldacker, responsable du massacre des habitants du village d'Alibon, n'a pu obtenir le retour d'une dizaine d'entre eux. Les Tchécoslovaques, la Pologne, la Bulgarie et la Hongrie avaient réclamé plus de deux cents extraditions : les Polonais en ont obtenu une, les Bulgares deux. Ce serait pour les mêmes raisons que cinq généraux allemands, Guderian, Von Leutwitz, Rheinhardt, Rode et Von Vormann, qui étaient réclamés par les Polonais et les Soviétiques, n'ont été ni jugés à Nuremberg ni extradités.

Barbie, qui avait été réclaté par les Français le 20 juillet 1949, puis le 9 novembre, le 2 décembre et encore en janvier 1950, sans succès, intéressait aussi les Américains parce qu'il pouvait leur fournir des informations sur les communistes Français. Cette politique n'avait pas que des partisans, et les archives du département d'État contiennent un câble de protestation, envoyé le 12 juin 1947 par le consul américain à Belgrade, M. John Moors Cabot, qui devait être plus tard ambassadeur en Pologne.

Tandis que le ministre de la justice du gouvernement Reagan, M. William French Smith, annonce le lancement d'une enquête « appro-

fondée » sur les relations qui ont existé et existent encore entre les services de renseignements américains et les anciens criminels de guerre, l'expulsion de Bolivie de Klaus Barbie a suscité une nouvelle « révélation » : un ancien sergent de la sixième unité du contre-espionnage américain, M. Gene Brumel, qui était en poste à Augsburg entre 1950 et 1952, a déclaré que les agents américains étaient prêts à assassiner Barbie plutôt que de le livrer aux Français. « Nous avions à peu près autant confiance dans les Français que dans les Russes », a-t-il précisé au journal Dayton Daily News publié dans l'Ohio, ajoutant que Barbie ne savait trop sur l'implantation des services américains en Europe.

NICOLE BERNHEIM.  
(Lire page 12.)M. Mauroy va recevoir les syndicats  
pour discuter du plan d'austérité

## La C.G.C. envisage une action « de dimension nationale »

Le gouvernement va-t-il consulter les syndicats pour la forme ou pour négocier avec eux certains « correctifs » au plan d'austérité ? Mardi 29 mars, en fin de matinée, les dirigeants des centrales syndicales n'avaient encore reçu aucune assurance sur ce point, bien que MM. Mauroy et Bérégovoy se soient entretenus la veille des réponses que le gouvernement fera aux réactions provoquées par les mesures

annoncées le 25 mars. Une seule certitude pour l'instant : le premier ministre va sortir de la discrétion qu'il observe depuis la constitution de son troisième gouvernement. M. Mauroy recevra les dirigeants des principales organisations. Les réactions de la C.G.C., qui n'exclut pas une action « de dimension nationale », sont pour l'instant les plus marquées.

L'audience que M. Mauroy doit accorder, le mercredi 30 mars, à 17 h 30, à M. André Bergeron ne doit pas être considérée comme l'ouverture des entretiens à venir, soulignent-on mardi matin à l'hôtel Marignan, dans un évident souci de dissiper l'impression que F.O. bénéficierait d'un traitement privilégié. Cette audience était prévue de longue date. M. Bergeron l'avait sollicité au début de février, après que M. Edmond Maire, au sortir de

l'Élysée, eut parlé de la nécessité d'un nouveau plan de rigueur. Initialement fixé avant les élections municipales elle avait été reportée, à la demande du chef du gouvernement qui n'avait pas voulu relancer avant le scrutin un débat préjudiciable à la cohésion du parti socialiste et, selon lui, aux intérêts électoraux de la majorité.

## Le fantôme et le rêve

par PHILIPPE BOUCHER

On aura beau dire et l'on aura beau faire, évoquer des mesures identiques prises en novembre 1968 et guère moins rigoureuses, en appelant sans le dire à un Valmy économique (dont M. Delors serait le Danton), rien n'y fera : les règlements prévus pour empêcher que les Français ne voyagent à l'étranger l'emportent sur tout le reste de cette grosse artilerie monétaire et sont ressentis comme une atteinte aux libertés.

(Lire la suite page 2.)

## IMMIGRATION ET SÉCURITÉ

## Les enfants des Minguettes

Après les violents affrontements de la semaine dernière qui ont opposé, à Vénissieux (Rhône), des jeunes d'origine maghrébine et des policiers venus enquêter sur des vols, la situation à la cité des Minguettes reste tendue. Samedi, des immigrants ont manifesté dans le centre de Lyon. Depuis lundi, douze jeunes du quartier font grève de la faim pour réclamer « l'égalité de traitement avec les Français par la police et la justice ». Ce mardi

29 mars, le préfet de police de Lyon devait réunir une conférence de presse consacrée aux problèmes de l'insécurité dans la région lyonnaise.

Notre correspondant régional, Claude Régent, a rencontré longuement, aux Minguettes, la famille Benayad, dont le père est installé en France depuis 1947. Cet ouvrier, âgé de cinquante-cinq ans, n'a qu'une richesse : ses neuf enfants, « qui ne savent plus qui ils sont ».

De notre correspondant régional  
CLAUDE RÉGENT

On n'est pas riche, mais on a le cœur généreux. Meubles astiqués, affiches « du pays » aux murs, des tasses partout. Nappes blanches et bouquets de fleurs en tissu. Une petite télévision en noir et blanc. Deux gosses regardent un dessin animé. Les portes de la maison se sont ouvertes pour un étranger. Père : un journaliste, les plus grands étaient réticents à sa venue. Et puis le père a tranché : « Il n'y a rien, vraiment rien à cacher ».

A la maison, on n'en parle presque jamais. Pourtant, « il » est là, pesant, de plus en plus menaçant. Le racisme ? Le père, Rachid, est le plus tolérant de tous. Il est babillard et fataliste. A l'usine, il appelle ça des « malentendus ». Mais il sent bien que la situation a changé. Les voisins français sont partis peu à peu. Depuis quinze ans qu'il habite

dans cet immeuble, les rapports avec le voisinage se sont raréfiés et même détériorés. Avant-hier, lundi, le voisin de palier — « il était saoul » — a même sorti sa carabine en menaçant un des garçons pour une dérisoire question de bien. Oui, le racisme est de plus en plus présent. On est loin de l'époque de la guerre d'Algérie, du F.L.N. et des amitiés avec les communistes de la ville : « On était chez nous ici... » Aujourd'hui, les élus sont toujours communistes, mais plus lointains. Rachid ne les voit jamais : « Je ne demande pas la charité ». Tout juste trouve-t-il un peu dérisoires les efforts d'animation : « On installe un tas de sable et trois bouts de bois pour les enfants ».

(Lire la suite page 12.)

JEAN-PIERRE DUMONT  
et ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite page 8.)

Un entretien  
avec le porte-parole  
du gouvernementM. MAX GALLO :  
UN MÉDIATEUR  
POUR LES MÉDIAS

LIRE PAGE 18

Une brochure du « Monde »  
sur les élections municipales

Les élections municipales des 6 et 13 mars avaient une double signification politique.

Aux conseils municipaux et aux maires nouvellement élus au scrutin proportionnel les lois de décentralisation du 2 mars 1982 et du 7 janvier 1983 sur les nouvelles compétences des communes attribuaient des responsabilités notablement plus étendues que par le passé. Ces élections étaient aussi la première consultation nationale organisée depuis l'accession de M. François Mitterrand à la présidence de la République et la victoire du parti socialiste en mai 1981.

La brochure que vient de publier le Monde comprend trois grandes parties. Elle rappelle d'abord quelles sont désormais les compétences des maires et des conseils municipaux, donne le texte de référence et les commentaires, que ce soit pour l'ensemble des communes de France ou pour les cas particuliers de Paris, de Lyon, de Marseille, de la Corse ou des départements d'outre-mer. Elle publie ensuite, après avoir analysé les thèmes de la campagne et rapporté les moments marquants de celle-ci, les résultats des élections dans quelque huit cents circonscriptions, résultats assortis de nos commentaires et de ceux de personnalités politiques, de cartes et de tableaux récapitulatifs.

Elle donne enfin, avant un vade-mecum pratique, la liste et le portrait des nouveaux maires.

Cette brochure de 136 pages est en vente dans tous les kiosques, au prix de 24 francs.

le must de Cartier



Dans sa tradition de luxe et de qualité, l'authentique collection de bagages Cartier.

## AU JOUR LE JOUR

## Témoignages

Méfiez-vous des victimes !

Au cours du colloque sur les « risques du métier », réuni par le Syndicat des instituteurs, on s'est ému de la multiplication des affaires où des maîtres sont accusés de pédophilie par des élèves.

On a fait valoir la fragilité de ces témoignages, les enfants jouant avec la réalité et ignorant le poids des mots.

C'est le bon sens. La réforme du code pénal devrait tenir compte de cette suspicion légitime. On ne retiendrait comme valides que les témoignages d'adultes, ce qui réglerait définitivement la question de la pédophilie.

BRUNO FRAPPAT.

هكمان الأول



## Le fantôme et le rêve

## Rigueur et voyages

Les restrictions de devises pour les voyages à l'étranger suscitent un beau tapage. Il ne vient pas seulement du fait que l'on a coupé des ailes à certains rêves, estime Philippe Boucher, mais que naissent des fantasmes sur des restrictions aux libertés, s'apparentant aux mesures prises par les pays de l'Est. Le docteur Ogrizek va plus loin encore, qui voit là carrément une action anti-démocratique. De son côté, Alfred Grosser craint que même les dérogations sur les cartes de crédit accordées aux sociétés ne soient d'un maniement trop lourd pour les hommes d'affaires, qui perdront ainsi des marchés. Michel Boyer se demande, lui, où commence et où s'arrête le superflu dans une société où l'on a surtout appris à consommer. Agnès Fontaine, qui a la passion des voyages, partira, tant pis, en Inde avec 3 000 F et Alain Rollat restera à Coustouges, du « bon côté » de la frontière espagnole.

(Suite de la première page.)

Les amateurs d'horizons nouveaux et de dépaysement étant rarement réunis en association, il n'est pas d'organisation qui puisse, collectivement et sans conteste, parler d'une seule voix en leur nom. La multiplicité des plaintes individuelles compense les déficiences du gémissement à l'unisson. Ce gémissement se fait pourtant entendre, sur deux registres, et n'émane pas toujours des nantis pour aéroports.

Le premier de ces registres va de soi, car il est immédiat : avec la majeure dotation de 3 000 F (2 000 F en devises et 1 000 F en monnaie nationale) allouée par les pouvoirs publics, il serait vain d'espérer dépasser Argelès-Gazost ou Perros-Guirec.

On le sait, cette impression est fautive. Restent accessibles sans limitation financière (si ce n'est les siennes propres) les États de la zone franc et les possessions françaises, terres souvent jointes à la chère couleur locale ne fait pas défaut, de Nouméa à Fort-de-France, de Paopao à Kerguelen, et jusqu'à l'Îlot de Clipperton pour ceux que séduirait une terre inhabitée et baignée par les vents. Cela en fait du pays à arpenter et de vastes portions de territoires à survoler pour ceux à qui le voyage est d'abord et avant tout un déplacement géographique, plutôt qu'un but en soi.

Certes les destinations favorites des Hexagoneaux sont compromises. L'Espagne, l'Italie, le Maghreb, seront moins fréquentés que les années passées. Tout le monde ne s'en plaindra pas également. Encore que l'on puisse faire confiance aux Français pour faire valoir leur débrouillardise et pousser l'invention jusqu'à des marges de la légalité.

Irait-on jusqu'à fouiller à corps les voyageurs, irait-on jusqu'à les délester de leur argent aux postes frontières (pratiques qui fleurissent l'une et l'autre en novembre 1968) ? Le personnel chargé d'appliquer les nouveaux textes aux Français plus de fil à retordre que les éventuels fraudeurs ne seront ni des millionnaires apeurés par le vil rouge ni des passeurs de métier venant au secours des premiers. Il faut se faire à l'idée que les tricheurs pris sur le fait seront neuf fois sur dix d'honnêtes gens de famille qui ne voulaient cacher que le nécessaire habituel et que, à ce titre, si on les sanctionne, on ne leur mettra pas aisément dans la tête qu'ils sont d'authentiques délinquants.

D'autant qu'il faut prendre en considération le second registre des griefs : la limitation des

voyages. Un registre que traduit la quasi-unanimité des titres de la presse, même si ce fait n'a jamais beaucoup ému les gouvernements, quels qu'ils soient et d'où qu'ils viennent, non plus que les présidents de la République, ainsi que vient de le rappeler M. François Mitterrand à propos de l'élaboration à l'époque de son remaniement ministériel.

Da Quotidien de Paris à Libération, du Figaro au Matin de Paris, pour ne citer que des quotidiens nationaux, chacun a fait assaut d'imagination ou d'humour pour marquer que son étonnement, qui sa fureur.

Aucun pourtant n'a réellement exploité une crainte en forme de fantasme, entendue sur tous les tons, y compris dans les rangs de la gauche : la France s'aligne sur les pays de l'Est. Au motif d'épargner des devises, on met en place par frontières un gigantesque système de contrôle afin de contrecarrer la liberté d'aller et venir.

Peut-être dénué de toute réalité, ce songe, qui emprunte à la psychologie des foules - seraient-elles composées d'individus très savants - mérite mieux qu'une récusation dédaigneuse ou colérique. La crainte existe. Nullement alléguée lorsque la droite se prononce pour les mêmes freins, elle prend corps lorsque la gauche met les Français en piquet.

N'importe qu'un Français sur deux ne prenne pas de vacances (qu'il ait ou non des congés payés), que ne se rendent à l'étranger qu'une minorité de nationaux, c'est leur ensemble qui se sent atteint parce que devient (provisoirement) inaccessible un droit dont ils n'entendent pas tous, jusqu'ici, faire usage.

Certes, ce sentiment peut aujourd'hui diffuser davantage dans la conscience collective parce que les voyageurs à destination de l'étranger sont passés en quinze ans de trois millions à dix millions. Aussi parce que les Français et les témoins montrent à loisir des paysages lointains et jamais vus, souvent jugés pittoresques à distance, quand ils ne sont, à les côtoyer, qu'insoutenables.

La montée du rêve - réalisé ou non - ne suffit pas à justifier qu'on s'efforce aujourd'hui en termes de condamnation politique, alors qu'on s'en abstint en 1968 à propos de cette liberté d'aller et venir, ni plus ni moins restreinte en ce temps-là. Pourtant, cette fois-ci, c'est cette mesure qui prend le pas sur toutes les autres, alors qu'elle ne saurait, telle qu'on nous l'annonce, être tenue pour la plus intolérable.

Un regard jeté sur le reste du monde amène sa part d'explication. C'est une évidence que le monde « navigable » rétrécit. Un nombre grandissant de pays se ferment, interdisant l'accès à la sortie, parfois les deux. Les totalitarismes en sont causes, et quelquefois leurs sous-produits, les régimes bureaucratiques.

Les mêmes défants pouvant conduire aux mêmes excès, il n'est pas complètement illégitime que, pour s'en moquer ou pour le conjurer, certains fassent de croire que la France va s'aligner sur les régimes sans liberté, au nom du salut national.

## Le discours de Jaurès

Rien de tel n'est évidemment à craindre d'un pouvoir dont le chef déclarait il y a dix ans (le Monde du 5 décembre 1979) : « La liberté, en fin de compte, n'est-ce pas la faculté de rester, de partir, sans demander de permission. D'aller vers le pays, vers les êtres qu'on aime, hors du regard froid de l'État ? » Le président de la République n'a évidemment pas rejeté ce qui avait nagé le premier secrétaire.

Pas plus qu'il ne peut avoir mécompris, dans l'appel qu'il lançait à la jeunesse le 23 mars dernier, combien le voyage est une part essentielle de l'épanouissement du jeune âge. Sans être Byron pressant Shelley de le rejoindre en Grèce pour y contempler « l'indécompréhensible », la jeunesse, dans une proportion grandissante, a soif d'étonnements qui ne la menacent pas.

Les récentes mesures ne favorisent pas cela.

Il est douteux qu'il suffise, pour commencer la jeunesse vers le bon combat, de faire appel à l'effort. L'effort ici frère du courage, qui consiste à « supporter sans fléchir les épreuves de tout ordre, physiques et morales, que présente la vie », selon ce que souhaitait Jean Jaurès, s'adressant lui aussi à la jeunesse, le 30 juillet 1903. Car Jaurès, dans ce Discours à la jeunesse, long de quarante-huit pages quand il l'eut transcrit, après l'avoir prononcé, ne manquait pas d'ajouter qu'il fallait « mener à son regard, à son esprit, quelques échappées vers le vaste monde et des perspectives plus étendues ». Sur ce point, combien d'adultes ne rêvent pas de renouer avec les émerveillements de l'homme naissant ?

PHILIPPE BOUCHER.

## Rendez-vous à Coustouges !

par ALAIN ROLLAT

ENFIN une vraie révolte nationale ! Pas une de ces colères épisodiques comme on en connaît parfois chez les sécessionnistes de Lorraine, les mineurs du Nord, les viticulteurs du Languedoc ou les écologistes des Ardennes ! Pas une de ces frondes à la mode de 68 qui font illusion l'espace d'un printemps puis s'effritent comme la neige sous le mistral ! Non. Une vraie. Une de ces bouffées contestataires jallies du tréfonds de la conscience populaire !

Passes d'ailleurs les impôts, d'obliger à l'épargne, de taxer davantage l'alcool et le tabac. Passe même d'augmenter à la fois les prix du gaz, de l'électricité, du billet de train et du ticket de métro. Mais oser toucher aux vacances à l'étranger ! Les inconscients !

Assurément, la faute commise est énorme. Sinon comment expliquer ces extraordinaires convergences, ce choc des lamentations dépassant les clivages politiques ? Comment ne pas avoir une pensée émue pour le président de la République ? Pauvre François Mitterrand qui en appelle mercredi dernier à un endroit, la conscience civique de ses concitoyens, qui parlait de l'intérêt public, qui prétendait rappeler que certaines plaintes sont dénuées de sens quand il y a deux milliards d'êtres humains qui souffrent de la misère et de la faim !

Peut-être M. Mitterrand se croyait-il encore en novembre 1968, quand les mesures analogues prises par le général de Gaulle n'avaient pas suscité pareil vacarme en dépit des protestations des professionnels du voyage. Les temps ont changé. La société de consommation prend sa revanche sur les sobriétés d'antan (dans Libération autant que dans le Figaro : étonnant, non ?). Et voilà la majorité prise à contre-pied, la gauche généreuse accluse à la mauvaise conscience. Dans le monde syndical, une seule voix, celle de M. Edmond Maire, s'est risquée timidement à avancer que le vrai pro-

blème actuel, pour la France, n'est pas celui des risques économiques, réside dans le mensonge de désengagement de notre tissu social qu'engendrera la reprise quasi inévitable du chômage : l'aggravation du chômage « développe des réflexes individualistes, de repli sur le groupe, donc d'exclusion des chômeurs, de refus de l'aspiration des femmes au travail, d'antagonisme des ethnies, de xénophobie, de racisme ».

A quand une révolte pour le droit du travail aussi spontanée que celle d'aujourd'hui pour le droit de voyager avec beaucoup d'argent dans les poches ?

Mais si la révolte d'aujourd'hui n'est finalement que le fin d'un rêve ? Le rêve de ceux qui avaient choisi la gauche comme s'ils avaient répondu à une invitation en voyage vers l'aventure garantie rose... Réveillé interrompu sur une bannière dorée pour cause de publicité mensongère...

Remarque, nous intervenons dans ce débat pour faire comme tout le monde. Car, pour notre part, nous fréquentons chaque été un endroit, sur la frontière espagnole, où depuis longtemps ni le chômage ni le contrôle des changes ne troublent personne. Le chômage y est devenu un faux problème parce qu'il y a belle lurette que ce village des Pyrénées-Orientales a perdu toute activité (il n'y a même plus d'école ni de boulangerie). Il n'y a pas de contrôle des changes tout simplement parce qu'il n'y a pas de poste-frontière. Et comme là-bas il n'est en principe nécessaire d'emporter 2 000 francs par personne pour avoir l'assurance de faire la fête dans les suberges catalanes (ou même les sentiers des environs qui traversent discrètement la frontière, nous vous donnons rendez-vous au mois d'août à Coustouges. On ira à Tapis ou à Massanes-de-Cabanyes trinquer et sembler à la prospérité des socialistes... espagnols.

## Je pars pour l'Inde avec 3 000 F

par AGNÈS FONTAINE

JE n'ai ni voiture ni magnétoscope. Je ne fume pas de cigarettes américaines et ne bois pas de whisky. Je ne mange pas ces délicieuses pétales de framboise que les Français n'ont pas l'air de savoir faire griller tout seuls... Bref, je ne suis pas pour grand-chose dans le déficit du commerce extérieur.

D'autant qu'à moi, modeste niveau - je travaille dans l'édition - j'essaye de défendre l'idée de M. Edmond Maire, s'est risquée timidement à avancer que le vrai pro-

blème actuel, pour la France, n'est pas celui des risques économiques, réside dans le mensonge de désengagement de notre tissu social qu'engendrera la reprise quasi inévitable du chômage : l'aggravation du chômage « développe des réflexes individualistes, de repli sur le groupe, donc d'exclusion des chômeurs, de refus de l'aspiration des femmes au travail, d'antagonisme des ethnies, de xénophobie, de racisme ».

A quand une révolte pour le droit du travail aussi spontanée que celle d'aujourd'hui pour le droit de voyager avec beaucoup d'argent dans les poches ?

Mais si la révolte d'aujourd'hui n'est finalement que le fin d'un rêve ? Le rêve de ceux qui avaient choisi la gauche comme s'ils avaient répondu à une invitation en voyage vers l'aventure garantie rose... Réveillé interrompu sur une bannière dorée pour cause de publicité mensongère...

Remarque, nous intervenons dans ce débat pour faire comme tout le monde. Car, pour notre part, nous fréquentons chaque été un endroit, sur la frontière espagnole, où depuis longtemps ni le chômage ni le contrôle des changes ne troublent personne. Le chômage y est devenu un faux problème parce qu'il y a belle lurette que ce village des Pyrénées-Orientales a perdu toute activité (il n'y a même plus d'école ni de boulangerie). Il n'y a pas de contrôle des changes tout simplement parce qu'il n'y a pas de poste-frontière. Et comme là-bas il n'est en principe nécessaire d'emporter 2 000 francs par personne pour avoir l'assurance de faire la fête dans les suberges catalanes (ou même les sentiers des environs qui traversent discrètement la frontière, nous vous donnons rendez-vous au mois d'août à Coustouges. On ira à Tapis ou à Massanes-de-Cabanyes trinquer et sembler à la prospérité des socialistes... espagnols.

Pour moi, je ne change pas d'idée : je pars pour l'Inde. Avec 3 000 F pour voyager à l'étranger. Vous me direz que ce n'est pas la première fois dans notre belle histoire. On aurait pu l'annoncer plus tôt. Les gens organisés ont déjà prévu de partir qu'en Espagne, qui vers des centaines plus exotiques, voire fait des réservations sans se soucier d'un éventuel contrôle des changes puisque, juste avant les municipales, M. Mauroy nous avait assuré qu'il n'y avait aucun plan secret de rigueur pour redresser notre malheureuse économie.

Pour moi, je ne change pas d'idée : je pars pour l'Inde. Avec 3 000 F pour voyager à l'étranger. Vous me direz que ce n'est pas la première fois dans notre belle histoire. On aurait pu l'annoncer plus tôt. Les gens organisés ont déjà prévu de partir qu'en Espagne, qui vers des centaines plus exotiques, voire fait des réservations sans se soucier d'un éventuel contrôle des changes puisque, juste avant les municipales, M. Mauroy nous avait assuré qu'il n'y avait aucun plan secret de rigueur pour redresser notre malheureuse économie.

Pour moi, je ne change pas d'idée : je pars pour l'Inde. Avec 3 000 F pour voyager à l'étranger. Vous me direz que ce n'est pas la première fois dans notre belle histoire. On aurait pu l'annoncer plus tôt. Les gens organisés ont déjà prévu de partir qu'en Espagne, qui vers des centaines plus exotiques, voire fait des réservations sans se soucier d'un éventuel contrôle des changes puisque, juste avant les municipales, M. Mauroy nous avait assuré qu'il n'y avait aucun plan secret de rigueur pour redresser notre malheureuse économie.

Pour moi, je ne change pas d'idée : je pars pour l'Inde. Avec 3 000 F pour voyager à l'étranger. Vous me direz que ce n'est pas la première fois dans notre belle histoire. On aurait pu l'annoncer plus tôt. Les gens organisés ont déjà prévu de partir qu'en Espagne, qui vers des centaines plus exotiques, voire fait des réservations sans se soucier d'un éventuel contrôle des changes puisque, juste avant les municipales, M. Mauroy nous avait assuré qu'il n'y avait aucun plan secret de rigueur pour redresser notre malheureuse économie.

## Le superflu, chose si nécessaire...

par MICHEL BOYER

IL est un mot dans l'allocation présidentielle qui mériterait, à la lumière des récents événements, explication : superflu. On finit le nécessaire, on commence le superflu, puisque ce dernier est défini par le Robert comme ce qui n'est pas strictement nécessaire. Une définition qui se dérobe moins d'être imposée, alors que le président de la République exhorte les Français à « épargner quand on le peut, plutôt que de consommer lorsque c'est superflu ».

Les voyages à l'étranger entrent sans doute dans le domaine du superflu. Comme en la matière il n'est guère laissé de liberté de choix, il serait intéressant pour l'avenir de connaître l'étendue de ce domaine. Va-t-on insinuer des carnets de l'Inde qui donneraient droit à un peu de superflu, mais pas trop ? Le rationnement ne touchera-t-il que le superflu étranger ? La voie est en tout cas dangereuse qui consiste à définir des normes de vie. Sans doute vaut-il mieux prendre des mesures globales d'austérité qui lais-

sent à chacun la possibilité - même théorique - d'arrêter.

Où alors, il s'agit d'un grand dessein qui consisterait à casser les reins au gaspillage et à instaurer une société pastorale, comme a nagué par le souvenir le chef de l'État. On peut aussi imaginer une société spartiate. Rêve de puritanisme, ambition de démiurge. On peut aussi imaginer l'avènement d'un monde où les pays industrialisés vivraient plus sobrement et où ceux qui ne le sont pas encore ne chercheraient pas frénétiquement à le devenir.

Faut-il encore en annoncer le projet qui s'inscrit en faux contre la société de consommation, toujours de saison, et le système de production qui est greffé autour ? Balzac nous dit : « Le superflu, c'est la moitié du commerce des États, comme il est l'élément de la vie. » Jusqu'à présent, les seuls exemples de frugalité - par défaut - résident à l'Est. Les démocraties populaires constituent-elles pour autant des modèles ? Le superflu, chose si nécessaire...

## La réalité et le symbole

par ALFRED GROSSER

VOICI quelque temps, le bruit avait couru en Allemagne que le gouvernement allait restreindre les voyages à l'étranger pour améliorer la balance des paiements. La Frankfurter Allgemeine Zeitung élève par avance une protestation : avec quoi l'Espagne, l'Italie, la Tunisie, allaient-elles payer les marchandises allemandes d'importation si les touristes allemands ne leur fournissent plus de marks ?

Ce genre de raisonnement est absent du débat français. A tort : quels pays sont frappés par les restrictions de nos voyages à l'étranger, sinon ceux à devise faible ? Le tourisme français en Allemagne et en Suisse est limité, en compensation des dévaluations chez nos « anciens latins », qui vont apprendre à juger à leur juste valeur nos appels récents à la latinité. Et quel merveilleux appui apporter aux gouvernements socialistes de Madrid et d'Athènes !

Il est vrai que nous avons promis au gouvernement allemand de ne pas faire de protectionnisme. On ne frappe donc pas les marchandises étrangères. Pour sauver le franc, on restreint les mouvements des Français. Ne soyons pas surpris : déjà les nationalisations, destinées à frapper les vilaines multinationales étrangères, n'ont touché que les françaises. Si Pechiney s'était vendue à Bayer comme Raussel-Uclaf à Hoechst, Pechiney serait encore une entreprise privée.

Quant à l'interdiction d'utiliser les cartes de crédit à l'étranger, elle met fin à une situation absurde en même temps qu'elle va rendre plus compliquées nos exportations, au moment même où on affirme vouloir exporter à tout prix.

Oui, la situation était absurde : grâce à la carte de crédit, le contrôle des changes était tourné en dérision, puisque tout achat de biens et de services à l'étranger était licite sans limitation. Sans doute fallait-il rechercher un peu plus de logique et de cohérence de ce côté-là. Mais voici que l'interdiction pure et simple traduit une fois de plus une totale méconnaissance des techniques nécessaires pour conquérir des marchés à l'étranger. Il ne suffit pas de produire et d'attendre le client. Le client, il faut aller le chercher chez lui. Et pas simplement grâce à un simple aller-retour d'un envoyé quelconque dé-

pensant 1 000 F par jour. Même celui-là aura peut-être à effectuer un détour imprévu. L'interlocuteur de New-York lui trouvera un contact à Atlanta. Impossible désormais : comment réglerait-il le vol sans le moyen de paiement qu'était la carte de crédit ? Comment même inviter l'interlocuteur étranger à déjeuner ? Comment organiser des réunions ? L'entreprise déjà installée sur place dispose de ressources en monnaie locale. Mais celle-ci aspire à s'implanter et avoir encore plus de mal à la faire.

Certes on accordera, soyons-en sûrs, des dérogations. Déjà, des cartes de crédit doivent être accordées à des sociétés. Mais les dérogations vont avec la mise en place de procédures administratives lourdes et retardatrices. Du temps de la R.T.F., lors d'un tremblement de terre au Moyen-Orient, aucun journaliste de notre rediffusion n'a put se rendre sur place : le contrôle des dépenses engagées exigeait un délai d'une semaine pour donner son visa au bon de transport. Les entreprises risquent de rencontrer maintenant des situations du même ordre.

De plus, la carte de crédit est un symbole. Peut-être un symbole frelaté à cause de sa limitation à un milieu transnational favorisé. Mais symbole tout de même de l'abolition des frontières et de l'unité de l'économie internationale. De même, le voyage à l'étranger est symbole de non-confinement et de liberté. Il est vrai que le tourisme de masse a parfois l'aspect d'une invasion de hordes barbares cherchant uniquement la soleil et le sable et millénaires le contact humain, le mépris d'une civilisation étrangère. Mais tendre à interdire le dépaysement, notamment à ceux qui voyagent à la recherche de contacts enrichissants entre égaux, ce n'est vraiment pas conforter l'image d'un socialisme synonyme d'épanouissement !

On voulait éviter ce que désiraient une partie des dirigeants du P.S., à savoir l'enfermement du socialisme dans un seul pays « construit sur un protectionnisme peu exaltant. Mais les restrictions aux frontières mises en place malmenant vont faire croire que la repli sur soi est bel et bien à l'ordre du jour, alors qu'on vient d'en repousser l'idée !

## Une atteinte à la liberté

par le DOCTEUR MICHEL OGRIZEK (\*)

A quoi sert un passeport quand on ne peut pas s'en servir ? Car, comment voyager avec 2 000 francs par jour quand on est un Français moyen qui n'a pas d'alibi scientifique, économique ou politique ? On pourra passer au maximum dix jours (en étant optimiste) par an à l'étranger.

Cette limitation des sorties de devises touristiques à une somme symbolique de 2 000 francs par an et par citoyen est une atteinte à la libre circulation des personnes hors des frontières de France. C'est une atteinte grave, car s'agit, aux libertés individuelles qui ne dit pas son nom. De plus, les personnes les moins favorisées qui passent leurs vacances à l'étranger, pour des raisons économiques, sont les plus touchées. Seuls, les privilégiés qui ont des avoirs hors du pays ou des combinaisons pour continuer à voyager sans leur semblent et quand il leur plaît.

Le Français moyen ne pourra plus ainsi rencontrer d'autres sociétés et d'autres cultures, ne pourra plus bénéficier d'un regard sur les autres, et il lui faudra bien s'accommoder alors de la version officielle sur ce qui se passe ailleurs, faute de pouvoir y aller voir par lui-même... et se forger une opinion personnelle... somme toute comme le plupart des gens des pays de l'Est. Tout voyageur qui sortira des frontières après avoir épuisé son compte annuel en devises se trouvera de facto dans une position de suspect : s'il continue à voyager, n'a-t-il pas recouru à quelques ressources dissimulées hors de France ? Et, comme tout suspect, ne sera-t-il pas appréhendé pour vérification de ses moyens de subsistance, partant sur sa manière de vivre ? Bien sûr, adieu les amitiés qui se créent au cours de séjours multiples et répétés dans les pays, réduite au silence la parole française à l'étranger.

Notre place dans le monde va se rétrécir comme une peau de chagrin. Certes, on me répliquera que le formule club-vacances n'est que peu touchée par cette mesure, car la « tout compris » au départ est à peu près possible, ce qui ne va pas manquer de ravir certains organismes

que nous préférons ne pas citer... Mais soulignons la liberté des jeunes à voyager individuellement dans le monde, loin des camps, sans faire de mauvais jeux de mots, qui sont des isolats socio-culturels implantés dans des terres où le soleil rime avec pauvreté, exotisme et oisiveté avec despotisme.

C'est M.M. Nuclé et Chéysson qui pourront, certes, se réjouir de voir disparaître ce tourisme considéré par certains comme une gangrène du tiers-monde, et c'est M. Cresson qui va nous expliquer comment associer commerce extérieur avec méconnaissance par le Français moyen des pays où l'on est censé vendre... Cela s'appelle sans doute sensibilisation aux autres.

Non, cette mesure est antidémocratique, limite notre regard sur le monde et baigne notre voix ; la parole sera laissée désormais aux Français qui appartiennent à une certaine classe sociale, politique et économique, à du « beau monde » qui n'est qu'un des aspects de la France et de son génie - là encore certains s'en réjouiront, les petites gens resteront au bercail et seront bons tout juste à y travailler, économiens, le soir venu, les récents de ceux qui sont autorisés, de par leur statut social, à voyager... On pourra ressortir Jules Verne.

Il reste bien sûr une solution à ceux qui ne sont pas contents : nous, c'est d'aller travailler ailleurs, vivre ailleurs ; mais ce n'est pas une solution pour petites gens non bardés de diplômes et dépourvus de moyens financiers... avant que l'on supprime les passeports pour des raisons évidentes et statistiques : les Français sont cosmopolites et ne voyagent pas - et les petits carnets bleus resteront réservés à ceux qui voyagent, la « nomenclature » scientifique, financière et politique... Toujours les mêmes, vous connaissez la suite... Pour vivre heureux, vivons cachés ! Et qui est-ce que ce type qui signe et qui a même pas un nom français !

(\*) Anthropologue (français), chercheur à l'université de Berkeley (Californie).



## DIPLOMATIE

## LA NÉGOCIATION SUR LES EUROMISSILES

## M. Reagan proposerait une « solution intermédiaire » s'écarter de l'« option zéro »

Le président Reagan s'écarterait de l'« option zéro » à laquelle il s'est jusqu'à présent tenu dans les négociations de Genève avec les Soviétiques sur les euromissiles.

Selon des informations non officielles en provenance de l'OTAN à Bruxelles et de Washington, les États-Unis devraient proposer une « solution intermédiaire », ce mardi 29 mars à Genève, au cours de la dernière séance de la présente session. Le président Reagan devait l'exposer dans un discours ce mardi soir à Los Angeles ; il en aurait déjà fait connaître la substance dans des lettres adressées la semaine dernière aux chefs d'État et de gouvernement de l'Alliance atlantique (le Monde du 29 mars).

L'« option zéro » consiste à bannir d'Europe tous les missiles nucléaires à moyenne portée, aussi bien ceux déjà mis en place par les Soviétiques (SS-20), que ceux dont les Américains et l'OTAN ont décidé l'installation à partir de la fin de 1983 (Pershing 2 et missiles de croisière).

Tout en maintenant que l'« option zéro », ou plutôt « double zéro », est la solution idéale, les États-Unis proposent désormais que, provisoirement, les Soviétiques commencent à démanteler des SS-20 tandis que les Américains commencent à installer des euromissiles. Les deux opérations « installation- »

démantèlement » (« build up - build down ») s'arrêteraient à un niveau équilibré, agréé d'un commun accord, après quoi les négociations pourraient reprendre en vue d'aboutir à l'« option zéro ». En somme, la nation d'« objectif zéro » serait substituée à celle d'« objectif zéro », formule que M. Giscard d'Estaing avait suggérée dans un article du Monde (19 février 1983).

M. Nitze, le négociateur américain à Genève, demanderait ce mardi que cette formule soit discutée dès la reprise des conversations américano-soviétiques, mais il proposerait que celle-ci intervienne, non au début de juin comme prévu, mais au début de mai.

La Maison Blanche s'est refusée à tout commentaire sur ces informations diffusées notamment par la chaîne de télévision N.B.C. Toutefois selon cette chaîne, M. Reagan insistera dans son discours de Los Angeles, sur quatre principes énoncés le 22 février quand il avait dit que l'« option zéro » n'était pas à « prendre ou à laisser » (le Monde du 25 février) : égalité du niveau des fusées pour les deux superpuissances ; pas de prise en compte des fusées britanniques et françaises ; pas de transfert en Asie de fusées enlevées d'Europe ; vérification de la mise en œuvre de l'accord. — M.D.

## La campagne contre l'armement se développe au sein du parti social-démocrate allemand

(De notre correspondant)

Bonn. — Le 18 février M. Vogel qui fut candidat chancelier de la R.F.A. aux élections du 6 mars, écrit à M. Reagan. Il vient de recevoir sa réponse : il la « respecte », mais elle ne le satisfait pas pleinement. Le chef de l'opposition social-démocrate avait suggéré au président de faire de nouvelles propositions pour sortir de l'impasse les négociations américano-soviétiques de Genève sur les fusées à moyenne portée. La lettre de M. Reagan sans laisser prévoir d'initiative américaine en appelle au « soutien » de M. Vogel dans l'affaire des euromissiles et postule implicitement qu'il faudra bien en venir à l'implantation des Pershing 2 et des missiles de croisière.

La brève épître de M. Reagan, qui s'ouvre sur des condamnations pour la défaite électorale du S.P.D., arrive à un moment où les discussions sur l'« armement de rattrapage » (pour employer une expression de M. Joseph Rovon) se ramènent dans les rangs du parti. Le week-end dernier a eu lieu à Oberhausen, dans la Ruhr, un congrès de l'Organisation des jeunes sociaux-démocrates (Jusos) qui s'est déclaré d'emblée contre la « Nachrüstung » (course aux arme-

ments). L'orateur vedette était le maire de Sarrebruck, président du parti pour la Sarre (et à ce titre membre du comité directeur du S.P.D.), M. Lafontaine, un pacifiste engagé, pour ne pas dire effréné, que son allocation suffit à ranger parmi les champions de l'anti-américanisme. Qu'il ait préconisé ou non le retrait de l'Allemagne de l'OTAN (au ergote là-dessus à Bonn) est d'importance secondaire par rapport à la véhémence de sa diatribe qui lui valut des applaudissements chaleureux.

Les résolutions adoptées manifestent à l'égard des États-Unis une méfiance, voire une antipathie, qui font douter que l'ensemble des sociaux-démocrates se rallient à l'ombre de M. Helmut Schmidt. Ce dernier ne manquera pas de donner son opinion sur cette évolution. Non seulement, il siège au nouveau Bundestag, mais il vient d'être engagé comme co-éditeur du grand hebdomadaire Die Zeit. On attend ses premiers articles avec impatience, car M. Schmidt s'est montré plutôt discret durant la récente campagne électorale. Aurait-il évalué lui aussi ?

ALAIN CLÉMENT.

## EN VISITE À ISLAMABAD

## M. Cheysson discute de la coopération nucléaire avec les dirigeants pakistanais

Islamabad (A.F.P., Reuters). — Le ministre français des relations extérieures, M. Claude Cheysson, arrivé lundi soir 28 mars à Islamabad pour une visite officielle de deux jours, devait rencontrer mardi le président pakistanais, le général Zia Ul Haq. C'est la première fois depuis dix-huit ans qu'un chef de la diplomatie française est accueilli en visite officielle au Pakistan.

Les perspectives de la coopération nucléaire entre les deux pays doivent occuper une place importante dans les conversations de M. Cheysson avec son homologue pakistanais, Sahabzada Yaqub Khan, et le ministre des finances, Ghulam Ishaq Khan.

La France avait refusé en 1976 d'honorer un contrat de 400 millions de dollars portant sur la construction d'une usine de retraitement nucléaire sur le site de Chasma, à 200 kilomètres au sud d'Islamabad

sur la rive du fleuve Indus. Sept ans plus tard, le Pakistan vient de lancer un appel d'offres international en vue de la mise en chantier sur le même site d'une centrale nucléaire de 900 mégawatts, pour laquelle la société française Framatome a été autorisée par Paris à soumettre un projet.

Dans une brève déclaration à son arrivée à Islamabad, M. Cheysson a confirmé qu'il souhaitait discuter de ce sujet avec les dirigeants pakistanais. Il s'est néanmoins refusé à commenter l'attitude de la France dans le passé sur cette affaire.

Le ministre français a, d'autre part, indiqué qu'à l'égard de la crise afghane, Paris et Islamabad « avaient la même approche fondamentale ». « Nous ne pouvons accepter, a-t-il dit, qu'un pays soit occupé par des forces étrangères et que son peuple soit privé de son droit à l'autodétermination. »

## La visite du chef de l'État bolivien

## M. SILES ZUAZO A DÉPOSÉ UNE GERBE SUR LA TOMBE DE JEAN MOULIN

Le président bolivien, M. Hernán Siles Zuazo, est arrivé le lundi 28 mars à Paris pour une visite de travail officielle de quarante-huit heures. Son premier geste a été de déposer une gerbe au Panthéon à la mémoire de Jean Moulin, le héros de la Résistance, victime du criminel nazi Klaus Barbie, que les autorités boliviennes ont expulsé vers la France le 5 février.

M. Zuazo s'est également recueilli sur les tombes de Voltaire et de Rousseau. « Cela m'a ému, a-t-il déclaré, de me rappeler ce que j'avais appris de l'histoire de France lorsque j'étais enfant. »

Le chef de l'État bolivien est accompagné de son ministre des affaires étrangères, M. María Velasco, et de celui de la planification, M. Arturo Núñez del Prado. Il devait, ce mardi, s'entretenir et déjeuner avec M. Mitterrand. Il donnera mercredi après-midi une conférence de presse avant de quitter Paris.

## A Moscou

## MM. ANDROPOV ET PEREZ DE CUELLAR ONT PARLÉ DE L'AFGHANISTAN

Moscou (A.F.P.). — M. Andropov, secrétaire général du parti communiste de l'U.R.S.S., s'est entretenu, lundi 28 mars, avec M. Pérez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies, des « problèmes » internationaux et du rôle de l'ONU dans leur règlement, indique l'agence Tass.

M. Pérez de Cuellar était arrivé dimanche soir à Moscou pour une visite officielle de quarante-huit heures. Le désarmement, la situation au Proche-Orient et les possibilités de règlement du problème afghan ont notamment été examinés, selon l'agence officielle soviétique.

Toujours de même source, le numéro du Kremlin a évoqué le caractère « dangereux » de la situation mondiale actuelle, dû à « l'aggravation de la course aux armements et à l'aggravation de la tension internationale ». Il a attiré l'attention du secrétaire général de l'ONU sur « la large éventail des propositions soviétiques » pour sauvegarder la paix. Les deux interlocuteurs ont longuement évoqué les foyers de tension dans le monde et, en particulier, les possibilités de « règlement négocié au Proche-Orient » et « les voies de normalisation du climat autour de l'Afghanistan ».

M. Gromyko, ministre soviétique des affaires étrangères, était présent, précisa Tass. Il devait avoir ce mardi un nouvel entretien avec M. Pérez de Cuellar.

## AMÉRIQUES

## Nicaragua

## La presse américaine dénonce le soutien clandestin des États-Unis aux rebelles antisandinistes

Les révélations faites par le magazine américain Time sur le rôle joué par les États-Unis dans le contrôle des opérations armées menées au Nicaragua par les commandos antisandinistes basés au Honduras (le Monde du 29 mars) ont suscité des réactions à Washington et en Amérique centrale.

M. Romberg, porte-parole du département d'État, s'est refusé, lundi 28 mars, à tout commentaire sur ces informations et s'est retranché derrière la pratique « établie de longue date » qui consiste à « ne pas répondre aux accusations faisant état de soutien clandestin des États-Unis à des rebelles ». Le porte-parole a qualifié les combats entre sandinistes et forces antigouvernementales de « problème interne ».

M. Romberg a, d'autre part, catégoriquement démenti que les États-Unis s'apprêtent à attaquer l'île de Grenade, ainsi que l'a affirmé, lundi, M. Whitman, ministre des affaires étrangères de cette petite île des Caraïbes, dont le gouvernement est pro-sandiniste. M. Whitman a fait une déclaration auprès de M. Pérez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies, pour lui demander d'intervenir auprès de Washington afin d'obtenir une « attitude plus sobre à l'égard de son pays ».

Selon Time, c'est l'ambassadeur américain au Honduras, M. Negroponte, qui serait le chef d'un comité politico-militaire organisant les incursions au Nicaragua des commandos somozistes basés au Honduras. Time cite des sources proches des mouvements d'opposition au gouvernement de Managua et précise que des membres de la C.I.A. et des militaires américains participent à cet organisme chargé de coordonner les opérations militaires au Nicaragua. Selon un diplomate occidental, dont le nom n'est pas cité, le rôle de M. Negroponte est de « faire participer les Hondurasiens », le comité dont font partie les Américains étant chargé de « transmettre les ordres » à un état-major composé de militaires honduriens. Cette organisation, selon Time, permet de lancer une disposition du Congrès de Washington interdisant d'utiliser des fonds pour renverser le gouvernement de Managua. Toujours selon Time, des Argentins seraient « engagés au plus haut point » en « entraînant et en équipant des contre-révolutionnaires ». Un porte-parole du ministère argentin des affaires étrangères a démenti, lundi, ces affirmations.

Le New York Times, de son côté, affirme que « des insurgés nicaraguayens semblent opérer à partir de camps situés au Honduras près de la frontière du Nicaragua et avec l'accord tacite des soldats honduriens ». Le New York Times a publié un reportage sur un camp de rebelles antisandinistes installé à Matasano, au Honduras, et dispo-

sant d'un armement et de matériel américains.

Ces dénonciations de la presse américaine, qui coïncident avec une très nette recrudescence des activités des commandos somozistes au Nicaragua, ont provoqué des réactions au Congrès de Washington. M. Michael Barnes (démocrate, Maryland) a déclaré, lundi, que la situation au Nicaragua était « une version des années 80 de la baie des Cochons », faisant ainsi allusion à la tentative de débarquement à Cuba, en avril 1961, tentative ayant bénéficié du soutien de Washington. M. Barnes a ajouté : « Les États-Unis sont apparemment engagés dans une guerre en Amérique latine sans avoir consulté le peuple américain. »

## Nouvelles initiatives diplomatiques

Les combats se poursuivent au Nicaragua, dans les départements du Nord, le gouvernement de Managua et les organisations antisandinistes faisant également état de « victoires ». Mais au nord, au plan diplomatique, de nouvelles initiatives. Trois pays, le Nicaragua, le Honduras et le Salvador, ont suggéré, lundi, à New-York, devant le Conseil de sécurité des Nations unies, l'ouverture de négociations

pour mettre fin aux tensions. M. Tinoco, vice-ministre des affaires étrangères du Nicaragua, a proposé une rencontre au plus haut niveau au gouvernement du Honduras ainsi que des pourparlers avec les États-Unis, deux pays que le Nicaragua accuse de soutenir les insurgés antisandinistes. M. Paz Bernica, ministre des affaires étrangères du Honduras, a évoqué la possibilité d'un dialogue pour résoudre le « drame de l'Amérique centrale ». Enfin, M. Chavez Mena, ministre salvadorien des affaires étrangères, a suggéré la réunion d'une conférence de tous les pays d'Amérique centrale.

Le ministre salvadorien a accusé le Nicaragua d'être « à l'origine de l'instabilité dans la région ». Et le représentant du Honduras a cité son pays abrite des camps de rebelles antisandinistes. Il a aussi rejeté l'idée d'une conférence réunissant le Nicaragua, le Honduras, le Mexique et le Venezuela, ainsi que l'a suggéré M. Tinoco.

● A Stockholm, un porte-parole du ministère suédois des affaires étrangères, s'est déclaré convaincu, lundi 28 mars, que les États-Unis « soutiennent les forces somozistes au Nicaragua » et il a affirmé que « Washington aurait une responsabilité terrible en cas de guerre civile ». — (A.F.P., Reuters, A.P., U.P.I.)

## La mort du docteur Grosjean

Le ministère des relations extérieures a publié mardi 29 mars le communiqué suivant :

« La mort du docteur Grosjean, coopérant français tué alors qu'il se trouvait en mission au Nicaragua pour y participer à la lutte contre les épidémies, appelle tragiquement l'attention sur l'aggravation des tensions et la recrudescence des opérations militaires en Amérique centrale. Le gouvernement français souligne l'impérieuse nécessité de résoudre par le dialogue et la négociation, hors de toute action étrangère de déstabilisation, les conflits dans une région déjà frappée par la misère et le sous-développement. »

La dépouille mortelle de Pierre Grosjean a été embarquée, lundi 28 mars, à bord d'un appareil de la compagnie aérienne espagnole Iberia, pour être rapatriée sur Paris. Le vice-ministre nicaraguayen de la santé, des représentants du gouvernement et une partie des quarante-cinq médecins et infirmières français qui exercent au Nicaragua au titre de l'assistance technique depuis août 1982 ont rendu un dernier hommage à Pierre Grosjean à l'aéroport. D'autre part, cinq cents résidents étrangers ont manifesté lundi devant l'ambassade des États-Unis à Managua. « Le sang de Pierre renforce notre engagement avec le Nicaragua libre », affirmait une banderole ten-

due par de jeunes Français. Devant la chancellerie américaine, des ressortissants européens, canadiens et américains ont rendu hommage à la mémoire de leur camarade disparu et ont rendu responsable le gouvernement Reagan de sa mort.

● Le groupe d'amitié France-Nicaragua de l'Assemblée nationale, qui exprime sa « solidarité la plus totale » au peuple nicaraguayen, estime que les inévitables partisans des gardes somozistes partis du Honduras « apportent un net démenti à tous ceux qui considéraient ces menaces comme étant fabriquées par le gouvernement sandiniste ».

● L'administration américaine cherche à installer un centre d'entraînement au Honduras où cinquante à cent militaires américains entraîneraient dix-sept mille soldats salvadoriens et leur enseigneraient les méthodes de lutte anti-guérilla, affirme le Boston Globe du dimanche 27 mars. Selon ce journal, qui cite des « responsables bien placés », l'administration Reagan voudrait que l'entraînement de ces soldats débute dans un mois environ, à condition que le Honduras accepte et que le Congrès accorde des crédits pour le financement de ce centre. — (A.P.)

## A TRAVERS LE MONDE

## Corée du Sud

● LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE et la Corée du Sud ont convenu, le lundi 28 mars, d'intensifier leurs échanges commerciaux et leur coopération dans des projets communs dans des pays tiers, a-t-on appris de source autorisée à Séoul. L'accord a été conclu à l'issue de discussions entre M. Wilhelm Haerkamp, vice-président de la Commission de la C.E.E., et M. Lee Bum-suk, chef de la diplomatie sud-coréenne. — (Reuters).

## El Salvador

● TROIS MEMBRES DU CONGRÈS AMÉRICAIN en visite au Salvador ont déclaré lundi 28 mars au ministre salvadorien de la défense, le général García, que la situation des droits de l'homme « empirait » dans le pays. MM. James Oberstar (démocrate, Minnesota), William Richardson (démocrate, Nouveau-Mexique), et Jim Jeffords (républicain, Vermont) sont au Salvador pour enquêter sur la situation des droits de l'homme, et pour analyser les besoins salvadoriens d'une aide économique et militaire américaine. Ils ont évoqué l'arrestation samedi de deux journalistes américains, MM. Thomas J. Westra et Joan Ambrose Newton, estimant que « rien ne pouvait la justifier ». Un congressiste a également estimé qu'il y avait eu « des manœuvres dilatoires » dans le déroulement du procès des quatre auteurs présumés de l'assassinat, le 2 décembre 1980, de quatre religieuses américaines.

## Philippines

● AFFRONTEMENTS MEURTRES À MINDANAO. La femme d'un fermier et ses deux enfants ainsi que sept guerilleros ont été tués lors d'une fusillade qui a opposé vendredi soir 26 mars, dans l'île de Mindanao (sud des Philippines), un groupe de guerilla communiste à une unité gouvernementale, a-t-on appris lundi, de source militaire. Un important dirigeant de la guérilla, le commandant Suragong, et un de ses hommes ont été tués, dimanche, au cours d'un autre affrontement. Enfin, la police a indiqué, lundi, qu'une cinquantaine de supposés guerilleros communistes, conduits par quatre femmes, avaient enlevé, turturé puis tué quatre hommes après avoir réclaté une rançon de 1 million de pesos (environ 100 000 dollars). — (A.F.P.)

● DEUX ALLEMANDS ET TROIS PHILIPPINS, soupçonnés d'être communistes, ont été arrêtés aux Philippines, a-t-on appris le lundi 28 mars, de source militaire. Les deux Allemands, dont l'arrestation n'a pas été confirmée officiellement, ont été identifiés comme étant Martin Jürgen Schmidt, pasteur, quarante et un ans, de Hambourg, et Dorothea Braekmeyer, vingt-trois ans, de Berlin-Ouest. — (A.F.P.)

## République Sud-Africaine

● ARRIVÉE DE L'ANCIEN PREMIER MINISTRE DU SWAZILAND. — Le prince Mbatia, ancien premier ministre

du Swaziland, démis de ses fonctions la semaine dernière par la régence, la reine-mère Dzulwi, est arrivé inopinément en Afrique du Sud avec sa famille, a annoncé, samedi 26 mars, la Radio nationale sud-africaine. — (A.F.P.)

## Venezuela

● SEPT PERSONNES, membres du Comité des parents et amis des prisonniers politiques véné-

zuéliens, ont occupé, lundi 28 mars, l'ambassade du Mexique à Caracas, pour protester contre les conditions de détention et les traitements infligés aux prisonniers. Cette opération est la troisième du genre menée en moins d'un semaine par des militants de ce Comité, qui ont déjà occupé, le 25 mars, l'ambassade de Suède à Caracas et le consulat d'Espagne à Valencia. — (A.F.P.)

**GRAHAM GREENE**

## LES CHEMINS DE L'ÉVASION

Après Une sorte de vie, la suite de son autobiographie : Haïti, le Vietnam, Cuba... en plein cœur du fabuleux univers de Greene.

Collection « Pavillons »

ROBERT LAFFONT

**Le Monde**  
RÉALISE CHAQUE SEMAINE

## UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

spécialement destinée à ses lecteurs résident à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande.

هكوان الأصيل



# PROCHE-ORIENT

## L'O.L.P. accuse Israël d'être responsable des empoisonnements à Jenine (Cisjordanie)

De violents incidents ont éclaté dans la nuit de lundi 28 à mardi 29 mars à Jenine et l'armée israélienne a rétabli le couvre-feu qui avait été levé lundi soir. Dans cette localité du nord de la Cisjordanie, une intoxication collective a causé une intense émeute.

Selon un soldat israélien qui se trouvait à l'entrée de la ville dont l'accès est interdit, un groupe de jeunes Palestiniens a mis le feu à un

magasin de produits électroménagers et des manifestants ont lancé des pierres et cassé les vitres de la maison du responsable des Ligues des villages dans la ville. Les Ligues des villages sont des organisations créées, armées et financées par les autorités israéliennes pour tenter de faire contrepoise à l'influence de l'O.L.P.

L'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.) a rejeté lundi

28 mars sur le gouvernement et l'armée israélienne la responsabilité directe de l'empoisonnement de plusieurs centaines de jeunes élèves palestiniens dans la région de Jenine, en Cisjordanie occupée.

Dans une déclaration officielle, le porte-parole de l'O.L.P., M. Ahmed Abderrahmane, a accusé lundi à Tunis le gouvernement de M. Menahem Begin et les « clans terroristes israéliens » d'avoir perpétré un « crime ignoble » contre plusieurs centaines de jeunes Palestiniens par « l'introduction dans les écoles de produits toxiques interdits sur le plan international ».

Ces accusations ont été reprises par M. Chadi Klibi, secrétaire général de la Ligue arabe, qui a affirmé qu'Israël avait « usé d'armes chimiques » pour empêcher d'éventuelles manifestations d'étudiants en Cisjordanie, et a préconisé une enquête internationale « si Israël n'ait les fuites ».

L'enquête officielle, conduite par l'armée et le ministère de la santé, n'est pas encore terminée. Le porte-parole de l'armée avait déclaré dimanche soir qu'aucune trace de produits toxiques n'avait été encore décelée chez les jeunes Palestiniens. Cependant, des experts cités par la radio de l'armée israélienne pensent qu'il s'agit d'un produit chimique contenant du phosphore.

Toutefois, le directeur général du ministère de la santé, le professeur Baruch, a déclaré, citant la commission d'enquête, que, jusqu'à présent, aucune trace spécifique d'empoisonnement n'avait été découverte et que toutes les informations données par la presse étaient « purement fantaisistes ». (A.F.P.)

### Iran

## Les dirigeants communistes seront jugés pour « espionnage et subversion »

Téhéran (A.F.P.) - Certains membres du parti Tudeh, le parti communiste iranien, seront jugés publiquement pour « espionnage et subversion », a annoncé, le lundi 28 mars, le procureur général de la révolution islamique, l'hodjatolislam Hossein Moussavi Tabrizi.

Dans une interview au quotidien Eftelam, M. Moussavi Tabrizi s'est refusé à donner des noms ou des indications sur le nombre des arrestations en raison de la poursuite de l'enquête. « Il ne fait pas de doute qu'ils ont agi pour le renversement de la République islamique, mais je ne peux parler pour le moment de la forme de ce renversement, armé ou pas, ni du moment où il devait se dérouler », a-t-il dit. République islamique, l'organe du parti au pouvoir, avait confirmé, il y a deux semaines, que trente membres du Tudeh, dont le secrétaire général, M. Nouredine Kianouri, et six au-

tres dirigeants avaient été arrêtés le 5 février dernier.

Il ressortait à la justice iranienne à rédiger l'acte d'accusation et à décider si l'on allait retenir l'accusation d'espionnage au profit de l'Union soviétique, ce qui, pour les observateurs, ne laisserait subsister aucun doute sur l'issue du procès. Des dirigeants iraniens avaient estimé publiquement que cette affaire n'a qu'un caractère purement intérieur, en contradiction avec les principales déclarations reprises par la presse.

Le chef de l'Etat, l'hodjatolislam Ali Khamenei, a évoqué, pour sa part, de manière indirecte, pour la première fois, les protestations soviétiques contre l'arrestation des dirigeants du parti Tudeh. Il a affirmé : « Aucun Etat, voisin ou autre, n'a le droit d'intervenir dans nos affaires intérieures et de protester contre notre maître compréhensif face aux éléments au service des étrangers ».

# ASIE

## Chine

## Un profond renouvellement de l'appareil provincial du parti fait émerger des hommes plus jeunes et des techniciens

De notre correspondant

depuis plus de vingt-cinq ans - avait partiellement dissimulé.

En même temps, les nouvelles équipes sont plus rajeunies - ce qui correspond au souci de « débureaucratiser » l'appareil, - et les hommes qui les composent présentent des compétences techniques nettement supérieures à celles de ceux qu'ils remplacent. Ainsi, dans les seize provinces examinées par Xinhua, le nombre des membres des comités permanents a été réduit d'un tiers. En ce qui concerne le niveau intellectuel, la même statistique indique que les responsables ayant une formation universitaire ou équivalente (grande école technique) sont proportionnellement deux fois plus nombreux (36,2 % au lieu de 18,2 %) que dans les équipes sortantes.

Quelques exemples permettent de mesurer l'ampleur de ce renouvellement. A Shanghai, le poumon industriel de la Chine, cinq des sept nouveaux membres du comité du parti (sur un total de douze) sont des ingénieurs ou des scientifiques, parmi lesquels deux spécialistes de l'électronique. Ils ont entre quarante et un et quarante-neuf ans. Dans le Hubei, le nouveau numéro un, M. Guan Guangfu (cinquante-deux ans), désigné à la place de M. Chen Pixian, promu au secrétariat du comité central au douzième congrès, est un spécialiste des problèmes financiers. Il dirigeait depuis plusieurs années la branche provinciale de la Banque populaire de Chine. Trois des quatre nouveaux secrétaires du comité du parti sont des universitaires.

Pékin. - Le parti communiste chinois est en train de procéder à un profond renouvellement de ses cadres provinciaux. Sur les vingt-neuf provinces, municipalités et régions autonomes que compte le pays, cinq seulement, à ce jour, n'ont pas encore annoncé la formation d'une nouvelle équipe dirigeante, encore que l'une d'entre elles (Anhui) ait à sa tête un premier secrétaire nommé depuis moins d'un an.

Une première analyse des nouvelles directions ainsi mises en place permet de faire les constatations suivantes : ce sont, dans l'ensemble, des hommes plus jeunes, armés d'un bagage de connaissances culturelles et professionnelles, qui accèdent aux responsabilités. Une statistique partielle publiée le 26 mars par l'agence Xinhua, et portant sur seize provinces indique que l'âge moyen des membres des comités permanents de ces régions a été abaissé à 56,7 ans au lieu de 61,7 ans précédemment. La règle consistant à ne pas dépasser la limite des soixante ans paraît à peu près partout respectée, encore que la non-publication des chiffres dans deux ou trois cas laisse supposer que certaines exceptions ont pu être tolérées. Ainsi s'accroît une tendance qui avait été amorcée lors de l'élection du comité central du douzième congrès, mais que le maintien au niveau le plus élevé de dignitaires en place depuis plusieurs lustres - un cinquième des deux cent dix membres de cet organe y siègent

cler. Pendant leur stage à l'école du parti, d'une durée de deux ans et demi, ils devront se perfectionner, entre autres, en langue chinoise, en mathématiques, en chimie, en gestion et, accessoirement, en théorie marxiste. A la suite d'une sombre affaire mettant en cause l'intégrité d'un secrétaire politique d'un bureau d'études, les responsables de l'université provinciale sont soumis à la critique pour leur réputation à réhabiliter d'anciennes victimes de la révolution culturelle et... leur méfiance envers les intellectuels.

Des difficultés du même ordre se seraient produites, selon un journal de Hongkong, dans le Shanxi. Un nouveau secrétaire du parti a été élu dans la brigade agricole de Dazhai, autrefois donnée en exemple à toute la Chine, aujourd'hui rentrée dans le rang. Simultanément, la presse a monté en épingle le cas d'un cadre local, un temps responsable du district, dont dépendait la fameuse brigade et qui, depuis 1978, s'opposait violemment à la ligne du parti. Accusé d'avoir sur la conscience une vingtaine de morts - des opposants persécutés, - ce ritelet de province a été exclu du parti. Mais il est stupéfiant et significatif à la fois que le « centre » ait dû attendre quatre ans pour arriver à un tel résultat.

A Shanghai, jadis autre place forte du gauchisme, un grand nombre d'éléments nostalgiques de l'ère maoïste ont été écartés, en particulier le chef de l'organisation du parti, un certain Chen Yi.

### Direction duale

Le rôle de M. Hu Yaobang dans la mise en œuvre de cette reprise en main des organisations provinciales paraît avoir été primordial. Sa présence dans plusieurs provinces (Hunan, Hubei, Canton) a été signalée, et il ne fait pas de doute que le nombre de celles qu'il a effectivement visitées dernièrement est nettement plus important. Comme la réorganisation de l'administration d'Etat, l'un des derniers, portait la marque du chef du gouvernement, M. Zhao Ziyang, celle du parti porte fortement celle du secrétaire général, qui s'est beaucoup dépensé dans cette affaire. Ainsi s'affirme à la tête du pays, cette direction duale, voulue par M. Deng Xiaoping, et qui, sous la protection de ce dernier, semble en passe de consolider rapidement ses assises.

### Résistances politiques

On est en droit de penser qu'en plusieurs occasions le renouvellement souhaité par le « centre » ne s'est pas fait sans difficultés, tel paraît avoir été le cas, en particulier, dans le Hunan, le Shanxi, et le Hubei, voire dans le Shandong, où trois postes sur quinze de la nouvelle direction restent vacants pour des raisons inexplicables et où le poste de numéro un semble partagé par deux personnes. Il n'est pas exclu non plus que des problèmes se posent dans certaines des provinces, municipalités et régions qui manquent encore à l'appel, notamment à Tianjin, où un réseau « gauchiste » avait été dénoncé l'an dernier dans une partie de l'administration.

Les cas les plus notables de résistance politique paraissent s'être produits dans le Hunan et le Shanxi, provinces traditionnellement « gauchistes », où l'influence de M. Hua Guofeng, le successeur de Mao Zedong, avait durablement pénétré. Dans le Hunan, l'agence Chine nouvelle a reconnu que ce n'est qu'après « des examens et des discussions répétées » que la nouvelle direction a pu être mise en place. La situation dans cette région a même rendu nécessaire un voyage sur place de M. Hu Yaobang, le secrétaire général du parti. Le vide a été fait autour du premier secrétaire, M. Mao Zhiyong, qui n'a sauvé sa tête qu'après avoir fait une autocritique en bonne et due forme, lors d'une comparution devant la direction centrale à Pékin. M. Mao Zhiyong aurait dénoncé, à cette occasion, le rôle négateur joué par M. Hua Guofeng pour inciter son ancienne province à s'opposer à la ligne du troisième plénum consistant à « prendre la pratique comme seul critère de la vérité ». Jugé « relativement sincère », M. Mao Zhiyong s'est vu pardonner ses fautes. La résistance des tenants des « deux soutiens inconditionnels » (tout ce que Mao Zedong a dit et fait est juste) dans cette province paraît en tout cas avoir convaincu M. Hu Yaobang de porter le fer dans la plaie. Une cinquantaine d'anciens responsables, parmi lesquels deux ex-secrétaires du comité du parti, ont été priés récemment de « déposer leur chapeau » (de mandarin) et de se recy-

MANUEL LUCBERT.

(1) Il s'agit des provinces suivantes : Shanxi, Heilongjiang, Zhejiang, Shandong, Hubei, Sichuan, Gansu et Qinghai. Le premier secrétaire de comité provincial le plus ancien dans sa fonction est désormais M. Mao Zhiyong, dans le Hunan (congrès 1977). Dans les vingt-quatre provinces où, ce jour, l'équipe dirigeante a été renouvelée, seuls deux premiers secrétaires sont en place depuis des dates antérieures au troisième plénum de décembre 1978 (Hunan et Mongolie intérieure).

### Inde

## Malgré la trêve

## DE NOUVEAUX AFFRONTEMENTS ONT FAIT DES MORTS EN ASSAM

New-Delhi (Reuters, A.F.P.). - En dépit de la trêve annoncée dimanche 27 mars (le Monde du 29 mars), de nouvelles violences étaient signalées mardi matin dans l'Etat d'Assam. Selon l'agence Press Trust of India (P.T.I.), dix personnes au moins ont été tuées au cours de combats qui ont mis aux prises des groupes d'extrêmes rivales dans un village du district de Sibsagar, dans le Haut-Assam. Une cinquantaine de maisons ont été incendiées. Trois bombes ont d'autre part explosé dimanche et lundi à Gauhati, capitale de l'Etat, et à Lakhimpur. On ne déplore pas de victimes, mais l'une des explosions a endommagé la résidence d'un haut responsable du gouvernement de l'Etat.

# OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

**LA VILLE DE PARIS**  
Vente LIBRE aux enchères publiques  
**5 APPART. - 4 CHAMBRES - 1 STUDIO**  
(2 CHAMBRES sont contiguës - 1 APPART. 3-4 P.  
à vue directe sur champ de courses)  
à PARIS centre  
**le BOULEVARD SUCHET**  
et le **CHAMP DE COURSES D'AUTEUIL**  
le MARDI 19 AVRIL à 14 h 30 à la Chambre des Notaires de PARIS  
M<sup>e</sup> BONNEL, not. 79, bd Malesherbes, PARIS (8<sup>e</sup>) - 296-16-05.

Vente Palais Justice Paris, Jeudi 14 avril 1983, 14 h  
**APPART., 9, rue des COMMINES,**  
**M. à P. 240.000 F, s'ad. M<sup>e</sup> BOISSEL,**  
14, rue Sainte-Anne, Tél. 261-01-09.

Vente après Liquidation de Biens au Palais de Justice de PARIS  
le JEUDI 14 AVRIL 1983 à 14 HEURES - EN NEUF LOTS  
**LOT ENSEMBLE DE PARCELLES DE-TERRAIN**  
sur lequel est implanté l'ENSEMBLE INDUSTRIEL DU PUY  
ainsi que les parcelles en constituant les abords immédiats  
d'une superficie totale de 18 hectares 8 ares 55 centiares

ainsi que les bâtiments édifiés a/cert. de ces parcelles qui constituent l'usine du Puy  
**s/la commune de CHADRAC (43)**  
Divers bdt. industriels sis com. de LANOBRES (15) Lignidit - Les Granges -  
Div. BIENS ET DTS IMM. formant les lots n° 12, 14, 16 et 25 de la division de  
l'immeuble sis à PARIS 9<sup>e</sup>, 4, rue Marignan

**PROPRIÉTÉ sise à CHADRAC (43)**  
Lignidit - La petite Mer - en bordure de la route Nationale allant du Puy à  
LAVOUTE-SUR-LOIRE

**PROPRIÉTÉ sise à CHADRAC (43)**  
Lignidit - Montgrand - et le fonds de commerce de Tanneur y exploite  
OCCUPÉ - CONTRAT DE GÉRANCE LIBRE

**M. à P. : 700 000 F**  
650 000 F. pour les immeubles  
50 000 F. pour le fonds de commerce

**à CHADRAC (43)**  
**LOT TERRAIN**  
cad. sect. A n° 259 pour  
16 a 20 ca ldt - Le Chambon -  
OCCUPÉ - CONTRAT  
GÉRANCE LIBRE

**M. à P. : 2 500 F**  
**LOT TERRAIN**  
cad. sect. A n° 384 pour  
46 a 80 ca ldt - Le Chambon -  
OCCUPÉ - CONTRAT  
GÉRANCE LIBRE

**M. à P. : 6 500 F**  
**LOT TERRAIN**  
cad. sect. A n° 261 pour  
30 a 60 ca ldt - Le Chambon -  
OCCUPÉ - CONTRAT  
GÉRANCE LIBRE

**M. à P. : 5 500 F**  
**LOT TERRAIN**  
cad. sect. A n° 196 pour  
42 a ldt - La Petite Mer -  
OCCUPÉ - CONTRAT  
GÉRANCE LIBRE

**M. à P. : 4 500 F**  
**LOT TERRAIN**  
cad. sect. A n° 196 pour  
42 a ldt - La Petite Mer -  
OCCUPÉ - CONTRAT  
GÉRANCE LIBRE

**M. à P. : 20 000 F**  
**LOT TERRAIN**  
cad. sect. AD n° 109 pour  
21 a 65 ca ldt - Cité Haute -  
OCCUPÉE

**M. à P. : 12 500 F**  
**LOT TERRAIN**  
cad. sect. AD n° 110  
pour 9 a 47 ca ldt - Cité Haute -  
OCCUPÉE

S'ad. à M<sup>e</sup> LYONNET DU MOUTIER, Anc. Avocat, 182, rue de Rivoli  
à PARIS 1<sup>er</sup> - Tél. : 260-20-49 - Maître J.-M. GARNIER Syndic, 63, Bd St-  
Germain à PARIS 5<sup>e</sup> - M<sup>e</sup> H. GOURDAIN Syndic, 174, Bd St-Germain à  
PARIS 6<sup>e</sup> - Au greffe des Criées de T.G.I. de PARIS où le cahier des charges est  
déposé - S/Lieux pour visiter.

Vente s/licit. Palais Justice Versailles (78) 3, place A.-Mignot - 13 avril - 10 h  
en 34 LOTS

**DIVERS IMMEUBLES** Communes de  
Mezères/Seine, Epone, Gousserville et Jumeauville  
Sur les mises à prix suivantes avec faculté de baisse  
COMMUNE DE MEZÈRES-SUR-SEINE

**CORPS DE FERME - 9 a 60 ca - 175.000 F** 17, rue de Chauffour.  
**18 TERRES**  
10 a 90 ca 2.200 F - 45 a 10 ca 1.500 F - 16 a 29 ca 5.000 F  
60 a 18 ca 2.000 F - 8 a 85 ca 5.500 F - 5 a 50 ca 2.000 F  
10 a 62 ca 2.000 F - 40 a 49 ca 5.000 F - 1 ha 19 a 17.000 F  
40 a 69 ca 11.500 F - 31 a 15 ca 16.000 F - 8 a 41 ca 8.000 F  
72 ca 2.000 F - 13 a 97 ca 150.000 F - 25 a 31 ca 160.000 F  
6 a 77 ca 25.000 F - 3 a 89 ca 12.000 F - 12 a 52 ca 4.000 F  
**MAISON et TERRAIN - 3 a 20 ca 150.000 F**  
2 a 80 ca 55.000 F  
60 ca 25.000 F  
**6 MAISONS** : 6 a 13 ca 1.200 F - 15 a 82 ca 800 F - 19 a 47 ca 6.000 F  
31 a 84 ca 3.200 F - 17 a 38 ca 600 F - 13 a 12 ca 700 F  
COMMUNE DE JUMEAUVILLE - BOIS - 1 a 80 ca 50 F  
COMMUNE DE JUMEAUVILLE - BOIS - 8 a 83 ca 300 F

**3 TERRES** 7 a 36 ca 100.000 F - 1 ha 81 a 30.000 F - 99 a 56 ca 38.000 F  
BOIS : 12 a 49 ca 400 F  
Pour renseignements  
**M<sup>e</sup> MOURICHOUX, avocat T. 950-83-57**  
24, rue des Réservoirs à Versailles (78)  
M<sup>e</sup> PONTECAILLE-THOUBERT, avocat,  
28, rue d'Angiviller à Versailles (78) - Tél. 950-04-45.

**UN STUDIO**  
an 4<sup>e</sup> étage, dans imm. à PARIS (11<sup>e</sup>)  
**165, R. FG-ST-ANTOINE**  
1, rue de la Forge-Royale  
M. à P. 16 000 F. S'ad. à M<sup>e</sup> BE-  
THOUT et LEOPOLD-COUTU-  
RIER, avocats associés, 14, r. d'Anjou,  
PARIS (8<sup>e</sup>), 265-92-75. M<sup>e</sup> PINOT,  
huiss. PARIS, 12, r. Bayen. 15 avocats  
pr. Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil.  
Sur place pour visiter.

Vente sur saisie-immobilière an  
Rég. s'ad. M<sup>e</sup> TRUXILLO et  
ASQUIN, avocats, 4, boulevard de  
l'Europe à EVRY (91). Tél. 079-38-45.

Vente s/ saisie immob. Palais de Justice  
PARIS, JEUDI 14 AVRIL 1983, à 14 h  
**UN STUDIO**  
an 4<sup>e</sup> étage, dans imm. à PARIS (11<sup>e</sup>)  
**165, R. FG-ST-ANTOINE**  
1, rue de la Forge-Royale  
M. à P. 16 000 F. S'ad. à M<sup>e</sup> BE-  
THOUT et LEOPOLD-COUTU-  
RIER, avocats associés, 14, r. d'Anjou,  
PARIS (8<sup>e</sup>), 265-92-75. M<sup>e</sup> PINOT,  
huiss. PARIS, 12, r. Bayen. 15 avocats  
pr. Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil.  
Sur place pour visiter.

Vente s/ saisie immob. Palais de Justice  
PARIS, JEUDI 14 AVRIL 1983, à 14 h  
**UN STUDIO**  
an 4<sup>e</sup> étage, dans imm. à PARIS (11<sup>e</sup>)  
**165, R. FG-ST-ANTOINE**  
1, rue de la Forge-Royale  
M. à P. 16 000 F. S'ad. à M<sup>e</sup> BE-  
THOUT et LEOPOLD-COUTU-  
RIER, avocats associés, 14, r. d'Anjou,  
PARIS (8<sup>e</sup>), 265-92-75. M<sup>e</sup> PINOT,  
huiss. PARIS, 12, r. Bayen. 15 avocats  
pr. Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil.  
Sur place pour visiter.

Vente s/ saisie immob. Palais de Justice  
PARIS, JEUDI 14 AVRIL 1983, à 14 h  
**UN STUDIO**  
an 4<sup>e</sup> étage, dans imm. à PARIS (11<sup>e</sup>)  
**165, R. FG-ST-ANTOINE**  
1, rue de la Forge-Royale  
M. à P. 16 000 F. S'ad. à M<sup>e</sup> BE-  
THOUT et LEOPOLD-COUTU-  
RIER, avocats associés, 14, r. d'Anjou,  
PARIS (8<sup>e</sup>), 265-92-75. M<sup>e</sup> PINOT,  
huiss. PARIS, 12, r. Bayen. 15 avocats  
pr. Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil.  
Sur place pour visiter.

Vente s/ saisie immob. Palais de Justice  
PARIS, JEUDI 14 AVRIL 1983, à 14 h  
**UN STUDIO**  
an 4<sup>e</sup> étage, dans imm. à PARIS (11<sup>e</sup>)  
**165, R. FG-ST-ANTOINE**  
1, rue de la Forge-Royale  
M. à P. 16 000 F. S'ad. à M<sup>e</sup> BE-  
THOUT et LEOPOLD-COUTU-  
RIER, avocats associés, 14, r. d'Anjou,  
PARIS (8<sup>e</sup>), 265-92-75. M<sup>e</sup> PINOT,  
huiss. PARIS, 12, r. Bayen. 15 avocats  
pr. Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil.  
Sur place pour visiter.

Vente s/ saisie immob. Palais de Justice  
PARIS, JEUDI 14 AVRIL 1983, à 14 h  
**UN STUDIO**  
an 4<sup>e</sup> étage, dans imm. à PARIS (11<sup>e</sup>)  
**165, R. FG-ST-ANTOINE**  
1, rue de la Forge-Royale  
M. à P. 16 000 F. S'ad. à M<sup>e</sup> BE-  
THOUT et LEOPOLD-COUTU-  
RIER, avocats associés, 14, r. d'Anjou,  
PARIS (8<sup>e</sup>), 265-92-75. M<sup>e</sup> PINOT,  
huiss. PARIS, 12, r. Bayen. 15 avocats  
pr. Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil.  
Sur place pour visiter.

Vente s/ saisie immob. Palais de Justice  
PARIS, JEUDI 14 AVRIL 1983, à 14 h  
**UN STUDIO**  
an 4<sup>e</sup> étage, dans imm. à PARIS (11<sup>e</sup>)  
**165, R. FG-ST-ANTOINE**  
1, rue de la Forge-Royale  
M. à P. 16 000 F. S'ad. à M<sup>e</sup> BE-  
THOUT et LEOPOLD-COUTU-  
RIER, avocats associés, 14, r. d'Anjou,  
PARIS (8<sup>e</sup>), 265-92-75. M<sup>e</sup> PINOT,  
huiss. PARIS, 12, r. Bayen. 15 avocats  
pr. Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil.  
Sur place pour visiter.

Vente s/ saisie immob. Palais de Justice  
PARIS, JEUDI 14 AVRIL 1983, à 14 h  
**UN STUDIO**  
an 4<sup>e</sup> étage, dans imm. à PARIS (11<sup>e</sup>)  
**165, R. FG-ST-ANTOINE**  
1, rue de la Forge-Royale  
M. à P. 16 000 F. S'ad. à M<sup>e</sup> BE-  
THOUT et LEOPOLD-COUTU-  
RIER, avocats associés, 14, r. d'Anjou,  
PARIS (8<sup>e</sup>), 265-92-75. M<sup>e</sup> PINOT,  
huiss. PARIS, 12, r. Bayen. 15 avocats  
pr. Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil.  
Sur place pour visiter.

Vente s/ saisie immob. Palais de Justice  
PARIS, JEUDI 14 AVRIL 1983, à 14 h  
**UN STUDIO**  
an 4<sup>e</sup> étage, dans imm. à PARIS (11<sup>e</sup>)  
**165, R. FG-ST-ANTOINE**  
1, rue de la Forge-Royale  
M. à P. 16 000 F. S'ad. à M<sup>e</sup> BE-  
THOUT et LEOPOLD-COUTU-  
RIER, avocats associés, 14, r. d'Anjou,  
PARIS (8<sup>e</sup>), 265-92-75. M<sup>e</sup> PINOT,  
huiss. PARIS, 12, r. Bayen. 15 avocats  
pr. Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil.  
Sur place pour visiter.

Vente s/ saisie immob. Palais de Justice  
PARIS, JEUDI 14 AVRIL 1983, à 14 h  
**UN STUDIO**  
an 4<sup>e</sup> étage, dans imm. à PARIS (11<sup>e</sup>)  
**165, R. FG-ST-ANTOINE**  
1, rue de la Forge-Royale  
M. à P. 16 000 F. S'ad. à M<sup>e</sup> BE-  
THOUT et LEOPOLD-COUTU-  
RIER, avocats associés, 14, r. d'Anjou,  
PARIS (8<sup>e</sup>), 265-92-75. M<sup>e</sup> PINOT,  
huiss. PARIS, 12, r. Bayen. 15 avocats  
pr. Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil.  
Sur place pour visiter.

Vente s/ saisie immob. Palais de Justice  
PARIS, JEUDI 14 AVRIL 1983, à 14 h  
**UN STUDIO**  
an 4<sup>e</sup> étage, dans imm. à PARIS (11<sup>e</sup>)  
**165, R. FG-ST-ANTOINE**  
1, rue de la Forge-Royale  
M. à P. 16 000 F. S'ad. à M<sup>e</sup> BE-  
THOUT et LEOPOLD-COUTU-  
RIER, avocats associés, 14, r. d'Anjou,  
PARIS (8<sup>e</sup>), 265-92-75. M<sup>e</sup> PINOT,  
huiss. PARIS, 12, r. Bayen. 15 avocats  
pr. Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil.  
Sur place pour visiter.

Vente s/ saisie immob. Palais de Justice  
PARIS, JEUDI 14 AVRIL 1983, à 14 h  
**UN STUDIO**  
an 4<sup>e</sup> étage, dans imm. à PARIS (11<sup>e</sup>)  
**165, R. FG-ST-ANTOINE**  
1, rue de la Forge-Royale  
M. à P. 16 000 F. S'ad. à M<sup>e</sup> BE-  
THOUT et LEOPOLD-COUTU-  
RIER, avocats associés, 14, r. d'Anjou,  
PARIS (8<sup>e</sup>), 265-92-75. M<sup>e</sup> PINOT,  
huiss. PARIS, 12, r. Bayen. 15 avocats  
pr. Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil.  
Sur place pour visiter.

Vente s/ saisie immob. Palais de Justice  
PARIS, JEUDI 14 AVRIL 1983, à 14 h  
**UN STUDIO**  
an 4<sup>e</sup> étage, dans imm. à PARIS (11<sup>e</sup>)  
**165, R. FG-ST-ANTOINE**  
1, rue de la Forge-Royale  
M. à P. 16 000 F. S'ad. à M<sup>e</sup> BE-  
THOUT et LEOPOLD-COUTU-  
RIER, avocats associés, 14, r. d'Anjou,  
PARIS (8<sup>e</sup>), 265-92-75. M<sup>e</sup> PINOT,  
huiss. PARIS, 12, r. Bayen. 15 avocats  
pr. Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil.  
Sur place pour visiter.

Vente s/ saisie immob. Palais de Justice  
PARIS, JEUDI 14 AVRIL 1983, à 14 h  
**UN STUDIO**  
an 4<sup>e</sup> étage, dans imm. à PARIS (11<sup>e</sup>)  
**165, R. FG-ST-ANTOINE**  
1, rue de la Forge-Royale  
M. à P. 16 000 F. S'ad. à M<sup>e</sup> BE-  
THOUT et LEOPOLD-COUTU-  
RIER, avocats associés, 14, r. d'Anjou,  
PARIS (8<sup>e</sup>), 265-92-75. M<sup>e</sup> PINOT,  
huiss. PARIS, 12, r. Bayen. 15 avocats  
pr. Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil.  
Sur place pour visiter.

Vente s/ saisie immob. Palais de Justice  
PARIS, JEUDI 14 AVRIL 1983, à 14 h  
**UN STUDIO**  
an 4<sup>e</sup> étage, dans imm. à PARIS (11<sup>e</sup>)  
**165, R. FG-ST-ANTOINE**  
1, rue de la Forge-Royale  
M. à P. 16 000 F. S'ad. à M<sup>e</sup> BE-  
THOUT et LEOPOLD-COUTU-  
RIER, avocats associés, 14, r. d'Anjou,  
PARIS (8<sup>e</sup>), 265-92-75. M<sup>e</sup> PINOT,  
huiss. PARIS, 12, r. Bayen. 15 avocats  
pr. Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil.  
Sur place pour visiter.

Vente s/ saisie immob. Palais de Justice  
PARIS, JEUDI 14 AVRIL 1983, à 14 h  
**UN STUDIO**  
an 4<sup>e</sup> étage, dans imm. à PARIS (11<sup>e</sup>)  
**165, R. FG-ST-ANTOINE**  
1, rue de la Forge-Royale  
M. à P. 16 000 F. S'ad. à M<sup>e</sup> BE-  
THOUT et LEOPOLD-COUTU-  
RIER, avocats associés, 14, r. d'Anjou,  
PARIS (8<sup>e</sup>), 265-92-75. M<sup>e</sup> PINOT,  
huiss. PARIS, 12, r. Bayen. 15 avocats  
pr. Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil.  
Sur place pour visiter.

Vente s/ saisie immob. Palais de Justice  
PARIS, JEUDI 14 AVRIL 1983, à 14 h  
**UN STUDIO**  
an 4<sup>e</sup> étage, dans imm. à PARIS (11<sup>e</sup>)  
**165, R. FG-ST-ANTOINE**  
1, rue de la Forge-Royale  
M. à P. 16 000 F. S'ad. à M<sup>e</sup> BE-  
THOUT et LEOPOLD-COUTU-  
RIER, avocats associés,



# AFRIQUE

## Lendemain d'insouciance en Zambie

### II. - Loin de la brousse

De notre envoyé spécial JEAN-PIERRE LANGELELLIER

Dans un premier article (*Le Monde* du 29 mars), notre envoyé spécial a montré combien l'économie zambienne était étroitement dépendante de l'évolution du marché international du cuivre - principale ressource d'exportation de la Zambie.

Lusaka. - Une statistique en dit long sur la société zambienne. Selon une étude de l'Organisation mondiale de la santé publiée l'année dernière, la Zambie a le double du risque d'être le premier pays d'Afrique - et le troisième du monde - pour la consommation de bière par habitant. A Chinsama-Hill, le plus grand hôpital psychiatrique du pays, neuf malades sur cent sont des alcooliques. En Zambie, soit l'on est totalement sobre, soit l'on boit pour se saouler. L'alcool n'est pas un plaisir mais un assommoir.

Un jour, le président Kaunda pleura publiquement à l'occasion de ce travers national. L'UNITI, parti unique au pouvoir, vota quelque vingt-cinq résolutions antialcooliques, restées lettre morte. Dans les villes, précises l'O.M.S., les hommes passent les quatre cinquièmes de leur temps libre attablés devant une bouteille de bière ou de « chibuku ». Cello-ci étant très bon marché, on s'enivre pour le prix de trois ou quatre miches de pain.

L'alcoolisme, assurant ceux qui y tombent, à tout premier raison le besoin « d'oublier les problèmes ». Il ronge le tissu urbain, avec son cortège de maux habituels : absentéisme, accidents de travail, faible productivité, querelles, familles cancéres et troubles mentaux. Il est la maladie d'un monde de désœuvrés, paysans d'hier fascinés par les lumières de la ville, qui ont échoué dans des banlieues sans joie.

Il y a deux Zambie. La gouffre qui sépare villes et campagnes est plus profonde que partout ailleurs en Afrique. Les unes, agaçantes et surpeuplées, les autres, vides et désolées. Quatre foyers ruraux sur dix manquent de main-d'œuvre à l'époque des récoltes. L'écart des revenus entre les petits paysans et la bourgeoisie urbaine est impressionnant.

Quelques chiffres : 2 % des Zambiens - les plus riches - gagnent huit fois plus que les 98 % restants ; les seules subventions alimentaires au profit des villes, a calculé René Dumont, équivalaient - avant qu'elles fussent réduites en 1982 - au triple de toutes les dépenses allouées au développement des campagnes.

Le revenu urbain moyen est quinze fois plus élevé que le revenu rural, les termes de l'échange intérieur villes-campagnes se dégradent sans cesse. La Zambie a accompli d'incalculables progrès depuis l'indépendance en matière d'éducation et de santé. Pourtant, rapporte le *Times of Zambia*, trois ruraux sur dix vivent toujours à plus de 12 kilomètres d'un centre de santé. Rarement un régime africain aura-t-il négligé les paysans, ces laissés-pour-compte du développement.

#### La bataille agricole

Dans le domaine agricole, les fautes de la Zambie sont exemplaires. Pendant quinze ans, elle délaissa le domaine vivrier et commit l'erreur majeure de « dévaloriser » le métier agricole en creusant l'écart entre le prix d'achat de la récolte au producteur et sa valeur sur le marché mondial. Le niveau de vie de la paysannerie déclina régulièrement. Selon un engrenage souvent décrit, le paysan préféra vivre en autarcie, se contenter de sa subsistance, et ne put entretenir au prix de sa sueur une armée de fonctionnaires accablés par un système étatisé de commercialisation agricole.

Ce qui frappe, plus que l'indifférence, c'est l'incompréhension manifestée en haut lieu envers les besoins fondamentaux : la logique et la mentalité du monde rural. Car, dès l'indépendance, on s'occupa beaucoup - trop sans doute - des paysans, regroupés en plusieurs centaines de « coopératives de production ». On voulut, du jour au lendemain, transformer des villageois illettrés, aux techniques ancestrales, en « agriculteurs modernes », à coup de tra-

teurs rutilants, d'engrais et de pesticides. Une administration inexpérimentée, des paysans méfiants et mal préparés : l'épopée des coopératives sombra rapidement. Toutes firent faillite, sans aucune exception (1).

La production agricole commença de régresser gravement en 1976. Ce déclin, conjugué à l'explosion démographique (+ 3,3 % par an), obligea la Zambie à importer toujours plus de maïs pour se nourrir. Les achats de grains accablèrent le budget de l'Etat au moment où les recettes du cuivre s'effondraient. Pour suivre dans cette voie était suicidaire. Le programme décennal lancé en 1980 visait à corriger les erreurs du passé.

La Zambie tire aujourd'hui les leçons de son fiasco agricole. La hausse substantielle des prix et l'allègement des impôts ont relancé la production céréalière. « La réponse des producteurs fut spectaculaire », note M. Jim Woods, président de l'Union des fermiers commerciaux (2). Cette année, les superficies emblées ont augmenté d'un quart. Ce progrès, inégal, toutefois, profite plus aux gros fermiers qu'aux petits paysans, qui n'ont guère les moyens d'acheter des engrais toujours plus coûteux.

La Zambie bénéficie, en 1981, d'une récolte record de maïs, mais la terrible sécheresse qui, depuis deux ans, frappe l'Afrique australe enrayera ce redressement. Cette année, il lui faudra en importer quelque 300 000 tonnes du Zimbabwe et probablement d'Afrique du Sud, sans compter 100 000 tonnes de blé. En tout cas, si la renaissance agricole est fragile, l'autosuffisance alimentaire, le ciel aidant, ne semble plus hors d'atteinte.

Autre idée saute : briser le monopole d'un office de commercialisation tentaculaire et inefficace, qui paie les paysans avec parfois neuf mois de retard. Ce monstre bureaucratique, en cours de démantèlement, se concentrera désormais de distribuer les engrais. De nouvelles coopératives, moins contraignantes que leurs devancières, - car étrangères à la production, - prendront en charge une commercialisation décentralisée.

L'accent sera mis à la fois sur de modestes unités agricoles et sur les fermes d'Etat inspirées du modèle est-allemand. Souhaitées par la gauche de l'UNITI, celles-ci seront implantées, au nombre de dix-huit - deux dans chaque province, - là où n'existe aucune agriculture commerciale. En se transformant, comme on le prévoit, l'une après l'autre, en coopératives, elles auront plus de chances de réussir qu'ailleurs en Afrique. La bataille agricole se livrera sur bien d'autres fronts : réhabiliter les cultures traditionnelles, plus résistantes à la sécheresse, promouvoir la recherche longtemps négligée, rendre plus accessible le crédit rural, construire silos et entrepôts. Mais tout cela ne suffira pas à ramener vers la brousse les jeunes qui l'ont désertée.

#### Une armée de chômeurs urbains

Dans les bidonvilles de Lusaka, le chômage les attendait. Un million de jeunes n'ont pas d'emploi, soit, selon les syndicats, 40 % de la force de travail (un Zambien sur deux a moins de vingt et un ans). A Ndola, ils font la queue devant le bureau de la main-d'œuvre. Chaque année, cent mille écoliers issus du primaire - soit quatre sur cinq - sont rejetés à l'entrée du secondaire. Quelques années plus tard, ils rejoignent l'armée des chômeurs urbains. Certains deviennent des « *mishanga boys* », ces gamins régulièrement « cueillis » par la police parce qu'ils vendent en fraude des cigarettes à l'unité dans les « *townships* » de Lusaka.

Le pouvoir tablit sur le service national, imposé aux garçons et aux filles pendant deux ans, pour circonscrire le chômage. Mais l'expérience, mal préparée, est pour l'instant interrompue, en attendant qu'on l'oriente plus nettement vers la formation professionnelle. L'exode rural a été si massif que les services sociaux n'ont pas suivi. Sur-tout, la malnutrition fait des ravages dans les villes. Les « *mishanga boys* » sont souvent d'anciens « *fauna babies* », comme on appelle ici les enfants à la nourriture mal équilibrée.

A Kitwe, au siège du syndicat des mineurs (MUZ), le « boss », M. Timothy Walamba, stigmatise la mutuelle du chômage et les compressions de personnel. Il prépare le terrain pour la prochaine renégociation des conventions collectives et prévient : « Nous n'accepterons pas le gel des salaires ». Même fermeté de langage à Ndola, chez M. Frédéric Chiluba, chef de la fédération des syndicats (Z.C.T.U.). « On demande aux travailleurs de se serrer encore plus la ceinture. Mais j'en connais, au gouvernement, qui portent des ceintures élastiques. Tout le monde doit faire des sacrifices ».

MM. Chiluba et Walamba sont, après le président Kaunda, les deux hommes les plus puissants du pays. Leur clientèle n'est-elle pas plus nombreuse que celle de l'UNITI ? Les syndicats zambiens représentent, en fait, aux côtés des Eglises, le seul contre-poids à l'hégémonie du

parti. Le pouvoir est constamment tenté de les mettre au pas. La dernière grande bataille remonte à 1981, lorsque, après les grèves en cascade dans les mines, « KK » fit exécuter pour complot de la trahison le parti dix-sept dirigeants syndicaux qui en sont membres d'office. Ils furent réintégrés, puis quatre de leurs chefs furent arrêtés, détenus pendant trois mois et accueillis de nouveau au sein de l'UNITI.

Ces relations en dents de scie traduisent l'ambiguïté du syndicalisme zambien. Avant l'indépendance, il avait soutenu ardemment le combat nationaliste, conduit par « KK ». Depuis la prise de participation majoritaire de l'Etat dans les compagnies minières en 1969, les intérêts du pouvoir et ceux des syndicats ont de plus en plus divergé. A cela s'ajoute un conflit de stratégie. Les syndicats ont toujours exclu l'asservissement au parti, refusant de devenir une organisation de masse, au même titre que les mouvements de femmes ou de jeunes, ou une simple courroie de transmission entre le pouvoir et la base. Notre oppus au parti n'est jamais acquis d'avance, souligne M. Chiluba. Nous interprétons ses directives à notre manière et dans l'intérêt des travailleurs », dit-il.

Influencés de longue date par leurs homologues américains et nés-allemands, les dirigeants syndicalistes zambiens sont des sociaux-démocrates, avocats d'une économie mixte et allége des pesanteurs bureaucratiques. Soucieux de faire si neutraliser ni récupérés, ils gardent

leurs distances avec le pouvoir tout en jouant le jeu de la « participation démocratique », qui leur permet de peser sur les décisions. Ils siègent collectivement au « conseil national » de l'UNITI, sorte de congrès du parti, mais leur chef, M. Chiluba, refuse d'entrer au comité central ou au Parlement. Entre l'indépendance et la compromission, la voie est tout de même étroite.

« Syndicat et parti sont les deux faces de la même pièce », assure « KK ». « Pas tout à fait », corrige M. Chiluba, qui hérita, face au pouvoir, de l'assise politique dont jouissait l'ancien vice-président de la République, M. Simon Kapwepwe, mort dans l'opposition en 1980. Issu comme lui de l'éthnie Bemba, dominante dans la « ceinture de cuivre », M. Chiluba se sait le nouvel « homme fort » du Nord, région où combient sensible, étrange syndicaliste en tout cas, familier de Jean-Jacques Rousseau, qui répond aux questions en citant le premier livre de la Genèse. Dans cette Bible, qui ne le quitte pas, tous les responsables zambiens, élevés à l'ombre des Eglises, y cherchent et y trouvent leur inspiration et leur ligne de conduite.

#### Prochain article :

#### UN FOU DE DIEU

- (1) Voir l'Afrique étranglée par René Dumont et Marie-France Mattin, éditions du Seuil.
- (2) Cette union regroupe sept cents fermiers dont la moitié sont d'anciens colons blancs.

### La France est le deuxième client de Lusaka

De notre envoyé spécial

Lusaka. - « Nous sommes heureux que la France ait un gouvernement socialiste », assure le président Kaunda, car elle a un rôle important à jouer en Afrique. La Zambie attend d'abord de la France qu'elle joue son rôle dans la recherche d'un règlement négocié en Namibie, en faisant pression autant que possible sur l'administration Reagan pour l'amener à une plus grande fermeté envers Pretoria. Lusaka ne nourrit toutefois guère d'illusion sur le degré d'influence, en la matière, des membres européens du « groupe de contact ». « Seuls les Américains, ajoute M. Kaunda, peuvent faire sortir la négociation de l'impasse ».

La Zambie, qui participe aux sommets annuels franco-africains, apprécie que Paris ait cordonné le « site » établi par Washington entre le retrait des forces cubaines d'Angola et la poursuite du processus de décolonisation en Namibie.

Les échanges commerciaux franco-zambiens restent très déséquilibrés en faveur de Lusaka. Deuxième client de la Zambie après le Japon et avant la Grande-Bretagne, la France lui achète 15 % du total de ses produits et ne lui fournit, en revanche, que 2 % de ses importations. Les achats français représentaient, en 1982, 830 millions de francs, contre seulement 170 millions en exportations. La France n'achète

pratiquement que du cuivre - environ 100 000 tonnes. Une partie de ce métal est transformé en fil dans une usine de la Société de cuivre continue du cuivre, à Chinsama (Oise), propriété commune de Thomson-Brandt et du trust étranger zambien Zimco.

La plus récente ligne de crédit ouverte par la Banque française du commerce extérieur en faveur de la Zambie remonte à 1980. D'un montant de 500 millions de francs, elle a permis de financer des contrats commerciaux. Cinq sociétés françaises sont présentes en Zambie. Outre Total, qui distribue du carburant, U.T.A. assure une liaison hebdomadaire Paris-Lusaka, la Cogéma et le B.R.G.M. font de la prospection minière, tandis que Renault-Véhicules Industriels vend des camions et des autobus. En outre, des voitures 504 Peugeot sont assemblées par Fiat dans une usine de Livingstone.

L'assistance technique française à la Zambie, très modeste, bénéficie à l'agriculture - médecine vétérinaire, matériel agricole et culture du coton - à l'énergie solaire, à la pêche et à l'administration publique. Une douzaine de professeurs enseignent le français dans des établissements zambiens et à l'Alliance française de Lusaka. La France accorde à la Zambie une trentaine de bourses d'études et de formation professionnelle. - J.-P. L.

## COMMENT PARLER DU RACISME ? FAUT-IL MÊME EN PARLER ?

Christian Delacampagne

### L'invention du racisme

Antiquité à Moyen-Âge

Christian Delacampagne répond avec force : il faut connaître pour combattre.

Frédéric Ferney, (Le Nouvel Observateur)

Le racisme a mauvaise réputation. On le méprise, on le déteste, et il ne s'en porte pas plus mal. Si on l'écrase, il se redresse... Plusieurs milliers de personnes, chaque année, continuent de mourir au nom de cette réalité imaginaire qu'on appelle la race. Christian Delacampagne interroge à son tour cette variété de haine. Sa livre est d'un philosophe, mais ce philosophe est un combattant.

Gille Lapouge, (Le Monde)

354 pages 89 F

FAYARD

TWA vers et à travers les USA

## Washington: vol quotidien 3.540 F\*

Liaison au départ de Paris CDG1 en gros porteur.  
TWA dessert également plus de 50 villes à l'intérieur des Etats-Unis.

\*Tarif loisir aller/retour.

Vous plaire nous plaît

TWA

هناك من الرجال



# AFRIQUE

## Namibie

### M. Nujoma appelle les Européens à renforcer la solidarité avec les Etats de la Ligne de front

De notre correspondant

Lisbonne. - La tentative d'associer le retrait des troupes cubaines de l'Angola au processus de décolonisation de la Namibie est une manœuvre visant à accorder au régime illégal de Pretoria un temps supplémentaire pour renforcer sa présence dans notre pays, a déclaré le dirigeant de la SWAPO, M. Sam Nujoma, au cours de la séance de clôture d'une conférence internationale de solidarité avec les Etats de la Ligne de front (1), qui a eu lieu à Lisbonne du vendredi 25 au dimanche 27 mars.

Selon M. Nujoma, la situation en Namibie est « explosive ». Les forces militaires de l'Afrique du Sud stationnées sur le territoire augmentent sans cesse. Dans leur tentative pour « africainiser » la guerre, les autorités de Pretoria, a assuré M. Nujoma, pratiquent un recrutement basé sur les différences ethniques. « Fidèle à ses principes, a-t-il insisté, le régime prétend ainsi raviver les antagonismes et aboutir à une situation où, fidèles à leurs chefs tribaux, beaucoup de Namibiens résisteraient à toute offre de forme d'occupation, même après l'indépendance ».

Le président de la SWAPO a dénoncé, en outre, le « pillage » mené par de grandes entreprises américaines et européennes. A titre d'exemple, il a indiqué que la plupart des 3 045 tonnes d'uranium officiellement vendues par l'Afrique

du Sud à la France en 1981 proviennent de la Namibie. Il s'est insurgé contre l'aide économique, politique et militaire accordée à Pretoria par les « impérialistes américains ». Il a manifesté aussi sa préoccupation au sujet d'une résolution du Parlement européen, datée du 13 janvier dernier, qui propose une « aide au développement de la Namibie », notamment dans les domaines de l'éducation, du logement et de la santé.

La conférence de Lisbonne, à laquelle ont également participé le président du Congrès national africain (ANC), M. Oliver Tambo, et de nombreuses délégations de pays non alignés, a demandé à « tous les pays amis » d'attribuer une aide matérielle aux Etats de la Ligne de front pour la reconstruction des biens endommagés à la suite des attaques de l'Afrique du Sud.

Beaucoup de délégations ont exprimé leur « amertume » face à la position du parti socialiste portugais, qui, en accord avec d'autres formations politiques de l'Internationale socialiste, s'est dissocié de cette conférence considérée comme étant « un instrument de la diplomatie de Moscou ».

JOSÉ REBELO.

(1) Angola, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe, Botswana, Mozambique.

## Lesotho

### « On ne tire pas sur les clowns » ...

De notre correspondant

Johannesburg. - La crise gouvernementale du Lesotho a « perdu » les sept prisonniers sud-africains « voleurusement » capturés par son armée au cours du week-end. Telle est l'incroyable nouvelle annoncée lundi 28 mars à Maseru par le général Matela, chef de la police du royaume.

« Quelqu'un les a libérés sans m'avertir », a déclaré l'officier militaire devant un parterre de journalistes abasourdis. C'est que les sept « fantômes » étaient importants pour la crédibilité déjà bien mal en point du régime. D'abord parce qu'ils étaient les communiqués publiés après les incidents armés du week-end, ils avaient été capturés en territoire basotho et appartenait, paraît-il, à la police sud-africaine.

Ensuite, et surtout, parce que leur déstabilisation et les interrogatoires, qui devaient être rendus publics, devaient appuyer les accusations de déstabilisation périodiquement lancées par le gouvernement contre Pretoria. La mystérieuse « disparition » des sept prisonniers a déclenché un état de rixes quasi général sur le banc des accusés. « Bizarre... Bizarre... » titrait lundi soir un des

principaux quotidiens de Johannesburg.

La situation prend des allures tragiques. D'un côté, la République puissante dont la culpabilité, pour le moins indirecte, dans les manœuvres de « déstabilisation contrôlée » de ses voisins ne fait plus guère de doute est placée dans la confortable et inhabituelle situation de l'agneau innocent accusé sans preuve. M. P. K. Botha a bien sûr « catégoriquement démenti » qu'une ou plusieurs attaques aient été lancées contre le Lesotho à partir du territoire national. D'autre part, selon le ministre, « des Basothos entrés illégalement en Afrique du Sud au cours du week-end » seraient actuellement interrogés. Puis, de l'autre côté, un petit royaume dirigé par un pouvoir aux abois, victime d'une administration si impotente qu'elle ne sait même pas mentir adroitement.

Qui sait ? En se ridiculisant aux yeux du monde qu'il ne cesse d'appeler à la rescousse, le premier ministre, M. Jonathan, a peut-être obtenu un nouveau succès. « On ne tire pas sur les clowns... », disait un officier sud-africain...

PATRICE CLAUDE.

## Zimbabwe

### M. Mugabe rejette l'éventualité d'une négociation avec M. Nkomo

De notre correspondant en Afrique Orientale

Nairobi. - Pour la première fois depuis la fuite au Botswana, puis à Londres, de M. Joshua Nkomo, le premier ministre du Zimbabwe, M. Robert Mugabe, a clairement brandi la menace, samedi 26 mars, d'une prochaine interdiction du parti minoritaire, la ZAPU. « Sa tâche la plus importante, a-t-il déclaré lors d'un grand meeting, est de désarmer les dissidents. Si elle n'y parvient pas, nous le désarmerons en tant que parti ».

Réaffirmant que la ZAPU était à l'origine de la dissidence dans la province du Matabeleland, M. Mugabe a continué : « Nous avons de plus en plus de preuves qu'un nombre croissant de responsables de la ZAPU, à tous les niveaux, recrutent actuellement des dissidents, les encouragent, les nourrissent et leur fournissent l'infrastructure nécessaire à la poursuite de leurs actes criminels ». Accusant la ZAPU de « double jeu », il a rejeté l'éventualité d'une négociation avec M. Nkomo portant notamment sur les conditions de retour au pays de ce dernier : « S'il veut rentrer, qu'il rentre », a dit M. Mugabe. « Je ne m'engagerai dans aucune discussion à ce sujet. Les Britanniques peuvent garder M. Nkomo et le nourrir s'ils le veulent ». L'auditoire de M. Mugabe portait des banderoles où l'on pouvait lire : « Nkomo, pouris à Londres et ne reviens pas ». « Ne tirez pas sur le clown Nkomo ». « Pendez le par le cou jusqu'à ce que mort s'en suive ».

En pratiquement l'amalgame entre la dissidence armée et la ZAPU, parti légal, représenté au Parlement et au gouvernement, M. Mugabe place dans une situation intenable les quatre ministres qui en sont membres. En outre, il sait parfaitement que l'actuelle direction de la ZAPU, notamment son président par intérim, M. Chinamano, n'est pas en mesure de désarmer des rebelles qui échappent à son contrôle.

D'autre part, la commission catholique Justice et paix, institution respectée de tous au Zimbabwe, a exprimé sa « grave inquiétude » devant la violation des droits de l'homme au Matabeleland. « Il est clair, déclare la commission à partir de preuves qu'elle affirme posséder, que des hommes des femmes et des enfants sont tués et blessés sans raison ». La commission s'était réunie il y a deux semaines avec les six évêques catholiques du pays et avait soumis à M. Mugabe un rapport sur les exactions de la 5<sup>e</sup> brigade de l'armée. Le premier ministre a répondu samedi en saluant l'« excellent travail » de la brigade. « Les soi-disant organisations non gouvernementales, a-t-il ajouté, peuvent imposer leur critique. Mais elles ne nous feront pas dévier de notre voie : défendre notre indépendance et notre ordre politique, défendre et protéger le peuple du Zimbabwe ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

## Maurice

### La crise politique a porté atteinte au crédit international de la gauche

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. - La crise politique mauricienne est provisoirement dénouée. Faute d'avoir pu faire revenir sur leur décision d'adhérer à la coalition de gauche - neuf appartenant au Mouvement militant mauricien (M.M.M.) et deux au parti socialiste mauricien (P.S.M.), qui donnaient leur démission le 22 mars (le Monde du 24 mars), le chef du gouvernement, M. Jugnauth, a mis sur pied une nouvelle équipe. Celle-ci, rendue publique lundi 28 mars, comprend dix ministres M.M.M., cinq P.S.M. et un élu de Rodrigues, « le seigneur » de Maurice. M. Jugnauth a pris le portefeuille des finances et confié la diplomatie à M. Ayl Gayan (M.M.M.), ancien représentant de Maurice à la conférence sur le droit de la mer.

Selon les observateurs, ce gouvernement devrait obtenir, à une faible majorité, l'investiture du Parlement lorsqu'il se présentera devant lui la semaine prochaine. Connu pour la richesse et la subtilité de sa vie publique, Maurice est, une nouvelle fois, à la hauteur de sa réputation. Car le paysage politique né de la crise est aussi complexe qu'étrange. Voilà un régime de gauche, où, après neuf mois de pouvoir, le parti dominant (M.M.M.) se retrouve déchiré entre, d'un côté, son président et un groupe de fidèles et, de l'autre, son nouveau jeune et dynamique, dont MM. Paul Berenger, ancien ministre des finances, et Jean-Claude de l'Estrac, ancien ministre des affaires étrangères.

Voilà un parti, le M.M.M., dont le comité central - emmené par ces deux ministres - a préconisé, dimanche, à une écrasante majorité, la rupture de la coalition et l'avènement d'un gouvernement de gauche homogène et dont pourtant un grand nombre de parlementaires continuent de soutenir M. Jugnauth.

Voilà un premier ministre, « lâché » par les fondateurs de son parti et prisonnier de la Constitution, qui, assure-t-il, lui interdit de rompre avec le P.S.M. Voilà enfin, un gouvernement dont le sort risque de dépendre en dernière instance du vote de quelques députés de l'opposition, battus lors des élections générales de juin 1982 et « repêchés » seulement

grâce au système des « meilleurs perdants » qui visait à assurer une représentation minimale de toutes les communautés ethniques. Le leader de cette opposition, M. Gaetan Duval, par un coup d'éclat dont il a le secret, a d'ailleurs démissionné lundi du Parlement et réclame de nouvelles élections. Les écharpes de la démocratie mauricienne sont parfois détonnantes.

Le règlement de la crise suscite autant de questions qu'il en résout. Quelle attitude adopteront les ministres démissionnaires ? Se cantonneront-ils dans une neutralité bienveillante envers M. Jugnauth ou combattront-ils leur chef de file d'hier ? On imagine mal des personnalités brillantes comme MM. Berenger et de l'Estrac, qui pendant des années préparèrent avec ténacité leur arrivée au pouvoir, accepter de rester longtemps sur la touche.

Une chose est sûre : le crédit international de la gauche mauricienne sort gravement atteint de cette crise. Engagé depuis des mois dans une négociation ardue avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, M. Berenger était devenu un interlocuteur respecté des bailleurs de fonds étrangers, dont dépend la relance vitale de l'économie. L'heure où elle devait resserrer les rangs, la gauche a cédé aux démons de la division.

J.-P. L.

# EUROPE

## Pologne

### Un ancien militaire est nommé à la tête de la radiotélévision

Les autorités polonaises ont nommé, lundi 29 mars, un ancien militaire, M. Mirosław Wojciechowski, à la tête du comité d'Etat pour la radio et la télévision. Membre des missions militaires polonaises à Washington puis à Londres, attaché militaire à Stockholm ensuite, M. Wojciechowski était depuis sept ans, après être passé par la section étrangère du comité central, directeur de l'agence de presse Interpress.

Chargé à ce titre des relations avec les envoyés spéciaux et les correspondants de la presse étrangère, il avait fait preuve d'un grand savoir-faire dans sa tâche de promotion du régime vis-à-vis des pays occidentaux. Formé par l'armée, membre de l'appareil d'Etat plus que de celui du parti, c'est donc un homme très représentatif de l'équipe mise en place par le général Jaruzelski qui reprend en main un organisme à la direction duquel s'étaient succédés quatre responsables depuis la signature des accords de Gdansk.

Parallèlement, les autorités viennent de faire savoir à la B.B.C. que son correspondant, M. Kevin Ruane, dont le visa n'avait pas été renouvelé en décembre dernier, pourrait regagner Varsovie aussitôt qu'il le désirerait. Le bureau de l'agence américaine U.P.I., dont la directrice, M<sup>me</sup> Ruth Gruber, avait été expulsée, en décembre également, sous l'accusation d'espionnage, pourrait

aussi, apprend-on officiellement, être prochainement réouvert.

L'un des rares dirigeants nationaux de Solidarité à avoir échappé, lors de l'instauration de l'état de guerre, à l'arrestation, M. Andrzej Konarski, ancien membre du présidium du syndicat, s'est rendu de lui-même aux autorités lundi. Il est le premier dirigeant syndical de cette importance à sortir volontairement de la clandestinité, au sein de laquelle il n'exerçait, toutefois, aucune responsabilité particulière. Après avoir eu un entretien avec le ministre de l'intérieur, le général Kieckzak, il n'a été laissé en liberté. « Ce que nous désirons, hier peut être aujourd'hui réalisé par d'autres méthodes, non plus par des activités clandestines, mais par une activité ouverte », a-t-il déclaré dans une interview télévisée, avant d'ajouter que les problèmes de la Pologne pouvaient être résolus « dans le cadre de l'ordre régnant ».

M. Waleski, pour sa part, a eu, lundi, à son domicile de Gdansk, une conversation de deux heures avec un représentant de l'Organisation internationale du travail, M. Gunter Engelmeier, membre de la direction des syndicats chrétiens autrichiens. La veille, dimanche des Rameaux, il avait pris part à une procession autour de l'église Sainte-Brigitte, la paroisse des Chantiers Lénine. Très acclamé, il avait notamment déclaré : « Le temps viendra où nous irons à la victoire ».

## R.F.A.

### LE NOUVEAU PARLEMENT SE RÉUNIT POUR LA PREMIÈRE FOIS

Les députés élus le 6 mars se réunissent pour la première fois ce mardi 29 mars à Bonn. La séance constitutive de l'Assemblée devait être ouverte par un discours inaugural de M. Willy Brandt. Sur proposition du président Carstens, M. Helmut Kohl devait ensuite être réélu à la chancellerie. M. Barzel (C.D.U.), ancien ministre des affaires intérieures, a été élu président du Bundestag.

Nouveaux venus au Bundestag, les Verts ont remporté lundi une première victoire lors de la répartition des sièges dans l'hémicycle. Ils avaient en effet refusé les sièges qui leur avaient initialement été assignés à l'extrême gauche de l'assemblée et menacé de siéger debout pendant la séance inaugurale s'ils n'obtenaient pas de places au milieu. Vingt-huit sièges leur ont finalement été accordés entre ceux des chrétiens-démocrates (C.D.U.-C.S.U.) et ceux des sociaux-démocrates (S.P.D.).

Pour marquer leur caractère non conformiste, les Verts ont prévu une cérémonie de « prestation de serment alternative » pour leurs vingt-huit représentants, avant la séance d'ouverture du dixième Bundestag : une marche pacifiste, rassemblant les élus et des représentants des mouvements pour la paix occidentaux et étrangers devait se dérouler dans les rues de la capitale.

Le nouveau gouvernement prêterait serment mercredi 30 mars. (A.F.P., Reuter).

## Italie

### LES EXPERTS TIENNENT LE SUICIDE DU BANQUIER CALVI POUR VRAISEMBLABLE

Milan (A.F.P.). - Roberto Calvi s'est vraisemblablement donné la mort, ont conclu les experts italiens désignés par le parquet de Milan pour contre-enquête sur la mort du banquier retrouvé pendu, le 18 juin dernier, sous un pont de Londres.

Le rapport, rendu public le lundi 28 mars, n'est pas formel, mais présente la thèse du suicide comme la plus vraisemblable, bien qu'aucune preuve n'ait pu être produite dans ce sens. Il rejette les conclusions de Scotland Yard et s'oppose au jugement du professeur Antonio Fornari, expert de la famille Calvi, selon lequel le président de la banque Ambrosiano a été assassiné avant d'être pendu.

Calvi avait disparu d'Italie une semaine avant sa mort, après qu'une enquête menée par la banque d'Italie eut révélé un endettement de 1,4 milliard de dollars dans les filiales étrangères de la banque Ambrosiano.

La Royal Court of Justice (cour de cassation britannique) a, cependant, lundi, l'examen de l'appel interjeté par la famille Calvi au verdict de suicide formulé l'été dernier en première instance à Londres.

### Atelier de poterie

« LE CRU ET LE CUIT »  
accueil en groupe  
les amateurs de 3 à 83 ans  
6, RUE LACÉPÈDE, PARIS-6  
Téléphone (soir) : 707-85-64

**en vrai bois**

NOS ENSEMBLES D'ELEMENTS (litté) représentent la solution moderne pour l'aménagement de votre intérieur, bibliothèques, secrétaires, vitrines avec ou sans armoire-lit, toutes essences de bois. (CREDIT FACILE)

**CAPELOU** 37, AV. DE LA REPUBLIQUE TEL. 357.46.35  
75011 PARIS - Métro Parmentier

## ARLETTY:

« Si on demandait à tous les types, ils seraient tous homosexuels (...) c'est l'occasion qui leur manque ».

## SAMOURAI avril:

« Les femmes préfèrent les gays ».



## avec CARREFOUR DU BRÉSIL 2.000 F\* c'est beaucoup !

2 000 Francs c'est 110 680 Cruzeiros d'aujourd'hui ! Avec la récente dévaluation de 30 %, le Brésil reste abordable.

Au Brésil, CARREFOUR DU BRÉSIL vous fournit :

10 nuits en hôtel 3 étoiles	= 35 550 cruzeiros
20 repas à 3 200 cruzeiros	= 64 000 cruzeiros
Excursions à Rio, Recife, Salvador, Brasília	= 10 500 cruzeiros
	= 110 050 cruzeiros

Le billet d'avion intérieur brésilien vous est fourni au départ de Paris, payable en Francs Français.

CARREFOUR DU BRÉSIL, 12, rue Sainte-Anne 75001 (2<sup>e</sup> étage) 260.14.68  
Le Brésil c'est notre pays.

\* plus 1 000 F en Francs Français pour les faux frais et les cadeaux, et 5 400 F & 5 900 F pour le billet d'avion.



# La majorité presse le gouvernement de compléter, en faveur de l'emploi, le plan d'austérité

Emploi, inflation, commerce extérieur : « Trois objectifs inséparables ». Ce titre de l'Humanité du mardi 29 mars traduit bien les inquiétudes qu'éprouvent les dirigeants du parti communiste face au plan d'austérité élaboré par le gouvernement. « Un peu d'insécurité », précise M. Georges Marchais, qui redoute que les mesures prises ne traduisent par une relance du chômage.

Les dirigeants du P.C.F. expriment deux préoccupations principales : la baisse du pouvoir d'achat et la répartition de l'effort entre les Français. M. Philippe Herzog, membre du bureau politique, économiste, estime que la diminution du revenu des ménages - qu'il évalue à 2,5 % pour le deuxième trimestre - risque de ralentir la production industrielle et d'augmenter le chômage.

« Qui doit payer, et pour quoi faire ? », interroge l'Humanité. M. Georges Marchais répond : « Que ceux qui ont beaucoup d'argent fassent les sacrifices nécessaires. » M. Herzog précise qu'il serait injuste de « demander plus » aux fortunes, aux revenus spéculatifs, aux revenus des capitaux. Le P.C.F. toujours partisan du maintien du pouvoir d'achat, estime, comme la C.G.T., que sa réduction n'est pas la bonne solution.

Sur le fond, ces craintes rejoignent celles qui se sont exprimées le week-end dernier pendant la réunion du comité directeur du parti socialiste. Comme la C.G.T., la C.F.D.T. et le P.C.F., les socialistes demandent de « façon pressante » que le plan soit complété par des mesures destinées à sauvegarder l'emploi.

D'autant que tous sont conscients que la réussite dépend aussi de la mobilisation des Français et que cette mobilisation, ainsi que l'a dit M. Anicet Le Pors, ne sera pas possible sans justice sociale.

Réussite ou échec ? On le saura à bref délai, estime M. Lionel Jospin. Selon le premier secrétaire du P.S., la tendance sera connue dans six mois. Cependant, M. Jospin considère que, dans le même délai, le succès ou la faillite de la politique engagée depuis le 10 mai 1981 ne pourra pas être apprécié. Ce serait, dit-il, « aller trop vite ». Pourtant, ce plan de redressement engagé, à l'évidence, la suite et paraît déterminant pour le jugement que les Français porteront sur l'ensemble de l'action de la gauche.

Communistes et socialistes ne se soucient guère, en revanche, de l'impact produit par la limitation des vacances à l'étranger et de la campagne qui se développe à ce sujet, dans l'opposition notamment. « Si l'on parle de cette campagne « extrême », engagée sur le thème des atteintes aux libertés, M. Jospin a utilisé, lundi, un argument fort. Qui est le plus atteint dans sa liberté ? Celui qui sera privé d'un voyage au-delà des frontières, ou celui qui est payé au SMIC ? On reconnaît bien là un thème cher à la gauche : au-delà des libertés dites formelles auxquelles elle est, comme d'autres, attachée, il y a les libertés « réelles » qu'elle s'est engagée, plus que d'autres, à faire avancer.

JEAN-YVES LHOMEAU.

## M. Georges Marchais : que ceux qui ont beaucoup d'argent fassent les sacrifices qui s'imposent

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., séjourne en Grèce jusqu'au 8 avril. Invité par le parti communiste grec, M. Marchais est arrivé lundi 28 mars dans l'île d'Albion, où il a été accueilli par M. Florakis, secrétaire général du P.C.G.

Répondant aux questions des journalistes sur la situation politique de la France, M. Marchais a exprimé « la volonté profonde » de son parti de voir poursuivre la politique menée par le gouvernement français depuis 1981. Commentant les résultats des élections municipales, le secrétaire général du P.C.F. a déclaré que l'abstention au premier tour d'un certain nombre d'électeurs de gauche « témoigne de l'existence d'une certaine désillusion ». « Il y a là un avertissement et nous devons en tenir compte », a-t-il ajouté.

Interrogé sur les dernières mesures annoncées par le gouvernement, M. Marchais a répondu : « Je ne saurais cacher un peu d'inquiétude, en ce sens qu'il ne faudrait pas que les mesures prises se traduisent par une relance du chômage. (...) Pour nous, les trois objectifs : réduire le chômage, réduire l'inflation, rétablir la balance du commerce extérieur, sont inséparables. On ne saurait en privilégier un au détriment des autres. (...) C'est dans ce sens que nous interviendrons à l'Assemblée nationale. »

« Nous voulons », a déclaré M. Marchais, que l'on ne demande pas de nouveaux efforts à ceux qui

ont des difficultés pour vivre. Ce que nous demandons, c'est que ceux qui ont beaucoup d'argent fassent les sacrifices qui s'imposent. »

De son côté M. Anicet Le Pors, secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et de réformes administratives, a déclaré lundi 29 mars au micro de R.T.L. : « Les mesures immédiates qu'il faut prendre pour parer au plus pressé n'ont de sens que par rapport à un projet porteur d'une authentique justice sociale : c'est à cela que les Français reconnaîtront qu'il s'agit bien d'une politique de gauche. Évoquant la question des rémunérations et du maintien du « pouvoir d'achat moyen pour les fonctionnaires en 1983 », M. Le Pors a précisé : « J'ai négocié avec les syndicats, au nom du gouvernement, la clause de sauvegarde (permettant la réalisation d'un tel objectif). Je suis le ministre d'un gouvernement de la parole donnée : c'est dans cet esprit que je vais rencontrer dans les prochains jours toutes les organisations syndicales ». Enfin M. Philippe Herzog, membre du bureau politique du P.C.F., au sein duquel il est chargé des questions économiques, a indiqué : « Je pense que l'on peut demander plus aux fortunes, aux revenus spéculatifs, aux revenus des capitaux. Et dans ces conditions on pourrait peut-être avoir un prélèvement moins important au niveau des familles. Ce sont des choses qu'il faut examiner, sérieusement, dans la perspective des négociations et du débat parlementaire. »

## M. Lionel Jospin : les inégalités sociales sont une atteinte constante aux libertés

M. Lionel Jospin a déclaré, lundi 28 mars, à France-Liberté : « Si l'on considère qu'en limitant à 10 000 F pour un couple avec deux enfants les possibilités de sortie en devises et en francs français on porte atteinte à la liberté des gens, je souhaite que les mêmes critiques se demandent quelle est la nature de l'atteinte qui est portée à la liberté des gens par le fait que des millions de Français vivent au SMIC. Il faut aller jusqu'au bout de ce raisonnement. »

« Si l'atteinte est financière, les inégalités qui existent dans notre pays sont une atteinte constante aux libertés. J'ai entendu le mot goulag. Nous sommes en pleine dérive et en plein mépris à l'égard de ceux qui sont effectivement confrontés au goulag. C'est une autre réalité. » Le premier secrétaire du P.S. a remarqué d'autre part que 92 % des Fran-

çais ne vont pas en vacances à l'étranger. « Il faut parler de ce scandale, a-t-il dit. Il ne faut pas jouer avec les mots et avec les émotions. »

A propos de l'ensemble du plan d'austérité, M. Jospin a ajouté : « Nous sommes dans un pays où plus de 80 % de la population est salariée. Quand plus de 80 % de la population est salariée et qu'on veut faire des efforts de redressement, on ne peut pas épargner les salariés, y compris les salariés moyens. »

« Les Français ont demandé que le gouvernement soit net, simple et ferme dans son style, a encore déclaré M. Jospin. Il était de sa responsabilité de présenter ce plan et de le préparer techniquement sans qu'il y ait de fuites, d'établir les consultations nécessaires avec les partis de sa majorité, et notamment

avec le parti socialiste. Une fois ce plan présenté à l'opinion, alors la concertation peut commencer. C'est sur ce point que j'ai une différence d'appréciation, notamment sur la méthode, avec Edmond Maitre. »

M. Jospin a estimé que, dans six mois, « on pourra dire si le plan

conjoncturel accompagnant l'ajustement monétaire s'oriente vers le succès ou vers l'échec (...). Parler à six mois, en l'absence du plan conjoncturel, de l'échec ou de la réussite de la politique que nous menons depuis 1981, c'est aller trop vite. »

« M. Francisque Callamb, maire de Lyon et sénateur (non inscrit) du Rhône, a déclaré, lundi 28 mars :

« Les masques tombent. La cascade de taxes nouvelles et l'impôt déguisé en emprunt qui s'abat sur les Français frappent l'immense majorité de la population (...). Quant à la limitation des dépenses touristiques à l'étranger (...), elle rappelle fâcheusement les recettes de la IV<sup>e</sup> République dont nous vivons le triste retour. »

« M. Jean-Louis Masson, député R.P.R. de Moselle, a déclaré, lundi 28 mars, de créer un comité de défense des libertés individuelles. « Depuis mai 1981, le pouvoir socialiste porte atteinte aux libertés individuelles, estime-t-il. Les mesures annoncées par le troisième gouvernement Mauroy constituent un pas supplémentaire dans cette voie (...). Désormais, les Français ne pourront plus se déplacer librement à l'étranger et, même en payant les taxes légales, ils ne pourront plus acheter leurs souvenirs à l'étranger. »

(Réservé aux clients de Jean de Bonnot)

En remerciement de votre fidélité  
Jean de Bonnot offre  
un livre d'Art au prix coûtant

Sait-on que pour ce  
livre d'art Jean de  
Bonnot a utilisé  
85 cm<sup>2</sup> de feuille  
d'or pur tirant 22  
carats ?

La reliure est en plein cuir de  
mouton, taillée d'une seule pièce,  
souple et sans défauts. Les  
peaux imprimées sont impitoyable-  
ment écartées par nos compa-  
gnons teneurs. Les dorures  
sont en or véritable, tiré 22  
carats, qui, seul, peut supporter  
sans crainte l'épreuve du temps.

Une édition de grande  
valeur à un prix coûtant.

Les illustrations sont tirées direc-  
tement sur les gravures origina-  
les d'époque et non d'après des  
« bromures ». Pour enrichir encore  
plus notre édition, nous avons  
réimprimé, pour la première  
fois, 20 illustrations dues à trois  
grands graveurs : Fouquier, Pen-  
guilly et David, en plus de 16 ban-  
deaux de chapitre et de nombreux  
cils-de-lampe sur bois.

Ce livre est limité aux seuls sous-  
cripteurs.

### GARANTIE A VIE

Il veut mieux avoir peu de livres,  
mais les choisir avec goût. Les  
beaux livres donnent à l'amateur  
éclairé des satisfactions insa-  
tisfiables. Je ne publie que des  
œuvres de qualité, soignées  
dans les plus petits détails, qui  
prennent de la valeur chaque  
année car l'or véritable et le cuir  
embellissent avec le temps. C'est  
pourquoi je m'engage à racheter  
mes ouvrages au souscripteur  
pour la même somme et à n'importe  
quel moment.

Jean de Bonnot

Description de l'ouvrage.  
1 vol. in-octavo (14 x 21 cm).  
544 pages.  
Papier chiffon filigrané aux  
canons.  
Reliure plein cuir d'une seule  
pièce.  
Dos et tranche supérieure à l'or  
fin 22 carats, plats repoussés  
« à froid ».  
Tranche et signet tressés  
assortis.

## Les Caractères de La Bruyère

Imprimés avec les textes précis de l'édition originale de 1694.



«Aucun homme n'a su donner plus de variété à son style,  
plus de formes diverses à sa langue, plus de force à sa  
pensée... La Rochefoucauld devine, La Bruyère montre ce qui se  
passe au fond des cœurs».  
Chateaubriand

Par son humour, par sa vocation  
d'orateur de la prose, par le témoi-  
gnage qu'il donna de son temps,  
La Bruyère montre ce qui se passe  
réellement au fond des cœurs et  
se place au rang des plus grands  
classiques de notre littérature.

C'est parce que nous  
aimons les beaux livres  
que nous avons choisi une  
aussi belle reliure pour édi-  
ter l'œuvre du plus spirituel  
des moralistes français.

Notre édition reprend exacte-  
ment le texte de l'original mais  
dans un habit de grand luxe. Le  
papier est un vergé véritable, fil-  
grané «aux canons», fabriqué sur  
forme ronde. C'est un papier

naturel, de «grande main», son-  
nant aux doigts, non blanchi par  
des procédés chimiques destinés  
à résister aux siècles.

### BON OFFRE EXCEPTIONNELLE EN REMERCIEMENT

à envoyer à JEAN DE BONNOT  
7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Je souhaite profiter de votre offre exceptionnelle me proposant «Les  
Caractères» de La Bruyère en un seul volume 14 x 21 cm, relié plein  
cuir décoré à l'or fin 22 carats.  
Si ce livre ne me convient pas, je vous le renverrai dans son embal-  
lage d'origine, dans les dix jours, sans rien vous devoir.  
Si je décide de le garder, je vous réglerai le montant de 91F  
(+10,70F de frais de port).

Nom..... Prénoms.....  
Adresse complète.....  
Code postal..... Ville.....  
Signature.....  
Cette offre exceptionnelle pourra être suspendue à tout moment sans préavis.

1 volume grand in-  
octavo 14 x 21 cm  
peausserie vrai cuir.

## UN LIVRE VERTIGINEUX

François Nourissier. Le Figaro-magazine

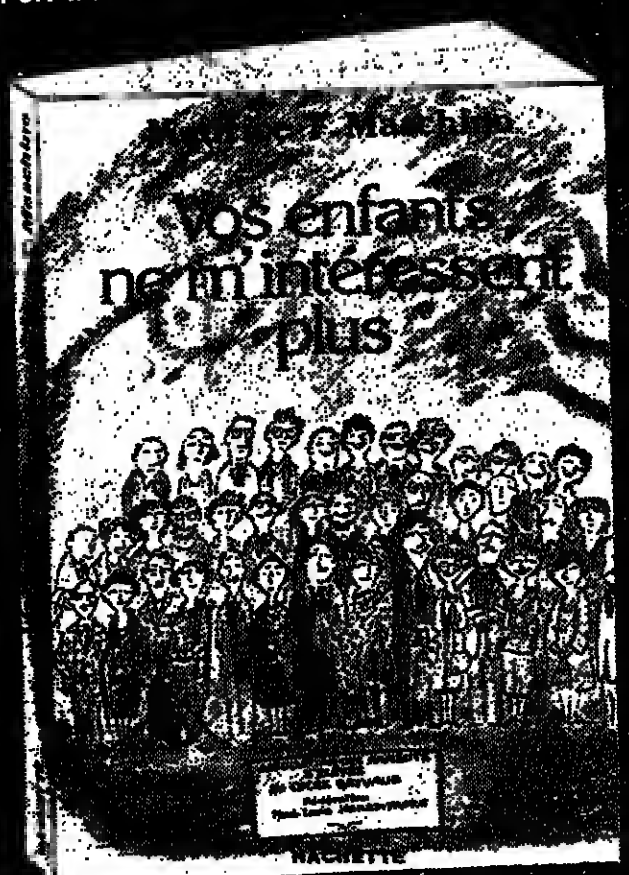
Une sèche violence J. P. Enard, VSD

Maurice Maschino a raison de dénoncer cet  
abandon à quoi l'instruction publique  
condamne la jeunesse

J. Clémentin. Le Canard Enchaîné

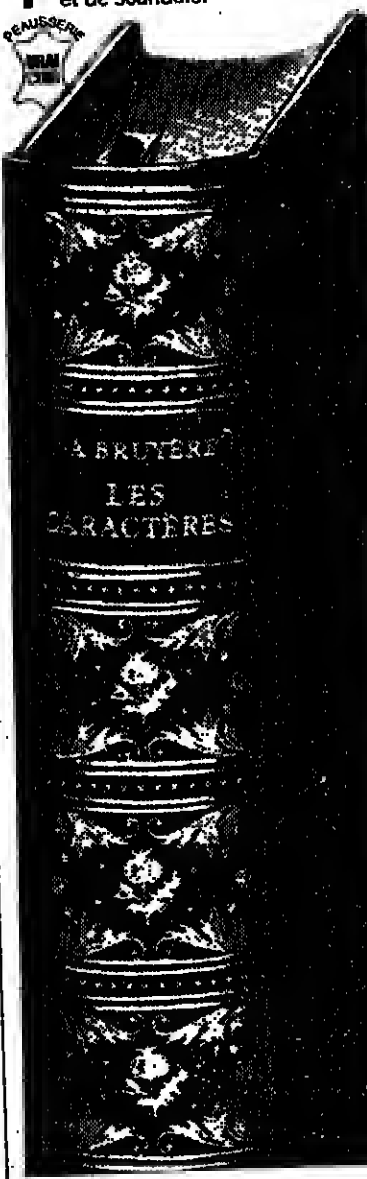
L'histoire subjective d'un gâchis et d'une  
déception Libération

Un cri d'amour blessé J. C. Le Provençal



HACHETTE

69F.



L'œuvre de La Bruyère  
explora comme une bombe  
au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle.

Intransigent, implacable, lucide,  
La Bruyère frappait juste et,  
en quelques phrases, mettait  
«l'homme à nu». La sortie des  
«Caractères» fut un scandale et  
un succès sans précédent. La  
public se plut à faire des parallè-  
les pertinentes entre les portraits  
croqués par La Bruyère et les  
personnalités en vue.

Des «clés», c'est-à-dire des  
recueils de notes qui préten-  
daient identifier les person-  
nages visés, furent mises en  
circulation pour le grand plaisir  
d'un public avide d'amusement  
et de scandale.

امان النصل



## POLITIQUE

### M. Pierre Mauroy va recevoir les syndicats

(Suite de la première page.)

Au micro de France-Inter, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., a réaffirmé qu'il fallait prolonger les mesures prises par une réforme de la fiscalité et notamment, pour agir contre le chômage, de mener des contreparties aux entreprises puisque celles-ci ne sont pas touchées par l'augmentation des charges. Selon M. Jospin, les patrons doivent montrer qu'ils sont

prêts à investir - pour relayer l'effort des Français -.

Sur Antenne 2, le numéro deux du parti, M. Jean Poperen, après avoir jugé « pas très sérieuses » les accusations de M. Maire contre les méthodes gouvernementales, a souligné, lui aussi, la nécessité de demander au patronat « les garanties nécessaires » pour assurer une augmentation des créations d'emplois.

Les préoccupations des dirigeants socialistes rejoignent sur ce terrain de l'emploi et de la fiscalité celle des communistes qui réclament également des dispositions nouvelles, ainsi que M. Georges Marchais le soulignait, lundi 28 mars, à Athènes.

Cette approche pragmatique du nouveau contexte social ne signifie pas pour autant que les uns et les autres tirent un trait sur tous les engagements pris antérieurement, mais un double déphasage apparaît dès à présent : entre les syndicats, qui attendent surtout des « correctifs », et les partis de la majorité, qui mettent davantage l'accent sur l'opportunité de palliatifs compensatoires ; entre le gouvernement qui souligne l'importance de maîtriser encore mieux les coûts de production et la compétitivité des entreprises pour tirer bénéfice du plan d'austérité sur le terrain du commerce extérieur et ses parisants politiques et sociaux qui réclament un effort social accru de la part du patronat.

#### Une concertation très serrée

C'est en tout cas une concertation très serrée que le gouvernement va engager avec les syndicats après l'adoption des mesures d'austérité. Furieux de ne pas avoir été consultés avant l'annonce du plan Delors, les responsables syndicalistes ont, depuis vendredi dernier, aiguës leurs critiques.

D'abord le refus exprimé par la C.G.T. s'est confirmé au fil des heures. Aiguillonné par un buse qui réclame même une « grève nationale de protestation », l'état-major de la C.G.C. envisage des manifestations sans exclusion une action de « dimension nationale », comme nous l'a déclaré M. Marchelli, délégué général. Les cadres, indique ce responsable, sont moins outrés par le contenu des dispositions que par le manque de concertation et la réduction d'un « gouvernement dévoué » et surtout l'absence d'un projet économique et industriel.

Après les critiques mordantes de la C.F.D.T., les autres confédérations ont confirmé leur opposition. Pour M. Bergeron qui s'est exprimé mardi 29 mars dans les colonnes du Figaro, le gouvernement va « trop loin » et frappe « trop fort ». Rap-

pelet les critiques que F.O. émettait contre la politique de rigueur adoptée par M. Barre, le chef de file de cette organisation laisse entendre que l'hostilité de sa centrale sera encore plus vive puisque les mesures d'austérité françaises sont, selon lui, coulé dans le « même moule que [celles] appliquées en Allemagne et en Grande-Bretagne ».

La C.G.T., malgré quelques précautions de style, n'est pas moins ferme. Dans une déclaration publiée, mardi aussi, dans l'Humanité, la première organisation ouvrière exprime son « désaccord avec une partie importante des mesures » de M. Delors et estime que « les projets gouvernementaux doivent être revus et corrigés ». La révision proposée consiste, selon les cégétistes à ponctionner davantage les revenus élevés. Quatre propositions sont présentées : renforcer l'impôt sur les grandes fortunes (1 à 3 % au lieu de 0,5 à 1,5 %), taxer les sorties de capitaux, accroître les prélèvements sur les revenus financiers et supprimer la déductibilité de la T.V.A. pour les « dépenses des entreprises non indispensables, par exemple certaines dépenses publicitaires ». Cette révision se révèle finalement être un contreprojet aux décisions gouvernementales puisque la C.G.T. plaide pour le maintien et même le développement de la consommation populaire alors que l'objectif des pouvoirs publics est désormais de réduire la demande. Pour les cégétistes, il ne peut être question de porter atteinte au pouvoir d'achat des salaires et des retraites.

#### L'évolution des salaires

Un désaccord aussi profond permettra-t-il quand même au gouvernement d'amorcer une « concertation étroite » avec les partenaires sociaux ? Selon M. Delors trois thèmes peuvent être débattus. Le gouvernement attend d'abord des syndicats des propositions sur les moyens de renforcer « la lutte contre les causes structurelles de l'inflation ». Il propose ensuite au patronat et aux syndicats de développer la politique contractuelle en donnant la priorité au partage du travail par une réduction négociée des horaires sans compensation inté-

grale des salaires. Mais cette liberté de contracter n'est-elle pas étroitement surveillée ?

Lorsque M. Delors, en réponse à la question d'un journaliste, a déclaré que le dérapage de l'inflation (0,7 à 0,8 point de plus que les 8 % prévus) ne serait pas pris en compte cet automne, lors des négociations salariales, n'y a-t-il pas encore atteinte à la vie contractuelle ? Pour M. Anicet Le Pors, secrétaire d'Etat à la fonction publique, il est « inimaginable » que les « clauses de sauvegarde » insérées dans l'accord sur les traitements des fonctionnaires ne soient pas appliquées. Est-ce là une première fissure au sein du gouvernement ? Pas du tout, laisse-t-on entendre rue de Rivoli. L'évolution des salaires pour 1983 a été prédéterminée : pas question de les réviser en cours d'année. En revanche, si la hausse des prix est plus forte en 1983 - et cela ne sera constaté qu'au début de 1984 - il y aura négociation et les « clauses de sauvegarde » seront alors respectées ; mais l'année prochaine, et non pas dès cet automne. Cette application stricte de la politique salariale sera difficile à faire accepter.

Troisième thème de concertation proposé : la réforme du financement de la Sécurité sociale et de l'UNEDIC. Il y a beaucoup de grain à moudre pour les négociations, affirme-t-on rue de Rivoli. Certes, mais là encore c'est de rigueur qu'il faudra parler. Pour équilibrer les comptes de l'assurance chômage, les partenaires sociaux ont qu'une seule solution, s'ils veulent éviter une nouvelle diminution des prestations... c'est d'accroître les cotisations.

Le choix est très limité et les partenaires pourraient être tentés, comme en 1982, de baisser les bras et laisser les pouvoirs publics prendre à leur place des mesures impopulaires. Pour les syndicats qui ont réclaté la vérité sur la situation économique et sociale, les vérités qu'on vient tardivement de leur asséner risquent de mettre à mal et la vie contractuelle et le paritarisme, l'une des règles essentielles qui sont appliquées à l'UNEDIC.

JEAN-PIERRE DUMONT.  
ALAIN ROLLAT.

### M. JEAN POPEREN : « Nous avons demandé des mesures pour préserver l'emploi »

M. Jean Poperen, membre du secrétariat national du P.S., a répondu lundi 28 mars à Antenne 2 aux propos tenus la veille par M. Edmond Maire au « Grand Jury R.T.L.-le Monde », selon lesquels la gauche gouverne avec les mêmes « méthodes » que la droite.

Le numéro deux du P.S. a déclaré : « Les accusations assomant ces méthodes à celles du gouvernement de la droite d'hier, vraiment, je le dis à Edmond Maire, je ne crois pas qu'elles soient très sérieuses (...). Sur le fond, en revanche, et je m'en réjouis, notre réaction, au comité directeur, me paraît s'apparenter à ce qui est la préoccupation très légitime des dirigeants de la C.F.D.T. ».

« Nous avons dit très clairement : ces mesures sont sans doute nécessaires, mais elles n'auront d'effets, notamment en ce qui concerne l'assainissement de la vie économique, donc la possibilité d'un redémarrage industriel, donc la possibilité de faire reculer réellement et durablement le chômage que si elles obtiennent le consensus populaire, c'est-à-dire celui des forces du monde du travail, sans lesquelles la gauche ne serait pas au pouvoir, sans lesquelles elle ne peut pas gouverner, sans lesquelles elle ne peut pas réussir. Concrètement, cela veut dire que nous avons demandé, et de façon très pressante, que soient mises au point très rapidement - et, à l'évidence, elles ne peuvent l'être qu'en concertation avec les grandes centrales syndicales - des mesures qui préserveront l'emploi pendant ce passage difficile, qui, je l'espère, ne sera que de quelques mois. »

« M. Jean Monnier, maire d'Angers, qui a été « suspendu » du P.S. par le comité directeur, pour avoir refusé l'union de la gauche aux élections municipales (le Monde du 29 mars), a accueilli cette décision « avec surprise et amusement ». « Socialiste, j'étais avant d'adhérer au P.S., socialiste je reste », a déclaré M. Monnier, avant d'ajouter : « Je me moque de cette suspension qui me fait autant d'effet que mon premier col marin. »

**PARIS PALERME 1380 F**

aller-retour

**nouvelles frontières**  
le voyage moins cher, pour tout le monde

66, bd Saint-Michel 75006 Paris 329 12 14  
2, rue Auguste-Brizeux 44000 Nantes 20 24 61 / 20 31 35

Les organismes du Tourisme appellent tous les Français à se joindre à la

## Manifestation du Mercredi 30 Mars

départ 12 h 30 - Place de l'OPÉRA - d'une marche silencieuse

**pour défendre la liberté  
de voyager**

La limitation d'achat des devises est inefficace et dangereuse :

- pour notre équilibre extérieur,
- pour l'image de la France,
- pour l'emploi, l'activité économique et la liberté de nombreux Français.

**Voyage = Liberté**

Venez le dire avec nous





Création d'Adam.



Création d'Eve.

## LE LIVRE PRÉCIEUX DE L'ANNÉE.

Pour les amateurs de beaux livres, une souscription à ne pas manquer.



Le fruit défendu.



Construction de l'arche de Noé.

# La Bible de "l'Année Sainte"

Le premier livre du Monde, dans une précieuse édition d'art de 1200 pages au petit format d'autrefois, merveilleusement raconté à travers 600 miniatures gravées il y a près de deux siècles d'après les plus beaux tableaux des plus grands maîtres de la peinture :

RAPHAËL, RUBENS, LE POUSSIN, C. VAN LOO, LE DOMINIQUIN, etc.

Cette somptueuse édition à tirage limité deviendra avec les années une "curiosité bibliophilique" de valeur.



Isaac et Rebecca.



La Tour de Babel.



Sacrifice de la fille de Jephthé.



La corruption des hommes.



Mort de Samson.



Suzanne et les deux vieillards.

Si vous ne deviez acheter (ou offrir) qu'un seul livre d'Art cette année, ce serait la BIBLE de l'ANNÉE SAINTE. En effet, cette très belle édition de l'ANCIEN et du NOUVEAU TESTAMENT est absolument différente des éditions classiques que vous pourriez déjà posséder.

**1983 : Année Sainte**  
Cette précieuse BIBLE portera le millésime 1983 de l'ANNÉE SAINTE, proclamée le 25 mars 1983 par S.S. JEAN-PAUL II pour célébrer le 1950<sup>e</sup> anniversaire de la mort du CHRIST. Ce millésime commémoratif retiendra toute l'attention des bibliophiles.

**Une redécouverte de la Bible**

La BIBLE DE L'ANNÉE SAINTE fera la joie des amateurs d'estampes : au lieu de reproduire le texte intégral, l'Histoire Sacrée est racontée en 600 minutieuses gravures sur cuivre, exécutées à la main et au burin par E. VOYARD, il y a près de deux siècles, d'après les tableaux des plus grands maîtres de la Peinture ancienne. Chaque gravure, merveilleusement reproduite, est enrichie d'un résumé du verset illustré, dont la traduction (1809) est due à la plume érudite et savoureuse de M. l'Abbé de Fontenay.

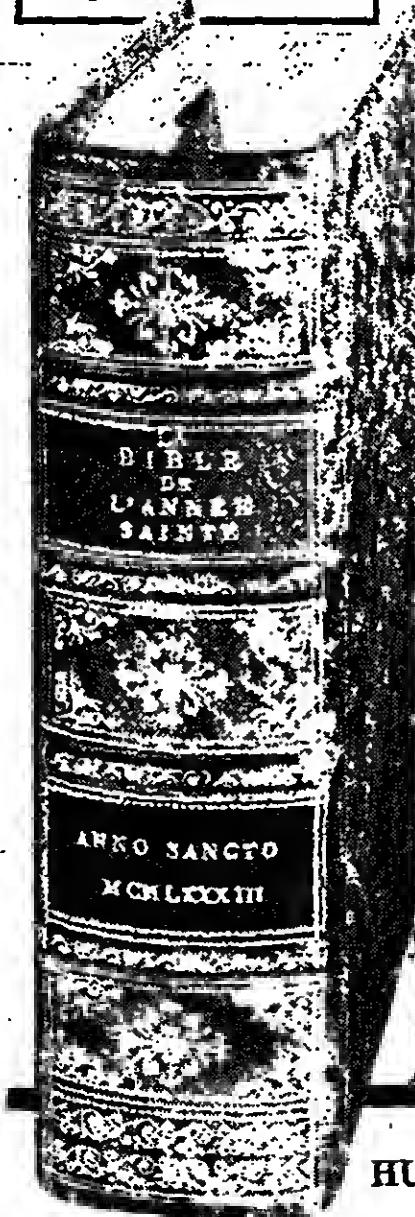
L'Ancien et le Nouveau Testament défilent ainsi au long des 1200 pages, comme une sorte de "film" composé de 600 gravures en "taille douce". Cette prodigieuse rencontre d'extraits des Textes Sacrés et des plus belles œuvres de la Peinture rendent sa consultation vivante, attrayante, instructive, facilitant à tous - adultes et enfants - une autre découverte de cet ouvrage fondamental.

**Un livre de chevet illustré**  
Renouant avec la tradition des livres de méditation, la BIBLE DE L'ANNÉE SAINTE est d'un petit format bien épais : 12 x 8 cm. C'est un précieux livre de chevet, de voyage et... un cadeau prestigieux que l'on touche et feuillette avec plaisir.

**Un tirage limité**  
Traduite en plus de 1300 langues et dialectes, la BIBLE est l'ouvrage

le plus diffusé dans le monde. Pour la seule année 1961, le Nouveau Testament publié à Oxford a atteint le tirage de 3.985.000 exemplaires ! En outre, la BIBLE n'est pas uniquement le recueil des Textes Sacrés des religions juives et chrétiennes (qui comptent près d'un milliard de fidèles) elle est un passionnant livre d'Histoire pour tout humaniste avisé. Cette BIBLE DE L'ANNÉE SAINTE se veut, en revanche, réservée à un petit nombre d'amateurs de beaux livres. Aussi, son tirage sera-t-il strictement limité à la durée de l'Année Sainte seulement. Après

- 1200 pages.
- 600 gravures.
- Format : 12 x 8 cm.



ce délai, aucun ouvrage ne pourra être imprimé. Les souscriptions seront donc enregistrées selon leur ordre d'arrivée, jusqu'à épuisement du tirage, et un certificat sera joint à chaque précieux volume millésimé.

**Les règles d'art de la bibliophilie**

Toutes les règles d'art de la bibliophilie de tradition ont été scrupuleusement réunies dans cette BIBLE exceptionnelle. Elles ajoutent à son caractère sacré une présentation d'une grande valeur :

- la reliure plein cuir, bien épaisse, gainée d'une délicate peau de mouton coupée d'une seule pièce, est ornée de 2 tranches-filles et d'un signet assortis.
- les 2 plats, le dos et les nerfs sont rehaussés de décors "frappés à chaud" avec de l'or véritable. Les 3 tranches sont également recouvertes d'or 22 carats.
- les pages de garde ont été spécialement réalisées en 2 couleurs à partir de symboles religieux tirés de monuments archéologiques.
- les 1200 pages de l'ouvrage (qui comporte un ex-libris à notre enseigne) sont imprimées sur un merveilleux papier bible ivoire.

**Souscrivez aujourd'hui**

Pour souscrire à cette BIBLE DE L'ANNÉE SAINTE, éditée sans patronage d'aucune sorte, il vous suffit de nous renvoyer le Bon à découper ci-dessous dès aujourd'hui. N'envoyez pas d'argent maintenant, vous réglerez plus tard à réception de notre facture en un seul versement ou en 3 mensualités. Cette précieuse BIBLE (dont le prix spécial de souscription est de 396 F seulement) vous sera alors adressée à domicile, sans frais et à nos risques et périls. Pendant 30 jours vous pourrez nous la renvoyer et exiger un remboursement intégral.

EN VENTE CHEZ :  
**HUGUES de FLEURVILLE**  
Libraire-Éditeur  
9, FAUBOURG  
SAINT-HONORÉ  
75008 PARIS

à renvoyer aux Éditions  
**HUGUES de FLEURVILLE**  
9, Faubourg Saint-Honoré  
75008 PARIS

## Bon de Souscription avec remboursement garanti

Je souscris à \_\_\_\_\_ exemplaire(s) de la BIBLE DE L'ANNÉE SAINTE au prix spécial de souscription de 396 F par exemplaire (frais d'envoi gratuits). Je réglerai cette souscription, après réception de votre facture, en un seul versement ou en 3 mensualités de 132 F. Je recevrai ensuite mon colis à domicile. Pendant 30 jours, je pourrai vous renvoyer cet ouvrage et vous demander son remboursement intégral.

ÉCRIREZ EN MAJUSCULES S.V.P.

BAS 504

M. Mme, Mlle :  
(nom et prénom)

Adresse complète :

Code postal :

Ville :

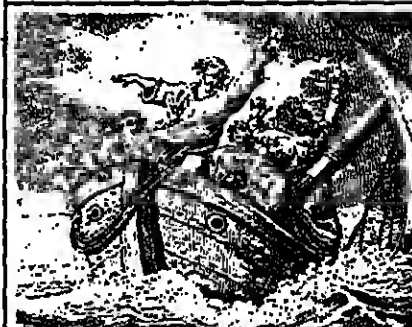
B



Adoration des bergers.



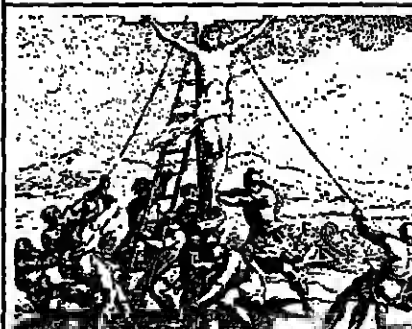
Les noces de Cana.



Jésus apaise la tempête.



La flagellation de Jésus.



Jésus crucifié.



Le Dragon de l'Apocalypse.

هك امان الامم



# POLITIQUE

## LES NOUVELLES MESURES DE CONTROLE DES CHANGES

### Les dispositions

Applicable à tous les pays, à l'exception de Monaco et des pays de la zone franc, le nouveau régime financier concernant les déplacements des Français à l'étranger entre en vigueur depuis le 29 mars selon les dispositions suivantes :

● **Installation d'un carnet de change individuel**, qui pourra être obtenu dès le 2 mai prochain sur présentation d'une pièce d'identité auprès des banques effectuant des opérations de change. Grâce à ce carnet de change, les résidents français qui se rendent en voyage à l'étranger pourront obtenir une allocation touristique de 2 000 francs par personne et par an, majorée de 1 000 francs pour chaque enfant de moins de 10 ans. Outre cette allocation annuelle, les voyageurs pourront emporter 1 000 francs en billets français, à chacun de leurs déplacements à l'étranger. Selon les calculs des pouvoirs publics, une famille de deux enfants, dont un de plus de 10 ans, pourra disposer ainsi de l'équivalent d'une somme de 11 000 francs.

● **Maintien d'une période transitoire** du 29 mars au 2 mai 1983 pendant laquelle les résidents pourront se procurer auprès des banques des allocations touristiques en devises dans la limite de 2 000 francs par adulte et 1 000 francs par enfant de moins de 10 ans. N'étant pas encore disponible, le carnet de change ne pourra être exigé, mais ces allocations devront y être reportées dès qu'il aura été délivré. Lors du passage de la frontière, les voyageurs français ne pourront être porteurs

que de leur allocation touristique en devises et de 1 000 francs en billets français.

● **Création d'une cellule de travail** avec les professionnels visés par ces dispositions pour étudier les modalités pratiques d'application concernant notamment le passage au nouveau régime et les engagements pris par les voyageurs qui ont versé des acomptes pour leurs vacances. Il est confirmé que les dépenses réglées à l'étranger par des agences ou des bureaux de voyages seront imputées sur le montant de l'allocation touristique, ces règlements ne comprenant pas le prix des billets de transport destinés à conduire les voyageurs à leur destination.

● **Mise en place d'un régime particulier** pour les voyages d'affaires sous la forme d'une allocation spéciale de 1 000 francs par jour. En outre les cartes de crédit, de paiement ou de garanties de chèques émises en France pourront être utilisées à condition qu'il s'agisse de cartes de sociétés émises sur compte de l'entreprise. De plus, elles ne doivent servir qu'à régler des frais professionnels. Sur présentation de justificatifs, des versements pourront être effectués à destination de l'étranger pour régler des dépenses de séjour liées à des voyages d'affaires, lesquels ne seront pas imputés sur l'allocation spéciale de 1 000 francs par jour.

En revanche, les simples touristes continueront à se voir interdire l'utilisation de leurs cartes de crédit ou de paiement lors de leurs séjours à l'étranger.

### L'utilisation des cartes de paiement est finalement autorisée pour les seuls déplacements professionnels

Le *Journal officiel* du 29 mars publie un arrêté signé à la fois par le ministre de l'économie, des finances et du budget et le ministre de l'intérieur et de la décentralisation réglementant les nouvelles relations financières avec l'étranger, ainsi qu'une circulaire destinée à préciser le dispositif mis en place par le gouvernement le

25 mars dernier. Pour l'essentiel, ces dispositions sont conformes au contrôle des changes tel qu'il a été présenté à l'issue du conseil des ministres (le *Monde* daté 27 et 28 mars) avec, comme principale innovation, l'instauration d'un carnet de change destiné à limiter les dépenses touristiques à l'étranger.

En revanche, les déplacements professionnels bénéficient d'un traitement de faveur par rapport au dispositif initial, la principale amélioration consistant, pour les hommes d'affaires, à utiliser dorénavant librement la carte de crédit ou de paiement délivrée par leur société.

La limitation, particulièrement draconienne, des dépenses effectuées par les résidents se rendant à l'étranger, adoptée le 25 mars dernier en conseil des ministres, a finalement été assouplie sur quelques points à l'issue des entretiens qui se sont déroulés lundi 28 mars en présence de représentants des pouvoirs publics, de la Banque de France et des professionnels du secteur du tourisme et des organismes émetteurs de cartes de paiement principalement visés par les nouvelles dispositions.

Si le principe même de cette « mesure déplaisante » n'est pas remis en cause, ces consultations ont permis d'obtenir un certain nombre de précisions, contenues dans l'arrêté et la circulaire parus au *Journal officiel* du 29 mars, d'autres détails devant être inclus dans une autre circulaire à paraître d'ici à la fin de la semaine.

Pour les simples touristes qui se rendent à l'étranger, aucune modification n'est apportée au dispositif initial si ce n'est la limitation à dix ans de la notion d'« enfant » conte-

nue dans le communiqué officiel, ce qui a pour effet de permettre à toutes les personnes de plus de dix ans de bénéficier de l'allocation prévue pour les adultes, à savoir 2 000 F par an.

Le principal assouplissement obtenu des pouvoirs publics — qui ont paru parfois un peu désorientés — concerne les déplacements professionnels pour lesquels les hommes (et femmes) d'affaires pourront utiliser librement des cartes de crédit et de paiement à l'étranger (ce qui reste strictement interdit aux parti-

culiers) à la condition d'être émises par leur société.

Il s'agit là d'une sensible amélioration du sort réservé aux déplacements professionnels par rapport à la somme notablement insuffisante (une allocation spéciale de 1 000 F par jour) prévue pour ce genre de dépenses.

Quoiqu'il en soit, au moins une fois dans sa vie, le pied hors de l'Hexagone a pu constater que ce montant permet à peine de couvrir le prix d'une nuit d'hôtel et de quelques déplacements en taxis. Le magazine américain *International Management Europe* estime d'ailleurs dans un récent article que les frais occasionnés par un voyage d'affaires représentent au minimum 950 F à Paris et 1 200 F à New-York, voire 1 500 F au Nigeria par jour, cette somme englobant les dépenses d'hôtel dans un établissement moyen, de taxis et de repas, sans tenir compte des inévitables invitations et frais divers qui conditionnent souvent l'obtention d'un contrat.

Les principaux bénéficiaires de ces nouvelles dispositions sont naturellement les émetteurs de cartes de paiement. Alors que seules quelques milliers de cartes étaient en circulation en 1978, lors du premier contrôle des changes de cette nature (le Diner's Club était alors le seul émetteur en France), ce sont aujourd'hui plus de cinq millions de Français qui utilisent couramment le *plastic money* selon l'expression des Américains, qui en font un usage autrement plus important qu'en France.

Pour autant, toutes les difficultés ne sont pas réglées. S'il est acquis que les hommes d'affaires pourront librement utiliser la carte de leur société pour des dépenses professionnelles, il paraît vraisemblable qu'il leur sera interdit de procéder à des retraites d'espèces à l'étranger, ce que permettaient jusqu'à présent ces documents plastifiés. De même, si tous les porteurs de cartes ont signé avec leur émetteur un contrat qui les oblige à respecter la réglementation des changes en vigueur dans leur pays, comment interdire à un lointain voyageur qui n'a pas obligatoirement la presse locale de se servir de ce moyen de paiement ? Sur ce dernier point, compte tenu des spécificités propres à chaque réseau, il semble qu'on s'achemine vers l'obtention d'un « *débit de grâce* » en attendant que la totalité des porteurs aient pu être informés des nouvelles dispositions les concernant.

La liste des questions sans réponse pour l'instant ne se limite pas aux seules cartes de paiement, et les professionnels du tourisme attendent avec impatience de connaître le contenu de la prochaine circulaire pour savoir, par exemple, quelle attitude devront adopter les agents de voyage compte tenu des engagements pris — et souvent réglés — à l'égard de leurs correspondants à l'étranger. Enfin, on voit mal comment le gouvernement pourrait faire autrement que de prévoir quelque clause spécifique pour le tourisme dit « social » tel qu'il se pratique au sein des comités d'entreprise et de certains voyages linguistiques destinés à la jeunesse, celle-là même qui a été si souvent encouragée à voyager pour élargir son horizon.

SERGE MARTI.

### L'ITALIE ET L'ESPAGNE AUSSI

Le contrôle des changes en matière de tourisme dans les grands pays industrialisés ne s'applique guère qu'en Italie. Ainsi aucune réglementation n'existe en Allemagne fédérale. Celle qui était en vigueur en Grande-Bretagne de façon d'ailleurs limitée — puisqu'elle n'imposait une limite de 500 livres pour l'argent liquide, — a été abolie en 1979, au moment de l'arrivée au pouvoir des conservateurs.

En Italie, un arrêté ministériel en date du 12 mars 1981 ne permet de sortir du pays que 1,1 million de lires (5 000 F environ) par personne et par an. Cet arrêté ne concerne que les touristes. La somme globale se décompose en : 0,2 million en lires, 0,1 million en devises et le reste en chèques de voyage.

En Espagne, il s'agit de l'équivalent de 80 000 pesetas (4 300 F) par personne et par voyage, sans limitation du nombre des voyages par an. Pour les gens d'affaires, la somme est portée à 200 000 pesetas (10 600 F). Toutes ces transactions sont inscrites sur des registres centralisés par les services compétents.

### LES QUATRE « GRANDS »

Cartes	Carte Bleue	American Express	Diner's Club	Eurocard
Emission	Groupeement d'intérêt économique englobant environ 200 banques	American Express France	Diner's Club International	Crédit agricole
Affiliation	Réseau bancaire Visa International	Réseau non bancaire American Express	Réseau non bancaire Diner's Club	Réseau bancaire Mastercard
Nombre de porteurs :				
• en France	3 400 000 dont 2 500 000 cartes Visa	330 000	160 000	280 000
• dans le monde	92 000 000 cartes Visa	15 000 000	4 000 000	85 000 000
Nombre de commerçants affiliés :				
• en France	180 000	23 000	21 000	65 000
• dans le monde	3 500 000	500 000	550 000	3 500 000

### LA LIMITATION DES SORTIES DE DEVISES TOURISTIQUES

#### Les agents de voyages négocient et manifestent

Le Syndicat national des agents de voyages (S.N.A.V.), présidé par M. Jean-Claude Murat, au cours d'une réunion de presse organisée mardi 29 mars, a dénoncé « l'injustice et la dangereuse mesure de la limitation des devises, même réduite à la seule année 1983 ». Le S.N.A.V. estime que les décisions gouvernementales constituent une grave menace pour l'emploi, dégradent l'image de la France à l'étranger et n'apportent pas la situation du commerce extérieur.

Sur ce dernier point, le syndicat précise : « Avec les devises que dépendent les Français à l'étranger, les pays concernés nous achètent des marchandises : automobiles, équipements industriels, équipements hôteliers notamment. Diminuer leurs rentrées de devises portera atteinte à nos exportations et donc à notre balance commerciale. La protectionnisme touristique de la France provoquera des mesures de rétorsion chez nos voisins. Récom-

ment, les restrictions à l'importation de marchandises ont provoqué la création de certaines surtaxes sur des produits français à Hongkong. Déjà la pratique d'« *over-Rate* » incite les frontaliers à ne pas acheter en France ».

Le syndicat s'appuie, pour lancer sa « contre-attaque », sur les trois mille points de vente de voyages existant en France et qui représentent, à eux seuls, environ vingt mille emplois. Dans sa démarche, le S.N.A.V. vient de recevoir l'appui de Force ouvrière, qui rassemble les salariés de la profession et considère que « les conséquences des mesures gouvernementales sur l'emploi ont été négligées dans un secteur d'activité favorable pour la balance commerciale ».

Estimant que, désormais, ils ne sont plus seuls — les agences de voyages ont été en effet « assaillies » de clients depuis lundi matin, — les professionnels des voyages et du tourisme appellent donc « tous les Français menacés dans leur droit aux vacances et dans leur liberté de circuler » à participer à une marche silencieuse, qui partira de la place de l'Opéra pour se rendre devant le ministère de l'économie et des finances, rue de Rivoli, le mercredi 30 mars, à 12 h 30. L'Association des offices nationaux étrangers de tourisme (ADONET) sera présente à cette manifestation. Cette association estime que les décisions du gou-

vernement français « pourraient contredire l'esprit des accords d'Helsinki et du traité de Rome notamment ».

Durant toute la journée de lundi, les professionnels du tourisme ont négocié, sans résultats tangibles, avec M<sup>me</sup> Edith Cresson, ministre du commerce extérieur et du tourisme, et M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget. Ces négociations devraient continuer ce mardi, mais l'on peut s'interroger sur l'utilité de ces nouvelles rencontres puisque le *Journal officiel* du 29 mars publie un arrêté et une circulaire ministérielle concernant les nouvelles dispositions pour le contrôle des changes.

Lundi aussi, MM. Delors et Max Gallo, porte-parole du gouvernement, ont justifié les mesures prises. Ainsi, le ministre de l'économie, des finances et du budget a déclaré : « Il aurait fallu diminuer le pouvoir d'achat de tous les Français d'au moins 1 % pour avoir l'effet équivalent en économies de devises ». M. Gallo a demandé que l'on « dramatise » l'effet de ces mesures sur les changes, « mesures déplaisantes, mais qui n'intéressent qu'un nombre limité de Français ». Seulement 16 % de touristes français, soit six millions de personnes, sont touchés, a fait valoir le porte-parole du gouvernement.

(Lire page 2 notre page « Idées ».)

### M. RAPHAEL-LEYGUES NOUVEAU MAIRE DE VILLENEUVE-SUR-LOT EXCLU DU R.P.R.

M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., a décidé « l'exclusion définitive » du R.P.R. de M. Jacques Raphaël-Leygues, nouveau maire de Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne), sur proposition de la commission nationale des conflits, réunie le 25 mars (le *Monde* du 26 mars). Il est reproché à M. Raphaël-Leygues, ancien ambassadeur de France en Côte d'Ivoire, de s'être fait élire maire « dans des conditions contraires aux engagements pris ». La *Lettre de la Nation*, organe du R.P.R., souligne que cette « exclusion est d'autant plus importante que M. Raphaël-Leygues comptait sur le R.P.R. pour se faire élire sénateur au titre des Français de l'étranger ».

● M. Cyrille Piliipenko, élu le 13 mars sur la liste d'opposition que conduisait M. Didier Bariani, président du parti radical, dans le vingtième arrondissement de Paris, nous précise qu'il est membre du CNIP.

### MORT DE M. CHARLES DURAND SÉNATEUR DU CHER

M. Charles Durand, sénateur (mod.) du Cher, est décédé lundi 28 mars à Bourges. Il sera remplacé au Sénat par son suppléant, M. Pierre Sicaud (mod.). (Né le 15 avril 1901 à Bazoches (Nièvre), Charles Durand, agriculteur, ancien président de la chambre départementale d'agriculture, était sénateur depuis 1952. Rattaché administrativement au groupe de l'Union centriste, il était membre de la commission sénatoriale des affaires culturelles. Conseiller général du canton de Sancerre depuis 1961, il avait présidé l'Assemblée départementale du Cher de 1970 à 1981, date à laquelle il avait renoncé à cette fonction. Maire de Neuville-Barrois depuis 1959, il n'avait pas sollicité le renouvellement de son mandat lors des dernières élections municipales. Membre du Parlement européen de 1971 à 1979, Charles Durand avait aussi assumé les fonctions de vice-président du conseil régional de la région Centre de 1976 à 1982.)

(Né le 21 octobre 1915 au Cresson (Savoie-et-Loire), M. Pierre Sicaud (mod.), exploitant agricole, est conseiller général de Lury-sur-Arnon depuis 1958. Réélu aux dernières élections, conseiller municipal de Preilly, il n'a pas pu toutefois conserver son fauteuil de maire, qu'il occupait depuis 1957.)

### LES PAYS DE LA ZONE FRANC

En dehors de la France, des départements d'outre-mer (Martinique, Guadeloupe, Guyane, Réunion, Saint-Pierre-et-Miquelon), des territoires d'outre-mer (Nouvelle-Calédonie, Polynésie française) et de Mayotte, la zone franc regroupe treize pays : Bénin, Côte-d'Ivoire, Haute-Volta, Niger, Sénégal, Togo, regroupés autour de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (B.C.E.A.O.) ; Cameroun, Congo, Gabon, République centrafricaine, Tchad, rassemblés autour de la Banque des États de l'Afrique centrale (B.E.A.C.) ; Mali et Comores.

### M. JEAN-PIERRE SOISSON : des décisions contraignantes aux engagements internationaux de la France

L'Association Défense et avenir du tourisme français, que préside M. Jean-Pierre Soisson, ancien ministre et député U.D.F. de l'Yonne, exprime, dans un communiqué, « sa consternation devant l'annonce de mesures maladroites en matière de déplacement à l'étranger. Elle considère que ces mesures ont été arrêtées sans concertation et rendues publiques sans que leurs effets réels aient été correctement évalués. Il est révélateur, à cet égard, que la création d'une cellule administrative destinée à mesurer leur impact sur le secteur des voyages, notamment en matière d'emploi, intervienne après l'annonce des décisions et non avant celles-ci ».

M. Soisson ajoute : « Parmi les effets pervers à attendre du plan gouvernemental, quatre semblent particulièrement graves : — Les compagnies aériennes françaises seront directement atteintes dans leur remplissage et leur équilibre d'exploitation sur leurs destinations les plus rentables ;

— Les grandes chaînes hôtelières françaises — qui représentent par leurs exportations d'ingénierie et de services une activité fortement exportatrice — seront particulièrement touchées ;

— La décision gouvernementale méconnaît l'évolution récente de l'industrie du voyage. Plusieurs grandes agences avaient entrepris de développer leur secteur réceptif en s'appuyant sur les marges dégagées à l'export. Une telle évolution favorable à notre balance des paiements est aujourd'hui contrariée ;

— Enfin, la politique engagée ignore le fait que de nombreux pays, notamment du Bassin méditerranéen et de l'Europe de l'Est, avaient conclu avec la France des accords de coopération touristique.

De tels accords sont remis en cause de même que sont nublé les recommandations du traité de Rome, de l'accord d'Helsinki et de l'organisation mondiale du tourisme sur la liberté des mouvements des personnes », conclut M. Soisson.

### 30 MILLIARDS DE FRANCS DÉPENSÉS EN 1982

Pour 16 % les touristes français qui prennent des vacances, soit 6 millions de personnes, vont à l'étranger et sur ce nombre 80 % fréquentent des pays du bassin méditerranéen. Les pays qui attirent le plus grand nombre de Français sont l'Italie, la Grèce, l'Espagne et le Portugal, les pays d'Amérique du Nord et la Grande-Bretagne. 400 000 personnes se rendent en Tunisie et 200 000 au Maroc.

Un Français sur deux qui va en vacances à l'étranger utilise les services d'une agence de voyages.

L'ensemble des dépenses des Français à l'étranger représente 30 milliards de francs (1982) mais, en sens inverse, les étrangers ont dépensé 42 milliards.

Dans l'ensemble les touristes qui vont à l'étranger se recrutent dans les professions libérales et chez les cadres supérieurs (19 %), ainsi que, chez les ouvriers et le personnel de service (21 %).

La majorité des touristes qui prennent leurs vacances à l'étranger habitent chez des parents ou des amis (53 %) ou à l'hôtel (16 %), 7 % louent une maison, 4 % occupent une résidence secondaire et 10 % font du camping.

### « Pensez anglais »

De notre correspondant

Londres. — « Pensez anglais ». Le patriotisme économique ne commence pas à l'achat, mais à sa conception. « Think British » est plus radical que « Buy British » (Achetez anglais), autre nom de la campagne périodiquement lancée par le patronat et les pouvoirs publics pour promouvoir les produits du terroir aux dépens des importations. Il est vrai que, depuis dix ans qu'elle a adhéré au Marché commun, la Grande-Bretagne n'est plus tout à fait une île...

L'encouragement à « penser anglais » ne s'adresse pas seulement au consommateur privé. Il concerne d'abord les industriels et c'est un grand patron d'une entreprise nationalisée, Sir Derek Ezra, président des Charbonnages aujourd'hui à la retraite, qui est à l'origine du mouvement. Il est parti de la constatation suivante : après de dures batailles avec ses fournisseurs sur la nature et la qualité des produits, ainsi que sur les délais de livraison, il a réussi à limiter à moins de 3 % les achats de sa société à l'étranger. D'ailleurs les douze premières entreprises nationalisées n'importent que 3,5 % de leurs biens d'équipement.

L'expérience devait être étendue à l'ensemble de l'économie. La Confédération du patronat britannique a organisé des campagnes et des expositions pour montrer aux petites et moyennes entreprises le marché potentiel représenté par l'industrie britan-

nique. C'est la politique des « achats positifs ».

D'autres industriels, sceptiques, ont complété la formule : « Pensez anglais d'abord », disent-ils, mais achetez étranger si la qualité est meilleure et le prix plus compétitif. C'est aussi la position de la Trésorerie qui, en 1981, a publié une instruction enjoignant aux administrations et aux entreprises du secteur public de préférer, à qualité et prix égaux, les produits britanniques. Ce qui n'a pas empêché le centre automobile de Swansea de se doter de deux ordinateurs américains. Il serait en effet paradoxal qu'un gouvernement qui a fait de la lutte contre l'inflation sa première priorité prodigue des encouragements à des productions non compétitives.

Le succès de ces campagnes pour la « reconquête du marché intérieur » semble limité, si l'on en juge au moins par les résultats du commerce extérieur. Hors pétrole, la balance commerciale de la Grande-Bretagne est déficitaire et, au cours des deux dernières années, où la frénésie d'achats ne s'est pas démentie malgré la crise, les importations ont augmenté plus vite que les exportations. Mais les campagnes qui flattent plus l'amour-propre qu'elles ne dopent l'économie nationale continueront, car, expliquent les Britanniques, « il faut bien rendre aux Français (et aux Japonais) la monnaie de leur pièce ».

DANIEL VERNET.



## L'or des grands travaux

DEUX CHANTIERS DANS LE NORD DU COTENTIN

### Le bocage chaviré

De notre envoyé spécial

La Hague. — A chaque détour du bocage, ce sont les mêmes rencontres : des vaches laitières, entre deux pâtures, qui doivent céder le passage aux convois exceptionnels, « ogins » de chantier et autres semi-remorques dégoûtantes de sable. Dans certaines prairies, aux abords des villages, on compte plus de « moulin à vent » que de ruminants. Voitures et caravanes, immatriculées dans tous les départements de France, envahissent les cours de fermes et les terrains de camping, qu'on ose encore appeler « de tourisme » alors que certains y campent depuis des mois, bravant la pluie, la boue et les brumes de la Manche.

Aux paysans de ce Finistère normand, on avait dit : « Vous allez avoir du travail, de l'argent, des routes, des écoles, des stades », la belle vie en somme. Aujourd'hui, ils voient : le travail, il y en a effectivement beaucoup ; l'argent, aussi. Mais les routes sont en construction, les écoles débordent déjà et on rase les haies pour faire des stades. Aux portes des agglomérations, surgissent les lotissements « H.L.M. pour

abusif pour l'usine de la Hague, implantée sur une terre inhospitalière — des landes à moutons battues par les vents — achetée sans problème par le C.E.A. il y a maintenant vingt ans.

Même la future centrale nucléaire de Flamanville, plus au sud, n'est pas tout à fait une greffe industrielle sur un milieu rural « vierge ». Voilà en effet plus d'un siècle que, dans le port voisin de Dielette, on exploite des mines de fer, même sous la mer. C'était déjà un « bosain » — en l'occurrence le baron Thyssen, magnat de la Ruhr capitaliste — qui finançait avant 1914 la Société des mines et carrières de Flamanville. Lorsqu'elles ont été définitivement fermées en 1962, les mines de fer ont déversé, sur la Hague naissante, leur main-d'œuvre ouvrière. Beaucoup, aujourd'hui, y voient une justification des grands chantiers du nord du Cotentin.

Personne ne peut nier, cependant, que la dimension de chantiers

gnages favorables. « L'usine a été un facteur d'élévation du niveau de vie de la population indisciplinée », reconnaît le maire d'Omouvill-la-Rogue, M. Roland Ricordeau, ancien inspecteur de la jeunesse et des sports. Les gens de la Hague ont apporté une dynamique qui était auparavant inexistant. « Pour le secrétaire général du district de la Hague, M. Jean Borvin, « on a remué une mentalité traditionnelle, on a appris aux ruraux à être contestataires ». Le maire de Cherbourg, M. Jean-Pierre Godéfray, affirme avec conviction : « Notre région du nord du Cotentin avait besoin de cet électrochoc », un traitement qui, pour sa municipalité, va se traduire par un boulevard périphérique équivalant à un « cadeau » de 140 millions de francs, soit « dix ans d'investissement de la ville ».

#### Deux bonnes fées ?

Des élus peuvent-ils rester insensibles à la menace de « Soins-Cogema », comme ironisent ses adversaires ? Non, bien sûr. Pour la population locale, les deux chantiers apportent quelque deux mille cinq cents emplois, soit près de la moitié des postes offerts, comme le précise M. Christian Cauvin, directeur départemental de l'A.N.P.E. Des emplois, des salaires, des équipements : on comprend que les responsables locaux se laissent tenter. Et ce n'est qu'un début : « L'usine en service rapportera 100 millions de taxe professionnelle par an à la région, dit-on à la Cogema. Nous ne sommes pas des exploitiers du genre United Fruit. Nous sommes une entreprise d'intérêt national ».

Cogema et EDF, deux bonnes fées pour la Manche ? Ce serait trop dire. « C'est maintenant qu'on s'aperçoit des nuisances », observe le

maire des Pieux — chef-lieu du canton de Flamanville. — M. Pierre Leroy, agriculteur en retraite qui reconnaît avoir « toujours été un chaud partisan de la centrale » mais déplore certains tracés des couloirs de ligne à haute tension. Quant au président du district de la Hague, M. Paul Gosselin, maire d'Aqueville depuis trente-deux ans, il doit admettre que « les gens commencent à s'inquiéter des proportions que ça prend ». Même le sous-préfet, dont le pouvoir est souvent délégué par les promoteurs de chantiers, ne nie pas que « la Cogema a tendance à aller un peu vite », comme lorsqu'elle installe une unité de épousage... avant même l'enquête d'utilité publique !

Tant que les chantiers apportent de l'argent et des emplois, on ne proteste pas. Mais les inconvénients, parfois, finissent par annuler les bienfaits : il faut s'engager dans de coûteuses dépenses d'assainissement, doubler le personnel des mairies et les agents d'entretien dans les écoles, dégrader les impôts. Et la région subit aujourd'hui une pression qu'elle ne maîtrise plus : trois mille cinq cents demandes de logement rien qu'à Cherbourg, des dizaines de caravanes en errance dans le bocage à la recherche d'un ancrage et, chaque jour, des chasseurs d'emploi qui débarquent, appelés par le comité de Nancy ou de Ouarzazate.

Ce n'est pas encore le Far-West, mais ce n'est plus ce coin oublié de Normandie, patrie du peintre de l'Angelus, Jean-François Millet, et refuge du doux Jacques Prévert. Pelleteuses et concasseurs ébranlent sans ménagements le pays des vaches laitières, des casiers à tourterelle et du café-calva. L'industrie nucléaire a chaviré le bocage et on ne voit plus la fin de chantiers qui étendent chaque jour leur emprise.

ROGER CANS.

### Les centrales nucléaires dont la construction était engagée fin 1982

Nom de la centrale	Puissance maximale (en milliers de kW)		Prévision de mise en service
	en service	en construction	
GRAVELINE C (Nord)		910	1984
tranche 6		910	1985
PAULUET (Seine-Maritime)		1 290	1983
tranche 1		1 290	1984
tranche 2		1 290	1984
tranche 3		1 290	1985
FLAMANVILLE (Manche)		1 290	1985
tranche 1		1 290	1986
CATTENOM (Moselle)		1 265	1984
tranche 1		1 265	1986
tranche 2		1 265	1988
NOGENT-SUR-SEINE (Aube)		1 275	1987
tranche 1		1 275	1987
BELLEVEILLE (Cher)		1 275	1986
tranche 1		1 275	1986
CHINON B (Indre-et-Loire)	870		1983
tranche 1	870		1986
tranche 2	870		1986
CREYS-MALVILLE (Isère)		1 200	1984
tranche 1		1 200	1984
SAINT-ALBAN (Isère)		1 300	1984
tranche 1		1 300	1985
BLAYAIS (Gironde)	1 820		1983
tranche 1	910		1983
tranche 2	910		1983
CRUAS (Ardèche)		880	1983
tranche 1	880		1983
tranche 2	880		1984
tranche 3	880		1984

Source : Fédération nationale des travaux publics.

Le tableau que nous publions ci-dessus illustre l'importance que représentent les investissements d'E.D.F. pour le secteur des travaux publics, dont on connaît les difficultés actuelles. E.D.F. prévoit de réaliser en 1983 un montant d'investissements en travaux de génie civil de 12 438 millions de francs hors taxes (entretien exclu). Ce chiffre, qui pourrait être révisé en baisse, représente une croissance de 11,2 % en francs constants, par rapport à 1982, soit un ralentissement important par rapport à l'évolution des années précédentes.

Outre E.D.F., les entreprises publiques et les sociétés d'économie mixtes interviennent pour 29 % dans les marchés passés aux sociétés de travaux publics et l'Etat pour 10,6 %. Les collectivités locales, elles, représentent le « gros morceau » des clients : 37,3 %. La réforme de la décentralisation a-t-elle, de ce point de vue, déjà commencé à faire sentir ses effets ? Les communes, les départements et les régions ont-ils modifié les procédures de passation des marchés ? La Fédération nationale des travaux publics remarque que très peu de modifications sont encore perceptibles. Les dispositions relatives à la réglementation, à la passation, à l'exécution, au règlement des marchés sont restées en place sans aucune modification. L'adoption des services techniques de l'équipement est jugé par beaucoup de professionnels comme négligeable. Quant aux retards de paiement des collectivités locales, hélas traditionnels, ils ne sont guère réduits.

41 % des Français contre le développement des centrales nucléaires. Selon un sondage d'opinion effectué en décembre 1982 par l'Institut Démoscopie, à la demande d'E.D.F., 41 % des personnes interrogées se sont déclarées contre le développement des centrales nucléaires. Depuis 1979, date

du premier sondage de ce type, les positions affichées des Français étaient à 53 % pour les centrales nucléaires et à 40 % contre. Les partisans de cette forme d'énergie restent rigoureusement au même pourcentage en décembre 1982, mais ses adversaires gagnent un point.

### La Compagnie nationale du Rhône, l'arme au pied

Vivement contesté par les écologistes, le barrage de Loyettes (Ain) est le dernier ouvrage hydro-électrique restant à réaliser sur le haut Rhône. Avec lui, la Compagnie nationale du Rhône (C.N.R.) tournera définitivement une page de son histoire pour se consacrer désormais uniquement à l'aménagement des voies navigables qui lui sont concédées : le haut Rhône et, surtout, la liaison Rhin-Rhône, éternel serpent de mer.

Commencé en 1951 avec la construction du barrage de Génissiat, l'aménagement hydro-électrique du haut Rhône entre la frontière suisse et Lyon devait être achevé fin 1985 par la mise en service des ouvrages de Sault-Brenaz et Loyettes. Pour le premier, considéré finalement par ses opposants comme un « mal nécessaire », la date sera respectée puisque la déclaration d'utilité publique est imminente. En revanche, la C.N.R. trébuche, depuis plusieurs mois, sur la dernière marche de ce qu'on a appelé l'« escalier hydraulique du haut Rhône ».

La chute de Loyettes, telle qu'elle est prévue au confluent du Rhône et de l'Ain, fait l'objet d'une opposition déterminée de la part des trois communes concernées (Anthon, Saint-Maurice-de-Gourdon, Loyettes) et des organisations régionales de protection de la nature. A tel point que M. Michel Crépéau, alors ministre de l'environnement, s'était rendu sur place le 26 août 1982 et que le président de la République y avait programmé une visite surprise à l'automne 1982 (1).

Il y a quelques jours, la C.N.R. a déposé sur le bureau du ministre de l'Industrie un nouveau projet aux allures de compromis susceptible de ménager le chèvrie écologiste et le chou énarqué. Après avis du nouveau secrétaire d'Etat à l'environnement et, le cas échéant, arbitrage de M. Pierre Mauroy, la décision gouvernementale est attendue pour le mois d'avril.

En cas d'accord, il faudra recommencer l'enquête d'utilité publique, car, indique M. Pierre Savy, directeur des études et des travaux à la C.N.R., « nous avons revu le projet de façon radicale ». Déjà retardé d'un an, le chantier doit employer sept cents personnes pendant trois ans, et la centrale, d'une capacité de 250 millions de kilowattheures sera la dernière (et laborieuse) contribution de la C.N.R. à la production énergétique française.

Les actions d'aménagement de la C.N.R. seront désormais consacrées à la voie navigable. « Nous étudions la possibilité de rendre navigable le haut Rhône jusqu'à la zone industrielle de la plaine de l'Ain », dit M. Savy, « voire jusqu'à Evian, pour la desserte de la cimenterie de Montell ». Cela nécessiterait la construction d'un ouvrage composé d'une barrage, d'une écluse et d'une petite usine à la sortie nord de Lyon. Mais la grande affaire, c'est la liaison Rhin-Rhône, qui permettrait à la C.N.R. de concurrencer depuis 1980, de trouver un nouveau souffle.

Sans se croire au miracle, elle attend avec un certain optimisme la publication officielle, le mardi 29 mars, des conclusions de la commission d'études du schéma directeur des voies navigables. La C.N.R. mise sur l'affectation aux voies navigables d'une seconde tranche de crédits du fonds des grands travaux. S'il en allait ainsi, M. Savy déclare : « Nous pourrions entamer dès cette année des travaux du côté alsacien, entre le Rhin et Mulhouse ».

Mais ce scénario idéal ne concerne qu'un très court tronçon. « Il n'est pas réaliste de penser que nous ferons la moitié de la liaison dans le cadre du IX<sup>e</sup> Plan », estime M. Savy.

J.-J. BOZONNET.

(1) Visite annulée en dernière minute à cause de mauvaises conditions atmosphériques.

### « Ils savent ce qu'ils font, là-haut »

Il vient chaque matin regarder la mer et humer l'air du large pour prendre le vent, escorté de leur chien, qui arpente la digue le museau collé au gratin. Même lorsqu'ils ne pêchent pas, ils ont besoin de se rassurer ainsi en contemplant leurs barques bleues fraîchement rapées, pour le plaisir de frôler dans leur remise à caïers. Voilà des années qu'ils sont en retraite à Port-Racine — « le plus petit port de France », dit l'écritau, — un minuscule mouillage à 3 kilomètres seulement de l'usine de retraitement de la Hague, tapie là-haut sur la lande.

Mais ils n'ont cure de ce voisinage du « plateau », car eux sont gens de la mer. « Oh oui, ils en font du battage, les écologistes, comme si les gens de l'usine ne prenaient pas toutes les précautions ! » Pour ces deux loups de mer du Cotentin, aucun doute : le danger numéro un s'appelle « mazout ». « Regardez cette boue glissante : c'est ça qui nous menace ! » La danger numéro deux, c'est la « pêche à l'outrance ». « Ils vous met-

tent des casiers en batterie, un vrai barrage, comment voulez-vous qu'ils n'épuisent pas les fonds ? », disent-ils en évoquant l'activité de ceux qui doivent « prendre toujours plus pour pouvoir vivre ».

Ces pêcheurs à la petite semaine, qui attendent les grandes marées pour se lancer à leur tour, n'ont qu'une peur : celle du gendarme — maritime — qui dresse procès-verbal pour le moindre hors-délit réglementaire. Pour le reste, ils ont confiance. « Ils font tout le temps des prévisions : l'eau de mer, les algues, les poissons, les crustacés, les mollusques. Ils ne vont tout de même pas laisser la population s'empoisonner avec des produits contaminés. Ou alors, ils sont pires que Hitler ! » Mais, bien sûr, ils ne veulent pas l'imaginer. « Ils savent ce qu'ils font, là-haut », dit le doyen au rajustant sa casquette, impressionné par les hommes en blouse blanche.

R. C.

familles nombreuses » et les « cités modulaires » où l'on accueille les travailleurs « déplaçés », dont une bonne proportion d'immigrés maghrébins, turcs ou portugais. Dans les villages du littoral encore préservés — les réalisateurs de films à costumes s'y succèdent, — on évite les rues pour installer le tout-à-l'égout.

#### « Un chantier exotique »

Les routes de liaison, même élargies et renforcées, cèdent sous le poids des 38 tonnes qui apportent le sable de Carteret. En stationnant sur les bas-côtés « non stabilisés », ils pulvérisent les buses de drainage. N'étaient les murettes de granite et les ajoncs, on pourrait croire parfois à un mauvais « remake » de Mad Max, le cuir en moins. On envoie à un retour des « Okies » des Raïstes de la colère, moins la poussière et sans colère.

Exagération ? Même le sous-préfet de Cherbourg, M. Gérard Lefebvre, regrette cet aspect « Eldorado » du Cotentin. Si les écologistes évoquent avec complaisance « le bocage transformé en Far-West », le directeur du chantier de la Hague, M. Pierre Chaussonnet, finit par l'admettre à son tour : « Pour moi, c'est un chantier exotique, comme on l'entreprendrait en Iran. Il faut tout faire, les logements, les routes, les écoles... C'est très différent de ce qu'on a trouvé dans le midi pour Pierrelatte ou le Tricastin ».

Doit-on alors parler de « viol d'une région », comme le disent les révoltés — peu nombreux, — ou de « prostitution », comme l'affirment d'autres, outrés de voir les propriétaires terriens céder, les uns après les autres, aux offres de la Cogema (Compagnie générale de matières nucléaires), société d'intérêt national, mais de droit privé, filiale du Commissariat à l'énergie atomique ? Parler de viol est certainement

comme la construction de la centrale de Flamanville ou l'extension de l'usine de la Hague, est sans commune mesure avec le tissu social du bocage normand, même flagrant du port de Cherbourg. La coexistence des deux chantiers, surtout, ébranle toute une région par l'introduction d'une population nouvelle — environ cinq mille personnes actuellement — dans deux districts qui ne comptent guère plus de dix-sept mille habitants permanents. D'ici trois ou quatre ans, ce sont entre douze mille et quinze mille personnes « extérieures » qui vont être absorbées par une population globale de cent mille habitants — y compris l'agglomération cherbourgeoise.

#### La mauvaise part

Sur les dix-neuf communes du district de la Hague, huit seulement ont accepté d'accueillir les ouvriers de chantier — moyennant de substantielles et intéressantes redevances. Non pas que les éleveurs locaux craignent les retombées océaniques de l'usine — c'est apparemment le cadet de leurs soucis, — mais parce qu'ils redoutent le bouleversement d'une autre civilisation. A Jobourg, une commune qui a refusé tout lotissement, on fait ses comptes : « Mon voisin a vendu ses vaches dès le début, dit un éleveur, victime il y a peu d'un infarctus. Il les garde à l'usine avec un million par mois. Quand il prendra sa retraite, il aura 10 millions par an et moi seulement 2,2 millions ! Ai-je donc choisi la mauvaise part ? ». Un autre cultivateur du village, qui se dit anti-nucléaire, est en fait hostile à toute intrusion étrangère, industrielle ou touristique. « Tout leur est permis, dit-il en parlant de l'usine. Mais nous, on doit demander l'autorisation pour mettre une paire de vaches parce que c'est inscrit à l'inventaire des sites ».

A côté des mauvais coucheurs, minoritaires, abonde les témoi-

**TUNISIE**  
UN SÉJOUR 8 JOURS  
Hôtel 3 étoiles, demi-pension.  
Avion aller-retour compris.

**2095 F**  
Valable du 2/4 au 28/10/83.  
Supplément du 2/7 au 15/9 = 500 F.

Demandez notre catalogue chez votre agent de voyage ou téléphonez au :  
**(1) 742 68 48**  
66 rue d'Amsterdam 75009 PARIS  
107 avenue de Clichy 75017 PARIS  
**(88) 22 33 34**  
14 rue de la Fontaine 67000 STRASBOURG

**le point azur**

**mars !**  
un mois étonnant chez **NEUBAUER** pour tout achat d'une

- TALBOT HORIZON
- TALBOT SOLARA
- 104 PEUGEOT

Le meilleur prix — le meilleur service  
**NEUBAUER**  
M. GÉRARD 821.60.21

**Copies Couleurs**  
sur film ou sur papier photo : qualité professionnelle  
ETRAVE 38, av. Daumesnil Paris 12<sup>e</sup> • 347.21.32

هكوان الوطن



Le Monde

## société

## INSTITUTEURS ET AFFAIRES DE MŒURS

## Les risques du métier

Un instituteur d'un centre médico-pédagogique de Rocroi, dans les Ardennes, a été incarcéré vendredi 25 mars pour attentat à la pudeur sur mineur de moins de quinze ans.

D'autres exemples sont dans toutes les mémoires ; d'autres récits aussi, d'autres rumeurs plutôt, à propos d'« affaires de mœurs » liées à l'univers sco-

laire... qui n'en étaient pas. Des phénomènes nouveaux s'y ajoutent : la nouvelle place de l'enfant dans la cité, parfois la dévalorisation du métier d'enseignant. Pour la première fois, un syndicat d'enseignants, le S.N.I.-P.E.G.C., consacrait publiquement ses réflexions à ce sujet, samedi 26 mars à

Paris. Quelle est la fréquence de ces incidents ? Un travail rétrospectif effectué pour le colloque de Tours par l'Association des mutuelles départementales de solidarité du corps enseignant, qui rassemble six cent trente mille adhérents, a recensé une cinquantaine de cas au cours des dix dernières années. Un chiffre vraisemblablement inférieur à la réalité. Il est, en effet, acquis - bien que difficilement vérifiable - que bon nombre d'affaires ne « sortent » jamais, soit à cause de l'absence des accusations, soit après un arrangement « à l'amiable ». L'enseignant acceptant la mutation qui lui est proposée par son administration.

## Des témoignages fragiles

Après cette phase de calme, continue M. Corne, on est depuis quelque temps entré dans une nouvelle période, identique à la première. Un changement d'importance est néanmoins intervenu entre-temps : la réforme du 23 décembre 1980 qui « correctionnalise » le plus grand nombre de ces affaires alors qu'auparavant une partie d'entre elles se terminait devant les assises. « Cet état de fait, souligne M. Corne, parce qu'il banalise des situations complexes, peut avoir des conséquences très néfastes ».

## A ANCHÉ (Indre-et-Loire)

## Huit ans de procédure pour une affaire introuvable

De notre envoyé spécial

Anché. — Le décor des guerres piccoliniennes — Rabelais est né à quelques kilomètres d'ici, — pour une mauvaise farce qui, à la longue, prend des allures de tragédie. M. Marcel Giever avait été nommé instituteur à Anché, dans l'Indre-et-Loire, en 1968. Jeune enseignant, actif, dévoué et respecté, il plaît, anime, en dehors de la classe, un foyer de jeunes, puis devient l'un des principaux artisans du regroupement pédagogique avec les petites communes voisines de Tavant, Sazilly et Rivière. C'est ce regroupement, décidé pour pallier les effets néfastes du vieillissement de cette partie du Chinonais, qui sera à l'origine de « l'affaire ».

Le 9 janvier 1975, M. Dupont, habitant de Rivière, père d'une des élèves de M. Giever, porte plainte auprès des gendarmes de l'île-Bouchard. D'autres témoignages sont rapidement recueillis dans plusieurs communes, qui — fait étonnant — s'échangent sur une période de cinq ans. Au total, treize élèves ou anciennes élèves se plaignent d'avoir été l'objet d'un « étouffement ».

M. Giever est arrêté à vue deux fois, puis suspendu de ses fonctions. C'est le début d'une longue affaire juridique aujourd'hui encore inachevée.

En mai 1976, après une incrimination d'« outrage public à la pudeur », le tribunal correctionnel de Tours condamne l'instituteur à dix-huit mois de prison avec sursis ainsi qu'à des dommages-intérêts. En mars 1977, la cour d'appel d'Orléans se déclare incompétente, soulignant que, si les faits étaient reconnus, il s'agirait de « crimes d'attentat à la pudeur sans violence sur la personne d'enfants âgés de moins de quinze ans avec circonstances aggravantes ».

Renvoyé en cassation et retour devant la cour d'appel d'Orléans, la confirmation de la condamnation. Ce dossier est, à nouveau, depuis avril 1982, devant la Cour de cassation.

## Méthodes critiquables

La défense, assurée par Jean Corne, remarque, en dépit des enquêtes de personnalité, des suppléments et compléments d'information, et les méthodes très critiquables — utilisées au départ par les gendarmes, puis par le magistrat instructeur. Au point que M. Giever a demandé à comparaître devant une cour d'assises, afin que son affaire puisse être longuement analysée, qu'on procède à l'expertise des plaignantes et qu'on démonte enfin les contradictions et les invraisemblances météorologiques. C'est pourtant cette demande qui faisait dire aux magistrats de la cour d'appel d'Orléans en 1982 que « la défense n'était pas tellement convaincue de l'innocence de M. Giever ».

Suspendu de ses fonctions depuis huit ans, mais continuant à percevoir un salaire, M. Giever

n'a pas vraiment quitté l'enseignement. Sa femme dirige l'école d'un village proche. Lui, fréquente la faculté de lettres de Tours, où il prépare une licence de sociologie, après avoir obtenu un diplôme d'art et traditions populaires. « Sous contrôle judiciaire », explique-t-il, je suis théoriquement interdit de séjour à Anché et dans les communes voisines ».

A Anché, nul n'a oublié l'affaire : mais personne n'en parle. M. Dupont a depuis trouvé le mort dans un accident, et les instituteurs des communes voisines « qui avaient beaucoup souffert de leur collègue » ne sont plus là. Les petites filles ont grandi, plusieurs se sont mariées, certaines ont des enfants. « Des jeunes filles comme il faut, soutiennent les uns, qui n'ont jamais eu de problèmes », « Pour la plupart des garçons aux mœurs dissolues, assurent les autres, ce qui en dit long sur les prétendues agressions dont elles disent avoir été victimes ».

D'un côté, les tenants de la théorie selon laquelle, tout bien pesé, il n'y a pas de fumée sans feu. De l'autre, une volonté de se battre, qu'il en coûte, pour une certaine idée des droits de l'homme. Le temps qui passe n'efface rien, le comportement des accusés ne vient servir l'une ou l'autre cause. C'est quand même étonnant, fait remarquer M. Roland Badier, maire d'Anché, que les jeunes filles n'aient jamais varié dans leurs témoignages. « C'est de bien surprenant, raconte-t-on de l'autre bord. Elles ne peuvent plus aujourd'hui revenir en arrière et perdre la face devant leur famille, leur mari et la population. Et puis, il ne faut pas oublier aussi les dommages-intérêts à venir (1) ». « J'ai longtemps cherché à savoir la vérité, explique un universitaire récemment installé dans le village. Sans succès. Ici, on ne parle jamais des faits eux-mêmes, ni d'une éventuelle faute ».

« Si seulement, confie-t-on, M. Giever n'avait pas pris le mors aux dents ; s'il n'y avait pas eu de regroupement pédagogique. Si tout cela s'était passé dans la commune, il y aurait eu une explication à l'affaire se serait éteinte d'elle-même ».

Depuis huit ans, Anché, trois cent soixante-sept habitants, n'a plus de foyer de jeunes. Le regroupement pédagogique « ne tient plus qu'à un fil » et, depuis l'affaire, plusieurs familles ont préféré envoyer leurs enfants à l'école Saint-Joseph de Chinon.

J.-Y. N.

(1) En 1982, la cour d'appel d'Orléans a condamné M. Giever, en plus des dix-huit mois de prison avec sursis, à verser des dommages-intérêts d'un montant de 1 500 francs à chacune des sept plaignantes.

## Les enfants des Minguettes

(Suite de la première page.)

Ses enfants, justement, ne sont pas allés en Arabie l'été dernier et ne font pas partie des « privilégiés » de l'animation sociale que dénonce une certaine presse. La moitié de sa grande famille est allée en Algérie.

Yasmina, quarante-cinq ans, la mère, venue du même village du sud de l'Algérie, a épousé Rachid en 1954. Elle n'avait pas seize ans. Le racisme, pour elle, c'est « le regard des autres ». « Il y a, dit-elle, de plus en plus de racistes depuis trois ans. On entend des réflexions : « Retournez dans votre pays. On n'a pas besoin de vous ». La police contrôle sans arrêt les papiers des gosses... Elle sort peu. Sauf, comme ce jour, pour aller faire quelques courses rue Paul-Bert, à Lyon. Une « Goutte d'or » en miniature, avec ses commerces méditerranéens. Là, elle n'affronte pas ces regards dont elle ne parle qu'en hochant la tête tristement.

L'histoire de la famille Beuyad, c'est, en résumé, celle du chômage et du racisme. Deux croix pour ces fameux « immigrés de la deuxième génération », comme si, par parenthèse, le qualificatif d'immigré pouvait s'appliquer jusqu'à la fin des temps ! Et en tous cas à ces neuf enfants, tous nés en France.

Mohamed, vingt-cinq ans, est tiré d'affaire. Il travaille près de chez lui dans une fabrique de skis. « Il est bien là-bas. Il vient nous voir souvent ».

Kamel, vingt-cinq ans, a une bonne formation : un C.A.P. pour l'industrie de la chaussure, un autre de tourneur et une formation de mécanicien. « Aujourd'hui, explique son père, il est en train de... décharger des camions comme intérimaire. Sans que, avec le chômage, il faut bien prendre le premier travail qui tombe dans les mains ».

Aicha, vingt-trois ans, est au chômage. Elle a travaillé à l'usine après le lycée. « Je pointais à l'A.N.P.E. et j'allais voir les entreprises d'intérêt. Dès que je disais « Algérienne », ou dès qu'on voyait ma carte bleue de résidente il y avait un petit déclin. J'avais compris. Aujourd'hui, elle attend un enfant. Elle cherche, avec beaucoup de difficultés, un appartement pour vivre avec son compagnon rencontré en Algérie. L'Algérie, où elle a tenté d'aller vivre pendant deux ans. Elle est revenue parce qu'elle en avait assez de se faire appeler « Française ».

« Immigrée », ou encore « envahisseur ».

Aicha n'aime pas les policiers. « Un jour, j'ai été contrôlée. Ils m'ont dit : « Ah ! Vous êtes Algérienne ? » J'ai répondu : « Oui ! Pourquoi ? Il faut avoir les cheveux frisés ? » Une scène quotidienne dans un univers où les relations sociales se dégradent. La meilleure amie française d'Aicha, qui vit à Valenciennes, elle habite à Corbeil, beaucoup plus loin. Et même si c'est la fête, quand elles se retrouvent, rien n'est plus comme avant. L'environnement aussi a changé : « Regardez les tours de Monmousseau. Elles sont presque vides. Le vent d'hiver qui souffle comme en Écosse », où elle n'a bien sûr jamais mis les pieds, est là comme pour souligner la déprime ambiante. Heureusement, au printemps, il y aura le bébé. « Mais sagement pas neuf comme mes parents ».

## LA DÉLINQUANCE A LYON

(De notre correspondant.)

Lyon. — M. Bernard Grasset, commissaire de la République, délégué pour la police à Lyon, a indiqué, mardi 22 mars, au cours d'une conférence de presse, que la délinquance dans l'agglomération lyonnaise avait augmenté de 13,82 % par rapport à 1981. Les statistiques font apparaître un fort accroissement des vols avec violence (+18,43 %), des cambriolages (+18,43 %) et surtout des vols à la roulotte (+28,50 %).

Après avoir signalé que la progression de la délinquance avait atteint 25 % dans les zones rurales du département du Rhône, M. Grasset a nuancé ces chiffres en séparant l'année 1982 en deux parties. Si, au cours des six premiers mois la délinquance a connu une poussée spectaculaire (30 % de plus qu'au premier semestre 1981), elle a considérablement diminué au second semestre (moins de 2 % par rapport à 1981) ; les services de police attribuent cette « rupture » de la délinquance à la réorganisation de la police lyonnaise, intervenue en avril 1982, et d'autre part, aux opérations de prévention menées dans les banlieues au cours de l'été.

Selon M. Grasset, cette régression sensible de la délinquance dans l'agglomération se serait confirmée dans les premières semaines de 1983. « J'ai reçu des instructions qui me permettaient de rétablir l'ordre dans l'est lyonnais », a déclaré M. Grasset, précisant : « Il ne s'agit pas de vengeance ni de match retour, mais la bonne entente entre les communautés de l'agglomération lyonnaise passe par la répression de quelques dizaines de voyous. Il serait grave de laisser des quartiers devenir des sanctuaires soustraits à la loi française ».

(Inédit.)

Nordine, vingt et un ans, chômeur. Il a demandé un stage de formation professionnelle pour adultes il y a trois ans. On lui a répondu il y a quelques jours. Pour lui, ce sera peut-être un avenir assés pour un an à Grenoble ou à Saint-Etienne. Un marabout, lui. Il était « dans le coup », lundi dernier, au moment des affrontements avec la police. « Moi, je n'ai plus rien à perdre... ».

« Si, répondent les éducateurs du quartier, la famille, ton quartier. Nordine n'a pas l'air convaincu. Leila, dix-neuf ans, chômeuse. La première « Française » (née en 1964). Elle bénéficie du privilège de la « double nationalité ». Elle a failli déchirer sa carte d'identité le jour où sa mère lui a fait une réclamation après une rentrée tardive : « Depuis que tu es française, tu te crois tout permis ». Avant cet incident, elle avait en le temps de s'apercevoir que sa nouvelle citoyenneté n'ouvrait pas les portes des entreprises.

Fatima, dix-huit ans, la chanteuse. Elle est en stage F.P.A. pour un métier d'aide soignante qui lui plaît. Commentaire de papa Rachid : « J'étais encore plus content qu'elle ».

## Le guépiet et les bêtises

Kader, quinze ans, est en cinquième au collège Paul-Eluard. « Un jour, on l'a appelé « sale bicot », raconte sa sœur aînée Aicha. Il a failli tout casser dans la classe. Sa petite sœur, Malika, treize ans, est en sixième. Elle dit, après beaucoup d'hésitation, que son professeur de math est « raciste » parce qu'il n'arrête pas de regarder avec sa copine. Vrai ? Faux ? La notion de racisme est en tout cas entrée en classe.

Le père, une fois encore, joue les conciliateurs : « Si on te dispute, c'est pour ton bien, pour te faire travailler. Mais il n'y a pas de plainte auprès du principal du collège ou des professeurs. L'ouvrier exemplaire Rachid Beuyad — qui n'aime

pas les reproches de son chef à l'usine — mais qui n'aime pas non plus « lui donner du mauvais travail » — a osé visiblement pas cogiter un autre monde, celui de l'école ou la petite dernière, Dalila, onze ans, termine son cours moyen première année.

Que reste-t-il ? D'abord une grande complexité entre tous. Mohamed, le plus grand, avait fait de la prison pour un vol de mobylette. Il avait même récolté, dans des circonstances mal définies, une balle dans la jambe. « Il essaye de dire aux autres que ça ne sert à rien de faire des bêtises », assure le père. Mais il est tout de même plein de compréhension face à la révolte des jeunes. « On dit que ce sont des lou-bards, des truands. Mais qui les a rendus comme ça ? », demande Aicha.

Certains points de repère communs subsistent. Ainsi, le refus de l'alcool. Mais d'autres s'estompent, comme le bilinguisme. Les plus jeunes s'expriment de plus en plus en français. La religion ? Les femmes et les filles sont très peu concernées. Seul le père, qui est à l'école du monde extérieur, avoue que « l'affaire de la mosquée de la rue de la République, ça nous a secoués ». Lui ne va que très rarement dans le lieu de prières de la ville de Vénissieux : « C'est en sous-sol. C'est très petit, et avec ma jambe je prends deux places ».

La politique enfin. Les enfants l'ignorent. Le père sait que Mme Françoise Guizard a remporté à son poste de maire de Dreu. Mais il refuse tout choix entre la droite et la gauche. « De toute façon, on ne nous demande pas notre avis. Cela ne m'intéresse pas de rentrer dans les affaires des autres. Ils nous ont posés comme des ballons au milieu de leurs bagarres ».

Confusion du père, à l'adresse de ses compatriotes restés en Algérie : « Essaye de dire aux jeunes de là-bas : Ne sortez pas de votre trou pour tomber dans un guépiet pareil ».

CLAUDE RÉGENT.

## DE BRON A NANTERRE

## Violences et racisme

Lyon. — Depuis l'affaire Djilali Ben Ali, un Algérien de quinze ans tué par un concubine dans le quartier de la Goutte-d'Or à Paris, un meurtre qui avait entraîné une mobilisation de la population immigrée et des intellectuels de gauche, de Sartre à Michel Foucault, de nombreux crimes à relents racistes ont ému la communauté étrangère. A Lyon, des groupes de jeunes issus de l'immigration ont fait un inventaire non exhaustif (1) de quelques crimes ou agressions récents dont les auteurs sont soit emprisonnés, soit recherchés, ils s'opposent à la remise en liberté rapide des meurtriers, comme dans l'affaire Marchand à Châtigny-Malabry, et, tout récemment, l'affaire Lopez à Bron (le Monde du 22 mars).

Parmi les meurtres ou agressions qui ont eu lieu depuis six mois et ont fait l'objet d'une mobilisation de la famille, des proches ou des amis, les jeunes immigrés de la région lyonnaise ont recensé les affaires suivantes :

— Ahmed Boutelja, vingt-cinq ans, tué le 28 septembre 1982 à Bron (Rhône) par M. Jean-Claude Lopez, un plâtrier-peintre de trente-cinq ans qui était intervenu après une querelle entre adolescents ;

— Abdelbali Guerrieh, dix-neuf ans, tué le 23 octobre 1982 à Nanterre (Seine-Saint-Denis) par M. Bernard Despoint, meunier de trente-six ans. Ce dernier tirant « sans viser » en direction d'une bande de jeunes qui avaient lancé des cailloux sur sa maison, avait atteint le jeune homme, qui revenait de la mosquée ;

— Wahid Hachichi, dix-huit ans, tué le 28 octobre 1982 rue Vauban à Lyon par M. Nicolas Berdell, dont il s'apprêtait à voler le véhicule ;

— Yazid Choucri, vingt-trois ans, cambrioleur, tué le 15 décembre 1982 à Gonesse (Val-d'Oise) par M. Charles Bernard, libraire de quarante-neuf ans, membre de l'association « Légiti-mité défense » ;

— Nacer M'Raidi, dix-sept ans, rendu hémiparétique après avoir été atteint par une balle dans la tête tirée par le brigadier de police Jean-Paul Lapeyre, le 14 février 1983, au cours d'un contrôle de police à Châtigny-Malabry (Hauts-de-Seine).

C. R.

(1) Cet inventaire ne tient pas compte, en particulier, des crimes et agressions racistes commis depuis six mois en Corse.

## L'UTILISATION DES NAZIS PAR LES SERVICES AMÉRICAINS

## Une confirmation des révélations de M. Klarsfeld

Au lendemain même de l'expulsion de Klaus Barbie de Bolivie, M. Serge Klarsfeld, avocat au barreau de Paris, avait révélé dans ses colonnes, au cours d'un entretien, le rôle joué par ce criminel nazi au sein des services de renseignements américains dans les années d'après-guerre. Protégé et payé par les États-Unis, Klaus Barbie recherchait, par exemple, « des renseignements sur la Roumanie, au moment de la guerre froide » (le Monde du 8 février). Il s'envoya aujourd'hui, ainsi que le montrent les archives du département d'État américain, le « boucher de Lyon » renseignait aussi les Américains sur le parti communiste français, dans la région de Lyon, où il avait sévi à la tête de la section 4 de la police politique allemande.

Dans le Monde du 16 février, M. Klarsfeld, documents à l'appui, a longuement décrit les protections américaines dont Barbie a bénéficié et dans quelles conditions, après avoir refusé à trois reprises, par des manœuvres dilatoires, son extradition, les États-Unis avaient préparé et organisé son départ vers l'Amérique du Sud, en 1981.

Ces révélations ont profondément choqué de nombreux Américains. Dès le 10 février, le vice-président de la commission des services de renseignements du Sénat américain annonçait l'ouverture d'une enquête. Le 14 mars, c'était au tour du département américain de la justice de promettre des recherches sur les protections dont avait pu bénéficier Barbie entre 1945 et 1951. — L. G.

هك ان الال



# SCIENCES ET TECHNIQUES

L'AGE D'OR DE LA SOCIÉTÉ MAX-PLANCK POUR L'AVANCEMENT DES SCIENCES

## Trente-cinq ans d'activités autogestionnaires en Allemagne

Pendant plus de trente années, la recherche scientifique allemande, considérée comme un élément indispensable au développement de la prospérité de l'économie, a été généralement financée par l'État et les Länder et a ainsi contribué au « miracle économique ». Mais cet âge d'or n'est plus, et nombreux sont les responsables politiques, en

République fédérale d'Allemagne, qui s'interrogent sur la « rentabilité » de la recherche pour maintenir une bonne croissance économique. Les budgets « recherche » diminuent de plus en plus, et l'année 1983 n'est guère plus favorable (voir encadré).

Est touchée en premier lieu par ces restrictions la société Max-Planck pour l'avance-

ment des sciences (M.P.G.), qui fédère de nombreux instituts de recherche. Elle semble pourtant avoir trouvé, grâce à ses structures souples et démocratiques, la voie étroite qui lui permet de préserver le haut niveau de ses recherches de pointe, tout en participant à l'effort d'économie nationale déjà préconisé par le précédent gouvernement.

La société Max-Planck pour l'avancement des sciences (M.P.G.) est une société privée reconnue d'utilité publique qui a succédé le 26 février 1948 à la société Kaiser Wilhelm (K.W.G.), officiellement dissoute en 1946. La K.W.G. avait été fondée en 1911 à l'occasion du centenaire de l'université de Berlin et s'était donné pour but la création d'instituts de recherche scientifique où les chercheurs seraient libérés de toutes les tâches d'enseignement imposées par la fonction de professeur à l'université, suivant en cela des idées défendues notamment par

Leibniz et Wilhelm von Humboldt. Les quinze prix Nobel obtenus de 1911 à 1945 par différents membres de la K.W.G. en disent long sur la valeur de l'activité scientifique de la société.

La M.P.G. poursuit trois objectifs, ainsi définis, en avril 1975, par son conseil scientifique : couvrir des domaines particulièrement importants ou porteurs d'avenir par une concentration appropriée de personnel et de moyens ; introduire de nouveaux secteurs de recherche situés hors des domaines établis ou à des domaines frontières ; développer de grands projets de recherche qui, par leur importance, leur

infrastructure particulière ou le coût, ne peuvent être pris en charge par les universités.

Le président de la M.P.G. — actuellement le professeur Reimar Lüst — représente la société et préside le sénat, le conseil d'administration et l'assemblée générale. Il est élu pour six ans par le sénat, qui est l'organe de décision de la société. L'organe suprême étant l'assemblée générale : celle-ci prend connaissance du rapport annuel du président, contrôle et approuve les comptes.

Le sénat est composé de quarante-huit membres, dont les deux tiers sont élus par l'assemblée générale, le tiers restant étant constitué des membres désignés par les pouvoirs publics. Il décide la création, la fermeture ou la nouvelle orientation des instituts sur proposition du conseil scientifique, nomme les conseillers scientifiques et les directeurs, élit le président et le conseil d'administration, fixe le budget et les statuts des instituts.

Un conseil scientifique réunissant les directeurs d'institut et les membres scientifiques de la société — soit environ 200 personnes — a pour tâche essentielle d'informer le président et le sénat sur l'évolution et les perspectives de l'activité scientifique. Il est divisé en trois sections : biologie et médecine, chimie, physique et techniques et, enfin, sciences humaines et sociales. Le conseil est présidé à tour de rôle par les présidents des sections.

Les instituts, actuellement une cinquantaine, sont les unités de base de la M.P.G. Très différents les uns des autres par leur taille et leur organisation, ils ont des effectifs qui vont d'une dizaine à un millier de personnes suivant les projets de recherche. Aussi l'institut Max-Planck moyen emploie-t-il environ 150 à 200 personnes. Il se compose de plusieurs sections, chacune avec à sa tête une direction collégiale. Des comités consultatifs par discipline, dans lesquels siègent des scientifiques allemands mais aussi étrangers, conseillent les instituts dans les choix et l'évolution des recherches à lancer et jugent de l'efficacité et du succès des projets en cours par des rapports annuels au président.

Depuis 1975, la M.P.G. a introduit des structures plus souples : les groupes de recherche, qui rassemblent une petite équipe pendant un temps limité sur un sujet précis. Elle peut ainsi commencer à explorer un nouveau domaine scientifique sans être liée à long terme par la création d'un institut. Ce qui lui permet de diminuer le risque, si l'orientation choisie pour les recherches ne s'avère pas satisfaisante, et de rester en liaison étroite avec les universités qui sont parties prenantes dans ces projets.

### Un effectif de 8 400 personnes

Les programmes de recherche et leur évolution sont régulièrement remis en discussion, et, si l'intérêt de certains projets ou de certaines réalisations s'affaiblit, soit parce que ceux-ci ont trouvé leur place à l'université technique ou dans l'industrie, soit parce que leurs buts sont atteints, la M.P.G. réorganise l'institut concerné et peut même décider sa fermeture. De 1971 à 1981, quinze instituts ont été ainsi fermés. Cinq autres vont être prochainement supprimés. Parallèlement, sept nouveaux ont été créés comme l'institut Max-Planck du droit social international à Munich, l'institut Max-Planck de mathématiques de Bonn et le futur institut de recherche sur les polymères.

Pour toutes ces activités, la M.P.G. emploie actuellement 8 400 personnes, dont environ

LE PROJET EUROPÉEN DE CONSTRUCTION D'UN SATELLITE ASTRONOMIQUE INFRAROUGE

## A la recherche des étoiles naissantes et des jeunes galaxies

La science spatiale européenne vit pour une bonne part au rythme des grands projets adoptés par l'Agence spatiale européenne (ESA). Un nouveau programme doit être choisi les 29 et 30 mars, lors d'une réunion à Paris du comité des programmes scientifiques de l'ESA. Ce sera probablement le projet ISO d'observatoire astronomique dans l'infrarouge, projet qui est sorti vainqueur d'une compétition à cinq lors d'une étude d'ensemble des projets candidats par les conseillers scientifiques de l'Agence. Mais le comité des programmes scientifiques, qui a pouvoir de décision, n'est pas tenu par les recommandations des scientifiques, et l'a déjà montré.

La décision n'aura d'ailleurs pas d'effet immédiat. Les programmes en cours de développement — sonde Giotto vers la comète de Halley, satellite Hipparcos de mesure des positions des étoiles, missions d'étude des pôles du soleil — consommeront tous les crédits disponibles en 1983 et 1984. Ce n'est qu'en 1985 que le nouveau programme pourra réellement commencer (1). Mais il n'est pas inutile que la communauté scientifique, qui aura à préparer les expériences, sache assez vite dans quelle direction s'orientera la science spatiale européenne.

Les cinq projets candidats sont de deux sortes : trois satellites d'astronomie, deux de physique solaire. Les projets « astronomiques » sont — outre ISO — les projets « Magellan » et X-80. Le projet Magellan concerne une spectroscopie très précise dans l'ultraviolet lointain, une région spectrale où les observations sont très difficiles, car tous les matériaux — l'air y compris — sont opaques. X-80 est un satellite d'astronomie en rayons X qui prolongerait la mission du satellite Exosat que l'ESA fera lancer fin mai par une fusée américaine Delta, faite de pouvoir utiliser Ariane.

Les deux autres projets portent sur une sonde spatiale qui se placerait en orbite autour de la planète Mars (Kepler), et sur un satellite d'étude du Soleil, et plus précisément d'héliosismologie (Disco).

Le 25 janvier dernier était mis en orbite le satellite IRAS, fruit d'une collaboration entre les États-Unis, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas. Ce satellite d'astronomie infrarouge — le premier du genre — fonctionne à la perfection, et même mieux que prévu. En quelques semaines, il a déjà obtenu des résultats inattendus. Ainsi l'observation du « grand nuage de Magellan » — une petite galaxie satellite de la nôtre, distante de 155 000 années-lumière — a mis en évidence plusieurs dizaines de sources infrarouges dans un nuage de gaz et de poussières surmonté la Tarantule à cause de ses bras filamenteux. La plupart de ces sources ne sont pas « vues » dans les télescopes terrestres, qui observent le ciel en lumière visible. Il s'agit donc d'objets relativement froids, qui pourraient être des étoiles en formation.

IRAS est un satellite d'inspection, qui doit examiner de manière un peu superficielle un très grand nombre de régions du ciel pour y déceler les objets intéressants. Qu'il ait fait des découvertes notables dès sa mise en service augure bien de l'avenir. Pour exploiter ces découvertes, il faudra leur consacrer des études approfondies, avec des instruments plus sensibles. ISO est conçu dans ce but : le télescope qui équipera le satellite pourra être pointé plusieurs heures sur le même astre,

ce qui permettra d'obtenir une sensibilité environ mille fois plus grande que celle d'IRAS.

Le projet ISO prévoit l'utilisation d'un télescope de 60 centimètres de diamètre, refroidi par de l'hélium et de l'hydrogène liquide. Les instruments d'analyse qui lui seront associés ne sont pas encore définis. On envisage actuellement une caméra, deux interféromètres et un photomètre.

### Refroidir à de très basses températures

Ce refroidissement, indispensable, est la grande difficulté de l'astronomie infrarouge. Si les astres ébaudis, comme le Soleil, émettent le plus gros de leur énergie sous forme de lumière visible, les objets plus froids rayonnent principalement dans l'infrarouge. C'est le cas de la Terre, qui renvoie dans l'espace l'énergie qu'elle reçoit du Soleil sous forme d'un rayonnement infrarouge « thermique » — à des longueurs d'ondes comprises pour l'essentiel entre 5 et 40 microns.

Cette situation interdit l'observation astronomique en infrarouge depuis le sol : on détecterait essentiellement le rayonnement infrarouge de l'atmosphère. Des observations en ballon-sonde ou en avion sont possibles, mais une autre contrainte est de refroidir très fortement l'appareillage de détection — pour ne pas être gêné par l'émission infrarouge propre des matériaux qui le constituent. Un refroidissement à quelques kelvins (2) — alors que la température moyenne du sol est de 300 kelvins — diminue fortement le rayonnement propre de l'appareillage, et le renvoie à des longueurs d'onde dix ou cent fois plus grandes, où il est moins gênant.

Cette nécessité des très basses températures est la raison pour laquelle l'astronomie spatiale, qui a déjà une « longue » histoire dans l'observation des courtes longueurs d'ondes — ultraviolets, rayons X et gamma — n'avait pratiquement pas abordé l'infrarouge avant le lancement d'IRAS. Utiliser de l'hélium liquide en orbite est techniquement difficile. Il faut de plus une isolation thermique parfaite pour que le consommateur d'hélium ne soit pas excessive, car la durée d'utilisation du satellite en dépend directement.

MAURICE ARVONNY.  
(Lire la suite page 14.)

### Coopération internationale tous azimuts

De tous les instituts de la société Max Planck, celui de radioastronomie de Bonn (M.P.I.) est le plus spectaculaire par son équipement et son site. Il comprend un radiotélescope géant et orientable de 100 m de diamètre, situé au cœur d'une vallée très boisée de l'Éifel. Ce monument scientifique, aussi imposant que la cathédrale de Cologne, est régulièrement visité par les touristes allemands et étrangers.

L'exemple de la radioastronomie donne une bonne image de la politique de coopération internationale suivie par la M.P.G. Deux projets en cours, l'un avec la France, l'autre avec les États-Unis, vont permettre aux chercheurs du M.P.I. de radioastronomie de Bonn d'avoir accès à tout le domaine de longueurs d'onde compris entre 1 m et 0,35 mm.

En 1979, un accord a été signé avec le Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.), qui a établi une coopération suivie avec la M.P.G. depuis 1969, pour la création d'un institut de radioastronomie millimétrique,

l'IRAM, comprenant un centre de recherche à Grenoble (inauguré le 14 juin 1982), une antenne de 30 m située sur le Pico Veleta (Espagne) dont le domaine de longueur d'onde atteint environ 1 mm (les travaux sont en cours d'achèvement) et un interféromètre installé sur le plateau de Bures, près de Gap (Hautes-Alpes). Le financement est partagé en deux parts égales tant pour les investissements que pour le fonctionnement.

L'université d'Arizona et la M.P.G. ont envisagé la construction d'un radiotélescope submillimétrique de 10 m, au mont Lemmon (Arizona). Celui-ci couvrira les longueurs d'onde de 1 mm à 0,35 mm. La fondation allemande Krupp von Bohlen und Halbach finance également le projet à hauteur de 3,5 millions de marks. Le contrat a été signé le 7 juin 1982. Des scientifiques et des ingénieurs de la République populaire de Chine pourront suivre le développement de ce projet germano-américain dans le cadre des accords de coopération entre la M.P.G. et l'Académie des sciences chinoise.

### Une certaine rigueur budgétaire

Le budget 1983 du ministère fédéral allemand de la recherche et de la technologie s'élève à 6,918 milliards de marks — soit 20,7 milliards de francs — contre 7,078 milliards de marks en 1982 (- 2,3 %). Si 370 millions de marks vont à la société Max Planck, les instituts de grande recherche (A.G.F., Arbeitsgemeinschaft der Großforschungsanstalten), qui regroupent une dizaine de centres aussi différents que l'institut Heinrich Heine de recherche nucléaire (H.M.I.L. Oozy (Deutsches Elektronen-Synchrotron), le Centre d'essai et de recherche aéronautique et spatiale (D.F.V.L.R.) de Cologne, ou le Centre de recherche sur le cancer (D.K.F.Z.) de Heidelberg, reçoivent 1,772 milliard de marks. Les instituts dits de la « liste bleue », comprenant quarante-huit centres de recherche à financement multilatéral, comme l'institut de recherche océanologique, situé à Kiel, et trente-huit centres à financement bilatéral (État et Länder), comme le Centre scientifique de Berlin, bénéficient de 2,368 milliards de marks.

Ce budget, adopté par le Bundestag en décembre 1982, a subi quelques modifications par rapport au projet proposé par le gouvernement S.P.O./F.O.P., notamment une réduction de 150 millions de marks et une réaffectation de 200 millions de marks. Les moyens mis à la disposition de la recherche fondamentale, de la recherche spatiale, des institutions de recherche, financées conjointement par l'État et les Länder et des projets en cours, restent inchangés.

Certains domaines ont été épargnés par les restrictions bud-

gétaires : les biotechnologies (+ 14,5 % par rapport à 1982), l'électronique (+ 22 % par rapport à 1982). L'élimination des dépenses redoublées est toujours prioritaire. Près de 100 millions de marks seront consacrés au projet d'enrichissement de l'uranium financé, également, par l'industrie qui, en 1986, devrait supporter seule ce programme. Les deux réacteurs nucléaires, le surrégénérateur SNR 300 de Karlsruhe et le réacteur de haute température THTR 300 de Schwabhausen, ont vu leur budget augmenter de 200 millions de marks par rapport au projet S.P.D./F.O.P. de septembre 1982. L'ancien programme « Humanisation des conditions de travail », contesté, sera repris pour partie dans les différents programmes spécifiques.

En présentant ce budget, le ministre de la recherche et de la technologie, M. Heinz Riesenhuber, avait précisé que le succès d'une politique de recherche ne devait pas se mesurer uniquement aux moyens mis à sa disposition, car il est aussi fonction d'une recherche fondamentale renforcée, d'une meilleure valorisation économique des résultats obtenus par la recherche et se doit d'assurer l'accroissement et la sécurité de l'emploi.

Sur ce dernier point, les études statistiques ne sont guère encourageantes. Au cours du premier semestre 1982, le marché du travail des scientifiques indiquait une nette augmentation (+ 41,3 %) du nombre des candidats contre une diminution (- 35,1 %) des postes offerts par rapport au premier semestre. Cette situation est bien sûr un frein puissant à la mobilité des chercheurs.

C.L.

## GUIDE DE L'ASTRONOMIE



LES ÉTOILES •  
LA LUNE •  
LES PLANÈTES •  
CARTES DU CIEL •  
LUNETTES ET  
TELESCOPES •  
LE SOLEIL •  
LES COMÈTES •  
LES GALAXIES

Un volume cartonné au format 12,5 x 20 cm /  
couverture illustrée couleurs / plus de 190 illustrations  
couleurs, photographies, schémas, dessins /  
192 pages / 55,00 F

Dans la même série :  
GUIDE DE LA NATURE  
SOLAR

(1) Le coût dépend du projet retenu. ISO est évalué à 250 millions d'ECU, soit 1 600 millions de francs.  
(2) Les kelvins — ou degrés absolus — sont des degrés Celsius ordinaires, mais qui sont comptés à partir du zéro absolu (- 273,15 degrés Celsius) et non à partir du point de fusion de la glace.



## L'âge d'or de la société Max-Planck pour l'avancement des sciences

(Suite de la page 13.)

Les administrations fédérales et régionales n'ont qu'un droit de regard sur la gestion financière, mais elles décident de leur participation en moyens et en postes, après examen des besoins établis par le sénat de la M.P.G. Ces contributions représentent 81,2 % du budget : 13,5 % proviennent de recettes propres à la société et les 5,3 % restants sont dus à des dons privés. De 1971 à 1981, la participation de l'Etat fédéral et des Länder a presque doublé, passant de 421 millions de marks à 839 millions de marks. Elle est de 839 millions de marks pour 1982. Mais si l'on tient compte de l'érosion monétaire, son augmentation réelle est de 2 millions de marks par an, soit 0,05 % par an.

A différentes reprises, la M.P.G. a mis en garde le gouvernement sur les conséquences à long terme d'une telle politique d'économie. Pour y remédier, des améliorations pourraient être apportées sur deux points. D'après le professeur Lust, d'une part, plus les moyens sont faibles et plus ils doivent être engagés et utilisés de façon plus souple, mais les ministères des finances de l'Etat fédéral et des Länder ne le permettent pas toujours ; d'autre part, le droit et la rémunération du travail se prêtent mal au bon fonctionnement des instituts ; ceux-ci ne peuvent être une force de recherche que par un rajeunissement de leurs membres et donc une plus grande mobilité de leurs chercheurs.

Les projets sur ces points précis du gouvernement de coalition C.D.U.-F.D.P. ne sont pas encore connus. L'analyse des difficultés de la recherche présentée par le président de la République fédérale d'Allemagne, M. Karl Carsten, lors du vingtième anniversaire de la fondation Volkswagenwerk, montre que le

Le centre culturel français d'Abidjan (Côte d'Ivoire) présente l'exposition « Les origines de l'homme » que le Muséum national d'histoire naturelle avait organisée au Musée de l'Homme de Paris (le Monde du 20 novembre 1976). Ouverte de novembre 1976 à avril 1978, cette exposition avait attiré 270 000 visiteurs. En l'état actuel des connaissances, l'homme est apparu en Afrique orientale ; il est donc heureux que cette exposition soit présentée sur ce continent.

parti C.D.U. serait prêt à étudier ces problèmes. Pour certains, en effet, la recherche scientifique allemande se sent à l'étroit dans toutes ces contraintes « bureaucratiques ». L'institution pèse trop lourd sur la liberté du chercheur.

Questions fondamentales que celles-ci et sur lesquelles certains scientifiques mènent une réflexion un peu différente sur le thème : « L'Etat doit-il être le principal soutien de la recherche ? »

COLETTE LAURY.

### En toute logique

#### Erreur juste

Problème n° 240

De nos jours, il y a de moins en moins d'erreurs de typographie ou de dactylographie, mais de plus en plus d'erreurs d'impression (et, bien sûr, de programmation). Imaginons donc une imprimante faisant l'erreur systématique de placer un chiffre sur deux en exposant au lieu de le placer sur le ligne. Elle écrit donc :

b d  
e c  
au lieu du nombre à 4 chiffres abcd.

Quelle peut être sa valeur pour que l'écriture soit presque juste et qu'il y ait l'égalité :

b d = e c  
a e = e b c d ?

(Solution dans « Le Monde des sciences et des techniques » du 13 avril.)

Solution du problème n° 239

Les nombres 101 et 0 ont le même reste dans la division entière par 101 (en termes mathématiques : ils sont égaux modulo 101). Il en va donc de même pour 100 et -1, pour 10<sup>4</sup> et 1, leurs carrés (posez les divisions si vous en doutez) : ils ont les mêmes puissances entières, comme 10<sup>100</sup> et 1.

Donc : 10<sup>100</sup> - 1 et 0 ont le même reste dans la division par 101, c'est-à-dire : 0.

PIERRE BERLOQUIN.

Au cours de la campagne d'été austral, qui s'est achevée le 7 mars en terre Adélie, les travaux préparatoires à la construction de la piste qui permettra la desserte aérienne à partir de Hobart (Australie) de la base française antarctique de Dumont-d'Urville ont été menés à bien. La piste devrait être terminée à la fin de

La base Dumont-d'Urville est construite sur l'île des Pétrels, une des plus grandes îles de l'archipel de Pointe-Géologie, qui comprend une cinquantaine d'îles et îlots rochers. Il était impossible de faire la piste sur le continent.

Presque partout, la calotte glaciaire continentale tombe directement dans la mer, ce qui exclut toute installation fixe. La première zone du continent à peu près plate est située à 17 kilomètres de la côte et à 550 mètres d'altitude. Certes, sept avions américains Hercules C-130 sur skis y ont atterri en douze ans sur une piste préparée à chaque fois. Mais l'emplacement est inutilisable pour une piste permanente.

La calotte polaire flue (probablement de 20 mètres par an à cet endroit) et la piste serait donc très vite déformée et cassée.

Il faudrait obligatoirement des installations fixes. Or toute construction permanente posée sur la calotte polaire s'enfoncerait peu à peu dans la neige, puis dans le névé, puis dans la glace, et sa durée de vie n'excéderait sûrement pas cinq ans.

La voie d'accès de la côte à cette zone traverse une région de crevasses qui, elles aussi, se déplacent. Par endroits, la voie suit des pentes de 60 %, ce qui exclut l'emploi de tracteurs lourds.

La surface de la calotte glaciaire est faite de neige. Aucun avion à roues ne peut y atterrir. Les Américains, à McMurdo, utilisent deux pistes sur neige pendant l'été austral, mais trois cents hommes sont proposés à l'entretien et seuls des C-130 sur skis y atterrissent.

Les C-130 américains sont les seuls gros appareils qui peuvent être dotés de skis. Cela suppose un renforcement important du train d'atterrissage et du fuselage, ces modifications devant être faites pendant la construction de

## La construction d'une piste aérienne en terre Adélie

### L'avion ne veut pas léser l'oiseau

La campagne d'été 1987-1988. Les campagnes d'été seront alors possibles de novembre à mars (actuellement elles ne durent que deux mois).

Les avions - des Transall de l'armée de l'air - ne transporteront que les personnels. Le

avitaillement, le carburant et le matériel nécessaires à la vie de la base arriveront toujours par bateau. Mais il suffira alors d'un simple cargo polaire, qui coûtera chaque année 6,5 millions de francs, donc beaucoup moins qu'un cargo mixte polaire, qui revient à 14,1 millions de francs par an.

l'avion. Lockheed, le constructeur, veut bien en fabriquer d'autres, mais il n'accepte que des commandes groupées de cinq appareils au moins.

La solution de faire la piste de terre Adélie sur la glace de mer était séduisante... vue de Paris. Les Américains en ont utilisé une à McMurdo de la fin de septembre au 15 décembre avec d'énormes C-141 sur roues. Mais cette piste doit être refaite tous les ans et,

partie sur des îles et îlots pas trop hauts et arasés, et en partie sur des remblais comblant des éboulis marins peu profonds. En deux endroits seulement, la profondeur de l'eau atteint 20 mètres et 25 mètres. Il fallait aussi une longueur minimum de 1 100 mètres et une direction sud-est-nord-ouest coïncidant avec les vents dominants.

#### Des études d'impact

Le tracé de la piste, longue de 1 100 mètres et large de 60 mètres y compris les deux couloirs latéraux, a donc été décidé après des études de topographie terrestre, de bathymétrie fine et d'impact. Ces dernières ont pris en compte les oiseaux, les paysages, la circulation de la glace de mer et des icebergs, enfin les sismographes installés dans la base.

Les oiseaux nichent sur toutes les îles et les populations vivant sur les îles Cuvier, du Lion et Buffon sont limitées : manchots Adélie 3 200 sur 45 000, manchots du Cap 180 sur 1 000 à 1 500, manchots Wilson 170 sur 800 à 1 000, skuas 12 sur 200 (tous ces chiffres n'étant que des estimations). Les espèces les plus vulnérables, manchots empereurs (10 000 adultes peut-être), les pétrels géants (20 couples) et les fulmars antarctiques (110 individus), ne sont pas présentes sur ces trois îles.

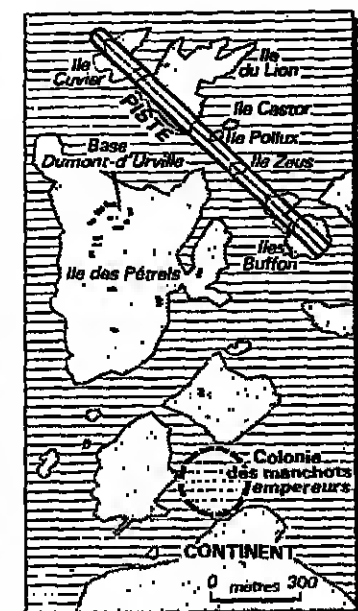
Il est certain que, au moment de la construction, une couvée de chaque espèce nichant sur les trois îles sera sacrifiée chaque année sur le tronçon auquel on travaillera. Mais la mortalité annuelle normale étant de 35 à 80 % des œufs ou des oisillons, selon les espèces, l'augmentation de la mortalité sera minime pour l'ensemble de l'archipel : elle variera de 4,1 % pour les manchots Adélie à 10,19 % pour les

Lorsque la piste sera en service, quatre avions devraient venir en novembre et trois à la fin de février. Le trouble dû au trafic aérien peut donc être considéré comme négligeable.

Il y a enfin l'impact sur le paysage, qui est particulièrement grandiose. Certes, la tête du Lion (sur l'île du même nom) sera arasée, alors qu'elle était très belle vue de la base. Mais, à cette exception près, la piste ne devrait pas bouleverser la vue admirable qu'on a de Dumont-d'Urville. Les îles et îlots dépassent rarement la vingtaine de mètres en altitude, les icebergs sont à peine plus hauts et la glace de mer est au ras de l'eau.

La piste, à 5 ou 6 mètres au-dessus de l'eau, devrait donc s'intégrer assez facilement dans ce paysage, dont les principales composantes sont l'horizontale et une incroyable palette de couleurs, de plus subtiles aux plus franches.

YVONNE REBEYROL.



surtout, McMurdo est à 78° de latitude sud alors que Dumont-d'Urville n'est qu'à 66° 40' sud. Chez les Américains, l'épaisseur de la glace de mer, à la fin de l'hiver, est de 2 à 5 mètres alors qu'en terre Adélie elle n'est que de 1 à 2 mètres, ce qui est insuffisant. En outre, les fréquentes tempêtes d'hiver cassent et disloquent tous les ans la glace de mer.

Il ne restait donc plus que la solution d'une piste construite en

## A la recherche des étoiles naissantes et des jeunes galaxies

(Suite de la page 13.)

De ce point de vue, IRAS est un succès, puisque la consommation d'hélium est inférieure aux prévisions et que le satellite pourra sans doute servir dix mois au lieu des six prévus.

Pour ISO, il a été conçu un système de refroidissement plus perfectionné encore : il suffit d'éviter de trop refroidir certaines parties du télescope qui n'en ont pas besoin. Ainsi, la durée d'utilisation prévue de ISO pourrait atteindre dix-huit mois, mais on peut espérer près du double si le

cryostat est aussi bien réussi que celui d'IRAS.

Que peut-on attendre d'ISO, et de l'astronomie infrarouge en général ? Le domaine le plus prometteur pourrait être la recherche extragalactique. A l'époque où ISO devrait être en orbite fonctionnera aussi le grand télescope spatial américain, qui fera des observations en lumière visible et dans l'infrarouge. Observer simultanément les mêmes objets en infrarouge avec un satellite tel qu'ISO devrait procurer une information plus complète, donc mieux exploitable.

D'autre part, l'expansion de l'univers a pour effet de décaler vers le rouge ou même l'infrarouge la lumière reçue des galaxies les plus lointaines. A la lumière des premiers résultats, il a été estimé qu'IRAS, simplement parce qu'il observe dans l'infrarouge, devrait découvrir au moins 2 000 galaxies nouvelles. Avec sa sensibilité bien meilleure, ISO pourrait multiplier ce chiffre.

Ces galaxies lointaines seront vues dans leur « jeunesse », puisque leur lumière met des milliards d'années pour parvenir jusqu'à

nous. Or il semble que les galaxies aient notablement évolué au cours du temps : en particulier, les naissances d'étoiles étaient sans doute plus fréquentes aux époques reculées, ce que l'observation en infrarouge pourra confirmer. Il y a de plus espoir d'observer ainsi des protogalaxies, donc de mieux déterminer quand se sont formées les premières galaxies.

A moins grande distance, dans notre galaxie, l'observation en infrarouge est un bon moyen d'étude des premiers stades de la vie des étoiles, où celles-ci sont encore peu chaudes et rayonnent

principalement dans l'infrarouge. De plus, les étoiles se forment au sein de nuages de poussière, qui absorbent moins l'infrarouge que la lumière visible ou l'ultraviolet.

Plus près de nous encore, le système solaire a beaucoup à « montrer » en infrarouge. La spectro-métrie de la lumière envoyée par les planètes et leurs satellites, par les astéroïdes ou par les comètes, permet de connaître la nature et la proportion des différentes molécules présentes à la surface ou dans l'atmosphère de ces divers objets.

MAURICE ARVONNY.

**POUR PARTICIPER**  
**ENSEIGNEMENT DE GESTION**  
**DE HAUT NIVEAU A PARIS**

recherchons collaboration

**PRATICIENS DES**  
**TECHNIQUES**  
**DE MANAGEMENT**

Diplôme Grande Ecole nécessaire,  
formation complémentaire  
aux U.S.A. appréciée.

contact, par courrier :  
**3E Consultants**  
74, avenue Kléber 75016 Paris

**499 F par mois.**

Oui vous pouvez rouler en 2 CV 6 Spécial autant que vous le souhaitez pendant un an pour 499 F par mois sans aucun dépôt de garantie. Même la carte grise est comprise.

499 F\* par mois c'est la nouvelle formule EcoPlan\*\*, location longue durée inventée par Citroën.

Proposition valable sur l'ensemble des berlines 2 CV avec mensualités proportionnelles à la valeur du véhicule choisi.

Offre valable jusqu'au 31 mars. En avant chez Citroën.

\* Sous réserve d'acceptation du dossier par Loca Citroën  
Assurance tout risque obligatoire - \*\* Marque déposée.

**Jusqu'au 31 mars, 499 F par mois, kilométrage illimité.**

**CITROËN** **TOTAL**



## POLICE

APRÈS L'ARRÊT DE LA CHAMBRE D'ACCUSATION DE PARIS

### Les « Irlandais de Vincennes » boucs émissaires de la lutte antiterroriste

Tout blanc ou tout noir ? Dangereux terroristes ou résistants réfugiés ? Deux lectures diamétralement opposées d'une même « ténébreuse affaire », celle des trois Irlandais arrêtés à Vincennes le 28 août 1982 et toujours emprisonnés depuis.

Côté tout blanc, le brevet de bonne conduite décerné le 23 mars par la chambre d'accusation de Paris au Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (G.I.G.N.) : les gendarmes « ont agi dans l'intérêt de l'ordre public, accomplissant cette mission qui pouvait être périlleuse comme ils le font habituellement, avec un sens élevé du devoir ».

Côté tout noir, insistant sur les contradictions et les silences du dossier, cette déclaration du président de la commission juridique de la Ligue des droits de l'homme, M. Serge Coché : cette affaire « est tout à la fois une injustice, un acte arbitraire, un abus de pouvoir et une illégalité ». Car la défense persiste et signe, avec le renfort de la Ligue. Aussi est-ce dans les locaux de cette dernière qu'au lendemain de l'arrêt de la chambre d'accusation, résumant leur demande d'annulation de la procédure (le Monde du 25 mars), M. Antoine Comte et Marc Portebaut ont déposé « une offre de libération, pour le moins suspecte », ayant, selon eux, « la dimension d'un scandale policier et judiciaire ». S'ils ne se risquent pas à contester une décision de justice, les avocats de Stephen King, Michael Plunkett et Mary Reid, n'en gardent pas moins leur conviction, confortée, précisent-ils, par les déclarations des syndicats de police, les révélations de la presse (le Monde du 1<sup>er</sup> février) ou encore l'attitude du juge d'instruction, M. Alain Verloene, qui transmet favorablement leur demande d'annulation.

« Le doute n'est toujours pas levé », dit M. Portebaut : doute sur la nécessité, la régularité et les

conditions de cette opération menée en solitaire par le G.I.G.N., sur une initiative personnelle du capitaine Paul Barril, son chef par intérim. Douce mêlée d'amertume. « Le fonctionnement judiciaire n'a pas permis de réparer les erreurs gendarmesques, car, dans une affaire comme celle-ci, il est sous influence. On aura compris l'insinuation de M. Comte : de la protection présidentielle aux prestations antiterroristes, la faveur élyséenne, dont jouit le G.I.G.N., ne serait pas indifférente à l'issue des démarches de la défense.

Blanc ou noir ? A tout le moins, des zones d'ombre persistent, que ne dissipe aucunement l'arrêt de la chambre d'accusation. Ainsi des photos disparues : aucun cliché des principales pièces à conviction — trois armes, cinq cents grammes d'explosifs, deux détonateurs — ne figure au dossier d'instruction. Réponse du gendarme chargé de ce travail d'identité judiciaire : sur quatre pellicules, l'une, la bonne, la décisive, a été égarée au laboratoire...

Second exemple, la surveillance préalable justifiant l'intervention rapide du G.I.G.N. afin de prévenir un « attentat imminent ». Selon M. Comte, l'instruction aurait révélé que, contrairement aux premières déclarations des gendarmes, « les surveillances n'ont commencé que cinq heures avant l'arrestation, et aucune personne n'a été vue par des gendarmes portant des valises lourdes », un détail qui aurait mis la puce à l'oreille des gendarmes. Ces contradictions parmi d'autres ont, pas ému la chambre d'accusation, dont l'arrêt, selon la défense et certains magistrats parisiens, aurait « innové juridiquement ». Il distingue en effet une fouille préalable « de sécurité » — visite des lieux et neutralisation de ce qu'ils pourraient receler de dangereux, explosifs notamment — de la perquisition et la fouille faites ultérieurement. Commentaire ironique d'un policier

du quai des Orfèvres sur cette double perquisition, la seconde rigoureusement contrôlée, l'autre non : « Si la Cour de cassation laisse passer ça, on aura bougrement fait avancer la jurisprudence. Plus de problème, c'est : Vive l'Etat policier ! »

De plus, l'intervention en flagrant délit provoquée par des « renseignements » irlandais reçus par le capitaine Barril, non officialisés toutefois à l'instruction, se justifierait, selon l'arrêt, par le fait que les trois inculpés vivaient clandestinement en France, ce qui constituerait « en soi un délit continu et public ». Pourquoi, rétorquent alors M. Comte et Portebaut, nos clients ne sont-ils pas inculpés de séjour irrégulier en France et poursuivis à ce titre ? Les deux avocats ajoutent un nouveau mystère : rappelant que le capitaine Barril est actuellement en cours d'une affaire de trafic d'armes et d'explosifs concernant l'ex-mercenaire Olivier Danet, ils laissent entendre que neuf des détonateurs saisis à cette occasion seraient « de la même marque, de la même fabrique, du même genre », que les deux imputés aux Irlandais : de type Bristol, fabriqués par Davy-Bickford. Ce rapprochement est cependant démenti dans les milieux policiers ou judiciaires bien informés.

Mais sans doute n'est-ce pas là l'essentiel, qui, selon M. Portebaut, tient à la personnalité des inculpés. « Des résistants, des socialistes, des réfugiés arrêtés avec un enfant », résume-t-il en rappelant le programme de leur organisation légale, le Irish Republican Army, dont Plunkett fut élu président en 1979, ses deux prédécesseurs ayant été assassinés. Résistants ou terroristes, tel paraît être le débat qui partage ici la logique policière et la logique politique. La Ligue des droits de l'homme a tranché, mettant « en garde contre tout amalgame entre le terrorisme international et la lutte des nationalistes irlandais pour le respect des droits de l'homme et la liberté de leur peuple ». Position à laquelle fait écho la création récente d'un comité pour la libération des trois Irlandais de Vincennes, défendant ces « boucs émissaires » de la lutte antiterroriste, au nom du fait que « les républicains irlandais n'ont jamais demandé d'obtenir en France ».

EDWY PLENEL

Le conflit entre M. Franceschi et la Fédération autonome des syndicats de police. — Une surenchère d'ordre interne — plutôt qu'une opposition à sa politique : tel est le commentaire de M. Joseph Franceschi après la « crise ouverte » annoncée par la FASP (le Monde du 26 mars). Le secrétaire d'Etat chargé de la sécurité publique ajoute qu'il « blâme la manipulation des chiffres faite par la FASP » autour de la question de la réduction du temps de travail. Il estime que le bénéfice de la réduction à trente-neuf heures du temps de travail hebdomadaire a été accordé aux policiers en tenue sous forme de jours de congé supplémentaires. En réalité, ce que réclame la FASP, conclut-il, c'est l'attribution de nouvelles réductions horaires au-dessous des trente-neuf heures pour compenser les services considérés comme pénibles. Ces compensations doivent faire l'objet d'une circulaire interministérielle actuellement à l'étude.

### EN CORSE

#### M. Broussard sur tous les fronts

Il ne se passe plus une semaine sans que la Corse n'ait, par son actualité, le légende dorée de son nouveau protecteur, M. Robert Broussard, commissaire de la République, délégué pour la police.

Que de réussites pour ce mois de mars ! Le 11, François Buresi, militant « politique » du F.L.N.C. est inculpé ; le 18, le meurtrier et les racketteurs d'André Schoch, le coiffeur éjancé tué le 9 février, font des aveux complets ; le 25, plusieurs membres présumés de l'organisation clandestine sont arrêtés à Bastia pour le meurtre d'un légionnaire.

Le 7, après ces succès en cascade, aurait voulu souffler. Mais lundi 28 mars, les policiers lui ont offert un autre succès, cette fois l'heureuse conclusion d'une prise d'otages. Quatre malfaiteurs ajeu avaient attaqué, tôt dans la matinée, le supermarché de Calvi. A leur sortie, ils s'étaient heurtés aux gendarmes, dissimulés à proximité dans l'espoir de réaliser un « flagrant dé-

lit ». Deux des malfaiteurs étaient arrêtés, mais Christian Leandri et Daniel Casanova, entraînant avec eux deux otages, parvenaient à se barricader dans une villa du bord de mer occupée par une femme et ses deux enfants. Les négociations devaient durer toute la journée. M. Broussard organisant le siège avec le concours du G.I.G.N. (Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale) venu de Paris et d'un patrouilleur de la marine nationale qui interdisait toute fuite vers la mer. Une grosse opération, spectaculaire, dans une atmosphère tendue qui permit au commissaire de la République de se souvenir de son passé à l'anti-gang. Au soir tombant, les malfaiteurs relâchèrent leurs otages et se rendirent à MM. Broussard et Ange Mancini, chef du service régional de la police judiciaire (S.R.P.J.), venus, sans armes, les chercher dans la villa. — Ph. Bg.

## avec CARREFOUR DU MEXIQUE 2 000 F\* c'est beaucoup !

2 000 Francs c'est 41 490 Pesos d'aujourd'hui ! Depuis la récente dévaluation mexicaine on peut y voyager très correctement pour cette somme.

CARREFOUR DU MEXIQUE vous fournit :

14 jours en hôtel de luxe  
(transports intérieurs en avion payé en FF à Paris)  
13 nuits à 1 450 F. = 18 850 F  
+ 25 repas à 700 F. = 17 500 F  
+ Taxis et visites. = 4 000 F  
= 41 050 F

21 jours en hôtel standard  
(transports intérieurs en bus)  
20 nuits à 750 F. = 15 000 F  
+ 40 repas à 500 F. = 20 000 F  
+ Bus et visites. = 6 000 F  
= 41 000 F

35 jours en auberge  
(transport en bus)  
35 nuits à 400 F. = 14 000 F  
+ 70 repas à 280 F. = 19 600 F  
+ Visites et bus. = 6 000 F  
= 39 600 F

CARREFOUR DU MEXIQUE 12, rue de la Ferronnerie 75001 PARIS.  
La Mexique c'est notre pays.

\* plus 1 000 F en francs français pour les taxes d'aéroport, et 4 200 F à 4 700 F pour le billet d'avion.

## MÉDECINE

### Les actions spectaculaires d'étudiants en grève continuent

Les étudiants en médecine grévistes continuent de manifester de diverses manières contre le projet de réforme de leurs études. A Strasbourg, ils occupent depuis le 27 mars la flèche de la cathédrale. A Lyon et à Caen, ils ont perturbé le trafic de la S.N.C.F. A Clermont-Ferrand et à Dijon, ils ont interrompu ou perturbé la diffusion des journaux régionaux des stations de FR 3. A Lille, la mairie a été occupée. Le président du conseil général du Doubs a été séquestré pendant deux heures à Besançon.

A Nancy, en revanche, les étudiants grévistes, après avoir donné leur sang, organisé ce 27 mars une opération « Médicarnosc » destinée à recueillir des médicaments pour la Pologne. Les représentants des étudiants devaient être reçus ce 29 mars au ministère de l'éducation nationale.

D'autre part, une manifestation nationale des internes et des chefs de clinique des centres hospitaliers universitaires était prévue à Paris ce 29 mars entre l'Hôtel-Dieu et l'Hôtel Matignon.

A L'HOPITAL AMBROISE-PARÉ (Boulogne-Billancourt)

### Contre l'incertitude

C'est une grève contre l'incertitude. Les internes et chefs de clinique de l'hôpital Ambroise-Paré à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), l'un des fleurons modernes de l'Assistance publique de Paris, sont unanimes. Dans les services de chirurgie orthopédique et de cardiologie, le mouvement de protestation a pris une ampleur que les grévistes eux-mêmes n'avaient pas prévue.

Soutenue par la hiérarchie hospitalière, l'action revendicative a déjà eu pour effet de réduire les admissions : plus d'un quart des lits sont vides. Les opérations non urgentes ont été différées ; aux urgences, un certain nombre de malades « filtres » par les internes sont dirigés vers le secteur privé. Les chefs de service et leurs adjoints remplissent tout bien que mal les fonctions habituellement assumées par les grévistes, externes, internes et chefs de clinique.

Un tel mouvement pourrait-il se prolonger durablement sans mettre en péril la sécurité des malades ?

Assurément non, répondent les chefs de service, les professeurs Jacques Ramadier, Jean-Pierre Bourdarias et Alain Loriat-Jacob, qui affirment leur soutien à l'action. Des lettres convoquant les internes et chefs de clinique à leur poste ont été envoyées aux grévistes par la direction. Bien des intéressés déclarent, avec le sourire, qu'ils les considèrent comme nulles et non avenues et qu'un blâme administratif les laisserait indifférents.

La période pascale aidant, le flux des malades s'est quelque peu ralenti, mais chacun admet qu'une prolongation du mouvement conduirait à l'épreuve de force. Un soin méticuleux est apporté à la prise en charge des urgences. Nul n'oublie que toute imprudence, tout accident porterait un tort irréversible au mouvement.

Est-ce une grève politique ? Le but recherché n'était-il pas avant tout le départ de M. Jack Ralite du ministère de la santé ? « Non », répondent unanimement les grévistes. Précisément, pour qu'une telle interprétation, n'en soit pas

donnée, disent-ils, « nous n'avons commencé le mouvement qu'après les élections municipales ». « Nous rejetons totalement la notion selon laquelle un mouvement de protestation de cette nature n'a eu pour perspective que l'anticommunisme. L'enjeu est autrement vaste. »

Médecine sur le clinet, absence de débouchés hospitalo-universitaires, manque de postes d'agrégés... « Nous ne nous contentons pas, soulignent-ils avec détermination, de demi-mesures. Nous ne reprendrons le travail que lorsque nous aurons connaissance des textes officiels, et qu'une concertation réelle se sera engagée. »

A ces incertitudes, note de son côté le professeur Ramadier, s'ajoute une certitude, tout aussi alarmante et qui porte sur la dégradation du système hospitalo-universitaire. L'enjeu de ce mouvement est fondamental. C'est celui de l'avenir des C.H.U., sur lequel règne un silence stupefiant. Pourquoi cette précipitation dans le changement ? Où était l'urgence ?

CLAIRE BRISSET.

## SPORTS

### Tennis

#### AU TOURNOI DE MONTE-CARLO LES ADIEUX DE BJORN BORG

La pluie et le froid étaient au rendez-vous, lundi 28 mars, pour l'ouverture du tournoi de Monte-Carlo, première grande épreuve de la saison disputée sur terre battue. A l'exception des Américains Jimmy Connors et John McEnroe, les meilleurs joueurs du monde et notamment tous les spécialistes de la terre battue, sont présents : Ivan Lendl, Guillermo Vilas, José Luis Clerc, José Higueras, Mats Wilander, Yannick Noah, etc. L'atmosphère du tournoi est pesante, au point que ne figure plus au classement de l'Association des tennis professionnels : un certain Bjorn Borg qui disputera à Monte-Carlo le dernier tournoi officiel de sa carrière.

Pour ces adieux, Mats Wilander, Bjorn Borg qui effectuait le tirage au sort, a eu la main lourde pour son mari en lui désignant l'Argentin José Luis Clerc (sérieux au classement A.T.P.) comme adversaire au premier tour, match reporté à mercredi en raison des intempéries. Les journalistes sont accablés de la décision.

Pour la première journée, deux matches, en raison du mauvais temps, seulement ont pu être disputés sur court ouvert. L'Américain Mel Purcell a battu son jeune compatriote Jimmy Arias (6-4, 6-1) tandis que le Péruvien Pablo Arraya éliminait l'Américain Mark Dickson (1-6, 6-2, 6-2).

### RELIGION

L'ex-roi d'Italie, Umberto de Savoie, a fait don du saint suaire de Turin au pape Jean-Paul II, dans le testament qu'il a établi avant de mourir à Genève, le 18 mars. La relique conservée à Turin appartenait à la maison de Savoie depuis 1457. Selon la tradition, cette pièce de lin de 4,30 mètres sur 1,10 mètre, servit à l'ensevelissement du Christ après sa crucifixion. Elle porte en négatif l'image d'un homme de type semite de 1,80 mètre, barbu, les yeux clos, les cheveux longs, et portant apparemment des blessures similaires à celles du Christ. La manière dont l'image s'est imprimée sur le tissu reste mystérieuse. Certains y voient une intervention divine. D'autres estiment qu'il pourrait s'agir d'un phénomène chimique déclenché par les produits utilisés à l'époque pour embaumer les corps.

Apparu en France après les croisades, le suaire fut acquis en 1457 par la maison de Savoie, qui le conserva d'abord à Chambéry, puis à Turin, où une église fut spécialement construite pour l'abriter. Depuis trois siècles, elle n'a jamais quitté cette ville. Il n'est pas exclu que le saint suaire soit exposé à Rome pendant l'année sainte.

### SELON LES DERNIERS ARBITRAGES

#### Les effectifs de l'armée de terre diminueraient de vingt mille hommes

A une quinzaine de jours de la présentation au conseil des ministres du projet de loi de programmation militaire 1984-1988, qui doit, notamment, fixer les missions, l'organisation et les dépenses d'équipement des armées françaises, les derniers arbitrages sur les effectifs, proposés de l'armée de terre font état d'une diminution de l'ordre de vingt mille hommes durant la décennie en cours. Cette diminution des effectifs serait donc moindre que celle qui avait été tout d'abord envisagée (environ trente mille hommes) durant l'été dernier et qui aurait correspondu, dans ces conditions, à 10 % des effectifs de l'armée de terre.

Ce devrait être, en principe, le conseil des ministres du mercredi 13 avril qui aurait à examiner le projet de loi de programmation militaire ainsi que divers textes modifiant le code du service national et autorisant, en particulier, l'appel sous les drapeaux des dix-huit ans.

Selon l'enveloppe calculée, a souligné, lundi 28 mars, à Baden-Baden, le général de corps d'armée Bernard Philippinot, qui commande les forces françaises en République fédérale d'Allemagne, la réduction des effectifs pourrait se situer entre dix mille et quarante mille hommes. Il semble, en réalité, que cette déflation sera légèrement supérieure à vingt mille hommes, mais très inférieure, en tout état de cause, à vingt-cinq mille hommes.

Après s'être déclaré partisan de cette réduction générale des effectifs de l'ensemble de l'armée de terre qui est, a-t-il précisé, « inévitable », le général Philippinot a indiqué qu'il n'y aura pas de loi spéciale de dégellement autoritaire des ca-

dres (officiers et sous-officiers) mais qu'il y aura, comme dans le secteur privé pour les préretraités par exemple, des mesures incitatives au départ. Déjà, le nouveau chef d'état-major de l'armée de terre, le général d'armée René Imhof, avait donné cette assurance aux cadres dans son ordre du jour et, avant lui, le ministre de la défense, M. Charles Hernu, avait, en décembre 1982, annoncé qu'il n'y aurait pas de loi de dégellement.

A propos des forces françaises outre-Rhin, qui forment le 2<sup>e</sup> corps d'armée, le général Philippinot a indiqué qu'il était prématuré de dire dans quelle mesure elles seraient affectées par cette réduction des effectifs dans la mesure où cette diminution est conditionnée par des décisions concernant la modernisation de leurs équipements. « Tout est possible, mais le pire n'est jamais sûr », a-t-il ajouté.

Le général Philippinot a rappelé que M. François Mitterrand avait insisté, lors de son discours au Parlement de Bonn, le 20 janvier dernier, sur l'importance du rôle de ce 2<sup>e</sup> corps d'armée et son attachement à l'alliance atlantique. Cette importance sera soulignée encore par la visite que M. Karl Carstens, président de la République fédérale d'Allemagne, doit faire, le 30 mai prochain, à des unités blindées françaises stationnées outre-Rhin, au camp de Munsingen (Bade-Wurtemberg), sur l'invitation personnelle du ministre français de la défense.

A Munsingen, M. Carstens assistera à des exercices de blindés, d'artillerie et d'hélicoptères sur le modèle des manœuvres de démonstration présentées, à la mi-octobre 1982, à M. Mitterrand à Canjuers.

### FAITS ET JUGEMENTS

#### Les ravisseurs de M. Maury-Larivière devront être rejugés

Les ravisseurs de M. Michel Maury-Larivière, Jacques Hyver et son amie, Dominique Wernert, devront être rejugés par la cour d'assises de la Gironde, car l'arrêt de la cour d'assises de la Charente, qui les avait condamnés respectivement à vingt ans et sept ans de réclusion criminelle le 14 octobre 1982 (le Monde du 16 octobre 1982), a été cassé le 23 mars par la chambre criminelle de la Cour de cassation.

Comme l'avaient soutenu M. Philippe et Claire Waquet à l'appui des pourvois, les questions sur la culpabilité des inculpés posées aux jurés par le président de la cour d'assises

ne l'avaient pas été dans les formes requises par l'article 349 du code de procédure pénale. Selon ce texte, une question doit être posée sur chaque fait reproché. Or, en l'espèce, il était demandé aux jurés si chacun des deux accusés était coupable d'avoir, à Confolens (Charente) et à Saint-Orse (Dordogne), du 28 juin au 9 juillet 1980 (...), arrêté, détenu et séquestré Michel Maury-Larivière.

RECTIFICATIF. — Dans notre article titré « Madame mère et sa fille » (le Monde du 29 mars), le nom du dauphin du bailli de l'ordre des avocats de Paris a été mal orthographié. Il s'agit, bien sûr, de M. Guy Dancet qui remplacera, le 1<sup>er</sup> janvier 1984, M. Bernard de Bi-gault du Granul.



## Le Monde

## culture

## EXPOSITIONS

## SCULPTURES A BEAUBOURG ET A BORDEAUX

## Retour aux sources

Un mur sépare les expositions Barry Flanagan et Ulrich Rückriem au Centre Georges-Pompidou. On le comprend, car si sculpture il y a de part et d'autre de ce mur, car si l'Anglais et l'Allemand sont strictement contemporains - début du parcours dans les années 60, affirmation dans les années 70, consécration à Venise et à Kassel autour de 1980 - c'est plus que l'eau de la Manche ou de la mer du Nord qui coule entre les pierres de l'un et les galets, les lièvres et les cloches de l'autre.

Côté anglais, l'espace largement ouvert sur les péripéties et métamorphoses drôles des formes domine, l'autre jour, l'« envie de danser » à une jeune fille qui passait par là, et qui ne savait peut-être pas que l'artiste a pas mal côtoyé le monde de la danse, celui de Carolyn Carlson notamment. Côté allemand, l'espace découpé en petites chapelles sonit plutôt propice au recueillement et à la méditation. Dispersion, éclatement, légèreté, folie chez le premier ; concentration, austérité, poids, biérisme chez le second... La sculpture prend en ces années des tournants nettement différenciés, fort intéressants.

Peut-être parce qu'elle est moins contaminée par la mode, moins tributaire du marché (on ne fait pas de coups fumants avec la sculpture, ne serait-ce que parce que c'est trop lourd à remuer), elle suit des cours plus paisibles, et peut même aller jusqu'au bout de ses idées.

Commentons par Flanagan, qui est un original hypercultivé, touche-à-tout, très britannique, qui a été à l'architecture à Birmingham, mais y a appris plutôt à modeler, mouler et tailler la pierre. Puis on le retrouve ici occupé à fouir des bétons et à comme chauffeur, ou s'essayant à la dorure à Londres, ou au décor de théâtre ; passant par plusieurs écoles d'art, suivant les cours d'Anthony Caro, ou faisant de la cuisine dans un restaurant avant de passer à la restauration d'œuvres d'art, de rencontrer des tas de gens, des poètes, entre autres, de découvrir Jarry et sa

« science des solutions imaginaires ». On n'est qu'au milieu des années 60 et l'on pourrait continuer ainsi cette biographie (détaillée dans le catalogue) où l'on voit l'étonnante mobilité de l'homme, et ses multiples pôles d'intérêt : il dessine, bricole, coud des tissus, coule le bronze, taille la pierre, cuit des poteries, épiluche le métal, malaxe la terre, bref, cultive les pratiques de base de la sculpture. La théorie : connais pas.

Les œuvres exposées, eh bien ! ce sont des cordes, des colonnes et des boudins de tissus rembourrés, des sacs, des toiles de jute pliées, des petits pots, des petites tasses modelées grossièrement où l'on voit encore le tortillon de terre en spirale, des petites pierres laciées, à peine retouchées semble-t-il, des cailloux échaudés en forme de personnages (Ubu, ou quelque gueux de l'art brut), des marbres bien lissés qui reprennent, agrandis, des petits modèles aux formes phalliques, polissonnes et colimaçonnes, et des lièvres acrobates, sauteurs, hissés sur quelque trépid.

Ca ne fait pas très sérieux, direz-vous. Et pourquoi donc ne pourrait-on gravement envisager ces multiples manipulations pataphysiques du langage de la sculpture ? Ces alibis et venues d'archaïsmes en savoir civilisé ? Sous la désinvolture, Flanagan pose et repose sans cesse sur le métier l'ouvrage, et s'emploie à la recherche de solutions d'équilibre, de creux et de masse, comme tout sculpteur qui se respecte, avec une œuvre assurément beaucoup plus proche de Miró que de Moore. Pourquoi pas ? De digression en digression, tout cela prend une tournure capricieuse et paraît dérailler plus que la normale, en développements incongrus, au fil de rencontres et de découvertes personnelles. Mais qu'on ne se y trompe pas, l'enjeu est d'importance : entre la figure et la table, le culte et la culture, le symbolisme et le décoratif, le sacré et le profane, l'histoire et la préhistoire, l'artiste et l'artisan.

« J'ai toujours voulu faire de la sculpture ; trouver matériaux et techniques au même endroit, quelle merveille ! » C'est Flanagan qui dit cela, après avoir travaillé à Pietrasanta (Carrare), le premier grand atelier de sculpture à ciel ouvert. On l'attendait plutôt de Rückriem, le tailleur de pierre. Né en 1938, à Düsseldorf, il vit à Hambourg, où il enseigne la sculpture à l'Académie des beaux arts. C'est un artisan dont le chemin passe par les chantiers de cathédrales où il est restaurateur, et la sculpture funéraire, avant de donner dans l'art sans fonction monumentale formulée.

En découplant à même le carrière de l'art minimal, mais « après avoir avalé et digéré les comprimés André (1), Judd, Serra ». Ce qu'on veut bien croire, car si le sculpteur refuse toute interprétation « extra-formelle » de son travail, et ne parle que de matériaux, de rapports de grandeur et de masse, de surfaces et

de couleurs, ou d'espaces d'exposition, ou de processus de travail, il reste que son œuvre évoque, et cela de plus en plus, une suite de monuments aux souvenirs (comme celui dédié à Heinrich Heine mis en place à Bonn en 1982), d'ex-voto, de stèles, et le symbole répété, à travers le minéral, du retour à l'unité première. Dans chaque œuvre tout est compréhensible et montré clairement : la coupe, la découpe, le processus d'extraction des blocs, les points où le marteau piqueur a enfoncé la masse, et l'on perçoit simultanément la force élémentaire du bloc initial et les traces de lutte pour imposer au matériau une forme. Finalement, on est peut-être moins loin qu'on pourrait le penser d'un Flanagan avec ces passages de la nature à l'art, et vice versa.

## Entre la forme et l'informe

Épisodiquement, histoire de se refaire une santé, la sculpture, comme la peinture d'ailleurs, opère sa petite remontée aux sources. Depuis Michel-Ange, et le non finito, l'une des sources, c'est, bien sûr, la carrière de pierre, le rocher, auquel, qu'on le veuille ou non, la sculpture est et reste enchaînée quand le vent et le vide ne l'entraînent pas (Rückriem), mais c'est aussi le modelage, la terre (Flanagan, entre autres), et le bois : là il faut parler de Baselitz dont le C.A.P.C. de Bordeaux présente les dernières sculptures directement extraites de troncs de tilleuls.

Baselitz, peintre de figures inversées, dans une formulation expressionniste forte, procède en sculpture de la même manière directe, violente, qu'en peinture, ou en gravure : l'acte est sauvage, l'attaque sans fioritures. Il équivaut à la force initiale l'image de l'humain. Dont la présence est plutôt hallucinante. C'est l'œuvre d'un de ces primitifs d'un vingtième siècle finissant, qui cherchera à échapper au trop de connaissances et à « l'aspérissement culturel » qui gommerait l'histoire pour tout recommencer dans un nouveau rapport de l'homme à la nature. On en est là, eu-delà de tous les débats théoriques.

GENEVIÈVE BREERETTE.

Là encore, on est dans une marge étroite entre la forme et l'informe, l'ébauche et le fini, où l'artiste se mesure à la dureté du matériau, où l'on perçoit cette lutte éternelle pour arracher à la force initiale l'image de l'humain. Dont la présence est plutôt hallucinante. C'est l'œuvre d'un de ces primitifs d'un vingtième siècle finissant, qui cherchera à échapper au trop de connaissances et à « l'aspérissement culturel » qui gommerait l'histoire pour tout recommencer dans un nouveau rapport de l'homme à la nature. On en est là, eu-delà de tous les débats théoriques.

★ B. Flanagan, U. Rückriem, Centre Georges-Pompidou, jusqu'au 9 mai.  
★ Baselitz, C.A.P.C. de Bordeaux, jusqu'au 23 avril.

## Le pavillon des compressions

L'exposition César, présentée au Pavillon des arts, est peut-être l'occasion d'une étonnante réflexion sur l'architecture. Le Pavillon des arts, qui a vocation, si l'on a mauvais esprit, d'accueillir des visiteurs qui allaient fort bien au musée du Petit Palais et au Musée d'art moderne de la Ville de Paris ou, si l'on est bon enfant, de donner à ces institutions un débouché supplémentaire au centre de Paris, le Pavillon des arts est en effet le terminaison Est du nouveau bâtiment inauguré par la capitale au chevet du Forum des Halles.

Cette construction de verre et d'acier, mais qui n'a pas la propriété finie du verre si caractéristique de l'architecture nord-américaine, ni la grâce vigoureuse de l'acier, donne une durable impression de fragilité et d'hétéroclite, les formes s'y entrecrochant dans un bruit de clochettes enfantines, c'est-à-dire infantiles. L'ingérence recherchée pourrait être un principe d'action - encore Villerval, l'architecte, a-t-il ailleurs su établir son œuvre sur d'autres critères - si la construction ne donnait en outre l'impression d'avoir été bâclée, et si cette impression n'était confortée par des détails grossièrement finis, mal ajustés, sans même l'efficacité hermétique d'une boîte de conserve. Il fait voir le jointement du revêtement, l'incertitude du dessin des rambardeaux...

Si le temps fait ici normalement son effet, César, qui, pour l'heure, s'y trouve emmisonné, pourrait revenir à ses bonnes vieilles presses et réduire cet ensemble à ce qu'il devrait être, un gros cube de métal et de verre compressés, érigé au centre des Halles à la mémoire des urbanistes parisiens de l'après-guerre. Car César fait au moins preuve de solidité au Pavillon des arts. Si la rétrospective actuellement présentée ne montre que des œuvres anciennes connues et reconnues, vues et revues, rien de frais ni de récent, elle établit en tout cas la cohérence du sculpteur, dresseur précis de matériaux sous l'apparence hétéroclite, elle aussi, de sa démarche.

Les sculptures sont propres, les vides, les interstices vides, les couleurs sévèrement définies, les volumes sagement posés, les échelles perceptibles. Le monumental pousse de bronze est assurément calé tendu par le dessinateur-apprenti pour saisir les dimensions de l'univers. Mais ce pousse-là ne saurait être la symbole des Halles, sauf à considérer le dessinateur en question comme l'apprenti-sorcier.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

★ Pavillon des arts, jusqu'au 7 avril.

## THÉÂTRE

« SI GUTTRY M'ÉTAIT CHANTÉ »  
A LA COMÉDIE DE PARIS

## Poésies du dimanche

A ses moments perdus Sacha Guitry écrivait des bouts rimés, des chansonnettes drôles de café-concert, des couplets d'opérette. Et là, comme ailleurs, il était très doué et très fibre, il métamorphosait la servitude des rimes en des jeux de mots comiques qui prenaient des airs de « sémantique amusante », et ce côté poétique du dimanche, ces rimes-gags, ensoulaient le propos même de la chanson.

Une petite fine équipe de comédiens-chanteurs ont eu la bonne idée de réunir quelques-uns de ces chansons de Guitry ; il y a une mise en scène style « pommes-bonne femme » et un fil conducteur charmant comme de la grosse laine rouge framboise à tricoter au crochet. On ne peut pas dire que cela se maintient sur les cimes métaphysiques d'un bout à l'autre, mais c'est frais et distrayant, et c'est très bien chanté par Joëlle Vautier, Yves Fignot, Pierre Reggiani et Jean-Luc Tardieu, qui a piloté ce petit monde.

MICHEL COURNOT.

Comédie de Paris, 18 h. 30.

## CINÉMA

## LA FÊTE DE TRAPPES

## Des origines aux « Misérables »

A l'Espace Saint-Exupéry de Trappes, dans les yvelines, à l'occasion d'une « fête du cinéma » qui s'est étendue du 14 février au 27 mars, Daniel Charpentier présentait une remarquable exposition.

Dans un espace réduit mais utilisé au maximum de ses possibilités, une série de salles en enfilade nous conduisait des origines de la photographie à l'art du cinéma d'aujourd'hui. Des panneaux illustrés, accompagnés de textes très lisibles, permettaient de suivre le cours d'une aventure où la France, à partir de l'invention du cinéma en 1895, tient le premier rang. Jusqu'à la première guerre mondiale, son industrie cinématographique occupe le terrain sur les cinq continents.

La guerre de 1914-1918 sonne le glas de cette hégémonie, née d'une réelle suprématie technique. L'exposition devient alors un voyage dans le cinéma français des années 20 aux années 70, avec photos, affiches, où le meilleur de notre industrie est représenté. Les grandes salles de cinéma d'antan évoquent l'atmosphère d'une époque où, avant l'avènement de la télévision, dans un décor somptueux, le plus large public, jeunes et vieux, venait respirer l'air du large. L'historien Jean Mitry a écrit plusieurs textes de liaison, cependant que, dans le hall du rez-de-chaussée, un vrai tournage est reconstitué, avec un rail de travelling, et tout autour les décors et costumes des *Misérables* de Robert Hossein.

## Bilan du film ethnographique 1983

Succédant immédiatement au Festival des films ethnographiques et sociologiques du Centre Georges-Pompidou (12 au 20 mars), le premier Bilan du film ethnographique, organisé au palais de Chaillot, dans la salle de projection cinématographique du Musée de l'Homme, du 21 au 23 mars, se définit un peu comme le prix Renaudot du genre par rapport au prix Goncourt que représenterait la manifestation de Brainsbourg. Seuls les films ethnographiques sont en concours, la sélection est constituée pour une part d'œuvres non retenues dans la première compétition. Le prix Nanook était attribué pour la première fois. Davantage spécialisé, suivi attentivement par les étudiants des divers séminaires de Jean Rouch et accompagné de discussions souvent passionnées sur la technique, mais aussi sur la morale de la démarche ethnographique du cinéma, le Bilan a couronné pour 1983 un film marocain d'Abdou Achaouba, *Sadati Al-sawa* ou *Confessions des possédés*. Le cinéaste, grand admirateur de Glauber Rocha, dont il fut l'ami, a filmé un rituel de trances des confrères Al-sawa et Ahmada, fondées au neuvième siècle.

Un prix de la première œuvre a également été décerné au court métrage voltaïque *l'Équille*, d'Idrissa Ouedraogo, qui décrit la fabrication d'une écuille à partir d'un arbre. Ces deux films, au gré de Jean Rouch, principal responsable de ce Bilan, ont le mérite d'accorder la priorité au visuel et au sonore, et de se passer de tout commentaire. — L.M.

## MUSIQUE

## CRÉATIONS A L'ITINÉRAIRE

## Les mélodies de Claude Vivier

A l'entracte des concerts de musique contemporaine, alors que les mauvaises langues vont bon train sur ce qui vient d'être entendu, que les compositeurs traquent les organisateurs de festivals et que les projets se chuchotent, on entendait inopinément, depuis quelques mois, un éclat de rire d'une stridence inquiétante, comme un défi au lieu et à ses convenances. Claude Vivier a tragiquement disparu il y a trois semaines ; le rire, s'est tu, les œuvres restent, la plupart encore à découvrir en France.

Alain Féron consacrera quatre heures d'émission sur France-Culture le 13 avril (1) à la mémoire de ce compositeur canadien (né à Montréal en 1948) dont on avait entendu une œuvre récente, *Bouchara*, le 14 février par l'ensemble 2e2m, et dont l'itinéraire créait, le 24 mars, *Trois airs pour un opéra imaginaire*. D'une texture plus riche que la précédente, cette dernière partition révèle la préoccupation d'une écriture assez ostensiblement mélodique, encore que les techniques vocales y soient plus diversifiées que dans le bel canto.

Composés sur des paroles imaginaires, ces airs sont, en fait, de lon-

gues vocales colorées par le libre jeu des voyelles et des consonnes et dont l'évolution, intimement liée à la forme particulière de chaque morceau, est celle d'une mélodie sensuelle sans solution de continuité. Dépourvus de contrastes saillants, les trois airs suivent chacun à leur tour le principe d'une homophonie globale à l'intérieur de laquelle le contrepoint instrumental produit une sorte de brume doucement sonore, dans une « tonalité élargie » où perçait l'influence, peut-être, de Stockhausen.

Les autres œuvres du programme n'offraient pas le même intérêt. Dans *Reels* pour piano seul, Michel Finissey concentre l'écriture dans le médium aigu de l'instrument ; la main droite y picore avec avidité de petits groupes de notes entre lesquelles la main gauche vient se glisser. Le résultat est aussi joli qu'inoffensif.

*Trois... partout*, pour voix de femme, ondes Martenot, piano et bande magnétique, de Didier Denis, qui conte les aventures imaginaires d'un lion et de deux tigresses dans une atmosphère d'abord rarefiée qui finit au milieu des soupirs et des râles de la volupté, suscite la même conclusion ; toutefois, l'air qu'on y respire a le mérite de la fraîcheur et de la (fausse ?) naïveté.

On aimerait en dire autant de *Néocourse* de Reinhard Febel, mais cette alternance entre le fracas des tam-tams, les pseudo-citations néoclassiques des instruments et d'interminables suspensions, distille un ennui pénible qui rendrait méchant l'auditeur le mieux disposé.

GÉRARD CONDÉ.

(1) A 13 h 30, 17 h 30 et 20 h.

CONCERTS  
Radio France

## SAISON LYRIQUE

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES  
Vendredi 1<sup>er</sup> avril  
20 h.

BELLINI :  
LES CAPULET ET LES MONTAGNI  
T. Christov, D. Evangelista  
F. Tenc, O. Mori  
E. Tureghian  
Chœurs et Maltres  
de Radio France  
NOU. ORCH. PHILHARMONIQUE  
Dir. : Gaetano RELUGI

## NOU. ORCH. PHILHARMONIQUE

RADIO-FRANCE  
Grand Auditorium  
Vendredi 8 avril  
20 h. 30

Dir. Otmar MAGA  
E. VOLCKAERT, violon  
BERT PROKOFIEV  
R. STRAUSS

CALENDRIER  
DES ADMINISTRATEURS  
DE CONCERTS

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES  
Jeudi 31 mars  
à 20 h 30  
(P.A. Dandelot)

Orchestre national  
de Lille  
Direction  
J.-CL. CASADESUS  
Weber - Schumann  
R. Casadesus - de Falla

Théâtre des Champs-Élysées  
Ce soir  
Mardi  
29 mars  
à 20 h 30  
(P.A. Dandelot)

« Les Grands Concerts »  
avec la participation de l'Ademmo  
Réginald de Planhol  
PETER  
FRANKL  
Mozart - Brahms  
Chaplin - Schumann

THÉÂTRE DE PARIS  
samedi 18 h  
« Soire les  
lauréats »  
le 2 avril  
Renaudot  
20h-05-30  
(P.A. Mondot)

Lauréats de la  
FONDATION MENDELSSOHN  
J.-L. BACHMANN  
piano  
SCHUMANN - MENDELSSOHN  
BACH - BEETHOVEN

ESPACE  
P. CARDIN  
Lundi  
11 et 18  
avril  
à 20 h 30  
Rens.  
206-17-30  
(P.A. Mondot)

MUSIQUE À L'ESPACE  
« Année J. Cocteau »  
Francis POULENC :  
LA VOIX HUMAINE  
avec JANE  
RHODES  
Mery OBERLIN, piano  
COCTEAU et la MUSIQUE  
multiversion de  
Marie GRENIER

Des bas-fonds de New York  
à la coupole du Vatican.  
Un gigantesque scandale.

CHRISTOPHER REEVE  
est  
Monsignore



CHRISTOPHER REEVE MONSIGNORE  
— GENEVIÈVE BREERETTE —







# COMMUNICATION

## LE GOUVERNEMENT FACE A L'OPINION

### M. Max Gallo : un médiateur pour les médias

M. Max Gallo, nouveau secrétaire d'Etat, porte-parole du gouvernement, prend ses fonctions au moment même où M. Pierre Mauroy et son cabinet vont avoir les plus grandes difficultés à faire comprendre à l'opinion les mesures de rigueur, impopulaires, adoptées le 25 mars.

« Je suis, nous sommes tous à fait hostiles à la notion de propagande. Et il est hors de question de recourir subrepticement à un quelconque ministère de l'information, de reprendre en mot la télévision. »

Le paysage a changé. A côté d'une presse réputée libre, fonctionnant aujourd'hui une télévision indépendante du pouvoir politique. Par la volonté des socialistes, la Haute Autorité de la communication audiovisuelle veille sur cette indépendance. Plus question de dicter aux journalistes des chaînes, leurs « papiers ». « Il faut explorer dans une voie non autoritaire », assure le nouveau secrétaire d'Etat. La méthode douce.

Pas si simple. Les électeurs, à gauche, pensent souvent que « la télé est toujours la même ». Les journalistes de télévision, qui ont accédé à leur vieille revendication d'autonomie, sont attentifs à tout ce qui peut ressembler à une pression. Quant à la presse, dans son ensemble, elle ne se montre guère favorable au gouvernement, que certains journaux combattent avec ardeur jour après jour.

Pas si simple. La gauche répugne, par tradition, par conviction, par attachement à l'action militante, à s'approprier les techniques modernes de la communication. Même si le slogan de la force tranquille a donné, semble-t-il, de bons résultats. « Il y a peut-être en effet un retard de la gauche, dans son ensemble, à penser le problème de

Le romancier, récemment invité d'Apostrophes, a risqué de devenir sous peu l'une des têtes les plus connues du petit écran. Pourrait-il, en respectant la liberté des médias - la presse écrite comme l'audiovisuel - mieux « faire passer le message » ?

la communication. Elle a été victime de l'idée toute simple que le « vrai » et le « juste » n'ont pas besoin d'être promus. Une sorte de naïveté philosophique. La campagne des élections municipales, par exemple. « Le thème de la peur a transcendé les réalités. En période de crise économique, les comportements instinctifs jouent un rôle important dans les choix électoraux. Nous avons répondu par un discours rationnel, pédagogique, explicatif, à l'opposé des simplifications. Une erreur ? On ne se lancera pas en sens contraire, affirme M. Max Gallo. Même si cela peut être efficace à court terme, cela serait suicidaire pour l'avenir. »

Autre difficulté : donner de l'action gouvernementale une image cohérente, éviter l'effet qui produit sur l'opinion les déclarations d'un ministre contredites peu après, les mesures annoncées puis rapportées, bref, ce qu'on a pu appeler une certaine « cacophonie » gouvernementale. L'art de « gouverner autrement » cher à M. Mauroy, n'exclut-il pas l'usage de la parole ? « Il faut faire l'apprentissage de la pratique du pouvoir. C'est fait. Celui de la communication du pouvoir est encore à découvrir, à maîtriser. D'autre part, le parti socialiste, habitué au débat démocratique, a légué au gouvernement certains névroses de discussion. Mais, l'action gouvernementale exige, après le débat discret entre ministres

ires concernés, une unité de discours qui est un élément important de la mise en œuvre de la décision et de sa compréhension par l'opinion. »

#### Un risque de banalisation

Le plus important, aux yeux de M. Gallo, est que le gouvernement a « eu du mal à mettre en valeur ses actions en fonction de l'importance qu'il leur donnait ». Dans cette affaire, ce sont les médias qui, en qualité d'intermédiaires entre la source de l'information et le public, vont donner à ces actions une hiérarchie. Ce n'est pas toujours celle souhaitée par le gouvernement. Ainsi, ces jours derniers, les restrictions aux voyages à l'étranger ont-elles fait les gros titres de la presse nationale, dans le cortège des mesures qui viennent d'être décidées. « Les médiateurs sont des filtres. Ils diffusent l'information en fonction de leur propre sensibilité ou indice de réaction. Une partie de la presse est devenue pamphlétaire, elle court sur son oïre. Avec certains, on peut ouvrir un dialogue. »

Le rôle du porte-parole se précise. En dehors du traditionnel compte rendu du conseil des ministres, il devra intervenir plus fréquemment auprès des journalistes, fournir des communications, donner des éclaircissements, répondre aux questions. Ainsi M. Max Gallo se propose-t-il de faire, à partir de la mi-avril, un « point fixe » avec des journalistes accrédités (désignés par les rédactions de la presse écrite et de l'audiovisuel), trois à quatre fois par semaine (1). Il s'agit d'« essayer de donner de l'information, en la concentrant en un point ». Un triple objectif, donc : développer les relations avec les médias, fournir davantage d'explications, éviter les dissensions par une focalisation. Avec la recherche d'une communication plus « chaude », plus directe, plus proche des préoccupations de l'opinion.

Cela veut-il dire que les ministères et leurs administrations respectives vont recevoir des consignes de silence ? « Il y a d'autres voix dans le gouvernement et nous vivons dans une société ouverte. Il n'est pas souhaitable d'établir des restrictions. Toutefois, lorsque trop de ministères parlent, en particulier à la télévision, il y a un risque de banalisation. Alors qu'il y a une symbolique de l'information du gouvernement, à la mesure de ses responsabilités. C'est pourquoi il faut redéfinir une politique de communication. Nous le ferons en marche. »

YVES AGNÈS.

(1) Ces rendez-vous auront lieu à l'hôtel Marigny, près du palais de l'Elysée.

#### A partir du 4 avril

### De nouveaux programmes sur France-Musique

France-Musique bouge à partir du 4 avril. Les petits matins changent, les magazines se multiplient, les nuits ne seront plus de la même couleur et l'on annonce des week-ends nouveaux, où l'on entendra notamment des artistes comme Pierre Boulez et Jean-Michel Damatin.

La modification en douceur des programmes de France-Musique intervient donc trois semaines après la nomination des six « producteurs-coordonnateurs », qui se partagent désormais l'harmonisation des dix-neuf heures quotidiennes d'émission. Les responsabilités ont été démultipliées : Jean-Pierre Dorian contrôle les matinées, Gilles Cantagrel les après-midi. Quant à Monique Veaute et Didier Allard - seuls noms nouveaux, familiers aux fidèles du programme musical de France-Culture - ils assurent en tandem l'animation des soirées. Les magazines ont été confiés à Olivier Bernager. Enfin Martine Kaufman a la charge des opérations décentralisées et journées exceptionnelles.

Ce qui donnera concrètement, entre 7 heures et 9 heures du matin, la diffusion d'un concert, avec en guise d'entracte - de 7 h 45 à 8 h 08 - un magazine d'informations culturelles comprenant une revue de presse et un billet d'humeur assuré par un journaliste de la presse écrite. Le matin des musiciens ne bouge pas, alternant avec *Musiciens d'aujourd'hui* ou la diffusion, certains jours, de trois heures de programmation musicale ininterrompue.

Le rendez-vous du jazz (à 12 h 30) se maintient aussi, précédé ou suivi de séquences d'une demi-heure consacrées tantôt aux jeunes solistes, tantôt à l'actualité lyrique ou encore à la musique légère, à l'opérette, à la guitare, etc.

La surprise viendra peut-être du nouveau magazine « sous le titre *L'imprévu*, de 19 h 30 à 20 h 30, il devrait devenir un « lieu de confrontation des musiques traditionnelles et occidentales ». Olivier Bernager entend recevoir de nombreux intervenants (en direct du studio 119 de la maison de Radio-France) et promet un bloc-notes de l'actualité musicale et culturelle, des reportages, des dossiers...

On s'est gardé, avec raison, de changer d'horloge le concert du soir, le rendez-vous de 20 h 30, en direct ou non, étant l'appareil de la chaîne. C'est donc de 22 h 30 à 1 heure du matin qu'Allard et Veaute promettent dorénavant de « traquer la musicalité », prenant prétexte d'un son, d'une voix, d'un texte, d'un lieu et s'accrochant à des « thèmes ». Ainsi du 4 au 8 avril - en direct des Rencontres musicales d'Arc-et-Senans - portent-ils à la recherche de Claude-Nicolas Ledoux, l'architecte utopiste des Salines royales. Ils proposent ensuite une radiographie de Berlin, une galerie de portraits, un voyage en Italie...

Il faut signaler l'arrivée sur la chaîne (le samedi de 18 heures à 19 heures) de Pierre Sheffer, ou plutôt le retour, là encore, de celui qui animait le service de recherche de l'ex-O.R.T.F. Le compositeur évoquera les souvenirs de ce qu'était « le Club d'essai », il annonce pour la rentrée de septembre une série sur « musique et psychanalyse ».

Au rayon des journées exceptionnelles, on trouvera Chapin le 23 avril, Brahms le 7 mai, Richard Strauss le 8 juin. Côté décentralisation - hormis les « provinciales », journées assurées un samedi sur six avec la collaboration des stations locales de Radio-France - il sera donc question de la France-Comté dans l'immédiat, de Bordeaux en mai puis de Marseille en juin. — M.L.B.

### « LE FLEAU DU BIEN », de Philippe Bénétou

#### Les pavés de l'enfer

Le titre est accrocheur. Le sous-titre est trompeur. M. Philippe Bénétou n'a pas vraiment écrit comme il le dit un « essai sur les politiques sociales occidentales ». Son livre est une réflexion sur les dérives de la protection sociale aux Etats-Unis et en France. Plus encore, l'auteur est parti du classique « l'enfer est pavé de bonnes intentions » pour prouver que les Etats en voulant faire le bien de leurs sujets, souvent malgré eux, conduisent une politique qui, finalement, se retourne contre leur intérêt.

C'est un thème à la mode. Avec la montée des « prélèvements obligatoires », le temps donné maintenant à nombre d'intellectuels de l'opposition, qui étaient jadis en charge de cabinet ou de haute administration, les écrits défilent pour fouailler l'Etat hégémonique et les tentations du mythe égalitaire. M. Bénétou va plus loin. Professeur à l'université de Rennes, il se sert d'un appareil beaucoup plus solide, de références nombreuses, pour prouver ce qu'il avait en tête, dès le départ, c'est-à-dire la vertu du marché face à la redistribution. Fidèle à l'école néo-libérale, inspiré par Hayek beaucoup plus que par Galbraith qu'il secoue comme un prunier, il a la foi du croisé pour s'opposer au socialisme.

L'auteur s'est donné beaucoup de mal, et même si l'on ne partage pas ses postulates, il est passionnant de suivre le cheminement d'une pensée qui va

chercher dans tous les coins de la matière statistique ou doctrinale de quoi nourrir son feu intérieur.

Il est dommage seulement qu'il en fasse un peu trop. A la fin de son livre, il s'empare contre le détournement de sens des mots. S'est-il bien regardé ? Pourquoi faire une fixation sur ce qu'il appelle le « mythe assisté » ? « Objets inanimés avec-voix dans une âme ? » voilà l'interrogation du poète qui traduirait le mieux ce qu'est l'animisme. Or M. Bénétou, élargit le sens abusivement. Sans doute l'histoire - est largement tissée de conséquences non intentionnelles des actions humaines -, mais de là à considérer implicitement que la « main invisible » d'Alan Smith même le monde, il y a un abîme.

L'homme est le maître de l'histoire. Sans doute est-il plus commode d'y voir le tissu de forces qui obéissent à leur propre logique, parce qu'on peut prêcher ainsi la résignation ou la révolution suivant l'idéologie adoptée. Mais quelle démission ! On ne peut s'empêcher de lire une invitation au fatalisme dans l'ouvrage de M. Bénétou. Les audaces ont des effets pervers, les clercs se servent de mots pipés ! Oh est le ressort, où est l'élan qui aidera l'homme à mieux vivre ? Nous restons sur notre faim, entourés de débris.

PIERRE DROUIN

\* Philippe Bénétou, *Le Fleau du bien*, Editions Robert Lafont, 320 pages, 85 F.

## Mardi 29 mars

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Musique : le Retour d'Ulysse. Opéra de Monteverdi par l'Ensemble Monteverdi de l'Opéra de Zurich, sous la direction de N. Harnoncourt, mise en scène, décors et réal. J.-P. Ponnelle. Avec W. Hollweg, T. Schmidt, F. Araiza. Cet opéra retrace l'histoire de la fidèle Pénélope, dans une mise en scène soignée. Pour des raisons techniques de synchronisation, l'émission sera diffusée sur France-Musique avec un quart d'heure de décalage.

23 h 10 Journal.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 Film : Rollerball. Film américain de N. Jewison (1975), avec J. Casan, J. Houseman, M. Adams, J. Beck, M. Gun. En 2018, toute la Terre profite d'une civilisation de bien-être, et un jeu sportif très brutal connaît la faveur des foules. Un champion de ce jeu est devenu trop populaire, les autorités veulent l'éliminer. Vision inquiétante d'une société future. Le réalisateur a surtout cherché l'efficacité spectaculaire de scènes d'une violence excessive dans les matches de Rollerball.

22 h 45 Meurs en direct : Une victime en colère. Réal. M. Fresnel et P. Benquet. Le problème de la délinquance juvénile : le poids des idées reçues et des a priori. Un sujet brûlant, actuel.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Film : Mamito. Film français de C. Lara (1979), avec L. Saintol, G. Germain, R. Tannous, F. Charles, I. Simon, O. Lauvergne. A la Guadeloupe, une vieille Antillaise, retraitée des

postes, se retrouve chargée de famille à la mort de son fils. Elle cherche du travail et rencontre un chômeur militant pour l'autonomie du pays. Un problème politique abordé discrètement. Cette chronique est, surtout, un hommage au courage des femmes, avec de l'émotion et de bons sentiments auxquels on ne reste pas insensible.

22 h Journal. 22 h 20 Espaces francophones. Clés de l'Afrique noire francophone, réal. J.-M. Carrou. Tous les deux ans, le Festival de Ouagadougou, en Haute-Volta, permet de voir toute la production cinématographique africaine : quelques semaines films, dans l'émission tentent de dresser un tableau d'ensemble. Domage qu'il manque les images des meilleurs films comme « Fly », de Souleymane Cissé ; « Naitou », ou « Money Power ».

22 h 58 Une minute pour une image, d'Agès Varda. Prélude à la nuit. « Conte fantastique », d'A. Caplet, pièce pour harpe et quatuor à cordes par l'Orchestre Puppini 14, sous la direction d'Edouard Rosenfeld.

### FRANCE-CULTURE

20 h. Dialogues : le surréalisme est-il toujours vivant ? avec R. Passeron et S. Fauchèreau. 22 h 30, Nuits magiques : La « Belle » (les évisions).

### FRANCE-MUSIQUE

20 h 45. Concert (en liaison avec TF 1) : « le Retour d'Ulysse », de Monteverdi, par l'Ensemble Monteverdi de l'Opéra de Zurich, dir. N. Harnoncourt, avec W. Hollweg, T. Schmidt, F. Araiza, W. Gröschel, K. Bretschneider, S. Esen...

22 h 30, La nuit sur France-Musique : Musique de nuit : 23 h 5, Jazz-Club, en direct du New Morning.

## Mercredi 30 mars

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 15 Vision plus. 12 h HF 12 (info.). 12 h 30 Atout cœur. 13 h Journal. 13 h 35 Un métier pour demain : technicien du para-agricole. 13 h 50 Mer-ou-die-moi-tout.

de l'est à la maison PASSERELLE CAHIERS D'EXERCICES 100 CLASSIQUES LITTÉRAIRES

15 h 45 Jouer le jeu de la santé. 15 h 50 Les pièces du mur. 16 h 25 La ville dans les nuages. 16 h 50 Histoire d'en rire. 19 h 5 Météorologie. 19 h 20 Emissions régionales. 19 h 45 S'il vous plaît. 19 h 53 Tirage du lotto. 20 h Journal. 20 h 35 Mémoires de l'information : paroles de paysans. Un reportage à Saint-Georges-d'Aunay (Calvados) sur les problèmes quotidiens des agriculteurs, suivi d'un débat avec les habitants du village.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E. 12 h Journal (et à 12 h 45). 12 h 5 Jeu : L'Académie des neufs. 13 h 30 Stade 2 midi. 13 h 50 Série : La vie des autres. 14 h Les carnets de l'aventure. 14 h 30 Dessin animé. 15 h Sport : tennis. 15 h 45 Terre des bêtes. S.O.S. rapaces. 16 h 30 C'est la vie. 16 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19 h 20 Emissions régionales. 19 h 45 Le théâtre de Bourard. 20 h Journal. 20 h 35 Téléfilm : U Catenacci (la Pénitente). De D. Maistre et A. Léonard-Macarrati, avec B. Fresson, P. Maudou, M. Servan, M. Chevry. Un personnage masqué sème la terreur dans une petite ville corse. Traité sur un mode policier, ce téléfilm se déroule comme une parabole sans fin. Violence, exactitude des images, une œuvre déconcertante.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes. 18 h 55 Tribune libre. Association contre la peine de mort. 19 h 10 Journal. 19 h 20 Emissions régionales. 19 h 55 Dessin animé. 20 h Les jeux. 20 h 35 La minute nécessaire de M. Cyclopède. 20 h 35 Variétés : Cadence 3. Emission de Guy Lux, Lela Mille et Pascal Danel. Avec Mireille Darc et Fabienne Guyon.

### FRANCE-CULTURE

7 h 2. Matinales : les grèves. 8 h. Les chemins de la connaissance : Transformations du monde rural ; à 8 h 32, Viages de Nikos Kazantzaki. 8 h 50, Échec au travail. 9 h 7. Matinée des sciences et des techniques. 10 h 45. Le livre, ouverture sur la vie : La XXe Foire internationale du livre pour enfants à Bologne. 11 h 2. La musique prend la parole : Mahler. 12 h 5. Agnès. 12 h 45. Passerelle. 13 h 30. Le concept de recherche en musique : (et à 17 h 32 et 20 h).

### FRANCE-MUSIQUE

6 h 2. Matinales : les grèves. 8 h. Les chemins de la connaissance : Transformations du monde rural ; à 8 h 32, Viages de Nikos Kazantzaki. 8 h 50, Échec au travail. 9 h 7. Matinée des sciences et des techniques. 10 h 45. Le livre, ouverture sur la vie : La XXe Foire internationale du livre pour enfants à Bologne. 11 h 2. La musique prend la parole : Mahler. 12 h 5. Agnès. 12 h 45. Passerelle. 13 h 30. Le concept de recherche en musique : (et à 17 h 32 et 20 h).

### FRANCE-MUSIQUE

6 h 2. Matinales : les grèves. 8 h. Les chemins de la connaissance : Transformations du monde rural ; à 8 h 32, Viages de Nikos Kazantzaki. 8 h 50, Échec au travail. 9 h 7. Matinée des sciences et des techniques. 10 h 45. Le livre, ouverture sur la vie : La XXe Foire internationale du livre pour enfants à Bologne. 11 h 2. La musique prend la parole : Mahler. 12 h 5. Agnès. 12 h 45. Passerelle. 13 h 30. Le concept de recherche en musique : (et à 17 h 32 et 20 h).

### TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 29 MARS - M. Lionel Jospin, premier secrétaire du parti socialiste, est reçu à l'émission « Plaidoyer », sur R.M.C., à 8 h 30. MERCREDI 30 MARS - M. Pierre Méhaignerie, président du C.D.S., est l'invité de l'émission « Magazine de l'information » sur Radio-Solidarité, à 19 heures. (Paris, 89,8 MHz).

## Des jambes de star pour ce prix là !

5F au lieu de 7F jusqu'au 2 avril.

Collants PHILDA

Voici la dernière de chez Philmar. Un collant moussé, classique et si peu cher qu'il va vous plaire ! 2000 mousses Philmar. \* Prix conseillé dans la boutique de Paris 2.



OFFRES D'EMPLOI	Le jour	Le jour T.T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	77,00	81,32
IMMOBILIER	22,80	27,04
AUTOMOBILES	52,00	61,87
AGENDA	52,00	61,87
PROP. COMM. CAPITALUX	151,80	180,03

# ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le jour	Le jour T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,80	39,95
AUTOMOBILES	33,80	39,95
AGENDA	33,80	39,95

\* Dégressifs selon surface ou nombre de parages.



## DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

### IMPORTANT ORGANISME SOCIAL RÉGION PARISIENNE

recherche

### DIRECTEUR

Chargé d'assurer la responsabilité complète de gestion et bénéficiant d'une large délégation de pouvoir de la part du Président du Conseil d'Administration.

Pour réussir, le titulaire devra avoir une expérience de la pratique du droit du travail, de la gestion administrative comptable et informatique.

Adressez lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous n° 258.780 M, REGIE-PRESSE - BS bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

### DIRECTEUR DE FONDERIE

UNE SOCIÉTÉ PERFORMANTE, dynamique, à taille humaine, très ouverte au progrès technique, recherche son DIRECTEUR DE FONDERIE Intégrée pour robinetterie d'alliages cuivreux moulés au sable.

Ce candidat, rattaché à la Direction Générale, doit agir avec autonomie, compétence technique et souci d'optimisation.

Ingénieur AM, ESF ou équivalent connaissant les alliages cuivreux et le moulage au sable. Il aura comme mission :

- la direction d'un effectif de 40 personnes avec un objectif d'organisation, d'efficacité et de bon contact social,
- la responsabilité des achats,
- la gestion d'une unité décentralisée dont le souci d'optimisation passe par la mécanisation mais aussi par la préoccupation constante de la relation qualité-prix.

Poste évolutif vers une grande délégation pour candidat disposant d'une solide expérience, de compétences techniques et de qualités de contact.

Poste : ville littoral nord-ouest. Rémunération 220.000 F +

Ecrire sous référence BL 480 AM. Discretion absolue.

4, rue Massenet 75016 Paris

etap

### EMBOUTISSAGE

200 pers. - 60 millions F

100 KM DE PARIS

SOUS TRAITANCE avec moyens modernes de production et clientèle bien répartie (faissant du profit) rech. pour relève rapide (départ retraite)

### DIRECTEUR GÉNÉRAL

APTE A PRENDRE EN 6 MOIS TOUTES LES RESPONSABILITÉS DE DIRECTION GÉNÉRALE

La quarantaine et INGÉNIEUR diplômé (mécanique) type A.M. ou équivalent équivalent. IL A DÉJÀ ASSUMÉ DES RESPONSABILITÉS DE DIRECTION D'UNE P.M.I. EN SOUS-TRAITANCE plutôt que produite finis. Il sait que les qualités humaines seront déterminantes pour le choix de ce manager.

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. dét., rémunér. et photo ss réf. 5038 à

**sélection conseil**  
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

ANNONCES CLASSEES

TÉLÉPHONÉES

296-15-01

Nous sommes, dans un grand groupe français de l'ÉLECTRONIQUE, une filiale très autonome, petite par ses effectifs (350 personnes), importante par le type de technologie que nous développons et par les appareils que nous construisons. Nous recherchons notre

### DIRECTEUR TECHNIQUE

Ingénieur Sup-Aéro, Phys. et Méth. etc., capable de prendre la tête de promotion de la créativité et de l'avance technologique à la tête d'une équipe très compétente, dans un secteur d'application dominé par l'hydraulique et la mécanique de hautes performances et précision.

L'homme devra allier le tempérament d'un leader à l'intelligence d'un grand concepteur, conditions nécessaires au maintien de la compétitivité de l'entreprise au niveau national et international.

Adressez dossier de candidature s/réf. 293 à :

**BAILLY CONSEIL**  
40, avenue Hoche  
75008 PARIS

### DIRECTEUR TECHNIQUE (Centre Ouest)

Société française (200 personnes 80 MF) leader dans son domaine - Études et fabrication d'échangeurs thermiques - Chaudières lourdes - Ingénierie associée - Membre d'un groupe international offre à

### INGÉNIEUR DIPLOMÉ

avec expérience confirmée dans une spécialité une réelle opportunité : directement rattaché au directeur de l'établissement, ses responsabilités porteront sur :

- production ;
- études ;
- moyens de calcul ;
- développements.

Pour ce poste de haut niveau la rémunération est négociable.

Ecrire sous n° 7966 LE MONDE PUB.  
Services annonces classées  
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

### emplois régionaux

### LE CRÉDIT MUTUEL MÉDITERRANÉEN

recherche pour

Marseille

### FUTUR RESPONSABLE INFORMATIQUE

La personne devra progressivement prendre en charge l'ensemble des problèmes informatiques et devra adapter les moyens actuels aux besoins futurs dans le cadre de l'évolution du groupe et des technologies de pointe.

Nous rech. une personne qui, outre ses connaissances techniques en matériel et système, apportera sa connaissance de l'organisation informatique.

Elle pourra ainsi conseiller les utilisateurs en vue d'une gestion plus performante, elle devra être titulaire d'un diplôme informatique de haut niveau.

Lieu de travail : MARSEILLE.

Merci d'adresser dossier de candidature, photo, C.V. et prétentions à la Direction de Personnel : 521, avenue de Prado, 13008 Marseille. DISCRETION ABSOLUE ET ASSURÉE.

### LE BUREAU DE RECHERCHES GÉOLOGIQUES ET MINIÈRES

établissement public à vocation internationale (2200 salariés), 1 milliard de C.F.A. recruté dans le cadre du renforcement de son contrôle de gestion à ORLÉANS.

### UN ASSISTANT CONTROLEUR DE GESTION.

En liaison avec les assistants de gestion des unités, il sera chargé principalement :

- de l'animation du système d'information de gestion en assurant au respect des procédures à l'élaboration desquelles il participera ;
- du contrôle budgétaire et de la centralisation du reporting ;
- de missions d'assistance ponctuelles aux unités ;
- de participer à la définition et à l'étude des outils informatisés de gestion.

Ce poste, qui offre de réelles possibilités de développement de carrière, s'adresse à un candidat possédant la sensibilité à la rigueur du raisonnement, diplômé ESC, option finance-comptabilité ou équivalent, justifiant d'une expérience professionnelle de 5 ans minimum acquise au moins pour moitié dans un service de contrôle de gestion ou d'audit, utilisant largement l'informatique.

Adressez lettre de candidature avec CV, références et prétentions à l'A.N.P.E., 165, boulevard de Châteaudun 45042 ORLÉANS CEDEX, sous réf. CS/83-32 à l'attention de M. PONCEAU qui transmettra.

### emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

### emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

### TRANSFERT DE TECHNOLOGIE : 1 PATRON

Filiale du Groupe THOMSON, notre entreprise est un important pôle de l'électronique de pointe spécialisée dans la micro-électronique et les circuits hybrides intégrés, et développe une stratégie internationale avec d'ambitieux projets. Dans le cadre d'un projet de TRANSFERT DE TECHNOLOGIE, nous souhaitons recruter un

### RESPONSABLE D'OPÉRATION

A la tête d'une équipe, dont il aura la charge du recrutement, il sera responsable de la mise en œuvre de l'outil de production et pilotera l'opération de A jusqu'à Z.

Ce poste s'adresse à un ingénieur de préférence Électronicien, qui après une expérience souhaitée de transfert de technologie, cherche à confirmer ses qualités de "battant", de "meneur d'hommes" à une véritable et autonome fonction de patron.

Présent sur le site, il animera et coordonnera son unité dans le sens de la meilleure réalisation des objectifs en apportant ses compétences en matière de technologie de pointe, d'organisation et d'efficacité.

Ce poste "transfert" offrira à un professionnel de l'électronique de réelles opportunités d'évolution vers des postes à haute responsabilité au sein de notre groupe.

Merci d'adresser votre candidature (CV et prétentions) à :

Service du Personnel - THOMSON-CSF DCH - BP 32 - PUISEUX (TEL : 16.38.33.51.37).

**THOMSON**  
BRANCHE COMPOSANTS

Du Proche Orient au Golfe Persique :

### Vendre et gérer des contrats d'assistance technique.

Vous connaissez bien le DIESEL.

SUD MARINE Européens : nous sommes leaders dans le contrôle, la réparation et la maintenance de ce type de moteurs.

Le département « International » : plus de 100 techniciens qui interviennent dans le monde entier, surtout où les installations mécaniques complexes réclament des compétences très pointues. Un département qui est devenu un des plus performants de l'entreprise.

Ingénieur d'Affaires, vous développerez vos missions au Proche Orient et dans le Golfe Persique. Vos connaissances : les pétroliers. Des installations en plein essor aux plateformes de forage en mer, sur tous les sites, vous négociez, souvent en anglais, des contrats de maintenance et d'assistance technique.

Un diplôme d'ingénieur en mécanique (AM ou équivalent) et 5 à 10 ans d'expérience professionnelle sont indispensables. La nécessité de connaître le moteur DIESEL est évidente. Enfin, une introduction dans le milieu pétrolier est un bel atout. L'évolution de carrière prévue est pour un homme de 35 ans environ, bon négociateur et gestionnaire, fort intéressante.

Poste basé à MARSEILLE nécessitant une grande disponibilité pour les déplacements.

Les candidatures seront étudiées très confidentiellement par notre Conseil ALGOE. Ecrire à Carole de Chilly sous référence 771 M.

**ALGOE** 9 bis, route de Champagne - 69130 ECULLY.

Membre de Syntec

### Ingénieur sauvegarde grandes écoles

Le CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES recherche pour son centre de Kourou (Guyenne française) un Ingénieur sauvegarde issu d'une grande école, spécialisé dans le domaine de la mécanique de vol.

Au sein du département sauvegarde vol, il sera chargé de l'étude des trajectoires lors du lancement des fusées, de l'étude des risques engendrés et de la préparation des moyens de contrôle pour le suivi des trajectoires en temps réel. Une expérience similaire est très souhaitée. La connaissance de l'anglais est nécessaire.

Adressez C.V. avec lettre manuscrite, photo et prétentions au : Centre National d'Etudes Spatiales - Service du Personnel - 129, rue de l'Université - 75007 PARIS.

**CNES CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES**

### emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

### IMPORTANT CONSTRUCTEUR FRANÇAIS MACHINES-OUTILS

recherche

pour renforcer son équipe de vente

### 1 INGÉNIEUR COMMERCIAL

Ayant une expérience de vente, bien d'équipement avec ouverture technique nouvelle robotique informatique pour les secteurs : 61, 53, 72, 37, 41, 18, 36, 86.

Clientèle existante à développer.

Envoyer dossier de candidature à : REGIE PRESSE - N° 039.261 M 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

هكوان الأهل





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



## Les relations humaines chez un des grands de la chimie mondiale.

**DOW CHEMICAL**, une des plus grandes sociétés chimiques mondiales (deuxième aux U.S.A., sixième mondiale) :

Nous employons 56 000 personnes dans le monde, 12 000 en Europe, 1 100 en France.

Malgré notre dimension et grâce à une forte décentralisation et une véritable politique de délégation des responsabilités, nous avons su conserver à notre groupe une taille humaine.

Nous souhaitons intégrer à notre équipe des Relations Humaines pour la France, des jeunes professionnels à qui nous confierons la responsabilité de la formation, de la politique salariale, des relations sociales ainsi que la gestion des Relations Humaines au niveau des sites.

Diplômés d'une grande Ecole de Commerce ou d'Ingénieur, vous avez acquis une première expérience de 2 à 3 ans soit de la gestion des R.H., soit de la direction d'équipes sur des secteurs opérationnels tels que la production ou la vente.

Hommes d'action et de communication, vous participerez à la gestion des R.H. et vous contribuerez à l'excellent climat social de notre groupe.

La mobilité géographique et fonctionnelle, comme la parfaite maîtrise de l'anglais, sont de règle chez DOW.

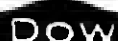
Vous pourrez par la suite évoluer vers d'autres fonctions en France ou à l'Etranger.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite et C.V.) sous réf. RH/M

**DOW CHEMICAL FRANCE**

Département des Relations Humaines

Route des Crêtes - Parc de Sophia Antipolis - 06561 VALBONNE Cédex.



recherche pour sa DIVISION RELAIS MTI

## RESPONSABLE TECHNIQUE PRODUITS

**MISSIONS :**  
Dépendant du Directeur de l'unité II assure, conformément aux objectifs de la division, une assistance permanente aux services de production.  
Etudie et met au point les modifications, améliorations, et applications clients.  
Conçoit et met en œuvre des programmes d'analyse et de réduction des coûts de fabrication.  
Participe à la qualification des produits nouveaux, essais, tests et suivi qualité.  
Assure l'interface technique avec les clients en liaison avec la direction commerciale.

**MOYENS :**  
Une équipe pluridisciplinaire d'une quinzaine de personnes.  
Des équipements récents et adaptés.  
L'assistance permanente de la direction Industrielle du Groupe.

**PROFIL :**  
Ingénieur AM, ENSI ou équivalent, ayant environ 5 ans d'expérience en milieu industriel de produits électromécaniques fabriqués en petite ou moyenne série.  
Avoir des connaissances en électronique industrielle.  
Savoir assurer et dynamiser une équipe.  
Etre un homme de communication sachant écouter, expliquer et faire admettre les solutions les plus adaptées.  
La pratique de l'anglais est nécessaire.  
Le poste représente une réelle opportunité de développement pour un candidat à fort potentiel.



Composants et Instruments

Envoyer CV, photo et prétentions à Monsieur DELERUE  
2, avenue des Sablons Bouillants  
77101 MEAUX.

## et si vous étiez l'homme de personnel que nous recherchons...

pour l'une de nos unités de plus de 1500 salariés, située dans un cadre agréable de Province, mais à moins de 200 km de Paris ?

Outre les tâches habituelles de la fonction pour lesquelles vous serez assisté par une équipe efficace, nous vous proposons de devenir auprès du Chef d'Etablissement le réel instigateur de la politique sociale de l'usine en liaison avec une direction du personnel volontariste et dynamique.

Bien sûr, pour réussir dans cette fonction réellement valorisante et évolutive pour un candidat sachant s'impliquer pleinement, il faut posséder une expérience déjà réussie dans l'industrie, de préférence de biens d'équipement de grande série.

Le cabinet chargé du recrutement se propose de vous donner plus d'information sur cette offre à la réception de votre candidature, qui bien entendu ne serait transmise qu'avec votre accord préalable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à  
HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal 75001 PARIS sous référence 32486 M

Canon

groupe bureau

recherche pour travailler au sein de son UNITE OPERATIONNELLE de LILLE un :

## Chef de l'administration

responsable des actions de gestion budgétaire, de contrôle de facturation, de recouvrement, de contrôle des stocks et de contrôle du parc. Une expérience de la fonction et de l'encadrement est souhaitée.

Merci d'adresser vos candidatures (CV, lettre, photo) à Michelle VEYSSIERE, Assistante Générale de la Division Copieurs, CANON FRANCE, 93154 Le Blanc-Mesnil Cédex.

Nous sommes un des plus importants constructeurs nationaux d'installations industrielles des en main. Nous recherchons un

## responsable de mise en service de complexes thermiques

de haute puissance : chaudières, turbines, générateurs de vapeur, usines d'incinération. La fonction, polyvalente, à base de techniques de la thermique, comportera une action de contacts constants avec la clientèle, de responsabilités d'animation d'équipes de spécialistes, de coordination.

Elle exige de ce fait des impératifs de niveau général et de personnalité.

Le poste implique de fréquents déplacements en France et à l'étranger.  
Lieu de travail : France SUD-EST.

Adresser lettre de candidature et CV sous référence 3003 à

BAILLY CONSEIL  
40, avenue Hoche  
75008 PARIS

## RHONE-ALPES

SOPRA, l'une des plus importantes sociétés françaises d'ingénierie informatique, solidement implantée dans la région Rhône-Alpes depuis 14 ans, recherche pour le développement de projets importants des :

### Chefs de projets

LYON - Réf. 2903 CP

Ingénieurs diplômés Grandes Ecoles, ayant la maîtrise du développement de projets logiciels de haut niveau. Une compétence en ingénierie de réseaux sera appréciée.

### Ingénieurs

ANNECY-GRENOBLE-LYON - Réf. 2903 I

Formation supérieure, 2 à 5 ans d'expérience de développement de logiciels. Matériels IBM (CICS ou IMS), CII HB (TDS), MINIS (MINI 6, VAX, SOLAR).

### Analystes Programmeurs

ANNECY-GRENOBLE-LYON Réf. 2903 AP

Formation IUT ou BTS, expérience 2 ans minimum. Matériels IBM (IMS ou CICS), CII HB (DPS 7, MINIS (SOLAR, MINI 6). La connaissance du produit PAC 700 sera appréciée.

Adresser CV, photo et prétentions sous référence choisie à SOPRA Recrutement, 8/10 avenue des Grands Sablons 38700 La Tronche.

**SOPRA.**

Constructeur d'informatique

TEKELER AERONAUTIQUE

Société française fabricant et distributeur du matériel électronique professionnel (850 personnes - C.A. 1982 : 650 MF) recherche pour son siège de RENNES

### JEUNE CADRE

### ADMINISTRATION COMMERCIALE (E.S.C ou équivalent)

Adjoindre direct du responsable de l'agence, se collaborer aux pour missions, avec l'aide d'un système informatique performant, de coordonner et de contrôler l'ensemble des opérations administratives de cette unité commerciale, l'organisation générale, suivi des commandes, contacts téléphoniques avec notre clientèle, recouvrements, règlements de certains litiges... Il sera également chargé à ce titre, de la formation et de l'encadrement de 5 assistants commerciaux.

Une première expérience soit commerciale soit dans le domaine de la gestion serait appréciée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/éf. LM/296 à Madame GARNON - TEKELER AERONAUTIQUE Cité des Bicyclettes - 1 Rue Cécile Vernet - 92310 SEVRES.

### chef services administratif et personnel

USINE

160.000 +

Nous sommes une importante société Agro-Alimentaire. Nous recherchons pour notre usine de MARSEILLE, le Chef du Service Administratif et du Personnel. Il se verra confier la responsabilité de l'administration, de la comptabilité, du suivi des budgets en liaison avec la comptabilité du siège, de l'administration du personnel, de la paie, de la formation. Poste à pourvoir immédiatement à MARSEILLE.

Adresser C.V., lettre manuscrite sous réf. 8481-M à Mamrègies qui transmettra.

Mamrègies

3 RUE D'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

### Société internationale d'électronique leader sur son marché

RECHERCHE

### INGENIEUR DE VENTES TECHNICO-COMMERCIAL DE FORMATION BTS-DUT MINIMUM

Sous la responsabilité du directeur de ventes, il est chargé :

- de développer les marchés existants ;
- de rechercher de nouveaux clients ;
- de promouvoir les nouveaux produits.

Cette fonction nécessite :

- une expérience confirmée dans les composants électromécaniques ou électroniques et les claviers ;
- le sens aigu de la vente ;
- celui de l'organisation ;
- un excellent contact.

La connaissance de l'anglais serait appréciée.

Le poste est basé en proche banlieue parisienne.



Envoyer CV, photo et prétentions ss réf. 65.986 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.



REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

groupe pétrolier recherche  
ingénieurs thermiciens et application

## INGENIEURS THERMIEN

BOURGES - STRASBOURG

Ces cadres excellents technico-commerciaux seront chargés de promouvoir des systèmes de chauffage et d'énergie mettant en œuvre du matériel, des combustibles et le financement correspondant. Au sein de l'une des Directions régionales, ils seront responsables des contrats avec les filiales du Groupe, les administrations, les industries, ainsi qu'avec les installateurs et revendeurs locaux. Nous souhaiterions rencontrer des candidats organisés, entrepreneurs, aptes au travail en équipe, à qui nous offrirons la possibilité de se tenir au courant des techniques nouvelles.

## INGENIEURS D'APPLICATION

PARIS - LILLE

De formation type AM, ces ingénieurs de tempérament mécanicien possèdent une expérience d'entretien de 2 à 3 ans. Dans le cadre d'une des Directions régionales ils assisteront l'équipe commerciale lors des entretiens techniques; ils concevront et réaliseront des études concernant les applications de produits lubrifiants, combustibles... En outre, ils seront chargés de la formation technique des vendeurs et de la mise en route des services après-vente. Un vrai sens de l'organisation, lié à un bon esprit d'entreprise sont nécessaires pour la réussite dans ces postes.

L'importance de notre Groupe, laisse envisager de fortes possibilités d'évolution pour des candidats mobiles et motivés. Merci d'adresser CV, photo, prétentions s/réf. 65277 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra



**hutchinson**

### Responsable crédit clients

Nous recherchons le « patron » de notre service Crédit Clients (CA du Groupe 2,5 milliards). Il sera chargé de conseiller les responsables commerciaux dans leur politique de crédit et de suivre particulièrement les clients les plus importants. Il animera une équipe d'une vingtaine de personnes.

Nous souhaitons :

- une bonne formation de base économique,
- une expérience de quelques années dans un service Comptabilité Clients,
- de solides connaissances juridiques et de bonnes notions financières.

### Assistant du directeur comptable

Jeune comptable de formation supérieure, ayant obligatoirement une expérience de quelques années.

Il sera chargé de missions dans les domaines comptabilité générale, trésorerie, fiscalité...

Ces deux postes sont à pourvoir à notre Centre Adjointé près de CHATELERAULT. Ecrivez en précisant le poste choisi à HUTCHINSON - Département Recrutement - 2, rue Bolzac 75008 PARIS.

## UN 3e CYCLE PRATIQUE

Diplômé de l'enseignement supérieur (ESC ou bac + 4), Casino vous propose de débiter dans un secteur économique clé: la grande distribution et de découvrir rapidement la pratique des responsabilités commerciales et humaines attachées à la gestion d'un rayon en grande surface (calcul des marges, gestion des stocks, réalisation des objectifs définis avec la direction, formation et animation d'une équipe que vous saurez motiver).

Si vous êtes énergique et compétent, vous ferez de cette expérience une étape importante vers des responsabilités croissantes. Vous pourrez alors prendre en connaissance de cause les orientations - direction d'unité ou responsabilité en services centraux - qui correspondent à vos ambitions et aux besoins du groupe. Avec ses 20 000 collaborateurs, ses 21 hypermarchés, ses 76 supermarchés et ses nombreuses filiales en pleine expansion (Café Casino Restaurant, Quick fast food, Somabril...), le groupe Casino a plus d'un avenir à vous offrir.

Pour mieux apprécier ces perspectives, merci d'écrire, sous réf. MO 2, à Casino, Département Recrutement, BP 306, 42008 Saint-Etienne.

**Casino**

donne de l'avenir à votre diplôme.



**THOMSON-TITN** Provence

Société d'ingénierie en informatique recherche pour la région Provence-côte d'Azur

### 2 INGENIEURS technico-commerciaux

Formation grandes écoles 5 ans d'expérience environ des systèmes informatiques.

### 8 INGENIEURS logiciel

Formation grandes écoles débutants à 5 ans d'expérience pour concevoir et réaliser des systèmes temps réel. Expérience en réseaux ou transmission appréciée.

Envoyer C.V., photo et prétentions en précisant la nature du poste à

THOMSON-TITN  
7, rue Louis-Armand  
Z.I. d'Albi-en-Provence  
13753 LES MILLES

**THOMSON-CSF**  
COMMUNICATIONS

URGENT immo gestion, de vil. de vac. ch. de mi-juin à mi-sept. - animateurs soirs expérimentés, - animateur sport tennis (classé 16), - Téléphoniste (1) 887-04-40.

### INGENIEUR MECANICIEN B.E.

pour conception et étude centrifuges de technologie avancée. Bonne connaissance anglaise indispensable, recherché par ENTREPRISE MOYENNE REGION LYONNAISE

Ecrire avec C.V. manuscrit, photo et prétentions à HAVAS ANNONCES sous le n° 5.608, 81, rue République, Lyon (2<sup>e</sup>).

### JEUNE CHEF DU SERVICE FINANCIER ET ADMINISTRATIF DECS ou BTS comptable

Une industrie compétitive env. 200 personnes Nord Bas-Rhin recherche ce jeune cadre comptable.

- Responsabilités: - Comptabilité (générale, analytique, bilan), - Gestion financière (trésorerie, relations avec les banques, études de financement), - exploitation informatique, supervision de mise en place de nouveaux traitements, - Dossiers fiscaux - juridiques.
- 5 à 10 ans d'expérience de responsabilité de gestion financière et comptable, une bonne connaissance de l'informatique de gestion sont nécessaires.
- Allemand et/ou anglais efficaces appréciés
- Poste d'avenir stable, logement facilité.

Adr. CV dét. ss réf. F à

**seletec** 57000 STRASBOURG Cedex

### RÉGION BOURGOGNE ENTREPRISE, RECHERCHE

### CADRE POUR SERVICE VENTES

(8 personnes) 35 ans environ.

Connaissances informatiques indispensables, expérience routage (VPC, Presse ou Mailing) nécessaire. Notions comptables appréciées. Capacité d'adaptation. Ecrire Media Conseil, réf. 781, 7, bd Kir, 21000 DIJON, qui transmettra.

## MATRA ESPACE TOULOUSE

Le Centre Spatial de TOULOUSE est orienté sur la maîtrise d'œuvre de systèmes spatiaux de télécommunication, d'observations de la terre, d'applications scientifiques.

Dans le cadre du développement de nos activités, nous recherchons :

Direction Commerciale :

Pour s'implanter sur de nouveaux marchés et renforcer son potentiel, 3 postes sont créés, d'

### Ingénieurs Commerciaux

motivés par la négociation de contrats et le suivi d'affaires sur des marchés français et étrangers.

Les responsabilités :

- préparer et rédiger les propositions,
- négocier et assurer la suivi des contrats et des modifications avec les clients et les sous-traitants notamment sous les aspects financiers et gestions, contractuels et juridiques, en s'appuyant sur d'autres supports internes,
- travailler en liaison étroite avec les Groupes Projets chargés du déroulement technique des affaires.

Les compétences :

- une formation d'ingénieur «généraliste» faciliterait l'adaptation à cette fonction, ainsi qu'une expérience industrielle d'environ 5 ans acquise sur des affaires pluridisciplinaires.
- ils ont le sens des contacts, la volonté de réussir et des qualités de rigueur et de méthode. Ils doivent révéler une bonne aptitude à apprécier et à développer la compétitivité des offres.
- une formation complémentaire en gestion sans être indispensable, serait appréciée.
- anglais courant (parlé - écrit) indispensable.

Réf. NK 1064

Département Qualité :

### Ingénieur Electronicien

responsable de l'assurance qualité sur des programmes spatiaux.

Directement rattaché au Chef de Projet, il a pour mission de définir la politique qualité du projet, et de la négocier avec les industriels et d'en suivre la mise en application.

A ce titre, il coordonne l'activité d'une équipe de spécialistes (fiabilité, composants, technologie...).

Ce poste implique environ 6 ans d'expérience du développement de systèmes complexes.

Outre les compétences techniques, il mettra en valeur le sens de la négociation et de l'organisation. Réf. NK 1066

Division Systèmes :

### Responsable du Groupe Architecture Electrique de Satellites

Il coordonne l'activité et anime une équipe d'ingénieurs chargée de la conception, définition et du suivi de développement de systèmes électriques spatiaux dans le cadre d'appels d'offres, d'avant-projets et des projets en développement.

Les domaines techniques étudiés concernent :

- la génération et la distribution d'alimentation électrique,
- la transmission des signaux et le traitement des données analogiques et numériques.

Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé d'une grande école (ESE - ENST - ENST), il apporte une expérience professionnelle de 5 ans minimum dans le développement d'équipements électroniques acquise en milieu de haute technologie, aéronautique, spatial ou nucléaire...

Anglais courant.

Réf. NK 1065



Ecrire avec CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence du poste choisi au Chef du Personnel - rue des Cosmonautes - Z.I. du Palays - 31400 TOULOUSE

### IMPORTANTE SOCIETE DANS LE DOMAINE DE L'AGRO-INDUSTRIE recherche un

### CHARGE D'ETUDES HF

pour s'intégrer au sein du service Marketing.

De formation DUT, option agronomie, il sera chargé du recueil, de l'analyse et de la synthèse de l'ensemble des données concernant le marché des semences de maïs. Le candidat devra être apte à mener des contacts tant avec les organismes professionnels que le milieu agricole, et il devra justifier de qualités de méthode et rigueur.

Pour ce poste, basé dans la région de Clermont-Ferrand (63), les dossiers de candidature détaillés doivent être adressés, sous référence 255 M à PUBLIPANEL 20 rue Richer 75441 Paris Cedex 09, qui transmettra.

### BORDEAUX

Etablissement Hospitalier privé, sans but lucratif, 200 lits, recherche :

### UN(E) ASSISTANT(E) SOCIAL(E) D.E.

Bien sûr chargé(e), avec une collaboratrice, de répondre aux nombreuses sollicitations des Hospitalisés, notamment en ce qui concerne leurs démarches administratives, il (elle) aura à concevoir sa mission dans le sens d'un élargissement du dialogue avec les patients et l'équipe soignante.

Une expérience de cinq ans minimum en milieu hospitalier paraît indispensable, ainsi qu'une très bonne connaissance de la législation.

Une forte personnalité, une certaine créativité, le sens du contact, devraient permettre de réussir dans cette fonction très ouverte.

Merci d'adresser votre candidature avec C.V., photo et rémunération, à OCS, en mentionnant la réf. 2591.



1, rue Guillaume Brochon  
BP 37 - 33024 BORDEAUX Cedex

هكمان الراسل







## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

**chef comptable**

180 000 F +

Une SOCIÉTÉ de PARFUMERIE bénéficiant d'une grande notoriété - filiale d'un puissant GROUPE BRITANNIQUE - recherche son CHEF COMPTABLE.

Intégré à une équipe de direction à taille humaine et disposant d'une dizaine de collaborateurs, il sera chargé de restructurer la comptabilité générale et budgétaire en harmonie avec le système informatique du Groupe. Il sera également responsable de la gestion administrative du personnel.

Ce poste conviendrait à un excellent PROFESSIONNEL de la COMPTABILITÉ, âgé de 32 ans minimum, possédant le niveau du DECS et si possible une expérience des méthodes et procédures ANGLO-SAXONNES et de la comptabilité informatisée.

Une bonne connaissance de la langue ANGLAISE est requise.

Les dossiers de candidatures sous réf. 2625 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris

**ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT**  
à SAINT-CLOUD  
recherche**ingénieurs informaticiens grandes écoles**

débuts ou quelques années d'expérience  
Si vous êtes motivés par les techniques de pointe, Si vous avez le goût de l'animation et des responsabilités. Plusieurs postes sont à pourvoir dans les domaines suivants:

**aéronautique**

ETUDE ET RÉALISATION DE NOUVEAUX PROJETS

- Réseaux de microprocesseurs.
- Systèmes de transmission de données.
- Logiciel temps réel.

(Ref. 2628 M)

**génie logiciel**

DEVELOPPEMENT ET INTÉGRATION DE NOUVEAUX OUTILS

- Langages de spécification.
- Compilateurs.
- Outils de test et de validation.
- Assurance et contrôle qualité.

(Ref. 2629 M)

**informatique de gestion**

CONCEPTION ET DÉVELOPPEMENT DE NOUVELLES APPLICATIONS

- En collaboration avec les utilisateurs
- Avec pour objectif un outil informatique de gestion intégré
- Dans un environnement télétraitement et base de données

(Ref. 2630 M)

Perspectives de carrières intéressantes et nombreux avantages sociaux.

Les dossiers de candidatures sous réf. correspondantes à préciser sur l'enveloppe seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

**directeur filature & tissage**

(50 000 broches - 1000 métiers) AFRIQUE de L'OUEST

INGÉNIEUR TEXTILE ARTS &amp; MÉTIERS, IDN, HEI, etc.

Une des plus importantes SOCIÉTÉS TEXTILES D'AFRIQUE, implantée dans un pays stable et travaillant sous CONTRAT DE GESTION et d'ASSISTANCE TECHNIQUE avec TEXUNION, recherche un DIRECTEUR FILATURE & TISSAGE.

Il sera totalement chargé de l'ensemble de la gestion technique et de l'animation d'un effectif de 850 personnes.

Ce poste de « patron d'usine » de très haute responsabilité ne peut convenir qu'à un INGÉNIEUR TEXTILE DIPLÔMÉ, âgé de 35 ans minimum, pouvant se prévaloir d'une expérience de 10 années au moins de Direction d'usines FILATURE & TISSAGE (de préférence COTON) et ayant eu à exercer un COMMANDEMENT très large.

Salaires importants - Avantages sociaux très complets - Statut d'expatrié y compris 2 mois de congés annuels - Maison de fonction très confortable avec piscine - Voiture de service.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2631 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris

**MATRA VELIZY**

La Direction Après-Vente Utilisateurs crée un poste :

**Ingénieur Chargée de Missions**

pour assister le Directeur Adjoint et le second sur un ensemble de missions très diversifiées, impliquant notamment le suivi d'affaires en relation avec les services internes et les clients étrangers, la gestion des informations relatives à l'activité de la Division ...

Ce poste conviendrait à une ingénieure diplômée d'une Grande Ecole avec formation complémentaire en gestion de type IAE. Une expérience industrielle de 5 ans environ lui aura apportée une compétence technique large, « pluridisciplinaire », un certain sens commercial et des qualités relationnelles pour être reconnue par les services internes.

Anglais courant.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK 1075 au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres - 3 avenue du Centre - Centre de MONTIGNY - 78182 Saint Quentin Yvelines Cedex

MILLESIME 83

**Jeunes Diplômés ESC MAITRISE**

CHAQUE ANNÉE LES ASSURANCES DU GROUPE DE PARIS RECRUTENT 20 STAGIAIRES COMMERCIAUX

Ce sont des gens de qualité, au potentiel intellectuel établi, au caractère déterminé et au **TEMPERAMENT** affirmé. Ils se sont pris en main, et manifestent dès maintenant par leur volonté d'agir sur leur futur environnement professionnel, leur capacité de **LEADER**.

Ils deviendront de **SOLIDES TECHNICIENS** aptes à la décision. Compétents dans toutes les disciplines de l'Assurance, spécialistes accomplis dans leur domaine d'action, et réalisateurs capables de faire évoluer la fonction confiée, ils agissent alors en **VRAIS PROFESSIONNELS**.

Pour réussir ce programme ambitieux, il faut une préparation sans faille. Leur formation sera donc assurée au cours d'un stage de 2 ans, conjuguant harmonieusement l'enseignement théorique, l'expérience pratique et la connaissance de l'Entreprise. En fin de cycle, leur intégration sera complète et ils rejoindront le collège des commerciaux qui participent au développement de la Société. Pour nous ils seront devenus des **CADRES A PART ENTIERE**.

Les AGP : 5 milliards de C.A.  
Effectif Technico-commercial 3800 personnes.

Ecrire avec C.V., photo à l'attention de M. Yves LE TINIER  
sous réf. 830.321 - AGP/CFC -  
26, Bd. Haussmann - 75447 PARIS CEDEX 09.

**E-MONTEUR**

DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BÂTIMENT

Journal de la construction et de l'aménagement du cadre de vie, le Monteur est, avec 393.000 lecteurs le premier hebdomadaire économique et professionnel français. Le monde de la construction est engagé dans une profonde mutation: réduction des coûts, économies d'énergie, introduction rapide de l'informatique conduisent à innover dans tous les domaines (matériaux et composants, conception, méthodes et organisation...). Dans le cadre de l'évolution de notre secteur nous recherchons:

**le chef de la rubrique Technique**

Il aura à définir la politique rédactionnelle technique et à animer une équipe de journalistes. Sa responsabilité couvrira la rubrique technique hebdomadaire, mais aussi des numéros spéciaux.

Il devra entretenir également des relations régulières avec des organismes et entreprises importantes tant en France qu'à l'étranger.

Ce poste s'adresse à un journaliste confirmé, ingénieur de formation, ayant une bonne connaissance du bâtiment. Une expérience informatique constitue un atout supplémentaire. Surtout, le candidat devra apporter la preuve d'une incontestable aptitude à la communication écrite. Rigueur, curiosité et mobilité, goût du contact sont les qualités recherchées. Une bonne pratique de l'anglais est nécessaire.

Outre la prise en charge immédiate d'un domaine rédactionnel important, nous offrons une véritable participation à l'évolution du journal, de larges possibilités d'évolution tant au sein des publications du Monteur que du groupe CEP (Compagnie Européenne de Publication) dont nous faisons partie, une politique de formation originale adaptée à vos besoins propres et vous permettant de développer votre potentiel.

Adresses votre candidature à M. Dominique BOUDET

Direction de la Rédaction

Le Monteur - 17, rue d'Uzes 75002 PARIS

Joignez à votre curriculum vitae une photo et votre niveau actuel de rémunération.

**FILIALE FRANÇAISE D'UNE SOCIÉTÉ EUROPÉENNE**  
nous recherchons un  
**INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL DE HAUT NIVEAU**

Connaissances appréciées en mesure/régulation et analyse de gaz industriels.

SUR DE SA VALEUR POUR :

- développer son portefeuille,
- se prendre totalement en charge.

Envoyer curriculum vitae manuscrit et photo au « MONDE » Publiaté, n° 7.971, Service Annonces Classées - 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

**digital**

N° 1 de l'informatique interactive

Vous avez plusieurs années d'expérience de la maintenance d'ordinateurs et la volonté d'évoluer vers des postes à responsabilité technique ou humaine :

- Ingénieurs de maintenance systèmes
- Ingénieurs de support produits
- Instructeurs matériel-logiciel
- Responsables de projets
- Responsables d'équipe de maintenance

Notre croissance continue vous offre cette opportunité et un choix réel d'évolution de carrière. Vous parlez l'anglais, nous vous formerons à nos derniers produits en Europe ou aux U.S.A.

Ecrivez sous réf. M 30 à  
Nicolas GROS, Ressources Humaines,  
DIGITAL EQUIPMENT FRANCE  
2, rue Gaston Crémieux, B.P. 136, 91004 Evry Cédex, tél. 077.82.92.

مکان العمل



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Notre Société conçoit et réalise des équipements électroniques de haute technicité. L'essor de ses activités lui impose la création du poste de

## chef du département des études

Il aura pour mission d'animer l'action des services d'études de la Société, qui mènent la conception et le développement de nos produits. Ingénieur Grande Ecole, vous avez plusieurs années d'expérience du Développement au cours desquelles vous avez manifesté à la fois votre goût pour les études pluridisciplinaires (Electronique, Mécanique, Physique...) et votre aptitude à diriger des équipes d'ingénieurs et de techniciens de haut niveau.

Le poste est à pourvoir en proche banlieue parisienne.

Adresser vos candidatures sous référence 65598 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra

HEC, ESSEC, ESCP, ESCAE

## Jeune cadre financier

Importante société industrielle implantée à l'échelon international recherche pour la banlieue Ouest de PARIS un jeune cadre financier.

Le candidat aura une formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP, ESCAE) qui l'aura sensibilisé aux problèmes de gestion financière des groupes internationaux.

Une première expérience professionnelle pourrait être un atout supplémentaire.

Directement rattaché au chef des services financiers, il le secondera dans l'exécution des missions suivantes:

- élaboration des dossiers de financement France et étranger,
- suivi financier des filiales françaises et étrangères,
- et, plus généralement, participation à l'ensemble des travaux de gestion financière liés à notre implantation internationale.

Veuillez adresser lettre manuscrite + C.V. et prétentions sous référence 2457/LM à MEDIA P.A. - 9, boulevard des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

## ingénieur d'affaires

sema informatique

Informatique industrielle

La division informatique de sema metra, groupe européen de conseil et d'ingénierie (800 MF de CA, 2200 personnes) recherche un ingénieur d'affaires dans le domaine de l'informatique industrielle et en particulier les systèmes de télésurveillance, les simulateurs d'entraînement, la robotique.

Cet ingénieur assume la responsabilité d'une ou plusieurs affaires pendant l'intégralité de leur déroulement. Il assiste la Direction commerciale pour la phase de négociations: élaboration des offres et des documents constituant les marchés, consultation des fournisseurs. Il coordonne le développement des projets par des équipes pluridisciplinaires dont les responsables lui rendent compte. Enfin, après mise en service, il reste l'interlocuteur privilégié du client dans le cadre des opérations de garantie et maintenance.

Le candidat, ingénieur de formation, a de 6 à 10 ans d'expérience dans l'industrie ou au sein d'une société d'ingénierie. Informaticien ayant déjà eu des responsabilités de chef de projet, il maîtrise parfaitement les techniques de l'informatique industrielle et a une réelle aptitude à l'encadrement d'équipes pluridisciplinaires.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite, sous la référence 10408/M à M. Dheur, Sema-Selection: Centre Metra, 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE

sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

Société d'ingénierie, filiale de l'un des plus grands groupes industriels français, recherche dans le cadre du développement de ses départements INFORMATIQUE INDUSTRIELLE et AUTOMATISMES

## RESPONSABLE DE PROJETS

Ref. 11982/A

Ref. 11982/B

Chargé de concevoir et d'assurer la réalisation de systèmes informatiques appliqués à la production industrielle.

Il participera aux contacts avec le client pour l'établissement du cahier des charges.

Il assurera la responsabilité du projet tant sur le plan technique que financier.

### PROFIL:

- ingénieur grande école ou équivalent,
- 3 à 5 ans d'expérience dans la réalisation de logiciels temps réels sur mini-ordinateur,
- il a acquis la pratique d'un des matériels suivants: MINI 6, PDP 11, SOLAR 16 et de son système d'exploitation,
- la connaissance de l'assembleur d'une de ces machines sera appréciée,
- expérience d'une méthode d'analyse et de programmation.

Chargé de la modélisation et de la simulation d'unités de production complexes.

En collaboration avec les spécialistes du processus, il analysera le besoin puis établira la spécification du modèle et son plan d'utilisation.

Il aura la responsabilité de la mise en œuvre du modèle (qualité, coût, délais), en utilisant des langages spécialisés pour la simulation de processus discontinus.

### PROFIL:

- ingénieur grande école, ayant de préférence une première expérience en analyse statistique ou recherche opérationnelle,
- bonne pratique de un ou plusieurs langages de programmation dont le FORTRAN,
- expérience mécanique ou organisation de production appréciée,
- bonne maîtrise de l'anglais technique.

Ces deux postes amèneront les candidats retenus à s'intégrer au sein d'équipes de projets pluridisciplinaires.

Lieu de travail: banlieue Ouest de Paris.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi à PIERRE LUCHAU S.A. BP 220 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

IMPORTANT ORGANISME MUTUALISTE Quartier Montparnasse

recherche pour son service informatique équipé d'ordinateurs CII-H.B. D.P.S. 8

## CHEF DE PROJET ADJOINT Comptabilité-Finance

REF.: PLA 307 M

Il (elle) élaborera des analyses fonctionnelles avec les utilisateurs sous l'autorité du Chef de Projet.

Il (elle) sera responsable de la réalisation des études, à sa charge: comptabilité analytique et budgétaire, comptabilité fournisseurs, gestion des immobilisations.

Sa connaissance du matériel CII-H.B. DPS 8/DM IV, son expérience de l'analyse lui permettront d'encadrer avec efficacité une équipe de quatre analystes et programmeurs.

## ANALYSTE-PROGRAMMEUR COBOL/DM IV

REF.: PLA 308 M

Intégré(e) au projet comptabilité/gestion financière, il (elle) aura à prendre en charge des développements (analyse organique et programmation) en temps réel sur matériel huit de gamme CII-H.B.

Ce poste s'adresse à une(une) candidate de niveau DUT ayant déjà eu des responsabilités d'analyse organique sur 88 ou DPS 8, utilisant temps réel et bases de données.

Adresser C.V. et prétentions à: SSCI - 47, rue de la Chaussée d'Antin, 75009 PARIS, sous réf. PLA 306 M.

SSCI

SOCIÉTÉ DE PRODUITS CHIMIQUES

recherche

pour son DÉPARTEMENT PRODUITS SPÉCIAUX (clientèle pharmaceutique, cosmétique et parfumerie)

## UN ADJOINT AU CHEF DE DÉPARTEMENT

Nous souhaitons rencontrer un candidat disponible et dynamique, possédant une formation chimiste ou commerciale, une première expérience réussie dans l'un des deux domaines.

Connaissances de l'anglais appréciées.

Poste évolutif à moyen terme.

Siège de la société: banlieue Sud-Ouest Paris.

Adresser C.V. et prétentions sous n° 3.276 à HAVAS, 45200 Montargis, qui transmettra.

## assistant contrôle de gestion

Vous êtes diplômé d'une école supérieure de commerce ou d'une école d'ingénieurs avec une formation en gestion (ISA, IAE, CESMA...). Vous parlez l'anglais. Vous avez une première expérience professionnelle de 1 à 3 ans si possible en contrôle de gestion ou alors vous êtes motivé par cette fonction.

Sous l'autorité du contrôleur de gestion central et dans un esprit de travail en équipe, vous devrez devenir très vite opérationnel dans les missions qui vous seront confiées: établissement des tableaux de bord, participation à l'élaboration du budget, exploitation et analyse des systèmes d'informations (avec support informatique). Vos qualités relationnelles vous permettront de vous intégrer et de vous faire apprécier dans ce poste charnière.

Vous trouverez dans notre société en étant mobile et disponible de réelles possibilités d'évolution.

Si cette offre vous intéresse, envoyez lettre manuscrite avec CV et photo s/réf. 65176 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

GRAND MAGASIN PARISIEN

recherche

POUR SON SERVICE JURIDIQUE rattaché au Secrétariat Général

## JURISTE GÉNÉRALISTE

ayant une expérience de 5 à 10 ans en entreprise et une maîtrise en droit.

Le (la) candidat(e) retenu(e) devra avoir une bonne connaissance du Droit de la Distribution en Assurance, de l'immobilier, et être âgé(e) au minimum de 35 ans.

La rémunération sera fixée en fonction des références présentées.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à: DUTAYEL PUBLICITE 47, rue La Bruyère, 75009 PARIS sous le n° 2.176.

IMPORTANT ORGANISME COLLECTEUR 1 %

SÈGE A PARIS

recherche

## CADRE FINANCIER

Bon niveau (Maîtrise Sciences Économiques, I.E.P. section économique financière, D.E.C.S. ou diplôme équivalent).

Minimum 3 ans d'expérience, après à toutes les missions de la fonction financière, y compris l'analyse financière et le suivi des participations.

Rattaché à la Direction, il aura notamment à concevoir et mettre en œuvre des instruments informatiques permettant de projeter les flux financiers à moyen et long terme et leurs variations en fonction d'hypothèses prédéterminées.

La connaissance de la réglementation 1 % est utile mais non indispensable.

Le traitement annuel ne sera pas inférieur à 150.000 F par an.

Envoyer candidature et curriculum vitae à: RÉGIE-PRESSE n° 7 038.322 M, 85 bis, rue de la République, 75002 Paris.

Nestlé - Notre groupe indépendant financièrement est à taille humaine, performant et diversifié (pétrole, ingénierie, mécanique de précision, robotique...). Dans le cadre de notre développement nous recherchons pour notre siège un

## JEUNE ADJOINT CHEF COMPTABLE

Vous possédez au moins votre BTS, vous avez acquis une première expérience comptable et vous souhaitez évoluer. En étroite collaboration et sous l'autorité du chef comptable, dans le cadre d'une comptabilité informatisée opérationnelle, vous participerez aux différentes fonctions comptables, à l'établissement des pré-bilans, aux statistiques et enquêtes diverses, au contrôle des comptabilités décentralisées et aux déclarations. Ce poste, aux aspects variés, permettra à un candidat dynamique et compétent d'évoluer dans nos structures.

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, écrivez à Jean-Loup Parichon sous réf. 6688 M: il étudiera avec vous les possibilités d'une future collaboration.



SERIFO CONSEILS DE DIRECTION 47 bis, AVENUE BOSQUET - 75007 PARIS TELEPHONE: 555.11.11

MEMBRE DE SINTEC

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION DE MATÉRIEL FERROVIAIRE INOX

leader sur le marché français

(2 usines, 1200 personnes, C.A. 500 MF)

Filiale d'un groupe privé très important

recherche

## ingénieurs d'affaires gestionnaires de contrats export

Rattachés à la Direction commerciale chargés

- des relations avec les clients
- du suivi des paiements
- de la gestion du Service Après-Vente et de la garantie.

### LES CANDIDATS DEVONT:

- être ingénieur et/ou issu d'une école de commerce option gestion
- être parfaitement bilingue français-anglais et/ou espagnol
- avoir des capacités d'organisation, de communication, de négociation, de gestion et de rédaction.

Lieu de travail à Puteaux-La Défense avec quelques déplacements à l'étranger.

Adresser lettre manuscrite avec CV, photo et prétentions s/réf. 65575 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.



## Responsable de la Formation

Une société privée d'assurances (2300 personnes) recherche le Responsable de la formation du personnel de son Siège à Paris.

En liaison avec le Chef du Service de la Gestion du Personnel, il apportera une contribution active au développement de la formation en définissant les besoins, en animant et coordonnant avec les deux formateurs en place la mise en œuvre des programmes qu'il aura contribué à créer ou améliorer.

Agé d'environ 35 ans, diplômé d'études supérieures, il doit justifier d'une réelle expérience de la formation. Par ailleurs, les qualités d'animation, d'ouverture au dialogue, constitueront les critères déterminants du choix. Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. sous référence 83611 M à Didier RAMON

centor

13 bis, rue Henri Monnier 75009 PARIS Tél.: 285.15.53



## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

Banque Internationale étrangère  
recherche pour Paris

### 1 SPÉCIALISTE DE LA CLIENTÈLE ENTREPRISE

Le candidat aura 30 ans environ, parlera l'anglais, pourra justifier d'une expérience similaire et posséder des connaissances bancaires approfondies.

Il sera chargé d'assister et de développer la politique de la Direction Régionale France dans le cadre du département Marketing.

Adresser C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à :  
RÉGIE-PRESSE, N° T 039.325 M,  
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Association pluripolitique d'élus communaux recrutés :

### UNE(E) CHARGÉ(E) D'ÉTUDE

- Formation gestion financière, fiscalité ou sciences économiques ;
- Bonne connaissance des problèmes des collectivités locales, notamment dans les domaines financiers et fiscaux ;
- Libre rapidement ;
- Résidence région parisienne ;
- Rémunération selon expérience.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo et prétentions :  
Sous n° 1062 LE MONDE PUBLICITÉ,  
Service annonces classées  
5, rue des Italiens - 75009 PARIS.

ORGANISME PUBLIC  
chargé gestion marché agricole  
dans cadre C.E.E. recherche :

### RÉDACTEUR ÉCONOMIQUE

27 ans environ  
DESS ou DEA Sciences éco. exigé.  
Bonne connaissance de l'anglais.  
Nationalité française.  
Libéré service national.  
Écrire avec C.V. et photo obligatoire sur n° 7.925.  
LE MONDE Publicité, Service Annonces classées,  
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

La direction financière d'une Banque de Crédit à moyen et long terme PARIS recherche :

### JEUNE CADRE FINANCIER MF

formation HEC, ESSEC, ENSAE ou équivalent, pour une fonction de contrôle de résultats financiers et de prévisions impliquant l'utilisation de l'outil informatique (mini-ordinateur).

Envoyer C.V., photo, prétentions, s/réf. 3399 à  
PIERRE LICHOU S.A. BP 220, 75063 PARIS  
Cédex 02 qui transmettra.

# MATRA

se développe et crée plusieurs postes

Pour son Département Informatique situé à Vélizy

## Ingénieur Informaticien

### Sa fonction :

- il a une responsabilité :
- technique sur la définition et l'utilisation des outils informatiques (logiciels de base, base de données...);
- méthode puisqu'il assure la gestion des outils tant sur le développement de nouvelles applications - que sur l'exploitation.
- il assure les interfaces techniques et contrôle les analystes programmeurs.

### Son profil :

- diplômé d'une école d'ingénieurs (INSA - ENSI - IDN... ) avec option informatique.
- une première expérience professionnelle faciliterait l'adaptation à cette fonction en apportant une bonne compétence technique et des capacités de relation et de travail en équipe.

Réf. NK 1070

Pour sa Direction Trésorerie et Financement située près de l'Etoile

## Cadre Financier

chargé du suivi des prévisions de trésorerie

### Sa mission :

- il est chargé de faire la synthèse des prévisions de trésorerie des différents secteurs d'activité.
- il a la responsabilité de suivre les réalisations des flux de trésorerie et d'analyser les écarts pour la mise à jour des nouvelles prévisions.
- il est amené à se tenir informé de la vie des affaires et à collaborer d'une façon étroite avec les services financiers des secteurs.

### Sa compétence :

- de formation ESC ou équivalent, il dispose d'une première expérience professionnelle orientée sur la prévision et la gestion de la trésorerie.
- dans ce poste, des qualités de synthèse et de méthode, un sens aigu de la rigueur des informations et des délais à tenir sont particulièrement recommandés, associés à un sens naturel des relations humaines.

Réf. NK 1069



Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence du poste choisi au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY - 3 avenue du Centre - 78183 SAINT-QUENTIN - YVELINES CEDEX

Pour son Département Informatique situé à Vélizy

## Ingénieur Analyste

en informatique de gestion

### Sa fonction :

- il participe à l'élaboration des dossiers d'analyse fonctionnelle.
- il réalise l'analyse informatique générale d'une application et pilote sa réalisation.
- en relation étroite avec les utilisateurs, il traduit en cahier de charges informatiques, les besoins exprimés par le Service Administratif et de gestion.

### Son profil :

- ingénieur de formation (MAGE INSA, IIE...), il a si possible une formation complémentaire en gestion (type IAE).
- sans être indispensable, une expérience de 2 - 3 ans serait très appréciée.

Réf. NK 1071

Pour la Direction Administration et Contrôle implantée dans le Centre de Montigny

## Auditeur Comptable

pour le contrôle comptable du groupe

### Sa mission :

- il contrôle l'application des procédures et des principes comptables qu'il est amené à faire évoluer.
- il contrôle les états financiers du Groupe et apprécie la fiabilité des résultats.
- il a également un rôle de conseil et d'assistance en matière fiscale et comptable.

### Son profil :

- cette fonction conviendrait à un jeune cadre de formation HEC - ESSEC - ESCP ou équivalent (DECS apprécié) ayant acquis 2 à 3 ans d'expérience en Cabinet d'Audit Anglo-Saxon ou au sein d'un groupe industriel.

- il devra se faire reconnaître par sa rigueur et sa compétence mais aussi par sa capacité à convaincre et à établir de bonnes relations.

Réf. NK 1068

## GERER LES STOCKS

300 références  
12 points de stockage en France  
800 M. de C.A.

## BISCUITS BELIN

recherche le Cadre expérimenté chargé de définir les programmes de production en intégrant les capacités des usines, les besoins de la distribution et la fluidité des stocks.

Il encadre une équipe et dispose d'un outil informatique en temps réel.

Il possède 3 ou 4 ans d'expérience de logistique et une formation DUT transports ou Sup. de Co.

Envoyer C.V., photo, prétentions à  
BISCUITS BELIN - Service Emploi Formation  
BP. 93 - 91003 EVRY Cedex.

## MSL international

3, place de Valois 75001 PARIS - Tél. (1) 261.81.61.  
94, rue Servient Le Mercure 69003 LYON - Tél. (7) 862.08.33.

## Assistant (prix et délais) pour offres internationales



Vendre des systèmes d'armement est-ce pour vous un problème de conscience ou une démarche dynamique commerciale dans un environnement de compétition mondiale ? Dans le second cas, nous vous offrons de vous intégrer à notre équipe et d'assister nos ingénieurs de ventes export pour la préparation et l'établissement de leurs propositions commerciales. A partir de spécifications, vous assurerez les relations avec notre bureau d'études et notre usine pour l'établissement des devis, les prévisions de délais et de coûts, fournirez les éléments permettant la fixation des prix de revient tenant compte des principes de la vente à terme et internationale. Vous avez au minimum 35 ans, êtes de préférence de formation commerciale; vous avez l'expérience d'opérations internationales - ventes ou achats - pour des équipements techniques, ce qui sous-entend que vous maîtrisez les discussions techniques. La connaissance de l'allemand serait un avantage. Ecrire à Antoinette Leclercq à Paris - Réf. M 8178.

Discrétion totale assurée.

GRAND GROUPE FRANCAIS  
recherche pour sa filiale  
leader dans le domaine de la Bureautique :

## Technicien Supérieur

Titulaire du B.T.S. ou DUT Electronique, vous posséderez une expérience professionnelle de 5 à 6 ans ainsi que de bonnes connaissances en micro informatique, électricité et petite mécanique. Votre mission comportera :

- la prise en compte et la qualification du système bureautique.
- la définition de la politique de maintenance et la préparation de la logistique correspondante.

Anglais lu et parlé.

## Technicien de Maintenance

Titulaire du BTS ou DUT Electronique, vous aurez acquis de bonnes connaissances en électricité et petite mécanique. Vous aurez à assurer la maintenance en clientèle et en atelier.

Anglais souhaités.  
Lieu de travail : Nord Ouest Paris (92).  
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 8908 à L.T.P.  
31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris  
Cedex 02 - qui transmettra

BANQUE PRIVÉE  
filiale d'un groupe bancaire international  
recherche

## CHEF DE LA SECTION PORTEFEUILLE

Titulaire du B.P. ou B.P. en cours. Connaissant parfaitement toutes les opérations portefeuille. 3 ans d'expérience minimum dans le poste exigé.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous n° T 039.278 M  
RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

## ingénieur génie chimique

### industrialisation des procédés alimentaires

GERVAIS DANONE FRANCE - 3,1 Md de CA, 4300 personnes, 7 usines - couvre plus de 30% du marché français des produits laitiers frais. Sa croissance rapide (+15% en volume en 1982) et le lancement de produits nouveaux nécessitent une adaptation constante de l'outil de production. Le budget d'investissement sera d'environ 200 MF en 1983.

Au sein de la Direction Technique, l'ingénieur que nous recherchons effectuera les études visant à l'amélioration de la qualité du produit fini et à la productivité des équipements. Il prendra en charge les projets d'investissement liés au processus de fabrication en collaboration avec les usines; il leur apportera l'assistance technique nécessaire au maintien et à l'amélioration de leur outil de fabrication.

Ingénieur Génie-Chimique, Génie Industriel, le candidat doit avoir 2/3 ans d'expérience en exploitation et/ou ingénierie de process acquise de préférence dans une industrie de grande consommation.

Ce poste très ouvert implique de nombreux contacts, en particulier avec les usines et la Direction des Achats et à l'extérieur avec les constructeurs d'équipements et les sociétés d'ingénierie. Cette fonction peut lui permettre de se préparer à exercer des responsabilités opérationnelles en usine, chez Gervais Danone ou dans le Groupe BSN.

Le poste est à pourvoir à Levallois-Perret.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 810M en précisant  
rémunération souhaitée à: BSN-Service Recrutement Cadres  
7, rue de Valenciennes - 75381 Paris Cedex 08

bsn.gervais danone bsn.gervais danone

## Jeune responsable trésorerie prévisionnelle

UN GROUPE IMMOBILIER DU SECTEUR SOCIAL, renforce ses structures financières et recherche son Responsable trésorerie prévisionnelle.

Ce poste, rattaché directement au Contrôleur de Gestion du groupe, sera confié à un(e) jeune diplômé(e) de gestion ou ESC, ayant acquis une première expérience professionnelle de 1 à 2 ans en trésorerie et/ou en gestion.

### Sa mission impliquera :

- le recueil d'informations auprès des différents services ou sociétés du groupe.
- l'établissement de la trésorerie à MT et LT et le suivi des écarts en liaison avec le contrôle budgétaire.

Poste intéressant et évolutif pour candidat motivé.

Lieu de travail : Paris.

Ecrire en précisant prétentions

sous référence PK 478 AM.

4, rue Massenet 75016 Paris

etap

مكاتب العمل



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Les systèmes graphiques du futur

EVANS and SUTHERLAND et SHAPE DATA Ltd ont réuni leurs compétences pour concevoir, développer et commercialiser des produits CAO/DAO de très haute technologie et recherchent leur

Responsable Commercial France

Fort de nos prestigieuses et récentes installations en France, nous vous offrons l'opportunité :

- de participer au lancement de notre nouveau système remarquablement performant dans le domaine de la mécanique et utilisant le logiciel ROMULUS développé par Shape Data Limited (Solid Geometric Modeller)
- de commercialiser nos systèmes graphiques (le PS 300 et le MPS) qui permettent les applications les plus sophistiquées et les plus avancées dans les domaines pharmaceutique, chimique, biologique, mécanique et au niveau des simulations.
- de suivre une formation complète sur nos systèmes aux USA (Salt Lake City) et sur nos logiciels en Grande Bretagne (Cambridge)
- de prétendre à une rémunération très attractive et à une évolution de carrière particulièrement motivante.

Nous attendons de vous une solide expérience de la vente dans l'informatique ou dans un domaine proche. Parfaitement bilingue anglais, vous accepterez des déplacements en France et en Europe, et êtes prêt à travailler en toute autonomie.

Adresser CV, photo et prétentions sous référence 781 M à notre Conseil ALPHA CDI, 59, rue St Didier - 75116 PARIS.



CONTINENT C

GROUPE Promodès

La branche Hypermarchés du Groupe - 23 magasins en France - CA multiplié par 7 en 10 ans 8 milliards de francs aujourd'hui recherche un

Jeune diplômé HEC, ESSEC, SUP de CO... attiré par l'Informatique.

Doté d'un fort potentiel, manifestant un réel intérêt pour la grande distribution, vous participerez au développement de l'informatique dans le réseau de nos magasins. Après l'élaboration du plan informatique, vous collaborerez à la définition et à la réalisation des premières applications.

Vos responsabilités évolueront avec l'extension de nos futurs projets.

Rapportant au Directeur de l'Organisation et de l'Informatique, ce poste, vous l'avez compris, vous mènera rapidement à une responsabilité plus vaste, car vous aurez à constituer votre équipe. Tâche passionnante qui conviendrait à un jeune candidat ayant 2 ou 3 ans d'expérience et qui voit dans cette opportunité un prétexte à des responsabilités diversifiées dans notre Groupe.

Le poste est basé en banlieue ouest de Paris et implique toutefois quelques déplacements de courte durée en province.

Adresser CV, photo, lettre manuscrite et prétentions sous référence 782 M à notre Conseil ALPHA CDI, 59, rue Saint Didier - 75116 PARIS.



INGÉNIEUR

adjoint du directeur de la ligne de produits pétrochimie



cherche pour son département chimie à Paris, l'adjoint du Directeur de la ligne de produits Pétrochimie.

Il a pour mission de :

- Définir la politique de la Compagnie à l'égard des technologies à mettre en œuvre.
- Faire la promotion technico-commerciale en liaison avec les responsables géographiques.
- Coordonner les services compétents dans la négociation des accords de licence, la préparation des propositions techniques et commerciales (dans leurs aspects technico-commerciaux).
- Participer à la négociation contractuelle jusqu'à la signature des contrats et suivre ensuite leur bonne exécution.

Nous cherchons un ingénieur de haut niveau, grande école ou ENSCP ou équivalent, 35-40 ans, ayant acquis une bonne expérience d'ingénieur de projet dans l'industrie pétrochimie ou chez un grand exploitant. C'est également un bon commerçant, bilingue anglais. Il se déplace 30% de son temps à l'étranger.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à Jeanne FAIVRE d'ARCIER sous la référence 282-2/LM.

Jacques tixier s.a.  
7 rue de logelbach, 75017 paris

membre de syntec

Ingénieurs électroniciens, H/F

chez le leader mondial du semi-conducteur

Vous aurez à promouvoir auprès de nos grands clients nos concepts VLSI : synthèse vocale, circuits de télématique, réseaux prédéfinis, microprocesseurs...

Diplômé d'une Grande Ecole d'ingénieurs, vous êtes un spécialiste de haut niveau et vous avez des qualités de contact. Nous vous confierons une mission d'assistance à notre clientèle (les aider dans le choix de nos produits, de nos concepts et en assurer la mise en œuvre). Bénéficiant d'une large autonomie, vous déterminerez en étroite collaboration avec nos ingénieurs de vente les plans d'action et les moyens nécessaires à la réalisation de vos objectifs.

Vous êtes débutant avec une bonne connaissance des microprocesseurs ou vous avez 1 à 2 ans d'expérience en laboratoire ou SSIC sur microprocesseurs, logiciel ASSEMBLEUR, PASCAL.

Nous offrons une rémunération importante à des candidats de valeur. Postes basés à PARIS et à LYON.

Monique Nerval vous prie de lui adresser votre candidature sous référence SC/0383/3 M à :

TEXAS INSTRUMENTS FRANCE - 8/10, avenue Morane Saulnier - 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY CEDEX



TEXAS INSTRUMENTS  
FRANCE

JEUNE HEC, ESCP, ESSEC ayant une première expérience d'audit

Un groupe français de distribution (40 filiales) vous propose de prendre la responsabilité de son équipe d'Audit.

Vous serez chargé de faire au moins 2 fois par an l'audit complet de chacune de ses filiales. Vous aurez la responsabilité de l'étude de dossiers spécifiques. Vos rapports serviront des outils de travail pour la Direction Générale du groupe et les Directeurs de filiales. Nous offrons des possibilités de carrière dans notre groupe pour des candidats de valeur.

Poste à pourvoir à Paris avec de nombreux déplacements.

Envoyez C.V. et prétentions sous réf. 8480-M à Mamrègès qui transmettra.

Mamrègès  
3 RUE D'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

Adjoint du responsable administration des ventes SYSTEMES INFORMATIQUES

Filiale d'un groupe international, nous sommes une société à taille humaine spécialisée dans la commercialisation de systèmes informatiques performants. Nos clients sont nos partenaires, nous leur devons une croissance rapide et constante.

Dans le cadre de cette expansion, nous recherchons un ADJOINT DU RESPONSABLE ADMINISTRATION DES VENTES (25 ans minimum). De formation BAC + 2, bilingue anglais, vous avez l'esprit d'équipe et le sens de l'organisation. Rapide mais rigoureux, vous assisterez le responsable du service sur des tâches diverses et variées : gestion des approvisionnements, relation avec les transitaires, contrôle d'inventaire, gestion des pièces détachées, vous posséderez d'ailleurs une première expérience dans une fonction similaire.

Poste basé au PLESSIS-ROBINSON - voiture personnelle indispensable - avantages sociaux.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 5338 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.



Assistant Responsable du Recrutement Personnel non Cadre

Une société privée d'assurances (2300 personnes) recherche, pour son Siège à Paris, un Assistant Responsable du Recrutement du personnel non cadre.

Agé d'environ 25 ans, de formation supérieure en sciences humaines (Psycho-Profil, CELSA, Gestion Personnel...), ayant si possible une première expérience du recrutement en entreprise, il prendra en charge la définition des besoins, la recherche et la sélection des candidats, leur présentation aux responsables de départements et le suivi de leur intégration, puis la gestion quotidienne et prévisionnelle des salariés du Siège.

Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. sous référence 83610 M à Didier HAMON

centor

13 bis, rue Henri Monnier  
75009 PARIS  
Tél. : 285.15.53

Promogros

« Service Epicerie »

ORSAY (Sud de Paris)

recherche pour sa plate-forme 20000m²

Chef du Service Préparation-Contrôle

Cet homme de 30 ans minimum, devra avec ses collaborateurs en liaison avec les services : transport, réception, implantation et entretien :

- Organiser et suivre le planning de préparation-livraison en épicerie liquide ;
- définir et faire appliquer les méthodes de contrôle et normes de productivité ;
- animer et faire progresser une équipe de 35 personnes.

De formation au moins secondaire, il aura une bonne expérience de la main-d'œuvre étrangère et de ses problèmes.

Si vous êtes intéressé, envoyez CV, photo et prétentions sous réf. 01-M-5 à M. Claude LECLERC, Direction du Personnel, PROMOGROS, BP 17, 91200 MONDEVILLE.

Réponse garantie - Discrétion assurée.

Importante Banque nationalisée recherche pour son Département d'Audit Comptable :

2 auditeurs comptables

possédant une expérience complète de l'Audit et une pratique acquise dans un cabinet spécialisé.

Diplômés de l'Enseignement Supérieur et disposant d'une formation comptable - D.E.C.S., Expertise Comptable - les candidats doivent, en outre, posséder des connaissances fiscales et juridiques approfondies.

En raison de l'importance du réseau international de l'entreprise, il est souhaitable que les candidats aient une pratique courante des langues (Anglais - Espagnol ou Allemand).

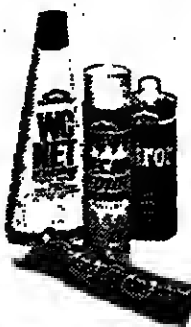
Ces deux postes placés à PARIS sont à pourvoir immédiatement. Des déplacements en province ou à l'étranger sont à envisager.

Envoyez lettre manuscrite avec curriculum vitae, photos et prétentions sous référence 6061 à TELEX P.A. JONCTION 54 Boulevard Haussmann 75009 Paris qui transmettra.

solitaire

pour renforcer son Service Marketing, recherche

CHEF DE PRODUIT JUNIOR



Diplômé Ecoles Supérieures de Commerce ou équivalent.

Une à deux années d'expérience en Marketing Produits grande consommation.

Gestion d'une gamme de produits de forte notoriété (décapfour, W.C. net, PPZ moquette).

Possibilités d'évolution au sein du Service Marketing.

Adresser C.V., photo et prétentions à Direction du Personnel

3, rue Jules Guesde - 92305 Levallois-Perret

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE LEADER SUR SON MARCHÉ

RECHERCHE POUR SA

DIVISION ÉLECTROMÉCANIQUE UN INGÉNIEUR DE VENTES TECHNICO-COMMERCIAL

DE FORMATION BTS-DUT MINIMUM

Sous la responsabilité du directeur de ventes, il est chargé :

- de développer les marchés existants ;
- de rechercher de nouveaux clients ;
- de promouvoir les nouveaux produits.

Cette fonction nécessite :

- une expérience confirmée dans les composants électromécaniques ou électroniques ;
- le sens aigu de la vente ;
- celui de l'organisation ;
- un excellent contact.

La connaissance de l'anglais serait appréciée.

Le poste est basé à TOULOUSE.



Envoyer CV, photo et prétentions sous référence 65501 à Contesse Publicité-20, av. de l'Opéra-75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

**constructeur de véhicules spéciaux à Paris**

RECHERCHE

**INGENIEUR QUALITE**

De formation supérieure (A et M - ECL - ENSI - etc...), ayant au moins 5 années d'activité professionnelle, une bonne maîtrise des problèmes de gestion industrielle et de production dans le secteur des industries mécaniques. Son rôle : organiser et gérer la qualité au niveau achats, méthodes d'industrialisation, unité de production de montage de véhicules spéciaux. Ce poste exige des qualités de montage de contact et de négociation. Lieu de travail : Paris - petits déplacements en Région Parisienne. Réf. A

**INGENIEUR ACHAT**

Pièces prototypes. Responsable de la section chargée de l'achat des pièces prototypes pour la réalisation des véhicules à l'étude, il aura pour tâche de sélectionner les fournisseurs, détecter leurs contraintes de réalisation incompatibles avec les délais souhaités, de repérer auprès de la direction technique les améliorations de coût possibles. Diplôme d'une Grande Ecole lui ayant donné une formation étendue en matière de réalisation de pièces de mécanique et de tôlerie, il aura à animer une équipe de 5 personnes. Réf. B

**INGENIEUR DE BANC D'ESSAIS**

Chargé de concevoir, réaliser et mettre en œuvre des bancs d'essais pour transmissions de puissance de type hydraulique, mécanique et pneumatique. Diplôme d'une Grande Ecole, une expérience de mesures sur bancs d'essais, une aptitude à organiser et diriger une petite équipe, sont les bases indispensables pour faire acte de candidature. Réf. C

Merci d'adresser CV, photo et prétentions en précisant la référence sous N° 8431 à PARFRANCE ANNONCES 4, rue Robert Estienne - 75008 PARIS - qui transmettra

**ETABLISSEMENT PUBLIC DE L'ETAT**  
chargé de développer des systèmes d'information pour l'administration  
recherche pour sa **DIRECTION TECHNIQUE**, des

**INGENIEURS SYSTEME**

minis et gros ordinateurs CII-HB, IBM...

**INGENIEURS RESEAUX**

architectures DSA, SNA, Vidéotex, normes, terminaux

**SPECIALISTES BASES DE DONNEES**

Codasyl, BD relationnelles, systèmes documentaires

**SPECIALISTES LOGICIELS ET PROGICIELS SUR****MICRO-ORDINATEURS**

SGBD, traitement de textes, progiciels

**MISSIONS GENERALES**

Assistance et conseil technique aux administrations sur dossiers ou sur le terrain. Travail seul ou en équipe.

Etudes de besoins : évaluations qualitatives et quantitatives. Enquêtes. Cahiers des charges. Appels d'offres.

Propositions de solutions : conseil pour le choix des systèmes, des équipements, des logiciels. Métrologie et études de performances.

Produits nouveaux : conseil sur les spécifications techniques. Suivi et évaluation de réalisations industrielles. Participation aux premières implantations.

Publications techniques : synthèses, état de l'art, méthodes.

Conseils spécialisés à la demande : expertises, séminaires.

**PROFIL DES CANDIDATS**

Nous recherchons des candidats de formation ingénieur ou maîtrise d'informatique, justifiant d'une expérience de quelques années dans une de ces disciplines. Leur formation complémentaire, adaptée aux missions à remplir, sera assurée.

Si l'un de ces postes vous intéresse, nous vous remercions d'envoyer votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions) au Directeur Technique - CESIA - Domaine de Voluceau, Rocquencourt - 78150 LE CHESNAY -

**JEUNE CONTROLEUR DE GESTION**

LA ROCHETTE CENPA, 2<sup>e</sup> Groupe Papeterie Français - 2,3 MdF de CA, 5000 personnes, 16 unités de production, une dizaine de Filiales - recherche l'adjoint de son Directeur du Contrôle de Gestion. Il assurera le suivi et l'analyse des résultats. Il participera à la conception, à la maintenance et à l'amélioration des systèmes de gestion du Groupe. Il assistera les Filiales dans la définition et la mise au point de leurs systèmes propres. Il participera au contrôle des investissements. Cette fonction intéresse un jeune diplômé d'Etudes Supérieures disposant d'au moins 4 ans d'expérience du contrôle de gestion en entreprises industrielles ou en cabinet conseil. Il aura acquis de bonnes connaissances des méthodes analytiques de reporting et une pratique courante de la langue anglaise. Ce poste lui permettra de valoriser et d'enrichir ses compétences dans un environnement favorisant largement l'autonomie et l'initiative. La tenue et l'organisation décentralisée du Groupe permettent d'envisager de réelles perspectives d'évolution. Le poste est basé à Paris et nécessite de fréquents déplacements de courte durée dans toute la France.

Merci d'adresser votre candidature, sous Réf. J2, en précisant rémunération actuelle à : Direction du Personnel - Groupe LA ROCHETTE CENPA - 2, rue Louis David - 75782 PARIS CEDEX 16.

**La Rochette Cenpa**

Vous êtes jeune, diplômé de l'enseignement supérieur (École de Commerce, maîtrise de gestion, etc...) possédant une première expérience professionnelle.

**La DIAC crédit RENAULT**

Leader du financement automobile et véhicule industriel

Vous proposez d'intégrer son équipe de cadres commerciaux. Postes à pourvoir sur toute la France. Après formation vous pourrez accéder au poste

**D'INSPECTEUR RÉGIONAL**

Responsable commercial, crédit MAN et gestionnaire.

L'importance du Groupe offre des possibilités d'évolution de carrière exigeant une mobilité géographique.

Ecrire avec C.V. et photo sous réf. 58135 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Label - 94307 VINCENNES CEDEX - Q.T.

**adjoint au directeur du personnel**

Le Directeur du Personnel d'EGT recherche son adjoint. Il sera essentiellement chargé du suivi des recrutements de la gestion administrative du personnel et des études permanentes s'y afférant (profil des postes...) ainsi que du suivi du projet informatique mis en place pour la Direction du Personnel. Nous souhaitons rencontrer des candidats âgés de 28-30 ans environ, formation supérieure, ayant quelques années d'expérience de la fonction personnel dans une structure décentralisée.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) à la Direction du Personnel EGT - 66, avenue du Maine - 75682 PARIS CEDEX 14.

**Ingénieurs pour les technologies de demain**

grand équipementier français, nous sommes une société de 3 000 personnes (dont 650 ingénieurs et cadres). Nous sommes parmi les premiers dans les systèmes de commandes automatiques de vol, dans les centrales de navigation, ainsi que dans les systèmes de test automatique. Notre CA dépasse un milliard de francs dont 50% à l'exportation.

**Ingénieurs opticiens**

- Soit pour conduire des études théoriques et expérimentales de systèmes optiques infrarouges embarqués, à l'intérieur de l'équipe études avancées de la Division Pilotage et Systèmes;  
- Soit pour concevoir et réaliser des systèmes optiques embarqués (visualisation et capteurs) utilisant des technologies modernes, ces systèmes étant destinés à équiper la prochaine génération d'avions d'armes. Réf. I 151

**Ingénieurs logiciels**

pour la Division Systèmes Informatiques Ils auront soit à concevoir et réaliser des logiciels dans le domaine des réseaux et des communications, soit à tester des logiciels faits par le Département Etudes. Connaissances ASSEMBLEUR, COBOL et langages modernes (PASCAL, CPM, NS, DOS). Expérience télétraitement et réseaux. Réf. I 152

**Ingénieur maintenance informatique**

(LILLE - AIX-EN-PROVENCE - NANTES - PARIS)

Ils auront à assister les techniciens de maintenance et les clients notamment pour les produits logiciels. Ils doivent connaître les protocoles de réseaux et avoir une expérience dans la maintenance logiciel. Réf. I 155

**Ingénieurs production logiciel**

pour la Division Pilotage et Systèmes Ils auront à mettre en place l'environnement production logiciel. Ils doivent avoir une expérience des systèmes informatiques. Réf. I 153

**Ingénieurs d'études théoriques**

dans le domaine du pilotage automatique et de la mécanique du vol. Ils auront à utiliser l'informatique scientifique. Réf. I 156

**Ingénieur commercial test automatique**

pour la promotion et la vente de systèmes de tests automatiques dans secteurs des marchés Industries-Administrations (France-Export). Réf. I 157

Veillez adresser votre dossier de candidature complet, sous la référence choisie, à SFENA, Gestion des Cadres, BP 59, 78141 Velizy-Villacoublay Cédex.

**SFENA**

média-system

Organisme de formation en développement à Paris recherche

**Animateur de formation**

30 ans minimum Libre rapidement et ayant une réelle expérience pratique d'au moins 3 ans dans l'animation de stages relations humaines et communication en milieu industriel. Connaissances psychologiques et sens pédagogique développés.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et présent. à No 65940 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**RELATIONS & COMMUNICATIONS**

Société d'études Marketing et Publicité à la pointe de la recherche qualitative et utilisant des méthodes originales et exclusives recherche

**CHARGE(E) D'ETUDES**

Formation supérieure indispensable, capable de faire preuve de rigueur et de finesse dans l'analyse, de clarté et de précision dans l'écriture, de vivacité et de souplesse dans le comportement.

Envoyez CV+ photo à

Anne-Marie NAUD - Directrice RELATIONS ET COMMUNICATIONS 7 rue du Louvre - 75001 Paris qui garantit toute discrétion

**Cii Honeywell Bull**

recherche pour sa Direction Disques du Groupement Périphérique

**INGENIEURS GRANDES ECOLES DEBUTANTS DU CONFIRMES**

- Electroniciens, mécaniciens pour l'étude des unités de disques et sous-systèmes disques.
- Electroniciens, électromécaniciens, informaticiens pour l'automatisation de la production.
- Ingénieurs expérimentés pour la coordination des programmes techniques et industriels et pour l'assistance clientèle de haut niveau.

Ils seront basés aux Cluses-sous-Bois (Yvelines) pour faire face au développement de la ligne de produits disques, secteur en pleine expansion chez CII-HB, n° 1 européen dans l'étude, la réalisation et la production des disques magnétiques pour micro, mini et moyens systèmes d'informatique.

Ces postes nécessiteront des déplacements vers notre établissement industriel de Bellart. Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 301 M à Cii Honeywell Bull PC 06021C - 94, avenue Gambetta 75990 PARIS CEDEX 20

هكمان الاصل







## DEMANDES D'EMPLOIS

EXPERT EN  
Science  
des Organisations  
Système  
d'Information

est intéressé  
par toute proposition relative  
à ses compétences en :  
- CONCEPTION DE METHODE  
- MANAGEMENT DE  
PROJETS D'ORGANISATION  
DU TRAVAIL.

Ecrire NICOLAS - VAN DAMME  
c/o CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra  
75004 PARIS Cedex 01,  
qui transmettra.

## DIPLOMÉ EXPERT COMPTABLE

licenc. droit, Sc. Po. Paris, cessant activité libérale, recherche poste haute technicité et confiance, de mi-temps à temps complet, 2 à 3 ans, pour évaluations, restructuration, organisation, audit interne, budgets, gestion patrimoine ou toute mission en rapport avec capacité et expérience.

Ecrire s/n 1.055 le Monde pub. Service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

## COMMERCIAL HAUT NIVEAU

Homme de communication, expérimenté, incisif, mobile, formation école de gestion.

Anglais, Italien, Espagnol.  
Apporterait son acquis et son soutien pour créer, développer, animer clientèle ou réseau France + export.

Ecrire sous le n° 039.337 M.  
REGIE PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

PRÊT A FONCER  
EN AFRIQUE

Cadre supérieur 40 ans, véritable Chef d'Entreprise, Formation comptable + Institut Contrôle de Gestion. Large expérience commerciale.

Anglais courants.  
Expérience secteur Bâtiment - Maisons individuelles - Services aux Entreprises depuis 12 ans à des postes de direction autonomes.

Recherche poste à responsabilité dans Société - Filiale - Agence en Afrique de l'Ouest.  
Etude toutes propositions.

Ecrire sous le n° M.D.M. 3 Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

## ARCHITECTE D.P.L.G. très bon niveau

■ Expérience et références 1<sup>er</sup> ordre dans domaines diversifiés.  
■ Dynamisme et très relations humaines.  
■ Créativité positive.

Ecrire sous le numéro 1.043 le Monde Publicité, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Ingénieur conseil contrats étrangers électrotechnique, 2<sup>e</sup> année technique, ch. sté pour utiliser ses qualités.  
Ecr. s/n 1.052 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeune commercial, 23 ans, 4<sup>e</sup> D.M., anglais courants, exp. pré-sentat. rech. syst. Accept. poste 3<sup>e</sup> étranger.  
Ecr. s/n 8477 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Cadre comptable et gestion 40 ans, ESCA, DECIS, IAE, REICORP, compt. gén., analyt., budgét. int., expertise Afr. du Nord, 4 ans, expérience propositions statut expert préférence libre de suite.  
Ecr. s/n 1.048 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Ancien contremaître artisan, travail étranger, au vitrage isolation écote autre proposition tous permis.  
Téléphone (01) 53-05-59.

J. H. DEUG histoire de l'Art, licences arts plastiques et théâtre, expérience technique, 1 an école professionnelle, métiers, recherches emploi dans domaines artistiques, spécialiste. Ecrire à Parmentier J.N., 21, rue Bot, 75017 Paris.

Relatrice / traductrice d'origine anglaise, parfaitement bilingue, 10 ans d'expérience, traduction technique (aéronautique, téléphonie, radiocommunications), 2 ans d'expérience relations / interfacing T.T. audio (informatique médicale) cherche collaboration équipe traducteurs édition presse.

Ecrire sous le n° 039.293 M. REGIE PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

14 ans d'exp. comme chef de projets moyens ou importants informatiques, 25 ans, 1<sup>er</sup> de 1<sup>re</sup> ordre, cherche mission globale dans P.M.E. ou S.S.C.I. Pins ou Savoie.

Ecrire sous le n° 039.143 M. REGIE PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

## L'immobilier

## appartements vendus

2<sup>e</sup> arrdt  
**SENTIER**  
2 pièces, cuisine, bain, Pch. 170.000 F. Tél. 03.44-11-94.

3<sup>e</sup> arrdt  
**MARAI BEAUBOURG**  
5x studios et 2 pces, 48 m<sup>2</sup>, ref. neuf, bel imm. classé, 285.000 F. à 550.000 F. Téléphone : 280-05-94.

4<sup>e</sup> arrdt  
**SAINT-PAUL**, 19, r. Clément-V. part. appt. de classe 50 m<sup>2</sup> 3 p., clair, calme, 2<sup>e</sup> ét. Tél. : 272-85-19.

MARAI, dans hôtel XVIII<sup>e</sup> siècle, séjour avec poûtes, 3 chambres, 2 bains, GARBI, téléph. : 557-22-88.

**QUAI DES CÉLESTINS**  
Grand studio 35 m<sup>2</sup>, ref. nt, r. ch. 395.000 F. 260-05-84.

5<sup>e</sup> arrdt  
**SAINT-MÉDARD** : 354-95-10.  
**STUDIO CARACTÈRE**

6<sup>e</sup> arrdt  
**ODÉON**  
Bel imm. XVIII<sup>e</sup> siècle, salle eau, calme, 210.000 F. 525-87-18.

2 PIÈCES PRÈS PLACE ST-ANORE-DES-ARTS à rén., 380.000, 325-85-06.

7<sup>e</sup> arrdt  
**PRÈS TOUR EIFFEL**  
Bel immeuble pierre de taille DE STATIONNEMENT

6/7 P. + 2 SERVICES  
RÉNOUVEAU LUXEUX  
PRIX : 2.450.000 F.  
S/p. mercredi 14/17 h. au 5, AVENUE FRANCO-RUSSE.

9<sup>e</sup> arrdt  
**CHAPTAL** dans petite maison en duplex avec poûtes, 3 salles de bain, jardin privé, Pch. 1.300.000 F. 262-48-82.

5 PCHS - 170 m<sup>2</sup> env.  
Immeuble p. de taille, asc., excel., 1.200.000 F. 262-15-03.

10<sup>e</sup> arrdt  
**SQUARE ST-LAURENT**  
Péninsulaire avec bd Balcon, 2 pces, confort, 300.000 studio 224.000 - 553-91-45.

11<sup>e</sup> arrdt  
**PARMENTIER**, 2 pces, cuisine, bain, ref. Pch. 140.000 F. Téléphone au : 344-11-94.

**SAINT-MAUR** standing double living, 3 chambres, 2 bains, 100.000 F. Tél. 805-78-42 ou 500-91-82.

12<sup>e</sup> arrdt  
**MICHEL-BIZOT** très beau 2 p. à rénover, bel imm. 175.000 F. C.T.I.M., 565-87-63.

**REUILLY-DIDEROT**  
r. Croix-des-Boules, 3 p., ch. expo, bel im. A. de L. 422.000 F. avec 10 % cpt., COGEFIM, 347-67-07.

**MÉTRO JAUMESNIL**  
3 p., entrée cul., W.C. priv., bureau, BEL IMME., RAVALE RARE 235.000 - 626-64-01.

**NETTER - ST-MANOE**  
SUPERBE 3 PIÈCES  
imm. récent, jardin, parking, 600.000 F. ANJOU 286-27-55.

13<sup>e</sup> arrdt  
**TOLBIAC**, imm. récent, beau STUDIO, cul., équip. tout cf., p. te ch. 238.000 F. arde 15.50 %, COGEC, 148, rue de Tolbiac (13<sup>e</sup>), 590-71-40.

14<sup>e</sup> arrdt  
**DENFERT ET. ELVÉ**, ASC. 2-3 p., r. cf. VUE SOLEIL, Tél. : 320-73-77.

**MAIS. DE CARACTÈRE**  
5-6 pièces, cft., calms, TERRASSE SUD, Pch. 1.385.000, 542-40-80.

**MONTMARNASSE**  
neuf s/join, reste 2 p. + belc. Pch. 640.000, T. 226-32-25.

**PROX. PARC VAUGIRARD**  
Immeuble récent 4 pièces, 87 m<sup>2</sup>, PRIX 750.000 F. Jean PEULLEAU, 566-00-75.

15<sup>e</sup> arrdt  
**JURISTE CONFIRMÉ**, form. sup., 40 ans, exp. banque, assurance, contentieux stes, actes, gde souplesse d'adaptation, ch. sté, stable près DIRECTION JURIDIQUE ou du PERSONNEL.

Ecr. s/n 7.855 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

**MUETTE**  
IMMEUBLE GRAND STAND, SOLEIL ET CALME  
2 PIÈCES : 60 m<sup>2</sup>  
à rénover  
PRIX : 715.000 F.  
Mardi, mercredi 14 h à 18 h, 14, rue du Conseiller-Compagnon ou téléphonez au : 704-91-53.

## locations meublées demandes

Paris

**EMBASSY-SERVICE**  
8 av. de Messine, 75008 PARIS, rech. pour clientèle étrangère et Diplômés AP, PARTS, HOTELS PARTIC. BUREAUX

LOCATION ou ACHAT 562-78-99

**SERVICE AMBASSADE**  
pour cadres mutés Paris, r. ch. du STUDIO au 9<sup>e</sup>, LOYERS GARANTIS par Stas ou Ambassades, 281-10-20.

**appartements achats**  
Recherche 2 à 4 pièces, Paris, 1<sup>er</sup> à 10<sup>e</sup> arrts, 7<sup>e</sup> à 15<sup>e</sup> arrts, Pch. 120.000 F. à 400.000 F. PAIE COMPTANT, ch. notiers, T. 873-20-57, même le soir.

**EMBAÏSSY SERVICE**  
8 av. de Messine, 75008 PARIS recherche URGENT APPARTEMENT

120 à 150 m<sup>2</sup>  
ACHAT ou LOCATION  
Tél. : 582-18-40.

**MALESHERBES - 73**  
522-05-96  
Pour consultants ou ambassades RECH. APPARTEMENT

80 à 120 m<sup>2</sup>  
Hôtels particuliers et bureaux 7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup>, Neuilly.

**VENDEURS APPARTEMENTS**  
XVI<sup>e</sup>, XVII<sup>e</sup> ou NEUILLY  
voyez

**L'AGENCE DU XVI<sup>e</sup>**  
84, rue Launay, 75116 Paris. Tél. : 704-00-27 ou 727-00-18.

**Mme PIERSON**, 827-75-31, mat. rech. pour clients sérieux, 75<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup> ARRDT, 3, 4, 5 pièces, paiement compt.

**SOCIÉTÉ ACHÈTE APPTS**  
Paris, 8<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup> arrts. Téléphone : 325-00-06.

**ACHÈTE à PAIE COMPTANT**  
Appartements standing même à rénover, Paris 1<sup>er</sup> à 10<sup>e</sup> arrts, Tél. : 9 h à 20 h : 781-17-02.

**URG. client sérieux**, Ode récept. + 1 ch., stand. ancien, 7<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup>, 556-15-18.

**hôtels particuliers**  
**A MONTMARTRE**  
Avec JARDIN PLANTÉ Charmants maison Mansart, 27 bis, avenue de Valenciennes, CALME, CACHET PROVINCE, 9 pièces, 140.000 F. Tél. : 53-11-05.

**maisons individuelles**  
VENO à 100 kilomètres de Paris dans chef-lieu canton tout services et loisirs. Maison bourgeoise parc, terrasse, vitrand, réception, 3 salles de bain, piscine, 2 voitures, dépendances. Toutes possibilités. 1381 33-20-05/1381 33-20-51.

**pavillons**  
**PAVILLONS**  
JUSQU'À 120 KM DE PARIS SECTION NATURALISTE PAR ORNATEUR

**immobilier information**  
Centre d'information FNAIM de Paris Ile-de-France LA MAISON DE L'IMMOBILIER, 75017 PARIS, T. 227-44-44.

**ANCIENS NEUFS**  
OU STUDIO  
SECTION GRATUITE PAR ORNATEUR

**FNAIM de Paris Ile-de-France**  
Centre d'information FNAIM de Paris Ile-de-France LA MAISON DE L'IMMOBILIER, 27, avenue de Villiers, 75017 PARIS, T. 227-44-44.

**domaines**  
187 ha (10 km d'Amiens), préservé, vend directeur, terrain, cence 1/2 bois à exploiter terres culture giber, pavillon de chasse, possibilité plusieurs lots.  
Tél. : (22) 81-46-15.

**terrains**  
**TERRAIN A BATIR**  
Région Bouches-du-Rhône, 46.000 m<sup>2</sup>, possibilité 60 lots, 2.500.000 F. h.h. 421-04-81-81.

**Aff. unique s/Parc de Sceaux**  
domaine de 100 m<sup>2</sup> construct. 213.245 F. Crédit total possible. Tél. : 504-72-73.

**A 10 km de Fréjus/Br-Saphé**  
dans vaste domaine résidentiel, terrain à bâtir à partir de 213.245 F. Crédit total possible. Tél. : 504-72-73.

**Les Hautsurs St-Jean de Cannes**  
5 km de Cannes, terrain à bâtir de 205 500 F. Crédit total possible. Tél. : 804-72-73.

**GOLF DE SAINT-NOM (78)**  
2 lots de 180 m<sup>2</sup> fac. 25 m<sup>2</sup>, 450.000 F. Tél. : 749-37-81.

## villas

**JARO, MAROLLES**

1941 dans 1.000 m<sup>2</sup> arid., maison plein-pied, gd sct., chemin., oss. équipée, 4 ch., 2 bns, gar., 850.000 F. 226-32-25.

**95 - HERBLAY**  
Très belle maison 115 m<sup>2</sup> France 1977, 350 m<sup>2</sup> habitables + pavil. jardin, parc 4.000 m<sup>2</sup>, Pch. 1.500.000 F. Téléphone au : 260-66-13 heures bureau.

**SAINT-GERMAIN**  
Près LYCÉE INTERNATIONAL TRÈS AGREABLE DEMEURE RÉCENTE 7 P. portait d'at + maison de gardiens sur 1.300 m<sup>2</sup> DE JARDIN

**O. FEAU : 294-20-00.**

**VENOIRE de prof. part.** à part. 1 km. imm. 10 km de LA BAULE Maison rénovée 5 p., 130 m<sup>2</sup> (sjour de 50 m<sup>2</sup> l.). Pourre 2 appartements, cheminée pierre, salle d'eau + salle de bain, cave 2 garages, dont un pour bateau, terrain 1.700 m<sup>2</sup> clôture et planche avec bûches. Tél. : 566-37-38 après 18 h.

**maisons de campagne**  
**VENDS**  
Cunioy (63) petite maison tot. neuf. Tél. heures bureau 1771, 33-32-01.

25 km de Saint-Tropez, 18 mer 180 hectares, 7 maisons, pierres dans nouveau 400 m Al. l'ind., 3 mezzos acquises, électricité, douche talencie, w.c., eau, téléphone, four goudronnée. L'ensemble 2 millions et dem. Possibilité acheter partie habitable à acheter. Téléphone : 1881 86-88-98. Piqueux 1941 43-54-90.

**viagers**  
Etude LOOEL, 35, bd Voltaire, PARIS-11<sup>e</sup>. Tél. : 356-61-58. Spécialiste viagers. Endossement, description, conseils.

Petite maison Paris 15<sup>e</sup> 295.000 F. + 4.900 F. Occupé couple 72-83 ans. 266-19-03.

Lib. Saint-Meur, 5<sup>e</sup> Maine, maison ind. 4 P., r. conf., gar., cour, cave, sol. Comptant 180.000 + 4.000. Vite 75 h Viagers F. CRUZ, 266-18-00.

**propriétés**  
**MEGEVE PPTAIRE VO**  
chalet 3 pces cuisine, w.c., bain, Israh de 1.100 m<sup>2</sup>, Pch. 440.000 F. T. 524-40-06.

Proche Montpellier 20 km mer, ville, sol cft. 280 m<sup>2</sup>, 5 chbres, 2 bains, 7.000 m<sup>2</sup> parc, bassin, 1.450.000 F. T. A.G.B.M. 1671 71-29-36.

**VAR - COTIGNAC**  
Perit mes. charm., cft., 4 chbres, gd séjour, parc 8.600 m<sup>2</sup>, beaux arbres oliviers, Pch. 1.000.000 F. Sur place du 27/23 au 9/4. Tél. 1941 04-65-18. Jusqu'au 8 avril 83.

**forêts**  
**CHER 20 HA.**  
Tous chbres 30 ans LOT 140 HA. Pins 20 ans, maison 5 P. FERMES, FORÊTS, VIGNOBLES AGRI FRANCE 28, r. de Naples 75008 PARIS - 522-17-58.

**fermettes**  
Prox. DREUX, FERMETTE r. ch. 140 m<sup>2</sup> 4 ch., poûtes, cheminée, 4.000. Vite 75 h Pch. 440.000 F. T. 955-06-61.

**Immobilière d'entreprise et commerciale**  
**bureaux**  
**VENTES**  
ÉTOILE/FOCH - 130 m<sup>2</sup> Bure stand. rapp. 205.000 F. MALESHERBES-73, 822-05-96.

**VOUS CHERCHER LES BUREAUX**  
300 m<sup>2</sup> ET PLUS  
N'HÉSITEZ PAS APPELEZ  
SARI 776-44-88.

**Locations**  
**8-ISO BUREAUX**  
Lour. direct. 1 bar. ou + ds imm., stand. 723-55-18.

**EMBASSY-SERVICE**  
562-62-14  
**RECH. 3 à 6 BUREAUX**  
Excellentes adresses ciblées.

**DOMICILIATIONS**  
PARIS FLASH BUREAU  
825-11-90.

**VOUS CHERCHER LES BUREAUX**  
300 m<sup>2</sup> ET PLUS  
N'HÉSITEZ PAS APPELEZ  
SARI 776-44-88.

**Locations**  
**8-ISO BUREAUX**  
Lour. direct. 1 bar. ou + ds imm., stand. 723-55-18.

**EMBASSY-SERVICE**  
562-62-14  
**RECH. 3 à 6 BUREAUX**  
Excellentes adresses ciblées.

**DOMICILIATIONS**  
PARIS FLASH BUREAU  
825-11-90.

**VOUS CHERCHER LES BUREAUX**  
300 m<sup>2</sup> ET PLUS  
N'HÉSITEZ PAS APPELEZ  
SARI 776-44-88.

**Locations**  
**8-ISO BUREAUX**  
Lour. direct. 1 bar. ou + ds imm., stand. 723-55-18.

**EMBASSY-SERVICE**  
562-62-14  
**RECH. 3 à 6 BUREAUX**  
Excellentes adresses ciblées.

**DOMICILIATIONS**  
PARIS FLASH BUREAU  
825-11-90.

**VOUS CHERCHER LES BUREAUX**  
300 m<sup>2</sup> ET PLUS  
N'HÉSITEZ PAS APPELEZ  
SARI 776-44-88.

**Locations**  
**8-ISO BUREAUX**  
Lour. direct. 1 bar. ou + ds imm., stand. 723-55-18.

## maisons de campagne

**VENDS**

Cunioy (63) petite maison tot. neuf. Tél. heures bureau 1771, 33-32-01.

25 km de Saint-Tropez, 18 mer 180 hectares, 7 maisons, pierres dans nouveau 400 m Al. l'ind., 3 mezzos acquises, électricité, douche talencie, w.c., eau, téléphone, four goudronnée. L'ensemble 2 millions et dem. Possibilité acheter partie habitable à acheter. Téléphone : 1881 86-88-98. Piqueux 1941 43-54-90.

**viagers**  
Etude LOOEL, 35, bd Voltaire, PARIS-11<sup>e</sup>. Tél. : 356-61-58. Spécialiste viagers. Endossement, description, conseils.

Petite maison Paris 15<sup>e</sup> 295.000 F. + 4.900 F. Occupé couple 72-83 ans. 266-19-03.

Lib. Saint-Meur, 5<sup>e</sup> Maine, maison ind. 4 P., r. conf., gar., cour, cave, sol. Comptant 180.000 + 4.000. Vite 75 h Viagers F. CRUZ, 266-18-00.

**propriétés**  
**MEGEVE PPTAIRE VO**  
chalet 3 pces cuisine, w.c., bain, Israh de 1.100 m<sup>2</sup>, Pch. 440.000 F. T. 524-40-06.

Proche Montpellier 20 km mer, ville, sol cft. 280 m<sup>2</sup>, 5 chbres, 2 bains, 7.000 m<sup>2</sup> parc, bassin, 1.450.000 F. T. A.G.B.M. 1671 71-29-36.

**VAR - COTIGNAC**  
Perit mes. charm., cft., 4 chbres, gd séjour, parc 8.600 m<sup>2</sup>, beaux arbres oliviers, Pch. 1.000.000 F. Sur place du 27/23 au 9/4. Tél. 1941 04-65-18. Jusqu'au 8 avril 83.

**forêts**  
**CHER 20 HA.**  
Tous chbres 30 ans LOT 140 HA. Pins 20 ans, maison 5 P. FERMES, FORÊTS, VIGNOBLES AGRI FRANCE 28, r. de Naples 75008 PARIS - 522-17-58.

**fermettes**  
Prox. DREUX, FERMETTE r. ch. 140 m<sup>2</sup> 4 ch., poûtes, cheminée, 4.000. Vite 75 h Pch. 440.000 F. T. 955-06-61.

**Immobilière d'entreprise et commerciale**  
**bureaux**  
**VENTES**  
ÉTOILE/FOCH - 130 m<sup>2</sup> Bure stand. rapp. 205.000 F. MALESHERBES-73, 822-05-96.

**VOUS CHERCHER LES BUREAUX**  
300 m<sup>2</sup> ET PLUS  
N'HÉSITEZ PAS APPELEZ  
SARI 776-44-88.

**Locations**  
**8-ISO BUREAUX**  
Lour. direct. 1 bar. ou + ds imm., stand. 723-55-18.

**EMBASSY-SERVICE**  
562-62-14  
**RECH. 3 à 6 BUREAUX**  
Excellentes adresses ciblées.

**DOMICILIATIONS**  
PARIS FLASH BUREAU  
825-11-90.

**VOUS CHERCHER LES BUREAUX**  
300 m<sup>2</sup> ET PLUS  
N'HÉSITEZ PAS APPELEZ  
SARI 776-44-88.



# INFORMATIONS « SERVICES »

## MODE

### Au sec sous les giboulées

Les imperméables de printemps suivent de près les silhouettes du prêt-à-porter, surtaillées au niveau des emmanchures pour rester confortables sur un tailleur épanché. Les matières se sont considérablement allégées à la suite de la vogue des plastiques translucides, vedette de la vente par correspondance ces dernières saisons, mais souvent peu solides à l'usage. Les ponchos, capes de cyclistes à capuchon et autres modèles de randonnée se trouvent toujours dans les catalogues, autour de 100 F.

Carrefour propose un trois-quart, noir, coulé à la taille à 101,50 F, existant en trois tailles.

Quoique son « manteau de tranchée », succédané de la gabardine militaire de la guerre 14-18, soit toujours son best-seller, Burberry se lance dans les rain-dubliés, notamment en coton enduit pour l'équitation ainsi qu'un modèle de voyage, vendu dans une pochette au tartin de la maison (1100 F; et 1750 F).

Claude Havrey (115, rue du Vieux-Colombier) propose plusieurs types de coupe en synthétique enduit, poids pluma, double face ou uni, dont les trois quarts en ions tendres et irisés de gris, jaune, vert ou bleu perle, présentés dans un sac se transformant en capuchon. Des chapeaux complètent certains modèles plus habillés, voire un parapluie en bandoulière (de 785 à 1310 F).

Franck et Filis est connu pour la diversité de ses imperméables qui vont du fonctionnel trois-quarts au-dessous de 500 F à l'imprimé panthère en polyester, avec une bonne sélection de Roga en haut de gamme, aux imprimés et façonnés originaux.

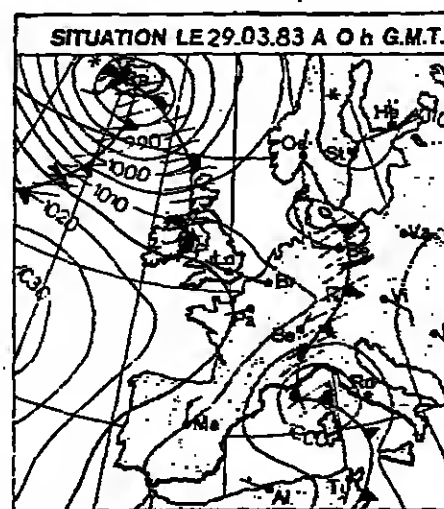
Anne-Marie Beretta coupe la lin et le coton en tissage à dessins aux coupes généreuses, pour Ranoport et Ranoport, ce dernier à prix modérés. Popy Moreni pour sa part, taille en polyvinyle des ensembles de pluie en noir et blanc. Chez les couturiers, Guy Laroche préfère les liguettes de coton à effet chausable à partir du col en bleu canard, jaune ou noir (1800 F).

NATHALIE MONT-SERVAN.



POPY MORENI: ensemble de pluie en chlorure de polyvinyle noir et blanc comprenant un pantalon (178 F), un blouson (250 F) et un imperméable long (325 F). En vente chez Victoire, 12, place des Victoires; Johanna Litz, 9, cours de Vincennes; Lyon, Sweeney, 1, boulevard La Fayette.

## MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 29.03.83 A 0 h G.M.T.

Évolution probable du temps en France entre le mardi 29 mars à 0 heure et le mercredi 30 mars à minuit.

Dans un courant de nord à nord-nord-ouest sur l'Europe occidentale, une nouvelle zone perturbée va, venant des îles britanniques, traverser la France de mardi soir à mercredi soir.

Mercredi matin, des nuages reconstruisent encore nos régions frontalières avec la Suisse et l'Italie, ainsi que la Corse, avant de s'évacuer vers l'est. Sur le Nord-Ouest, l'Ouest, le Centre-Ouest, il pleuvra, et même par endroits assez abondamment. Contre les nuages de l'Ouest et du Sud-Est, le ciel sera peu nuageux. Quelques brumes recouvriront les vallées et il ne fera pas chaud du tout, avec des gelées faibles mais assez généralisées.

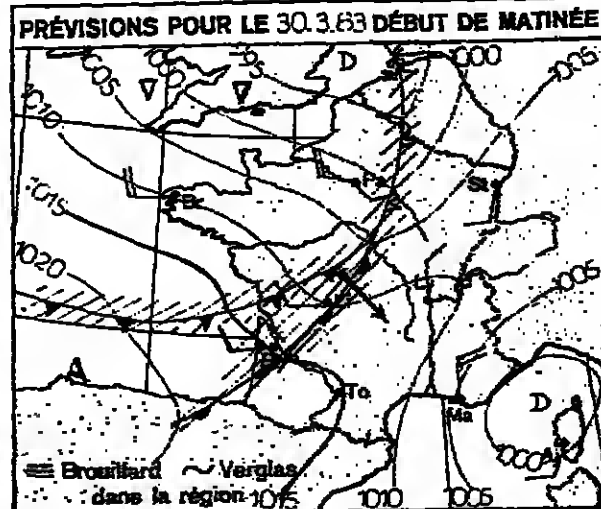
Sous l'impulsion de vents de nord-ouest à nord-nord-ouest modérés à assez forts, la zone de pluie va progresser rapidement vers le Sud et le Sud-Est, passant sur le Massif Central dès la fin de matinée, arrivant en cours d'après-midi sur les Alpes, le Jura, les Vosges d'une part, les Pyrénées d'autre part. Les pluies se transformeront en neige au-dessus de 600-800 mètres aux régions les plus septentrionales, de 1200-1400 mètres sur les régions les plus méridionales. Après le passage des pluies, sur la moitié nord-ouest du pays dès midi, le ciel sera bien dégagé, le soleil brillera. Les températures recroqueront même si des nuages avec ondées se développent de la Bretagne à la Belgique.

Les températures resteront basses pour la saison. Il faut attendre au lever du jour, 4 à 5 sur la Côte d'Azur, - 3 à - 6 dans le Nord-Est, 2 à 3 sur la région parisienne, 6 à 7 en Bretagne, 8 à 2 dans le Sud-Ouest et - 3 à - 5 en Auvergne. L'après-midi, les températures s'élèveront à 10-11 sur la partie nord du pays, 6 à 7 dans le Nord-Est, 12 à 14 dans le Midi.

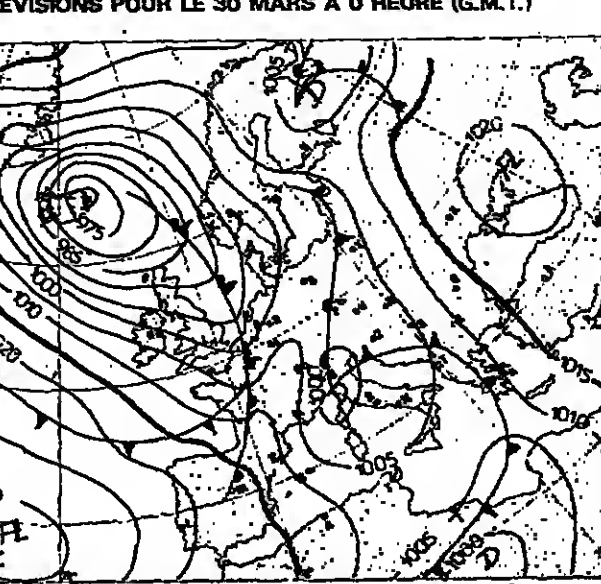
La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 29 mars à 7 heures, de 1014,4 millibars, soit 760,9 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 28 mars; le second le minimum de la nuit du 28 mars au 29 mars):

Ajaccio, 15 et 9 degrés; Biarritz, 11 et 4; Bordeaux, 11 et 0; Bourges, 6 et -1; Brest, 8 et 2; Caen, 7 et 3; Cherbourg, 6 et 4; Clermont-Ferrand, 10



PRÉVISIONS POUR LE 30 MARS A 6 HEURE (G.M.T.)



PRÉVISIONS POUR LE 30 MARS A 0 HEURE (G.M.T.)

et 0; Dijon, 9 et 1; Grenoble, 10 et 0; Lille, 8 et 0; Lyon, 11 et -1; Marseille-Marguane, 11 et 6; Nancy, 7 et -3; Nantes, 9 et -1; Nice-Côte d'Azur, 9 et 7; Paris-Le Bourget, 9 et -1; Pau, 11 et 2; Perpignan, 14 et 7; Rennes, 9 et 0; Strasbourg, 9 et -3; Tours, 9 et -1; Toulouse, 11 et 1; Poitiers-Pin, 29 et 22.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 14 et 7 degrés; Amsterdam, 8 et 0; Athènes, 17 et 16; Berlin, 9 et 0; Djerba, 26 et 13; Genève, 11 et 3; Jérusalem, 17 et 9; Lisbonne, 16 et 9; Londres, 9 et 0; Luxembourg, 6 et -1; Madrid, 13 et 4; Moscou, 13 et 7; Nairobi, 27 et 14; New-York, 14 et 7; Palma-de-Majorque, 13 et 3; Rome, 15 et 10; Stockholm, 4 et -1; Téhéran, 27 et 11; Tunis, 18 et 5.

Évolution du temps de jeudi 31 mars au samedi 2 avril.

A l'arrière de la perturbation qui après avoir traversé la France mercredi se dirigera vers la Méditerranée et l'Europe centrale, une vaste zone

depressionnaire restera quasi stationnaire dans le secteur Angleterre-mer du Nord, maintenant sur notre pays un flux frais mais peu actif de secteur ouest à nord-ouest.

Jeudi: après quelques averses matinales sur les régions méditerranéennes, temps frais et variable sur l'ensemble de la France. Averses et rafales de nord-ouest sur les régions de l'Ouest; éclaircies plus belles ailleurs, avec vent faible d'ouest.

De vendredi à samedi: temps froid et brumeux le matin sur la majeure partie de la France, avec gelées locales dans l'intérieur (sa moyenne de -1 à -3 degrés). Après la dissipation des bancs de brouillard matinaux qui seront parfois assez tenaces, de belles périodes ensoleillées se développeront, favorisant une légère hausse des températures maximales. Les vents deviendront faibles et variables. Cependant de nuages de la Manche au voisinage de l'Atlantique ainsi que sur les Pyrénées, de courtes averses seront encore à craindre accompagnées de rafales de nord-ouest.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3416

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

### HORIZONTALEMENT

I. Quand il règle la note des autres, c'est dans l'espoir qu'un réglera la sienne. - II. Arme blanche. Première étape d'une ascension manquée. - III. Pièce possible sans souffler, mais jamais sans souffler. Un rapport sûr. Forme d'avoir. - IV. Diffuse. Toujours sur des charbons ardents quand il est à l'avant. - V. Tout près de la Grèce que musulmane. - VI. L'orgueil d'être en avance ou la peur d'être en retard. - VII. Roi légendaire de Caïdon. Sympathique tête à barbe, mais pour une tête, c'est plutôt barbant. - VIII. Personnel. Supplément de l'E.D.F. - IX. Petit arret dans une ballade. - X. Brûle souvent les étapes quand il participe activement à « Tour ». Passe-partout ayant ouvert bien des portes. Note. - XI. Mettre le feu au palais.

### VERTICALEMENT

1. Complément direct d'objet. - 2. Auteur de scènes associées souvent le tragique au « rigolo ». Personnel. - 3. La clé du mystère. Source inépuisable en matière de débit. Pied torse responsable de biens des marches en zigzag. - 4. Ainsi s'est exprimé Montesquieu. Un des successeurs d'un grand Jules ayant en des trépassés avec sa Julie. - 5. Le salut de Rome ou la « chute » de Troie. Fer de lance d'une des familles françaises. - 6. On peut compter sur eux. On peut compter sur elle. - 7. Préposition. C'est à la force du poignet qu'il obtient de l'avancement. - 8. Fatigué à l'extrême. Argument piquant ayant fini à bien des « ragoirs ». - 9. Exemple remarquable de fraternité (pluriel). Son chapeau fait partie des festivités marseillaises. L'ennemi de toute métracée.

Solution du problème n° 3415

### Horizontalement

I. Graffiti. - II. Oiseau. - III. Scratch. - IV. Emmeuterie. - V. Ma. Lie. II. - VI. Os. Eu. Et. - VII. Usine. Ter. - VIII. Cent. Mart. - IX. Husk. Ibis. - X. Erc. Vclue. - XI. Sabline.

### Verticalement

1. Gobe-mouches. - 2. Ri. Mas-seur. - 3. Asse. Imus. - 4. Fécule. - 5. Furtive. VB. - 6. Isale. Miel. - 7. Tête. Etabl. - 8. Critérium. - 9. Chef. Risée.

GUY BROUTY.

**Le Monde**

Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75427 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE  
341 F 554 F 767 F 980 F  
TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
601 F 1 074 F 1 547 F 2 020 F

ÉTRANGER  
(par messageries)  
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
381 F 634 F 887 F 1 140 F  
IL - SUISSE, TUNISIE  
454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne  
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus): nos abonnés sont invités à formuler leur demande au moins deux semaines avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les sous-progrès en espèces d'impression.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde  
Gérant:  
André LAFRANCE, directeur de la publication  
Anciens directeurs:  
Hubert Bouvy-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie  
« Le Monde »  
5, rue des Italiens  
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles  
sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 37 437  
ISSN: 0393-2037.

**JOURNAL OFFICIEL**

Sont publiés au Journal officiel  
des lundi 28 et mardi 29 mars:

**DES DÉCRETS**

- Relatif à l'enrichissement de la langue française.
- Portant création d'un Office national interprofessionnel des vins.
- Portant création d'un Office national interprofessionnel des plantes à parfum, aromatiques et médicinales.
- Portant création d'un Office national interprofessionnel des fruits, des légumes et de l'horticulture.
- Portant création d'un Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers.
- Portant création d'un Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture.

**UN ARRÊTÉ**

- Autorisant l'émission d'un emprunt par le crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises.

**PARIS EN VISITES - JEUDI 31 MARS**

- « Révolution picturale du dix-neuvième siècle », 14 h 30, Musée du Jeu de Paume (Approche de l'art).
- « Maison de Balzac », 14 h 45, 47, rue Raynouard (L'art pour tous).
- « Le Lorrain », 15 heures, Grand-Palais (Arocs).
- « L'Orient des croisades », 14 h 30, Palais de Tokyo, M<sup>me</sup> Rojon (ARS).
- « Moutetard et ses secrets », 15 heures, métro Monge, M<sup>me</sup> Imbert (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
- « Hôtel de Sens, place des Vosges », 15 heures, métro Pont-Marie (Les Filles).
- « Sur les pas des Templiers », 15 heures, métro Temple, M<sup>me</sup> Haufler.
- « Les cours des miracles: la délinquance au dix-septième siècle », 15 heures, métro Bonne-Nouvelle, M. Jaslet.
- « La vie au Moyen Âge », 15 heures, Musée de Cluny (Paris et son histoire).

## CARNET

**Naissances**

- M<sup>me</sup> Bernard Perrodis à la joie de faire part de la naissance de ses petits-enfants.
- Thomas, chez Roselyne et François, le 8 août 1982.
- Ivan, chez Jean-Pierre Colombar et Claire-Marie, le 5 mars 1983, 54, boulevard de la Croix-Rouge, Lyon.
- 30, montée Saint-Sébastien, Lyon.
- 1, rue de la Fraternité, Annecy.

**Mariages**

- M. et M<sup>me</sup> Robert de WILDE, M<sup>me</sup> Josée ARBOIS-CHARTIER, sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants.
- Virginie et Jean-Marie, célébré dans l'intimité, le 26 mars, 5, rue de l'Albion, 75016 Paris, 8, rue de la Petite-Arche, 75016 Paris.

**Décès**

- Nous apprenons la mort de notre confrère Maurice BARROIS, rédacteur en chef du « Journal de l'année », décédé dimanche 27 mars, à l'âge de soixante et un ans.
- (Après des débats à « Combat », à la Libération, comme journaliste parlementaire, Maurice Barrois était entré à « l'Express » puis à « Paris-Match ». Depuis 1968, il dirigeait, chez Larousse, le « Journal de l'année ». Il venait d'achever l'édition (juillet-décembre 1982) à paraître en avril.
- Il avait également signé des livres sur « Les Grands Fleuves », sur « Le Paris romantique », et de nombreux chroniques sur « Monde » et « France-Culture ».

**Naissances**

- M<sup>me</sup> Betty Brunschwik à la douleur de faire part du décès de M<sup>me</sup> Renée BRUNSCHWIK, née Odette Benzen, sa mère, survenue le 28 mars.
- Les obsèques auront lieu le jeudi 31 mars, à 14 heures, en l'église Notre-Dame-des-Victoires, place des Petites-Filles, 75002, suivies de l'inhumation au cimetière du Montparnasse.
- Elle rappelle le souvenir de M. René BRUNSCHWIK, son père, décédé le 18 février 1971.
- Cet avis tient lieu de faire-part.
- 23, rue Sainte-Croix de la Bretonnerie, 75004 Paris.

**Mariages**

- M<sup>me</sup> Hubert Collette, son épouse, Bertrand et Bruno, ses enfants, M<sup>me</sup> Robert Collette-Dorciot, sa mère, M. et M<sup>me</sup> Gilbert de Véricourt, ses beaux-parents.
- Ses frères, sœurs, beaux-frères et belles-sœurs,
- ont la tristesse d'annoncer le décès de M. Hubert COLLETTE.
- Les obsèques auront lieu le 30 mars 1983, à 14 h 30, en l'église de Vauvret-sur-Mer (Seine-Maritime).

**ROBLOT S. A.**  
522-27-22  
ORGANISATION D'OBSEQUES

**Naissances**

- Les obsèques religieuses de S.A.R. le prince THIBAUT D'ORLÈANS, comte de la Marche, auront lieu le mardi 12 avril, à 11 heures, en la chapelle royale de Dreux, où le cercueil sera exposé la veille de 9 heures à 12 heures, et de 14 heures à 18 heures.
- (Le Monde du 25 mars).
- M<sup>me</sup> Gertrude Pasbeau, M. et M<sup>me</sup> Adrien Pasbeau, M. et M<sup>me</sup> Henri Lopes et leurs enfants, Le docteur et M<sup>me</sup> Françoise Pasbeau et leurs enfants, Le docteur et M<sup>me</sup> Michel Fenillat et leurs enfants, M. José Bades et ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Hector Pasbeau et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> José Pasbeau, M. et M<sup>me</sup> Serge Boulogne et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> André Pasbeau et leurs enfants, M. Guy Pasbeau et ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de Ernest PASBEAU.
- leur époux, frère, père, allié et grand-père,
- à Grand-Bourg de Marie-Galante, le 26 mars 1983, en sa quatre-vingt-troisième année.
- La cérémonie funéraire a eu lieu le 27 mars 1983.
- Le docteur Bernard Segal, chevalier de la Légion d'honneur, ancien des Forces françaises libres, Les docteurs Jean et Alice Segal, médecins des hôpitaux psychiatriques,

**Naissances**

- M<sup>me</sup> Henri Sinder, Mariamne, Pierre et Françoise Segal, ont le regret d'annoncer le décès de Fanny SEGAL, avocat à la Cour, diplômée d'Oxford, correspondant de journaux de langue anglaise, à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

**Remerciements**

- M<sup>me</sup> Emmanuel GALT, M. et M<sup>me</sup> André Naudin, Et toute la famille, très touchés des marques de sympathie que vous leur avez témoignées, adressent leurs sincères remerciements.
- Dans l'impossibilité de répondre à toutes les marques de sympathie reçues lors du décès du président Jean MARIE, La famille, profondément émue, adresse à tous ses sincères remerciements.

**PENDULES ET CARTELS**  
« un choix unique » à PARIS  
150 modèles, « pour les styles et le CREDIT-MP »  
MP  
« ESPACES PENDULES »  
Boutique L'Éclat 36, rue de Rivoli

**Le Monde**

**SOCIAL**

**sur le diff pour la rédu**

**Embo**

**IR**  
13-18  
ENAV 38



SOCIAL

Première réunion des partenaires  
sur le différend opposant l'UNEDIC à la C.F.D.T.  
pour la réduction hebdomadaire de la durée du travail

M. Jean-Jacques Dupeyron, « technicien consultant » depuis le 21 mars dans le différend opposant la C.F.D.T. à l'UNEDIC à propos de la non-application des trois heures de travail par semaine pour le personnel des ASSEDIC, les représentants de l'UNEDIC, de l'ASSEDDIC de Paris, de la C.F.D.T., de F.O. et de la C.F.T.C. La prochaine réunion collective est prévue pour le 18 avril. D'ici là, M. Dupeyron reversera les divers partenaires séparément.

La C.F.D.T. avait engagé un référendum pour faire reconnaître la validité de l'accord du 12 octobre 1981, qui prévoit un horaire hebdomadaire de trente-sept heures trente à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1983 pour le personnel des ASSEDIC (organismes versant les indemnités de chômage gérés par l'UNEDIC).

Mais, en raison de circonstances jugées « exceptionnelles » d'affluence aux bureaux des ASSEDIC, les organisations syndicales, à l'exception de la C.G.T. et de la C.F.D.T., ont signé le 25 janvier un deuxième accord qui sursoit à l'application du premier. Après avoir appelé à plusieurs mouvements de grève, la C.F.D.T. a engagé un référendum. Le tribunal

rendra son jugement le 10 mai. D'ici là, M. Dupeyron et les deux parties devront trouver une solution. Pour améliorer la qualité du service rendu et les conditions de travail du personnel, la C.F.D.T. demande que des moyens supplémentaires en personnel soient donnés aux ASSEDIC. La diminution de l'horaire hebdomadaire doit conduire à des embauches.

Quoi qu'il en soit, l'application de la nouvelle réglementation de l'assurance-chômage, décidée par décret le 24 novembre dernier, provoque un sérieux embouteillage aux guichets des ASSEDIC, tout particulièrement à Paris (voir le reportage ci-dessous). Ce décret a suscité diverses réactions syndicales. Ainsi Force ouvrière a-t-elle déposé un recours au Conseil d'Etat qui vient d'amener le gouvernement à modifier sur un point sa position (article 12 du décret). Désormais, les salariés licenciés pour cause économique à l'âge de cinquante-neuf ans et qui n'ont pas adhéré à la convention F.N.E. souscrite par leur entreprise pourront bénéficier de la garantie de ressources au taux de 70 % jusqu'à soixante-cinq ans, dans la mesure où leur licenciement est intervenu avant le 24 novembre 1982.

Embouteillages à l'ASSEDDIC de Paris

Au guichet d'une antenne ASSEDIC de l'Ouest parisien, peu avant 9 heures. Dans la foule qui se presse, on se reconnaît. « J'ai reçu cette lettre, je ne comprends pas », « Moi, c'est mon chèque qui n'est pas le même qu'avant, je ne sais pas pourquoi... ».

De l'ex-hôtesse sans diplôme mais parlant anglais, au fils du concubinage étranger — les profils extrêmes de la clientèle de l'agence — la modification de l'assurance-chômage par le décret du 24 novembre (L.O. du 25 novembre) a produit les mêmes effets : l'inquiétude, voire la rupture brutale des droits. Le courrier vous apporte un jour un message sec, émis par l'ordinateur, tel celui-ci : « A compter du 1<sup>er</sup> janvier 1983, et en application des nouvelles dispositions concernant le régime d'assurance-chômage, la plafond servant au calcul de votre allocation sera désormais égal à 80 % de votre salaire de référence au lieu de 90 % antérieurement ». Mais, vous demandez-vous, qu'est-ce que ce salaire de référence ? Vous deviez que vous touchiez moins. Vous vous rendez au guichet de l'ASSEDDIC, prenez un ticket d'ordre et attendez patiemment votre tour. Au guichet de cette antenne parisienne, trois personnes assurent ainsi le « tout-venant » du renseignement. L'affluence est telle qu'elles n'ont souvent pas le temps de déjeuner. Et elles se plaignent elles-mêmes de ne pas toujours savoir quoi répondre : « La réglementation est floue, alors on se débrouille. On interprète », confie un de ces employés. « Hélas, cette interprétation se fait parfois en défaveur de l'allocataire, ajoute un syndicaliste C.F.D.T., pour faire des économies. C'est la priorité des consignes gouvernementales telle que le personnel le perçoit, non pas celle que l'a définie le fameux décret. »

Deux innovations ont bouleversé le sort des chômeurs. La durée d'allocation est désormais strictement fonction de la période de travail antérieure. Ainsi trois mois d'emploi donnent droit à trois mois d'indemnité de chômage. Enfin, en cas de licenciement, l'indemnité est prise en compte, comme un salaire versé pendant un délai dit « de carence » où on ne touche plus, contrairement à la situation précédente, d'allocation de chômage. Les plus concernés par ces deux mesures sont précisément les premières victimes du chômage : travailleurs temporaires de toute espèce, jeunes diplômés à la recherche d'un emploi stable, femmes reprenant un travail après avoir élevé leurs enfants, etc.

Quelques semaines d'allocations, puis une éventuelle aide sociale, enfin le vide : cette perspective fait peur. L'absence d'informations précises ajoute à la panique. Car, selon des responsables C.F.D.T. des ASSEDIC, le personnel ne connaît pas, jusqu'à présent, la durée d'affiliation des chômeurs enregistrés. L'outil informatique n'a pas prévu ce type de donnée. Il faudra du temps avant d'en établir le recensement. A l'antenne parisienne déjà évoquée comme dans d'autres, des « surmères » s'occupent des conseillers de l'emploi à remplir les questionnaires ad hoc. « Des papiers, encore des papiers », auxquels le demandeur d'emploi a le vague souvenir d'avoir déjà répondu... « pour rien ». Certes, depuis la sortie du décret, on a essouffé quelques mesures. Pour ceux inscrits avant la mise en application, la durée de l'allocation promise alors sera maintenue. Mais son montant va chuter : de 42,5 % du

salaire antérieur, elle pourra parfois passer à un forfait de 34,50 F, correspondant à l'allocation de fin de droit. Dans ces conditions, les records d'affluence aux guichets ASSEDIC n'étonnent personne. Dans cette antenne de l'Ouest parisien, les jours creux, 450 personnes sont reçues. Mais l'effectif grimpe jusqu'à 750 par journée de pointe. Dans l'ensemble des guichets ASSEDIC de Paris, en octobre dernier — un mois traditionnellement chargé, — 47 345 personnes se sont présentées. En novembre, l'effectif passait à 52 131, en décembre à 54 404, et en janvier à 57 466 ! Bref, en quatre mois, une persona de plus sur cinq a été reçue par le personnel. Selon un délégué syndical, la surcharge s'explique à moitié par l'arrivée de nouveaux chômeurs et à moitié par ceux déjà inscrits qui reviennent, inquiets, plutôt deux fois qu'une, au guichet.

Au dire de certains responsables, la nouvelle réglementation pose déjà des problèmes plus importants que la réforme précédente. Cette dernière, en 1979, avait alors provoqué aux guichets des mois d'embouteillages. Et ce n'est pas fini. Le décret est provisoire jusqu'en novembre prochain. D'autres modifications pourraient encore s'y superposer. Déjà, l'application du décret entraîne une diminution des prestations versées. On vous verse un acompte en attendant de connaître votre nouvelle situation. D'ici un mois, l'enregistrement des durées d'affiliation sera terminé. Cela permettra d'appliquer le décret.

● Retraite à soixante ans : le régime provisoire sera partiel. — Le C.N.P.F. et les organisations syndicales ont mis au point, samedi 26 mars, le dernier maillon du dispositif permettant de rendre effective la retraite à soixante ans à partir du 1<sup>er</sup> avril. Les partenaires sociaux ont, en effet, décidé que la structure financière provisoire mise en place pour verser les retraites complémentaires pendant sept ans serait une association loi 1901 avec un conseil d'administration paritaire (dix représentants du C.N.P.F. et deux représentants de chaque centrale syndicale — C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.G.C. et C.F.T.C.). En outre, les pouvoirs publics seront présents au conseil d'administration par l'intermédiaire d'un commissaire du gouvernement.

● Une journée d'action pour Gautier, l'usine de meubles de La Roche-sur-Yon (Vendée), a été organisée ce mardi 29 mars par les syndicats, à l'échelon régional. La veille, le travail avait repris malgré les licenciements décidés la semaine dernière (269 sur 1 500 salariés).

● Signature du crédit bancaire international à l'Irak. — Trente-quatre banques internationales ont officiellement octroyé, lundi 28 mars, un crédit de 500 millions de dollars à la Rafidain, la banque commerciale irakienne, lors de la séance officielle de signature au siège de l'UBAF (Union des banques arabes et françaises) à Paris. Parmi les banques chefs de file figure la B.N.P.

Cet encadrement, d'une durée de cinq ans, avec une marge de 1 % au-dessus du taux d'intérêt flottant de Londres (Libor), devrait servir à des besoins civils de l'Irak, mais a été largement considéré par la communauté financière internationale comme ayant un caractère politique dans le contexte du conflit irakien.

AUX ASSISES NATIONALES DES RETRAITÉS

M. Mitterrand a lancé un appel  
à la « solidarité active » entre générations

Quelque trois mille cinq cents délégués départementaux participent finalement aux premières assises nationales des retraités et personnes âgées, qui se sont ouvertes à Paris, lundi 28 mars, jusqu'au 1<sup>er</sup> avril, au Palais du congrès, sous la présidence de M. François Mitterrand. Dans son discours d'ouverture, le président de la République a lancé un appel à la « solidarité active » entre générations (le Monde du 29 mars, dernière édition).

En présence de M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, de M<sup>me</sup> Georgina Dufour, secrétaire d'Etat chargée de la famille, et de MM. Daniel Benoit et Joseph Franceschi, respectivement secrétaires d'Etat chargés des personnes âgées et de la sécurité, M. Mitterrand a rappelé que sa première décision en tant que chef de l'Etat avait été la création d'un secrétariat d'Etat aux personnes âgées. Il a assuré les participants qu'il examinerait « avec la plus grande attention » leurs revendications et les a incités à ouvrir à Paris même une Maison du comité national des retraités et personnes âgées. « Ces assises, a-t-il ajouté, se situent dans le grand mouvement de l'histoire qui a fait émerger un groupe social nouveau : celui du temps libre retrouvé. » Cependant il serait illusoire, a-t-il dit, de prétendre de la République, de parler de la retraite comme d'une période de liberté si l'on ne donnait pas aux personnes âgées les ressources qui leur permettent de vivre décemment.

« Nous avons, je crois, fait tout ce qui était nécessaire », a déclaré M. Mitterrand, mais il faut comprendre que de telles décisions ne sont pas prises dans la facilité. D'autre part, les retraités doivent participer comme les autres citoyens à l'effort de solidarité que réclame « une politique nationale de lutte sans complaisance contre l'inflation, pour l'emploi et la croissance ». L'abaissement de l'âge de la retraite « qui est un droit et non pas une obligation », a souligné le chef de l'Etat, est une réforme « qui marquera notre époque », aboutissement d'une vieille revendication ouvrière et « riche exemple des négociations contractuelles » menées dans ce domaine avec les partenaires sociaux.

M. Mitterrand a également rappelé qu'en moins de deux ans le minimum vieillesse a progressé de 56 %, soit un gain de pouvoir d'achat de 26 % pour les personnes seules et de 14 % pour les couples. Et il a assuré qu'un minimum de retraite, dès l'âge de soixante ans, de 2 200 F par mois serait très prochainement assuré, ainsi que l'harmonisation des régimes de retraite complémentaire et l'amélioration de l'assistance sanitaire aux personnes âgées.

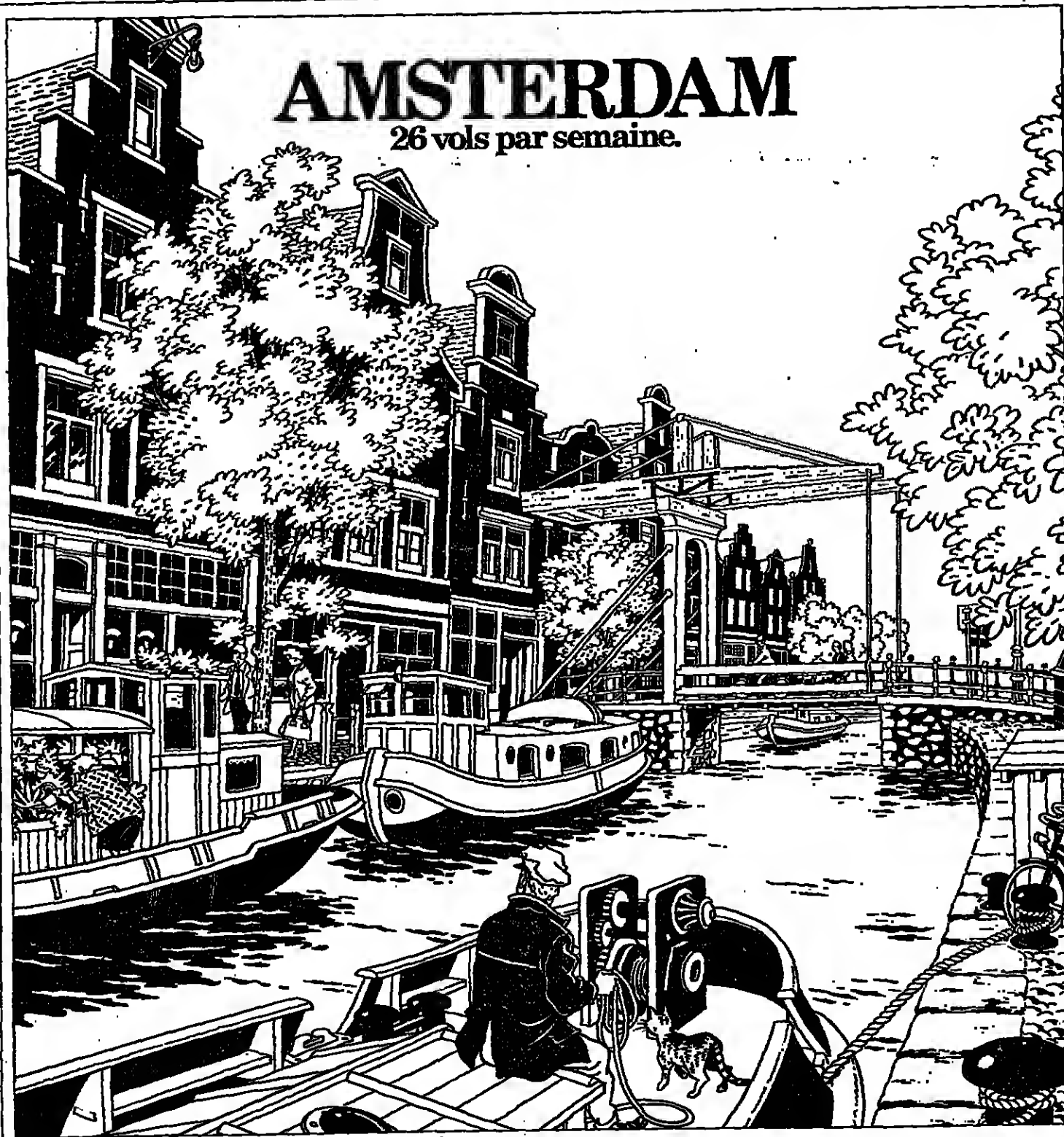
Après avoir exprimé sa « gratitude » aux « centaines de milliers de Français et de Françaises qui ont préparé ces assises », M. Mitterrand a lancé un appel à la jeunesse et aux familles : « Nous n'avons pas le droit, a-t-il dit, de retrancher aucune fraction de la vie, aucune partie de la population dans la construction de l'œuvre commune. Le destin de la France en dépend. »

MM. Pierre Bérégovoy et Daniel Benoit ont tenu un discours similaire, tandis que M<sup>me</sup> Simone Malaquin, présidente du Comité national des retraités et personnes âgées, constatait : « Alors que tant de paroles, tant de discours ont été prononcés sur les personnes âgées, aujourd'hui ce sont les personnes âgées qui prennent la parole, qui disent leur vie, leurs difficultés, leurs aspirations. Ce pouvoir d'expression a été pour certains d'entre nous une révélation. »

● La C.G.T. propose un 1<sup>er</sup> mai unitaire. — Le secrétaire général de la C.G.T., M. Henri Krasucki, a écrit à M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., et à M. Jacques Pommatteau, secrétaire général de la FEN, pour proposer une rencontre entre les trois organisations afin de préparer un « 1<sup>er</sup> mai unitaire sur la base de thèmes décisifs communs qui peuvent permettre une mobilisation forte et unitaire des travailleurs ».

● La négociation sur un nouveau statut de l'encadrement se poursuivra par deux réunions les 18 et 25 avril entre le C.N.P.F., la Confédération française de l'encadrement - C.F.C.E., qui a demandé cette négociation, et les responsables des organisations de cadres des centrales ouvrières. Commencées le 3 février, les discussions ont abouti à un texte de synthèse rédigé par le patronat et soumis aux syndicats le 28 mars. La définition des responsabilités de l'encadrement, sa reconnaissance en tant que catégorie socio-professionnelle, restent des points de litige entre les divers partenaires.

DANIEL ROUARD.



AMSTERDAM  
26 vols par semaine.

Air France vous facilite l'Europe.

Depuis le 28 mars, vous pouvez rejoindre Amsterdam 26 fois par semaine en Boeing 737 ou en Boeing 727 au départ de Paris-Charles de Gaulle. Aéroport 2, l'Aéroport Express. Si vous voyagez en Classe Economique, le repas vous sera désormais servi par le personnel de bord. Amsterdam avec Air France, le moyen la plus efficace de se rendre aux Pays-Bas.



**TIRAGES DIAPOS**  
EN 13x18 OU 18x24 - RECADRAGE - CORRECTIONS  
ETRAVE 38, av. Daumesnil Paris-12<sup>e</sup> - ☎ 347.21.32

هكرام الامن



## MONNAIES

### LE DOLLAR RESTE A UN NIVEAU ÉLEVÉ

Le plus grand calme a régné sur les grandes places financières internationales, mardi matin 29 mars. En dépit des rumeurs d'un resserrement du crédit aux États-Unis, rumeurs accompagnant la réunion du comité directeur de la Réserve fédérale américaine, le dollar s'est à peu près partout maintenu à ses niveaux de la veille au soir. Ainsi, à Paris, il s'est échangé à 7,2850 F contre 7,2940 F lundi après-midi. Son cours s'est établi à 2,43 DM à Francfort (contre 2,4325 DM) et à 2,0850 FS à Zurich (contre 2,0855 FS). La livre sterling, quant à elle, s'est traitée à 1,4570 dollar contre 1,4547 dollar.

Redescendu à 408,75 dollars la veille au soir, l'or dans la City a coté 412 dollars.

### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas + haut	rep.	+ ou Dép.	-	+ ou Dép.	-	+ ou Dép.	-
S E. U. ....	7,2845	7,2910	+ 110	+ 150	+ 250	+ 310	+ 690	+ 810
S. can. ....	5,9185	5,9240	+ 90	+ 140	+ 285	+ 275	+ 560	+ 685
Yen (100) ..	3,0415	3,0450	+ 110	+ 135	+ 245	+ 280	+ 770	+ 840
DM ..... 1,4595	2,9985	3,0005	+ 160	+ 185	+ 345	+ 380	+ 1000	+ 1065
Fl. .... 2,6440	2,6460	2,6480	+ 165	+ 190	+ 350	+ 380	+ 1000	+ 1065
F.R. (100) ..	15,1100	15,1215	+ 35	- 85	- 430	- 140	- 855	+ 345
F.S. .... 3,4945	3,5015	+ 195	+ 220	+ 435	+ 475	+ 1340	+ 1420	
L. (1 000) ..	5,0265	5,0320	+ 325	- 285	+ 435	- 435	+ 1705	- 1460
£ ..... 10,6135	10,6265	+ 35	+ 130	+ 155	+ 280	+ 600	+ 825	

### TAUX DES EURO-MONNAIES

	8 15/16	9 5/16	9 1/2	10	9 5/8	10	9 11/16	10 1/16
S.E.U. ....	4 5/16	5 2/16	4 11/16	5 1/16	4 11/16	5 1/16	4 15/16	5 5/16
DM ..... 3 1/4	4	3 7/16	4 1/16	3 3/4	4 1/8	4 1/4	3 1/2	4 1/8
Fl. .... 12	17	12 1/2	14 1/2	12 3/4	13 3/4	12 1/2	13 1/2	14 1/2
F.R. (100) ..	15	16	17 1/4	19 5/8	17 3/8	19	17 7/8	19 3/8
F.S. .... 10 1/2	11 1/4	10 5/8	11 1/4	10 5/8	11 1/4	10 9/16	11 3/16	11 3/16
L. (1 000) ..	12	12 1/2	12	12 1/2	12	12 1/2	13 1/2	14 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

### LES PAYS PRODUCTEURS D'ÉTAIN S'ORGANISENT EN ASSOCIATION DU TYPE OPEP

Réunis à Londres, les principaux pays producteurs d'étain ont décidé, pour protéger leurs intérêts, de se regrouper en association qui fonctionnera à la façon de l'OPEP. L'annonce en a été faite à l'issue de la première journée de la conférence, durant laquelle les cours de l'étain, favorisés par la faiblesse de la livre, ont atteint leur plus haut niveau historique (9 240 livres la tonne). Cette association regroupera la Malaisie, l'Indonésie, la Bolivie, le Nigeria, la Thaïlande, l'Australie et le Zaïre.

Aucun détail n'a encore été rendu public sur les modalités de fonctionnement. Cette nouvelle association ne rendra pas caducs les accords internationaux en vigueur et conclus sous l'égide des Nations unies. Toutes les précédentes tentatives de regroupement avaient jusqu'ici échoué.

### RÉPUBLIQUE TUNISIENNE

SOCIÉTÉ NATIONALE D'EXPLOITATION ET DE DISTRIBUTION DES EAUX (S.N.E.D.E.)  
23, rue Jawahar Lal Nehru, Montfleury, TUNIS

### Alimentation en eau potable de GHARDIMAOU et OUED MELIZ

La S.N.E.D.E. lance un appel d'offres pour le transport et la pose de conduites en amiant-ciment et les travaux de génie civil à GHARDIMAOU et OUED MELIZ.  
La consistance des travaux est ventilée en DEUX LOTS:  
LOT 1 - Pose de 14 000 m. de conduites en amiant-ciment de diamètres compris entre 80 mm et 300 mm.  
LOT 2 - Construction:  
- d'un réservoir de 1000 m<sup>3</sup>, S.E. avec une chambre de vane et une chambre de connexion.  
- d'un réservoir de 250 m<sup>3</sup>, S.E. avec une chambre de vane et une station de pompage.  
Cet appel d'offres s'inscrit dans le cadre d'un projet financé partiellement par la Banque Africaine de Développement (BAD).  
Les entreprises agréées pour exercer des activités hydrauliques d'un montant supérieur ou égal à 200 000 DINARS et qui désirent participer à cet appel d'offres peuvent se procurer le dossier auprès du Service Préparation des Marchés de la S.N.E.D.E. contre paiement de la somme de VINGT (20 D.) DINARS.  
Les offres doivent parvenir à la S.N.E.D.E. sous pli recommandé avec accusé de réception ou être remises contre reçu au plus tard le : 29 AVRIL 1983 à 10 heures au 23, rue JAWAHAR LAL NEHRU MONTFLEURY, TUNIS.  
L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 11 heures.



**BD SUCHET**  
A VENDRE  
OU  
A LOUER  
ÉTAT NEUF,  
**TRÈS BEL HOTEL PARTICULIER**

à usage de  
HABITATION  
BUREAUX D'AMBASSADE  
RÉSIDENTIELLE D'AMBASSADEUR

S'adresser à M. RING  
9, rue du Point des Champs-Élysées, Paris-8  
tel. 359.14.70

## ÉNERGIE

### Le Nigeria s'inquiète des prix du pétrole de la mer du Nord

La production pétrolière du Nigeria pour le mois de mars devrait avoisiner 900 000 barils par jour en moyenne. Alors que le quota d'extraction accordé par l'OPEP à Lagos est de 1,3 million de barils par jour, le niveau actuel de production apparaît donc assez faible. D'autant qu'après être monté à 1,2 million de barils quotidiens à la mi-mars ce niveau ne serait plus que de 800 000.

Les acheteurs qui s'étaient tournés vers le Nigeria après la forte baisse des prix décidée par Lagos semblent désormais attendre la fixation des prix de la mer du Nord. Les officiels nigériens auraient d'ailleurs mis Londres en garde contre une baisse des prix du brut britannique à un cours inférieur à 30 dollars le baril.

Alors que l'Arabie Saoudite n'a toujours pas fourni officiellement ses nouveaux barèmes et leur date d'application, les autorités pétro-

lières britanniques tergiversent. Les acheteurs de brut de la mer du Nord qui ont refusé le prix de 30,50 dollars par baril reprochent-ils leurs enlèvements à 30 dollars, ou à 29,75 dollars comme on le murmure maintenant ? A Whitehall on estime qu'un prix de 29,75 dollars par baril « serait compatible avec la structure des prix de l'OPEP ». Le Nigeria n'a cependant pas caché que toute baisse au-dessous de 30 dollars serait suivie par lui.

Malgré ces incertitudes, Cheikh Yamani, ministre saoudien de l'énergie, vient de réaffirmer aux États-Unis que, selon lui « l'accord de l'OPEP tiendra ». Il est vrai que les pays membres de l'Organisation font preuve d'une certaine discipline. C'est ainsi notamment que l'offre de pays membres de l'OPEP sur le marché libre s'est fortement raréfiée depuis l'accord de Londres.

## AFFAIRES

### Les groupes britanniques Lucas et Smiths signent un accord de principe dans l'électronique automobile

Le groupe britannique Lucas, numéro deux européen de l'équipement automobile (16 milliards de francs de chiffre d'affaires, dont les deux tiers réalisés dans cette branche), a décidé d'élargir sa compétence dans l'électronique automobile et pour ce faire, de s'allier avec l'autre firme britannique, Smiths Industries (instrumentation de bord). Les deux fabricants ont signé un accord de principe en vue de regrouper leurs intérêts dans ce secteur d'activité.

Encouragé par le gouvernement britannique, ce rassemblement des forces devrait donner naissance à une nouvelle entreprise, Lucas electrical electronics and systems (L.E.E.S.), qui, tant par sa taille que par la gamme de produits fabriqués, se situera au premier rang européen avec un chiffre d'affaires évalué à 1,7 milliard de francs. Sous réserve des autorisations nécessaires, la fusion prendra effet au 30 avril prochain.

L.E.E.S. sera filiale à 80,1 % de Lucas et à 19,9 % de Smiths Industries. Elle reprendra toutes les activités que Lucas et Smiths Industries exercent dans l'électronique automobile, l'un dans la fabrication notamment de systèmes destinés à la régulation des moteurs, au contrôle de la consommation et des gaz

d'échappement, l'autre dans la production des instruments de bord s'appuyant sur cette technologie (compteurs de vitesse, appareils de chauffage, consommateurs, jantes, indicateurs de pression d'huile, lave-vitres, lave-phares, etc.).

Dans toutes ces branches, L.E.E.S. devrait être capable de rivaliser avec les groupes allemands, Bosch et V.D.O. Schindling, italiens, Magneti Marelli (Fiat), français, Renault (Renault-Bendix) et Jager (Matra), américains, General Motors et Motorola (Lucas a déjà signé avec cette firme un accord de technologie et de fournitures), enfin japonais, Nippon Denso. Surtout, la firme exercera un quasi-monopole sur le marché britannique qu'elle contrôlera de 70 % à 80 %.

Au cours des prochaines années, les actionnaires de L.E.E.S. envisagent d'investir 371 millions de francs pour financer le lancement de nouveaux produits.

Un quart des productions de cette nouvelle entreprise seront destinés à British Leyland.

Ce regroupement industriel intervient au moment où l'électronique automobile, à la croisée des chemins, commence à faire une percée spectaculaire sur le marché, notamment chez Renault (R-11) et Peugeot (505). La croissance des équipements électroniques pour l'automobile atteint actuellement 30 % l'an et le chiffre d'affaires réalisé par cette industrie naissante s'élève, rien qu'en Europe, à 16 milliards de francs environ.

Par la suite, la firme française Duocellier, elle aussi impliquée dans l'électronique automobile, pourrait rejoindre L.E.E.S. Tout dépendra de l'attitude du gouvernement français. Le capital de Duocellier est partagé à 50/50 entre Lucas et Valeo. L'administration s'accroche-t-elle à l'idée de conserver Duocellier dans le giron national ? - A. D.

Reuni le 28 mars à Tokyo, le Comité pour le magnétoscope 8 mm, qui regroupe une centaine de sociétés japonaises et européennes et dont les cinq principaux animateurs sont Hitachi, Sony, J.V.C. Matsushita et Philips, s'est mis d'accord sur un certain nombre de normes de ce futur matériel.

L'accord se porte officiellement que sur le magnétoscope portable. Dans le système N.T.S.C., la durée d'enregistrement sera de 90 minutes, et de 60 minutes dans le système PAL. Le cas du SECAM reste en suspens, deux procédés étant en présence. L'un, développé par Philips, consiste en un simple transcodage qui présente cependant l'inconvénient d'altérer la qualité de l'image. L'autre, présenté par Thomson (le Timeplex), rencontre des problèmes de coûts et de délais de mise au point.

Outre le cas du SECAM, cet accord laisse également en suspens deux grandes questions : quand ces nouveaux matériels apparaîtront-ils sur le marché ? Qu'en est-il de la version magnétoscope de salon ?

Théoriquement, les grands groupes japonais et Philips peuvent proposer dans un délai de quelques mois ces matériels. Leur décision relève d'un choix stratégique et, pour le moment, chacun s'observe. Y a-t-il un réel marché pour ce type de magnétoscope portable ? La logique du 8 mm ne commande-t-elle pas d'attendre la mise au point définitive d'un modèle de salon, avec 3 vitesses permettant jusqu'à quatre heures d'enregistrement, afin d'éviter au consommateur la multiplication des appareils ? - J.-M. Q.

**RÉSIDENTS - CLUBS**  
**3<sup>e</sup> AGE**  
Spécialité Côte d'Azur  
**Cabinet INDEXA**  
32, av. Jean-Médecin - 06000 NICE  
Tél. (03) 80 98 31 (F.N.A.I.M.)

## TRANSPORTS

### PINCEMENT DE CŒUR À AIR INTER

### Caravelle, c'est la fin

Deux ans presque jour pour jour après Air France (le Monde daté 29-30 mars 1981), c'est au tour d'Air Inter de mettre un terme définitif à l'exploitation, après seize années de « bons et loyaux services », des Caravelle-III utilisées sur ses réseaux.

Mercredi 23 mars, lors d'un vol spécial Paris-Toulouse-Paris, M. Marceau Long, président d'Air Inter, a rendu un hommage mérité à l'un des appareils les plus prestigieux de l'aviation civile d'après-guerre.

Le 27 mai 1955, le premier prototype de la Caravelle décolle de Toulouse. Après trois ans d'essais et de mise au point, le premier appareil de série est livré à Air France. C'est le 13 avril 1959. Six mois plus tard, aura lieu la première vol de la Caravelle-III, dont la compagnie intègre à l'Altaïr rest en service, en mai 1960, le premier exemplaire. Une machine que les experts qualifiaient à juste titre de « révolutionnaire » pour son époque, où le règne de l'avion à pistons n'a rien perdu de son importance.

L'appareil aux lignes élégantes dispose d'un rayon d'action de 2 200 kilomètres et peut transporter, à une vitesse de croisière de 810 kilomètres/heure, quatre-vingt-deux passagers. Très vite, les commandes afflueront à Sud-Aviation, son constructeur, et quatre-vingt-deux exemplaires de la version III sortiront des chaînes de montage, que se partageront pas moins de soixante-cinq utilisateurs différents. Air Inter en achètera pour sa part dix-huit, dont seize auront volé jusqu'à ce mois de mars 1983, deux ayant été détruits au sol par des accidents, l'un à Bastia, l'autre à Orly.

En seize ans d'exploitation, de 1967 à ce jour, les seize Caravelle III d'Air Inter ont totalisé 380 000 heures de vol pour 330 000 liaisons. Elles ont transporté 22 millions de passagers et quelque 50 000 tonnes de fret, et la distance totale qu'elles ont parcourue se chiffre à 180 millions de kilomètres, soit 4 500 tours du monde.

Ces avions, qui eurent marqué un tournant dans l'évolution de la technologie aéronautique française, comme s'est plu à le rappeler M. Marceau Long, n'en étaient pas moins devenus, dès les années 1970 (date à laquelle leur construction devait être interrompue pour céder la place à la mise en œuvre de la Caravelle Super XII, dont Air Inter possède les seuls douze exemplaires existant trop bruyants et, surtout, trop gourmands en carburant. Comparée au siège offert - avec l'Altaïr, la Caravelle III consommait, en effet le double de kérosène, soit près de 3 tonnes à l'heure.

A présent, si elles ne volent plus sous les couleurs d'Air Inter, neuf Caravelle III continuent d'assurer leur service, cinq pour le compte de compagnies nigériennes et quatre dans la flotte de la compagnie de charters italienne Altaïr. Ce qui mettra un peu de baume au cœur de tous ceux, nombreux, qui, ce 23 mars sur la piste de Toulouse-Margat ont vu décoller pour la dernière fois celle qui fut à l'origine de toute la lignée des jets tricoques.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

## AGRICULTURE

### Les Dix reportent au 28 avril la clôture de la campagne en cours

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). - Première visite éclair lundi de M. Michel Rocard, à Bruxelles. Le conseil des ministres de l'agriculture des Dix se réunissait, moins pour négocier que pour dire adieu à M. Joseph Ertl qui est son président en exercice depuis le 1<sup>er</sup> janvier mais qui, surtout, était le ministre allemand de l'agriculture depuis quatorze ans. M. Ertl ne siège pas dans le nouveau gouvernement fédéral. Ce fut l'occasion pour M. Rocard de rencontrer en tête à tête M. Dalsager, le commissaire chargé des affaires agricoles, de faire la connaissance de ses collègues, puis d'indiquer en quelques mots devant les journalistes pourquoi il était satisfait de prendre en charge ce département « tout à fait fascinant » : « le goût de l'action concrète. Je sors de vingt mois d'activités spéculatives, le changement fait du bien. L'agriculture, c'est un métier d'hommes libres et d'hommes fiers. C'est un secteur de libre entreprise qui est en même temps le plus administré qui soit... Je vais avoir des responsabilités de

gestion dans un secteur qui est débarrassé de tous les dogmatismes ».

Prochain rendez-vous à Luxembourg pour délibérer des prix agricoles et des mesures d'accompagnement, les 18 et 19 avril. La campagne qui, s'agissant des produits laitiers, de la viande bovine et des fourrages, arrivait en principe à échéance le 19 avril, a été prorogée jusqu'au 28 avril, le conseil n'ayant pu se mettre d'accord sur la nouvelle grille des prix garantis aux agriculteurs.

Les ministres sont toutefois convenus de réduire de trois points les montants compensatoires négatifs français à compter du 1<sup>er</sup> avril (ceux-ci sont actuellement de 8,1 points).

Par ailleurs, la Belgique et le Luxembourg ont obtenu l'autorisation de dévaluer leur franc vert de 3,2 % à partir du 1<sup>er</sup> avril pour le lait et à partir du 4<sup>er</sup> avril pour la viande bovine, ainsi qu'il avait été convenu par les Dix après le réajustement monétaire de février 1982. - Ph. L.

## Grenada (West Indies)

### Grenada Electricity Services Limited Extension to Queen's Park Power Station

### Notice of Invitation to bid for 2 x 1.5 MW Diesel Generator Equipment

Grenada Electricity Services Limited has obtained a loan from the European Investment Bank for development of the electricity supply on the island.

Tenders are invited for the supply, erection and commissioning of two new generating units and associated equipment to be installed in an extension to Queen's Park Power Station, St. George's.

The contract is to include:

- Two 1.5 MW diesel generator units with an operational speed not exceeding 750 revolutions per minute
- Generator and station transformers
- Extension to existing switchboard
- All ancillary equipment, pipework and cabling
- Training of purchaser's engineers

Applications to receive tender documents are invited from firms with proven ability in undertaking similar projects and originating at least from member states of the European Economic Community or states which are signatories to the Second Lomé Convention.

Eligible firms should apply by telex to Kennedy & Donkin, Consulting Engineers, Premier House, Woking, Surrey GU21 1DG, England. Telex: 855373 KDHO G.

Documents will be available for collection from the above address on or after 26th March 1983, at a non-refundable fee of £150 sterling and tenders are to be delivered in Grenada by 12 noon on 12th May 1983. W. M. Bullen, Manager, Grenada Electricity Services Limited.

SOCIÉTÉ  
EM  
DE F.L.S.

EM  
HONOR  
DE F.S.

CRISSE NA

FR  
LE TELEPH  
ET

Tout de vous  
P. 10  
Tous  
Tous

VOIRE INTI

PLANS  
COPES CARRO (1  
ETRAVE 30.9



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**SOCIÉTÉ GÉNÉRALE**

Emission simultanée de 2 emprunts

**EMPRUNT  
DE F 1.600.000.000**

Nominal: F 5.000  
Prix d'émission: F 4.984  
Durée: 8 ans  
Jouissance et règlement: 18 avril 1983  
Intérêt annuel: 15%  
Taux de rendement actuariel brut au 18 avril 1983:  
**15,07%**

**EMPRUNT  
A BONS DE SOUSCRIPTION  
DE F 800.000.000**

**MAXIMUM**  
Durée: 8 ans  
**1<sup>re</sup> tranche: F 400.000.000**  
Nominal: F 5.000  
Prix d'émission: F 4.772  
Jouissance et règlement: 18 avril 1983  
Intérêt annuel: **13,50%**  
Taux de rendement actuariel brut au 18 avril 1983:  
**14,50%**

**2<sup>e</sup> tranche: montant maximum  
F 400.000.000**

Exercice du bon de souscription tous les 8 mois pendant 3 ans.  
Le prix d'émission, le taux de rendement et la jouissance des titres varient en fonction de la date de souscription.

Notice C.O.B. n° 82-192 du 2.11.1982  
B.A.L.O. du 28.3.1983.

**CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE**

**ÉLECTRICITÉ DE FRANCE**

Obligations 11,20 % février 1975

Les intérêts courus du 14 avril 1982 au 13 avril 1983 sur les obligations Électricité de France 11,20 % février 1975 seront payables, à partir du 14 avril 1983 à raison de 100,80 F par titre de 1 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 8 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 11,20 F (montant global: 112 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 16,79 F, soit un net de 84,01 F.

**ÉLECTRICITÉ DE FRANCE**

Obligations 10,20 % novembre 1975

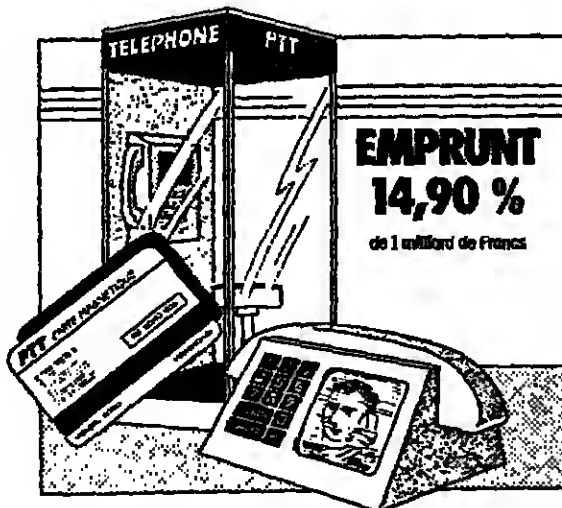
Les intérêts courus du 25 avril 1982 au 24 avril 1983 sur les obligations Électricité de France 10,20 % novembre 1975 seront payables, à partir du 25 avril 1983 à raison de 91,80 F par titre de 1 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 8 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 10,20 F (montant global: 102 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 15,29 F, soit un net de 76,51 F.

**ÉLECTRICITÉ DE FRANCE**

Obligations 10,20 % mai 1976

Les intérêts courus du 30 avril 1982 au 29 avril 1983 sur les obligations Électricité de France 10,20 % mai 1976 seront payables, à partir du 30 avril 1983 à raison de 91,80 F par titre de 1 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 7 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 10,20 F (montant global: 102 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 15,29 F, soit un net de 76,51 F.

**FRANCETEL  
LE TELEPHONE D'AUJOURD'HUI  
ET DE DEMAIN**



**Taux de rendement actuariel brut: 15,05 %**

Prix d'émission: 99,36%, soit 4 968 F par obligation.  
Durée totale: 12 ans, vie moyenne: 6 ans 1/2.  
Souscriptions: Banques, PTT, Crédit Agricole et Comptables du Trésor.

FRANCETEL, Société Française de Financement des Télécommunications S.A. au capital de 150 000 000 F  
12, rue Faguet - 75016 Paris - RCS Paris 8 303 998 177  
1982 - 28ème année.



**FRANCETEL**

VOTRE INTERET SUR TOUTE LA LIGNE.

**PLANS/CONTRECALQUES**

COPIES GRAND ET TRÈS GRAND FORMAT - AGRANDISSEMENT - RÉDUCTION  
ETRAVE 38, av. Daumesnil PARIS-12<sup>e</sup> - ☎ 347.21.32

**COMPTOIRS MODERNES**

**RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU GROUPE au 31 décembre 1982**

Chiffre d'affaires hors taxes	7 690 425 000 F	+ 14,9 %
Bénéfice d'exploitation	134 759 000 F	+ 19,5 %
Amortissements	130 074 000 F	
Provisions d'exploitation	10 261 000 F	
Bénéfice net après I.S. (part du Groupe)	91 766 000 F	+ 27 %
Dotations aux provisions hors exploitation	19 284 000 F	
Hors plus-values, le bénéfice net est ramené à (part du groupe)	63 683 000 F	+ 11,6 %
Marge brute autofinancement	221 840 000 F	+ 19,2 %

Le bénéfice net hors plus-values par titre émis (actions + obligations convertibles) s'élève à 31 F contre 27,8 F pour 1981.

As cours actual le bénéfice net ainsi retraité est capitalisé 9 fois.

**RÉSULTATS S.A. COMPTOIRS MODERNES**

Le Conseil d'administration du 25 mars 1983 a arrêté les comptes de l'exercice 1982.

Chiffre d'affaires hors taxes	2 241 891 000 F	+ 16,0 %
Bénéfice d'exploitation	49 108 000 F	+ 26,5 %
Bénéfice net	58 617 000 F	(NC)

Le bénéfice net hors plus-values est en augmentation de + 15,7 %/Ce résultat a été déterminé après:

● dotation aux amortissements hors réévaluation	32 207 000 F
● provision pour investissements	438 000 F
● provision pour hausse des prix	7 281 000 F
● autres provisions hors exploitation	7 802 000 F
● participation des salariés	1 250 000 F
● reprise des provisions réglementées	5 020 000 F

Le Conseil d'administration proposera à l'assemblée générale des actionnaires la distribution d'un dividende net de 13,50 F par action correspondant à la limitation instituée par la loi du 30 juillet 1982.

**DIDOT-BOTTIN**

Fondé en 1796

Réunie le 24 mars 1983, sous la présidence de Monsieur Vincent Holland, président-directeur général, l'assemblée générale ordinaire a approuvé, à l'unanimité, les comptes et le bilan de l'exercice clos le 30 septembre 1982.

L'assemblée a décidé la distribution d'un dividende net de 13 Francs par action, assorti de l'impôt déjà versé au Trésor (avoir fiscal) de 6,50 Francs. Le dividende (coupon n° 37) sera mis en paiement à compter du 6 avril 1983.

Evoquant l'exercice en cours, le président a insisté sur le développement important du groupe dans les techniques avancées du traitement de l'information. Agissant à la fois comme producteur de banques de données ou comme serveur pour le compte de grandes institutions publiques et privées, DIDOT-BOTTIN va prochainement mettre à la disposition du marché professionnel et des entreprises, sous l'appellation TELIX, un grand nombre d'informations par écran Vidéo.



**RÉSULTATS DE L'EXERCICE 1982**

Le conseil d'administration, réuni le 24 mars, a approuvé les comptes de l'exercice 1982 qui seront présentés à l'Assemblée générale ordinaire convoquée pour le jeudi 9 juin à 11 h 30.

Le montant total hors taxes des commandes reçues est de 876 millions contre 780 en 1981. Le chiffre d'affaires hors taxes est de 128 millions contre 635, le chiffre d'affaires à l'exportation est de 163 millions contre 161.

Après tous amortissements et provisions, les résultats sont les suivants:

Bénéfice d'exploitation: 77,8 millions contre 71,1  
Bénéfice net avant participation: 41,4 millions contre 35,5  
Marge brute d'autofinancement: 50,9 millions contre 45,1

Consolidés pour la Société mère et ses filiales tant françaises qu'étrangères, le chiffre d'affaires hors taxes est de 801 millions contre 702, le bénéfice net avant participation est de 50,5 millions contre 38,6, la marge brute d'autofinancement est de 54,3 millions contre 50,4, le bénéfice net et la marge brute consolidés comprennent 5,2 millions de profits exceptionnels.

Il sera proposé à l'Assemblée générale ordinaire le versement d'un dividende de 18 F par action, soit un revenu global de 27 F, contre un dividende de 16 F pour l'exercice précédent.



**ÉPARGNE - OBLIGATIONS**

Société d'investissement à capital variable

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires réunie le 28 mars 1983 sous la présidence de M. Jars, président du conseil d'administration, a approuvé les comptes de l'exercice 1982 qui dégagent un résultat net de 396.448.068,02 F.

Elle a décidé la distribution d'un dividende net de 16,31 F, auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 1,23 F soit un revenu global par action de 17,54 F.

Le paiement de ce dividende sera effectué à partir du 31 mars 1983 sur présentation du coupon n° 29 se décomposant ainsi:

- revenus d'obligations françaises non indexées: 12,20 F + crédit d'impôt de 1,15 F, soit au total 13,35 F dont 0,05 F correspondant aux produits de l'emprunt d'Etat n° 880 1977;
- revenus d'actions françaises: 0,45 F;
- autres produits: 3,29 F + crédit d'impôt de 0,08 F;
- revenus exonérés de l'impôt sur le revenu des personnes physiques: 0,37 F et donnant droit pour les personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés à un crédit d'impôt de 0,05 F.

Il est rappelé que les actionnaires pourront réinvestir le montant de leurs dividendes en actions de la société en exonération totale de droit d'entrée.

L'assemblée générale a ratifié la nomination comme administrateur de M. Jean-René Brunon, coopté par le conseil d'administration en remplacement de M. Guy Lapomme, démissionnaire.

Elle a renouvelé pour une durée de six ans le mandat d'administrateur de MM. Daniel Olchanski et Pierre Simon, et nommé M. Jean Louvet administrateur pour la même durée.

**COMMENT  
NOUS CHANGEONS,  
GRACE A  
L'ECOUTE.**

A compter du 1<sup>er</sup> avril 1983, trois de nos divisions: Sperry-Univac, Sperry Flight Systems et Sperry Division, feront l'objet d'une seule appellation: Sperry.

Des raisons fondamentales expliquent cette démarche:

Jusqu'à présent, chacune de ces divisions s'employait à satisfaire les besoins de différents marchés en faisant appel à des technologies spécifiques.

Depuis, la frontière entre ces technologies s'est estompée, chacune devenant indissociable des autres.

Aujourd'hui, il s'avère que nos activités dans les domaines de l'informatique, de la marine, de l'aviation et de l'espace reposent sur une même base technologique: l'informatique.

De ce fait, les activités électroniques de Sperry forment un ensemble cohérent.

Nous ne pouvons plus nous contenter d'apporter des solutions à un problème spécifique d'automatisation sans tenir compte de la globalité du projet.

C'est en utilisant le concept de systèmes intégrés que nous apportons des solutions d'ensemble aux problèmes de l'industrie, du commerce et des services.

L'écoute attentive des besoins exprimés par nos clients nous a conduit à cette nouvelle approche.

Aussi dès à présent, et pour nos activités électroniques, un seul nom est à retenir:

celui de Sperry.



**POUR NOUS, L'IMPORTANT EST DE  
SAVOIR ECOUTER.**

Pour plus d'informations, contactez Sperry S.A. 19, rue François-1<sup>er</sup> 75008 Paris

© Sperry Corporation, 1983.

هكمان الأول



## CRÉDIT D'ÉQUIPEMENT DES P.M.E.

### EMPRUNT MARS 1983

#### CARACTÉRISTIQUES

**MONTANT :** 1,5 milliard de francs.  
**OBLIGATIONS :** 300 000 obligations de 5 000 francs nominal.  
**PRIX D'ÉMISSION :** 99,64 %, soit 4 982 F par obligation.  
**PRODUIT BRUT :** 1 494 600 000  
**ESTIMATION DU PRODUIT NET DE L'ÉMISSION :** Le montant net encaissé par le CEPME s'élèvera à environ 1 462 992 000 F après déduction sur le produit ci-dessus des rémunérations globales dues aux intermédiaires financiers pour 29 737 500 F (TVA incluse) ainsi que des frais légaux et administratifs pour 1 870 000 F.

**DATE DE JOUISSANCE ET DE RÈGLEMENT DES SOUSCRIPTEURS :** le 11 avril 1983.  
**TAUX FACIAL :** 14,90 %.  
**TAUX DE RENDEMENT ACTUEL BRUT A LA DATE DE RÈGLEMENT :** 14,99 %.  
**DURÉE :** 10 ans.  
**VIE MOYENNE :** 5,5 ans, soit 5 ans et demi.  
**AMORTISSEMENT :** En dix tranches égales à partir de 1984, soit par remboursement au pair par voie de tirage au sort, soit par rachat en Bourse. La moitié au moins du nombre de titres composant chaque tranche sera remboursée par tirage au sort. Le crédit d'équipement des P.M.E. s'interdit l'amortissement anticipé par remboursement.  
**RÉGIME FISCAL :** Le paiement des intérêts et le remboursement des titres seront effectués sous la seule déduction des retenues opérées à la source ou des impôts que la loi met ou pourrait mettre obligatoirement à la charge des porteurs. En l'état actuel de la législation, les personnes physiques domiciliées en France percevront le montant brut de leurs coupons, diminué, à leur choix :  
 - soit d'une retenue à la source de 10 % qui ouvre droit à un crédit d'impôt d'égal montant.  
 - soit d'un prélèvement forfaitaire de 25 % qui les libère totalement de l'impôt sur le revenu.  
 En outre, ces intérêts figurent parmi les revenus ouvrant droit à l'abattement de 5 000 francs par an et par déclarant accordé aux porteurs de certaines valeurs à revenu fixe.

**DÉLAIS DE DÉLIVRANCE DES TITRES :** 3 mois et demi après la date de lancement.  
**GARANTIE DE L'ÉTAT :** Le service de l'emprunt en intérêts, amortissements, impôts, frais et accessoires est garanti par l'Etat.  
**COTATION :** L'admission à la cote officielle de la Bourse de Paris sera demandée dès clôture de l'émission.  
**SOUSCRIPTION :** Banques et tous intermédiaires agréés par la Banque de France, Banques Populaires, Crédit Agricole, Caisse des Dépôts, Caisse d'Épargne, Comptables du Trésor et des Postes.

### CRÉDIT D'ÉQUIPEMENT DES P.M.E.

Société anonyme au capital de 350 000 000 F

#### RÉPARTITION DU CAPITAL :

au 31-12-1982.  
 Etat : 20 %, Caisse des Dépôts et Consignations : 31,07 %, Banque Populaire Fédérale de Développement : 35,67 %, Banques : 6,15 %, Organismes professionnels : 4,64 %, Organismes de Caution Mutuelle : 2,47 %.

### ACTIVITÉ DU CRÉDIT D'ÉQUIPEMENT DES P.M.E.

Issu du regroupement de la plupart des activités du Crédit hôtelier, Commercial et Industriel, de la Caisse nationale des marchés de l'Etat et du Groupement Interprofessionnel des Petites et Moyennes Entreprises, le Crédit d'équipement des P.M.E. a pour vocation de financer le développement et l'équipement des petites et moyennes entreprises de tous les secteurs. Il apporte également son concours aux entreprises titulaires de commandes publiques et assure par ailleurs le financement de l'informatique publique.

#### A - FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES

a) Prêts à long terme.  
 Le Crédit d'équipement des P.M.E. met à la disposition des entreprises des prêts à long terme bonifiés par l'Etat et financés sur les ressources de l'établissement.  
 Au 31 décembre 1982, l'encours non éché de ces prêts directs à long terme s'élevait à 32,2 milliards de francs, contre 27,6 milliards de francs au 31 décembre 1981.  
 b) Crédits professionnels mutuels.  
 Le Crédit d'équipement des P.M.E. donne sa garantie à des crédits généralement à moyen terme réalisés par les banques avec l'intervention d'organismes de Caution Mutuelle professionnels ou interprofessionnels ou de Sociétés de développement régional.  
 Au 31 décembre 1982 le montant de ces concours bénéficiant de cette garantie s'élevait à 23,2 milliards de francs, contre 20,1 milliards de francs au 31 décembre 1981.  
 c) Répartition sectorielle.  
 Répartition par secteurs d'activité des crédits moyen et long terme accordés en 1982.  
 Industrie (1) : 6 897 millions de francs ; Bâtiment, travaux publics : 3 444 millions de francs ; Tourisme : 1 875 millions de francs ; Commerce : 4 533 millions de francs ; Services : 1 830 millions de francs.

(1) Il n'y a pas de secteur prédominant.

#### B - FINANCEMENT DES ENTREPRISES TITULAIRES DE COMMANDES PUBLIQUES

Au 31 décembre 1982, l'encours des avances consenties au titre des paiements à titre d'avance s'élevait à 2,33 milliards de francs, contre 1,34 milliard de francs au 31 décembre 1981.  
 Le montant des concours au titre des crédits de préfinancement et de mobilisation et des cautions pour le financement des commandes et marchés publics atteignait 4,14 milliards de francs au 31 décembre 1982, contre 3,77 milliards de francs au 31 décembre 1981.

#### C - FINANCEMENT DE L'INFORMATIQUE PUBLIQUE

Le montant net des opérations de crédit-bail en cours au titre du financement de l'informatique publique représentait 2,37 milliards de francs au 31 décembre 1982 contre 1,84 milliard au 31 décembre 1981.  
 Faits exceptionnels et litiges :  
 Il n'existe actuellement aucun fait exceptionnel ou litige susceptible d'affecter substantiellement les résultats ou la situation financière de la société.

Bilans résumés au 31 décembre (en millions de francs)

ACTIF	1980	1981	1982	PASSIF	1980	1981	1982
Emplois de trésorerie	1122	1340	853	Banques et correspondants	1118	4244	4976
Concours distribués à la clientèle	26230	31582	38092	Comptes divers	2428	2862	3106
Régularisation et divers	1053	1527	2163	Dettes à long et moyen terme	27578	30307	36609
Valeurs immobilisées	1994	2121	2558	Reserves, provisions et bénéfices	521	649	998
Opérations de crédit-bail	1596	1842	2373	Capital	330	330	350
	31995	38412	46039		31995	38412	46039

#### HORS BILAN

Engagements reçus	394			Engagements donnés	31995		
Intermédiaires financiers		2184	2532	Clientèles	34382		39187
				Intermédiaires financiers	13171		1506

### BUT DE L'ÉMISSION

Le présent emprunt obligataire contribuera au financement des concours à long terme que le Crédit d'équipement des P.M.E. met en place sur ses ressources :  
 - prêts à long terme bonifiés par l'Etat (prêts spéciaux à l'investissement, prêts aidés aux entreprises, prêts aux conditions du marché).  
 - prêts participatifs du Crédit d'équipement des P.M.E.  
 - prêts participatifs simplifiés.  
 Au titre de ces types d'intervention le Crédit d'équipement des P.M.E. mettra plus de 10,6 milliards de francs à la disposition des entreprises petites et moyennes en 1983.

#### PERSONNES ASSUMANT LA RESPONSABILITÉ DE LA NOTE D'INFORMATION

A notre connaissance les données de la présente note d'information sont conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Le Président du Directoire,  
 Roger PUJOL

Vu pour vérification ce qui concerne la situation financière et les comptes.

Les Commissaires aux comptes :

Etienné CARRE Cabinet : Robert MAZARS

La notice légale a été publiée au Bulletin des Annonces légales obligatoires du 28 mars 1983.

#### VISA DE LA COMMISSION DES OPÉRATIONS DE BOURSE

Par application des articles 6 et 7 de l'ordonnance n° 67-833 du 28 septembre 1967, la Commission des opérations de Bourse a approuvé, sur la présente note, le visa n° 8374 en date du 18 mars 1983.

Le rapport annuel de l'exercice 1981 est disponible sur simple demande au Crédit d'équipement des P.M.E. 14, rue du 4-septembre, 75002 PARIS.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### UNION INDUSTRIELLE DE CRÉDIT

Le Conseil d'Administration, réuni le 25 mars 1983, a arrêté le bilan et les comptes de l'exercice 1982.

Après F 7 000 000 de dotation aux provisions fiscalement non déductibles (contre F 7 875 000 en 1981) et F 24 891 612 d'impôt sur les sociétés (contre F 20 796 771), le bénéfice net est de F 26 494 006 (dont F 1 491 802 de plus-values à long terme) contre F 20 197 510 en 1981.

Le dividende ayant été porté de F 12 à F 14 en 1982, le Conseil, en application des dispositions de la loi du 30 juillet 1982, se voit dans l'obligation de proposer à l'assemblée générale des actionnaires du 27 mai 1983 de le ramener à F 12,90, correspondant, avec l'impôt déjà versé au Trésor, soit F 6,45, à un revenu global de F 19,35 par action.

Pour tenir compte néanmoins des résultats de l'exercice écoulé et en prévision des perspectives qui peuvent être faites pour l'exercice en cours, le Conseil a décidé d'augmenter le capital en le portant à F 101 430 100 par incorporation de réserves ; il sera ainsi remis aux actionnaires une action nouvelle pour trois actions actuellement détenues ; les actions nouvelles porteront jouissance à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1983.



Au cours de la réunion du Conseil d'Administration du 25 mars 1983, M. Bernard Simon-Barboux, appelé à prendre d'importantes responsabilités au sein de la Banque Indosuez, a donné sa démission de président et administrateur.

Sur sa proposition, le Conseil a nommé M. Jean-Michel Cornudet président-directeur général. Il a, d'autre part, coopté comme administrateur M. Bertrand de Feydeau.



## Barclays Bank S.A.

Siège social : 33 rue du Quatre-Septembre 75002 Paris, tél. 265.65.65  
 Affiliée au premier groupe bancaire britannique

## EMPRUNT A TAUX VARIABLE DE F 300 MILLIONS

Prix d'émission : le pair, soit 5 000 F par obligation.  
 Intérêt : semestriel variable, égal à la moyenne des taux mensuels du marché monétaire entre banques majoré de 7 % de sa valeur, avec un minimum garanti de 10,75 % l'an.  
 Jouissance et date de règlement : 11 avril 1983.  
 Durée : 8 ans.  
 Amortissement : en totalité le 11 avril 1991.

Une note d'information visée par la C.O.B. sous le n° 83-85 en date du 1<sup>er</sup> mars 1983 est à la disposition du public dans les agences de Barclays Bank S.A., de la banque La Prud'homme à Grenoble et à la SOBI à Monte-Carlo. B.A.L.O. du 21 mars 1983

Le Conseil d'Administration de Barclays Bank S.A. a récemment arrêté les comptes de l'exercice 1982, qui se traduisent par un bénéfice net avant consolidation de 79.754.000 F contre 65.164.000 F en 1981.

Les dépôts de la clientèle dans leur ensemble se sont accrus de 25,7 % au cours de l'exercice, tandis que les emplois clients en francs et en devises augmentent de 17,9 %.

## les SICAV des Caisses d'Épargne

les assemblées générales des actionnaires ont approuvé les comptes de l'exercice 1982 et décidé la mise en distribution des dividendes suivants :

LE LIVRET PORTEFEUILLE SICAV DIVERSIFIÉE	SOCIÉTÉ NOUVELLE FRANCE OBLIGATIONS SICAV OBLIGATIONS	LIVRET BOURSE INVESTISSEMENTS SICAV MONÉTAIRE
* coupon n° 28 net à payer : 18,90 F	* coupon n° 28 net à payer : 33,00 F	* coupon n° 16 net à payer : 19,60 F
avoir fiscal : 1,78 F	avoir fiscal : 2,46 F	avoir fiscal : 1,88 F
brut : 20,68 F	brut : 35,46 F	brut : 21,49 F
* progression en 1 an : + 21,9 %	* progression en 1 an : + 21,9 %	* progression en 1 an : + 45,9 %
(rappel de la valeur liquidative au 31/12/82 : 36,18 F)	(rappel de la valeur liquidative au 31/12/82 : 35,42 F)	(rappel de la valeur liquidative au 31/12/82 : 21,54 F)
LLP : la valorisation du capital	SNO : le revenu distribué	LBI : la performance en actions françaises

Réinvestissez sans frais en actions nouvelles jusqu'au 4 juillet 1983

\* Ouvrez votre Compte d'Épargne en Actions (CEA) avec les actions LBI souscrites par réinvestissement

### CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

C.N.T. Obligations 14,60 % 1980

Les intérêts courus du 1<sup>er</sup> avril 1982 au 31 mars 1983 sur les obligations C.N.T. 14,60 % 1980 seront payables à partir du 1<sup>er</sup> avril 1983 à raison de 262,80 F par titre de 2 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 3, après une retenue à la source de 10 % sur le droit à un avoir fiscal de 29,20 F (montant global : 292,00 F).

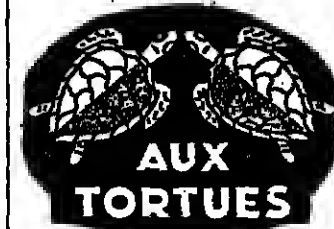
En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 43,78 F, soit un net de 219,02 F.

A compter de la même date, les obligations comprises dans la série des numéros 364 921 à 412 230 sortis au tirage au sort du 8 février 1983 cessent de porter intérêt et seront remboursables à 2 000 F - coupon n° 4 au 1<sup>er</sup> avril 1984 attaché.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres seront effectués sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (Trésorerie générale, Recettes des finances et perceptions), auprès des bureaux de poste, au siège de la C.N.T., 3, rue de l'Arrière, Paris-12<sup>e</sup>, ainsi qu'aux caisses de la Banque de France et des établissements désignés ci-après : Société Générale, Banque nationale de Paris, Crédit lyonnais, Banque de l'Indochine et de Suez, Banque de Neuflize-Schlumberger-Mallet, Banque de Paris et des Pays-Bas, Banque de l'Union européenne, l'Européenne de banque, Banque Vernet et commerciale de Paris, Caisse centrale des Banques

populaires, Crédit commercial de France, Crédit industriel et commercial, Crédit du Nord, Lazard Frères et Co, Société centrale de banque, Société générale d'abaissement de banque, Société marseillaise de crédit, Caisse des dépôts et consignations, Crédit agricole.

Il est rappelé :  
 - d'une part que les intérêts concernant les titres nominatifs seront réglés directement aux titulaires par la C.N.T. ;  
 - d'autre part que le remboursement des obligations désignées ci-dessus et comprises dans les certificats nominatifs sera effectué également par la C.N.T. dès réception sous bordereau des certificats nominatifs concernés ;  
 - enfin que les titres empruntés dans les séries des numéros 462 985 à 550 484 et 649 993 à 693 742 sont respectivement remboursables depuis le 1<sup>er</sup> avril 1981 et le 1<sup>er</sup> avril 1982.



**AUX TORTUES**  
 BIJOUX  
 TURQUOISES, CORAIL  
 IVRE, ÉCAILLE, AMBRE  
 PIERRES DURES  
 DÉCORATION  
 IVRES CHINOIS ET JAPONAIS  
 PIERRES DURES  
 BRONZES THAILANDAIS  
 LAMPES ET CLOISONNÉS  
 MINIATURES sur ivoire  
 55, boulevard Haussmann  
 (angle rue Tronchet)  
 265-56-74

### AMMENDMENTS OF TENDER NOTICE OF ROYAL NEPALESE EMBASSY

DATED 26 FEB 1983

Ref : Dumkibas Butwal Transmission Line Project, Nepal

Royal nepalese embassy in Paris notifies hereby, to all concerned the following amendments to above mentioned tender notice :

- 1) In clause 4 (IV volume 1), under qualification of tenderers, the sentence « higher voltage overhead transmission lines completed should not be less than 3000 km in which at least 1000 km should be abroad France » and also the same in the abovementioned tender notice will be deleted and substituted by the following :  
 « The tenderer must have completed 500 five hundred km or more 132 kv or higher voltage transmission lines. »
- 2) The last date and time of submission of tenders will be 15 april 1983 by 5 PM, local time instead of 31 march 1983.

### DÉNONCIATION DE CAUTION

L'ASCOBATT, 26, rue Vernet, 75008 Paris, fait savoir que la garantie confiée depuis le 1<sup>er</sup> mai 1982 par la Compagnie Les Assurances du Crédit à Compagnie pour le compte de la Société Agence K Travail Temporaire - 25, place de la Liberté, 01150 Lagimod, dans le cadre de l'article L 124-8 du Code du Travail, prendra fin dans un délai de deux jours suivant la présente publication.



ERS DES SOCIÉTÉS  
Barclays Bank  
EMPRUNT  
TAUX VARIABLE  
DE F 300 MILLIONS

# MARCHÉS FINANCIERS BOURSE DE PARIS Comptant 29 MARS

## PARIS 29 mars

### Léger repli

Alors que Tokyo et Wall Street se hissent de plus en plus haut (la hausse observée lundi soir à New-York ne semble pas être le reflet d'un véritable accès de mauvaise humeur), le marché parisien a fait marche arrière et l'indice L'Oréal a même été en repli de 0,4 %.

Pour la plupart des spécialistes, ce mouvement résulte avant tout de certains dégonflements bénéficiaires bien compréhensibles après la hausse de la semaine précédente (+1,1 %), complétée par celle de lundi (+0,7 %).

Comment s'explique, dans ces conditions, que L'Oréal, qui figurait encore en tête des valeurs les plus actives de la séance de lundi (avec près de quatre millions de titres et 63 millions de francs de transactions) s'inscrive subitement en repli ?

Passant d'un extrême à l'autre, la société de M. François Dalle a même vu le peloton des baisses avec un repli de 7,4 %, suivi, à quelque distance, par Facom (-6,1 %), Paris-France (-4,9 %), Cressat-Loire (-5,4 %) et Schneider (-4,4 %) et Schneider (-3,8 %).

Nette accalmie sur le Club Méditerranée, pratiquement inchangé sur la veille, lorsqu'il avait gagné 10 %, à 660 F, confirmant l'intérêt que suscite actuellement en Bourse l'une des rares valeurs du secteur du tourisme et des loisirs à ne pas trop pâtir de la sévère réglementation sur les devises qui vient de paraître au Journal officiel du 29 mars.

Du côté des hausses, on relève essentiellement Cie Bancaire (+6,8 %), Darty (+5,5 %), Docks de France (+3,3 %) et Galeries Lafayette (+2,9 %).

Inchangé à Londres (412 dollars l'once), le cours de l'or progresse à Paris : 97 050 F (+900 F) pour le lingot, 700 F (+18 F) pour le napoléon, tandis que le dollar-titre régresse à 8,70 F environ (8,70 F la veille).

## NEW-YORK

### Repli

La semaine a mal commencé à Wall Street, amorcée à la veille du week-end, le repli des cours s'est poursuivi et même s'est accentué lundi, et à la clôture de la séance, sans même par rapport à l'activité, l'indice des industrielles enregistrant une baisse de 6,77 points à 1 133,31.

Le bilan de la journée a surtout été très négatif. Sur 1 846 valeurs, 1 047 se sont repliées, 512 seulement ont progressé et 287 n'ont pas varié.

Autour du « Big Board », toutes les conversations portent sur l'évolution des taux d'intérêt. C'est un sujet de préoccupation majeure. La commission du marché monétaire de la Réserve fédérale devait se réunir mardi et mercredi et beaucoup ont craint que ses membres ne soient amenés, pour éviter un dérapage de l'inflation, à prendre des mesures de resserrement du crédit. En agissant sur les taux d'intérêt, de telles mesures, à l'évidence, minéralisent la reprise économique, qui donne déjà des signes manifestes d'assouplissement en février, les contrats de construction ont baissé de 6 %.

A cet égard, les dernières prévisions publiées par M. Henry Kaufman, le « guru » de Wall Street, n'étaient pas de nature à rassurer, encore que ce dernier ait soit montré très prudent sur les décisions que le Fed pourrait être amené à prendre pour contenir l'accroissement de la masse monétaire au cours de ces derniers mois. Ajoutons cependant qu'aucune véritable pression à la vente n'a été enregistrée.

VALEURS	% du nom	% du coupon	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	28/3	Emission	Financ
3 %	26 10	1 475	De Dietrich	290	290	Neuf Werns	102 80	109	R. N. Madge	7 25	7 25	SCAV		
5 %	36 90	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	176 46	170 37
6 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
6 1/4 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
6 1/2 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
6 3/4 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
7 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
7 1/2 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
8 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
8 1/2 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
9 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
9 1/2 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
10 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
10 1/2 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
11 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
11 1/2 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
12 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
12 1/2 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
13 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
13 1/2 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
14 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
14 1/2 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
15 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
15 1/2 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
16 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
16 1/2 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
17 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
17 1/2 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
18 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
18 1/2 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
19 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
19 1/2 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
20 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
20 1/2 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
21 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
21 1/2 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
22 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
22 1/2 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
23 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
23 1/2 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
24 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
24 1/2 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
25 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
25 1/2 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
26 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
26 1/2 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
27 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
27 1/2 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
28 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
28 1/2 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
29 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
29 1/2 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
30 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
30 1/2 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
31 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
31 1/2 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
32 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
32 1/2 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
33 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
33 1/2 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
34 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
34 1/2 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
35 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
35 1/2 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
36 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
36 1/2 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
37 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
37 1/2 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
38 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
38 1/2 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
39 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
39 1/2 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
40 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
40 1/2 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
41 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
41 1/2 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
42 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
42 1/2 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
43 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
43 1/2 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214 82
44 %	1 081	0 781	Dessels	136 80	136 80	Neuf Werns	73 60	82 50	R. N. Madge	42 00	42 00	Acti	231 91	214



## Le projet de nouveau statut du territoire est très critiqué par les indépendantistes